

Rapports d'activité 2021 des CTRA

*Coordination Murielle LEROY
Délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation*

Décembre 2022

TABLE DES MATIERES

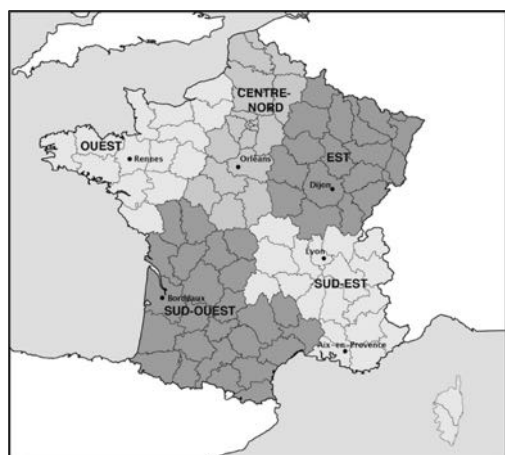
INTRODUCTION	5
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE CENTRE-NORD	7
Présentation de la CTRA Centre-Nord	8
Recherche archéologique en Centre-Val de Loire : bilan chiffré et résultats significatifs	13
Recherche archéologique en Hauts-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs	19
Recherche archéologique en Île-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs	24
Bilan 2021 de la CTRA Centre-Nord	28
<i>PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE</i>	28
<i>NÉOLITHIQUE</i>	31
<i>ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER</i>	35
<i>SECOND ÂGE DU FER</i>	42
<i>ANTIQUITÉ</i>	45
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	51
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE EST	62
Présentation de la CTRA Est.....	63
Recherche archéologique en Bourgogne-Franche-Comté : bilan chiffré et résultats significatifs.....	70
Recherche archéologique en Grand Est : bilan chiffré et résultats significatifs.....	74
Bilan 2021 de la CTRA Est.....	78
<i>PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN</i>	78
<i>NÉOLITHIQUE</i>	90
<i>ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER</i>	92
<i>SECOND ÂGE DU FER</i>	94
<i>ANTIQUITÉ (ESPACE RURAL)</i>	95
<i>ANTIQUITÉ (ESPACE URBAIN)</i>	97
<i>ANTIQUITÉ TARDIVE ET HAUT MOYEN ÂGE</i>	99
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (HABITAT URBAIN, ÉDIFICES RELIGIEUX)</i>	101
<i>ÉPOQUE MÉDIÉVALE (HABITAT RURAL ET CHÂTEAUX)</i>	104
<i>ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE</i>	105
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE OUEST	108
Présentation de la CTRA Ouest	109
Recherche archéologique en Bretagne : bilan chiffré et résultats significatifs	114
Recherche archéologique en Normandie : bilan chiffré et résultats significatifs.....	120
Recherche archéologique en Pays de la Loire : bilan chiffré et résultats significatifs	124
Bilan 2021 de la CTRA Ouest	130
<i>PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE</i>	130
<i>NÉOLITHIQUE</i>	131
<i>ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER</i>	133
<i>ÂGE DU FER</i>	137
<i>ANTIQUITÉ</i>	139
<i>MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	141
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE OUTRE-MER.....	146
Présentation de la CTRA Outre-Mer	147
Recherche archéologique en Guadeloupe : bilan chiffré et résultats significatifs	152
Recherche archéologique en Guyane : bilan chiffré et résultats significatifs	154
Recherche archéologique en Martinique : bilan chiffré et résultats significatifs.....	156
Recherche archéologique dans l’Océan Indien : bilan chiffré et résultats significatifs	158

Bilan 2021 de la CTRA Outre-Mer	160
<i>PÉRIODE PRÉCOLONIALE</i>	160
<i>PÉRIODES MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	162
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE SUD-EST	166
Présentation de la CTRA Sud-Est	167
Recherche archéologique en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan chiffré et résultats significatifs.....	170
Recherche archéologique en Corse : bilan chiffré et résultats significatifs	180
Recherche archéologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan chiffré et résultats significatifs.....	186
Bilan 2021 de la CTRA Sud-Est	191
<i>PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE</i>	192
<i>NÉOLITHIQUE</i>	193
<i>ÂGES DES MÉTAUX</i>	195
<i>ANTIQUITÉ</i>	197
<i>MOYEN ÂGE</i>	199
<i>ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	201
<i>ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE</i>	202
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE SUD-OUEST	204
Présentation de la CTRA Sud-Ouest.....	205
Recherche archéologique en Nouvelle-Aquitaine : bilan chiffré et résultats significatifs.....	211
Recherche archéologique en Occitanie : bilan chiffré et résultats significatifs.....	215
Bilan 2021 de la CTRA Sud-Ouest.....	220
<i>PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN</i>	220
<i>PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR ET MÉSOLITHIQUE</i>	222
<i>NÉOLITHIQUE</i>	226
<i>ÂGE DU BRONZE</i>	228
<i>PREMIER ET SECOND ÂGES DU FER</i>	231
<i>ANTIQUITÉ</i>	232
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (PREMIER MOYEN ÂGE)</i>	237
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (MOYEN ÂGE, CHÂTEAUX ET ÉDIFICES</i> <i>RELIGIEUX, MONUMENTAL, BÂTI)</i>	241
<i>ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE</i>	243
LE DÉPARTEMENT DES RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES SUBAQUATIQUES ET SOUS-MARINES DANS LES COMMISSIONS TERRITORIALES DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE.....	248
Recherche archéologique sous-marine : bilan chiffré et résultats significatifs	249

Abréviations

AE : aide à l'édition
APP : aide à la préparation de publication
APRAB : association pour la promotion des recherches sur l'âge du Bronze
BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
BSR : bilan scientifique régional
BVSG : Blicquy-Villeneuve-Saint-Germain
CAG : Carte archéologique de la Gaule
CCE : centre de conservation et d'étude
CCS : cahier des charges scientifiques
CIAP : centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine
CNRA : conseil national de la recherche archéologique
COSM : commission des opérations sous-marines
CRA : conservateur régional de l'archéologie
CRMH : conservation régionale des monuments historiques
CTRA : commission territoriale de la recherche archéologique
CST : contrôle scientifique et technique
DAC : direction des affaires culturelles
DAI : Deutsches Archäologisches Institut
DGPA : direction générale des patrimoines et de l'architecture
DRAC : direction régionale des affaires culturelles
DRASSM : département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines
EA : équipe d'accueil
EPCC : établissement public de coopération culturelle
FP : fouille programmée
FPP : fouille programmée pluriannuelle
GDR : groupement de recherche
IBCM : identification de bien culturel maritime
JEP : journées européennes du patrimoine
ONF : Office national des forêts
OPP : opération de préparation de publication
PAS : projet d'activité scientifique
PCR : projet collectif de recherche
PI : prospection-inventaire
PMA : première partie du Paléolithique moyen
PSI : projet scientifique d'intervention
PT : prospection thématique
RFO : rapport final d'opération
RO : responsable d'opération
SDA : sous-direction de l'archéologie
SIM : stade isotopique marin
SPDRA : soutien à la publication et à la diffusion de la recherche archéologique
SRA : service régional de l'archéologie
UMR : unité mixte de recherche
VSG : Villeneuve-Saint-Germain
ZPPA : zone de présomption de prescription archéologique

Introduction



Les 5 CTRA métropolitaines depuis 2017.

Les commissions interrégionales de la recherche archéologique ont été renouvelées entre février et mars 2021 pour un mandat de quatre ans (2021-2024). Vingt-trois nouveaux experts ont ainsi rejoint trente-deux membres déjà présents en 2020 et dont le mandat était reconduit.

En 2021, l'activité globale des six commissions a été comparable à celle des quatre années précédentes : 1842 dossiers ont été examinés (hors ZPPA), dont 57 informations des conservateurs régionaux ou du Drassm, pour une moyenne de 1855 dossiers entre 2017 et 2020. De même les grands équilibres entre préventif et programmé n'ont pas évolué, l'archéologie préventive représentant toujours 55 % des dossiers examinés par les experts.

	OUEST	CENTRE-NORD	EST	SUD-EST	SUD-OUEST	OUTRE-MER	TOTAL
Diagnostics	88 33,4 %	125 41,4 %	126 39,6 %	107 28,3 %	156 34,7 %	34 45,9 %	636 35,6 %
RFO	83 31,6 %	68 22,5 %	55 17,3 %	64 16,9 %	37 8,2 %	8 10,8 %	315 17,7 %
Programmées	83 31,6 %	104 34,4 %	129 40,6 %	190 50,3 %	234 52,0 %	31 41,9 %	771 43,2 %
Publications	9 3,4 %	5 1,7 %	8 2,5 %	17 4,5 %	23 5,1 %	1 1,4 %	63 3,5 %
TOTAL	263	302	318	378	450	74	1785

Répartition des dossiers examinés par les CTRA en 2021 (hors informations et zonages).

Le nombre de dossiers programmés examinés en 2021 (771) est dans la moyenne du mandat 2017-2020, même s'il est en légère baisse par rapport à 2020 (811). En revanche, le déséquilibre au sein de l'archéologie préventive entre dossiers *a priori* (diagnostics, CCS, PSI) et dossiers *a posteriori* (RFO) s'est nettement accentué, ces derniers passant de 39 % des dossiers de préventif entre 2017 et 2020 à 33 % en 2021. C'est à la fois la conséquence d'une augmentation du nombre de diagnostics/CCS/PSI expertisés qui a atteint un maximum depuis 5 ans avec 613 dossiers, alors qu'à l'opposé le nombre de RFO traités a lui connu un minimum (315). Cette baisse du nombre de RFO examinés est en partie due à la difficulté pour les experts d'examiner l'ensemble des dossiers mis à l'ordre du jour, la priorité se faisant alors sur les opérations programmées et l'examen des prescriptions préventives.

Outre l'élaboration de ce premier rapport d'activité annuel des nouvelles commissions, l'année 2022 a été consacrée à des restitutions des rapports quadriennaux de la mandature 2017-2020. La première s'est faite devant le Conseil national de la recherche archéologique lors de sa session du 8 juin, où une demi-journée a été consacrée à une présentation de ces rapports par l'Inspection et des experts de CTRA. Ces présentations chronologiques et thématiques, synthétisant les points forts et proposant des orientations pour la recherche, ont donné lieu à des échanges avec l'ensemble du conseil national et avec les présidents des CTRA. Elles devraient alimenter la future programmation nationale en cours de rédaction.

Par ailleurs, compte tenu de la densité des constats et des orientations de la recherche suggérés dans ces rapports quadriennaux, le directeur général de l'architecture et des patrimoines a souhaité qu'ils soient présentés aux agents des SRA afin de contribuer à faire émerger les priorités régionales de la recherche archéologique pour les années à venir. Des séminaires de réflexion ont ainsi été organisés selon des modalités propres à chaque CTRA, comprenant une réunion de synthèse parfois ouverte plus largement à la communauté scientifique, comme à Rennes, et souvent précédée d'ateliers chronologiques ou thématiques. Ces séminaires sont achevés pour les interrégions Ouest (6 ateliers en visioconférence en mai et juin, réunion finale à Rennes le 29 juin), Sud-Est (séminaire à Aix-en-Provence le 15 septembre), Centre-Nord (2 ateliers en visioconférence en octobre-novembre, réunion finale à Paris le 6 décembre), Sud-Ouest (8 ateliers en octobre-novembre à Toulouse, Bordeaux, Limoges, Poitiers et Montpellier, réunion finale à Bordeaux le 8 décembre) et sont programmés pour l'interrégion Est au premier semestre 2023 (ateliers transversaux en janvier et février et réunion finale de synthèse le 23 mars). Les services de l'archéologie d'Outre-Mer devraient aussi organiser une réunion de synthèse à l'issue de deux ateliers d'ici la fin du premier semestre 2023.

Le présent rapport d'activité 2021, document préparatoire au rapport de synthèse prévu pour la fin de la mandature quadriennale, comprend pour chaque CTRA une présentation, par les experts, des principaux résultats des opérations archéologiques examinées et les problématiques abordées. Elle est précédée par une introduction, par les conservateurs régionaux de l'archéologie, d'un bilan chiffré de l'activité de la région accompagné d'une sélection d'opérations dont les résultats ont été remarquables, qu'il s'agisse de découvertes majeures effectuées lors d'opérations de terrain, d'avancées considérables effectuées dans le cadre de projets collectifs de recherche ou d'autres études ou d'opérations de valorisation dont le retentissement est national.

Soulignons enfin que, pour la première fois, ce bilan s'est ouvert au département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) qui est compétent pour la gestion de l'ensemble des façades maritimes françaises. Même si l'examen des dossiers d'archéologie sous-marine est effectué par les différentes CTRA concernées (Centre-Nord, Ouest, Outre-Mer, Sud-Ouest, Sud-Est), la présentation du Drassm a été placée par facilité en fin de rapport.

François FICHET de CLAIRFONTAINE
Jean Olivier GUILHOT
Murielle LEROY
Stéphane RÉVILLION
Inspecteurs généraux des patrimoines

Commission territoriale de la recherche archéologique Centre-Nord

Présentation de la CTRA Centre-Nord

Par Murielle LEROY

Inspectrice générale des patrimoines

Activité de la commission

La CTRA Centre-Nord, qui regroupe les régions Centre-Val de Loire (CvdL), Hauts-de-France (HdF) et Île-de-France (IdF), s'est réunie 8 fois¹ en 2021, ce qui a représenté 23 journées de travail. Comme l'année précédente, du fait des conditions sanitaires liées à la crise de la Covid-19, seule la réunion d'octobre a pu se tenir en présentiel. Elle s'est déroulée à la Drac d'Orléans, siège de la commission. Lors de cette session, la commission a aussi été accueillie à Chartres par le service archéologique de la métropole sur le site du sanctuaire antique de Saint-Martin-au-Val. Les autres réunions se sont tenues par visioconférence, parfois dans des conditions techniques de piètre qualité, ce qui n'a pas favorisé les échanges.

L'année 2021 a été marquée par le renouvellement de la commission pour quatre ans. Nommée par arrêté du préfet de région en date du 24 février 2021, celle-ci a commencé à siéger à partir de la session de mars. Elle est composée de dix experts, dont cinq déjà membres de la CTRA précédente (signalés par un astérisque) :

- Raphaël Angevin (SRA Auvergne-Rhône-Alpes), au titre de spécialiste, pour la Préhistoire ancienne ;
- Christophe Gilabert* (SRA Auvergne-Rhône-Alpes), au titre de spécialiste, pour le Néolithique ;
- Thibault Lachenal (UMR 5140, Montpellier), au titre du CNRS, pour la Protohistoire ancienne ;
- Jenny Kaurin* (SRA Bourgogne-Franche-Comté), au titre du ministère de la Culture, pour la Protohistoire récente ;
- Nadine Dieudonné-Glad (Université de Poitiers), au titre de l'enseignement supérieur, pour l'Antiquité ;
- Michiel Gazenbeek* (Inrap Grand-Est), au titre de spécialiste, pour l'Antiquité ;
- Gaëtan Le Cloiréc (Inrap Grand-Ouest), au titre de l'Inrap, pour l'Antiquité ;
- Pierre Papin (Service archéologique du département d'Indre-et-Loire), au titre de spécialiste, pour le Moyen Âge ;
- Isabelle Caillot* (Éveha), au titre d'un opérateur agréé, pour le Moyen Âge et l'époque moderne ;
- Claude Héron* (Bureau du patrimoine archéologique du département de Seine-Saint-Denis), au titre d'une collectivité territoriale, pour le Moyen Âge et l'époque moderne.

En février, ont encore siégé les experts de la commission antérieure qui n'ont pas été renouvelés : Isabelle Kerouanton, Stéphane Venault, Marc Heijmans et Étienne Louis.

Les membres de la commission ont été ponctuellement assistés dans plusieurs spécialités par sept experts extérieurs pour : le Paléolithique (Mathieu Langlais), les grottes ornées (Geneviève Pinçon), l'archéologie des conflits contemporains (Yves Desfossés), l'archéologie subaquatique (Annie Dumont et Yves Billaud) et la numismatique (Vincent Drost et Bruno Foucray).

¹ Du 1^{er} au 3 février, du 15 au 17 mars, du 12 au 14 avril, du 17 au 18 mai, du 5 au 7 juillet, du 20 au 22 septembre, du 25 au 27 octobre, du 6 au 8 décembre.

En 2021, le nombre de dossiers examinés a connu une baisse par rapport aux années précédentes, tendance déjà amorcée en 2020 : 311 dossiers ont ainsi été examinés, soit 27 à 66 par séance, les séances les plus chargées étant celles de février (52) et mars (66). Les experts ont rendu 370 avis, un tiers des dossiers nécessitant plusieurs avis.

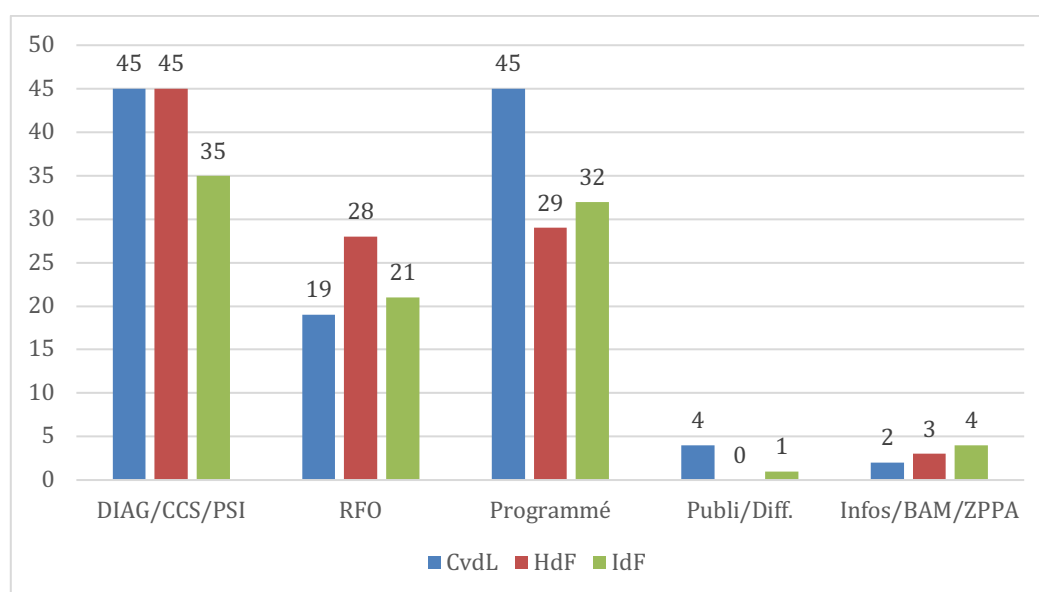
2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
356	396	326	355	351	378	331	310

Nombre de dossiers (hors ZPPA) examinés annuellement en CTRA Centre-Nord de 2014 à 2021.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
R. Angevin	24	Paléolithique - Mésolithique
C. Gilabert	21	Néolithique
I. Kerouanton (janvier)	7	Âge du Bronze - premier âge du Fer
T. Lachenal (à partir de mars)	21	Âge du Bronze - premier âge du Fer
J. Kaurin	48	Âge du Fer
S. Venault (janvier)	3	Antiquité
M. Heijmans (janvier)	4	Antiquité
M. Gazenbeek	37	Antiquité
N. Dieudonné-Glad (à partir de mars)	24	Antiquité
G. Le Cloiréc (à partir de mars)	29	Antiquité
P. Papin (à partir de mars)	22	Moyen Âge
É. Louis (janvier)	10	Moyen Âge et moderne
I. Caillot	31	Moyen Âge et moderne
C. Héron	76	Moyen Âge et moderne
Experts extérieurs	13	

Nombre d'avis émis par expert en 2021.

Dossiers examinés



Types de dossiers examinés par région en 2021.

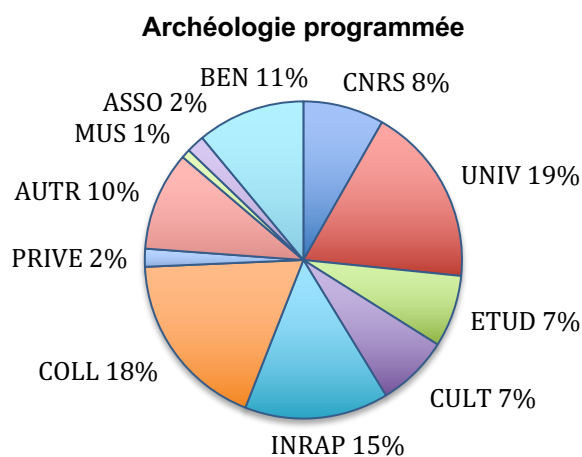
L'**archéologie programmée** a représenté 109 dossiers, soit plus d'un tiers des dossiers examinés par les experts en 2021. Ce nombre est globalement stable depuis 2018. Il s'agit principalement de fouilles (34), de PCR (42) et de prospections (23). La diminution du nombre de fouilles amorcée en 2020 s'est confirmée (50 dossiers en 2019, 39 en 2020), tandis que le nombre de PCR continue régulièrement d'augmenter (36 en 2018, 38 en 2019 et 39 en 2020).

	Fouille	Sondage	Prospections	PCR	AE-APP	Total
Centre-Val de Loire	8	3	15	19	4	49
Hauts-de-France	14	1	7	7	0	29
Île-de-France	12	1	1	18	1	33
Total	34	5	23	42*	5	109*

* Deux des PCR couvrent deux régions.

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2021.

Les porteurs de projet sont principalement rattachés à des universités françaises ou belge, à des collectivités territoriales de l'interrégion (13 collectivités) ou à l'Inrap, dans une moindre mesure au CNRS ou au ministère de la Culture. À noter la présence d'une part non négligeable de bénévoles.



Organismes de rattachement (opérations programmées).

L'**archéologie préventive** a concerné 193 dossiers : 125 ont été examinés *a priori*, principalement des diagnostics, en général accompagnés de CCS, et dans quelques cas des CCS seuls (10 cas) ou des PSI (2 cas) ; 68 rapports de fouilles ont été examinés *a posteriori*. Un de ces dossiers concernait une prescription complémentaire de fouille suite à la découverte d'un important aménagement hydraulique du haut Moyen Âge sur le site de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, qui a nécessité la visite de deux experts de la commission.

Par rapport à 2020, on note une augmentation des dossiers examinés *a priori* (+ 20 %) et un net recul du nombre de RFO examinés (- 39 %). Si le nombre de dossiers examinés *a priori* se situe dans la moyenne de la mandature précédente, le nombre de RFO examinés est lui bien en-dessous de cette moyenne qui s'établit à 114. Il est surtout très en deçà du nombre de dossiers débouchant sur une prescription de fouille, en moyenne 122 par an entre 2017 et 2020. Le report de l'examen des RFO faute de temps explique en partie ce faible nombre, mais il faudra s'assurer qu'il ne témoigne pas aussi d'un décrochage entre le nombre d'opérations réalisées et le nombre de rapports rendus.

	Diag/CCS/PSI	RFO
Centre-Val de Loire	45	19
Hauts-de-France	45	28
Île-de-France	35	21
Total	125	68

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2021.

Les opérateurs d'archéologie préventive qui sont intervenus dans l'interrégion en 2021 sont au nombre de 31 :

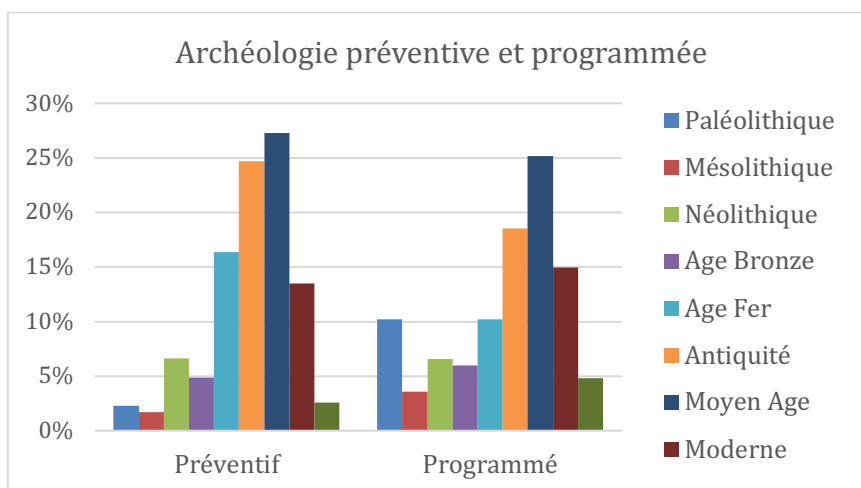
- près de 64 % (117) des dossiers ont émané de l'Inrap ;
- 28 % (52) sont portés par les nombreuses collectivités territoriales de l'interrégion : 13 en Hauts-de-France, 6 en Centre-Val de Loire et 6 en Île-de-France ;
- près de 8 % (14) émanent de cinq entreprises privées, dont la moitié d'Éveha.

La commission a aussi eu à évaluer l'intérêt scientifique de deux trésors monétaires découverts fortuitement dans le Loir-et-Cher et le Val-d'Oise. Elle a donné un avis favorable à la conservation du premier au titre du L.541-4 du Code du patrimoine.

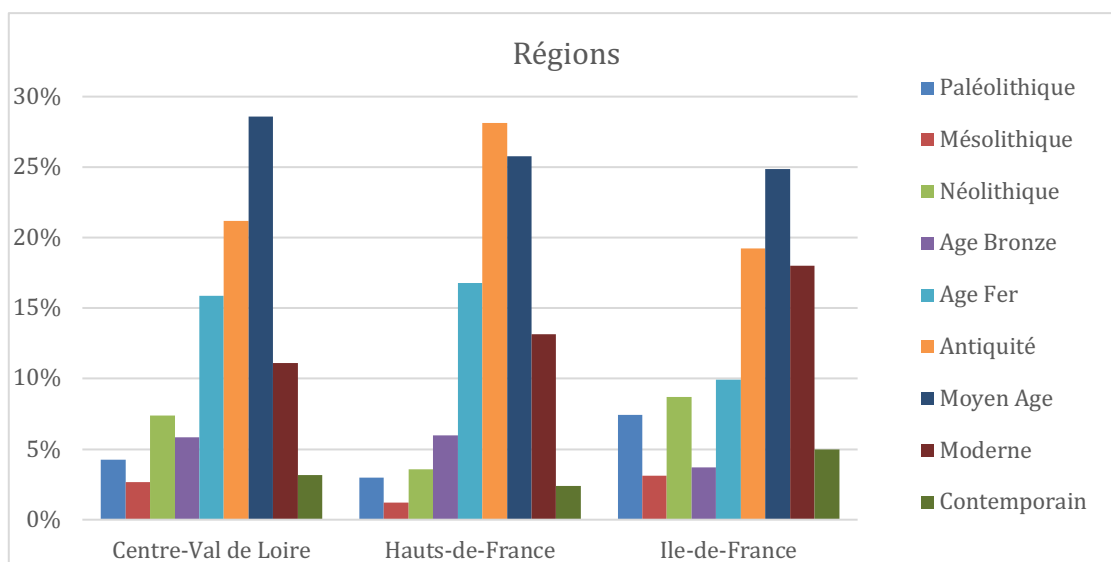
Enfin, outre quelques points d'informations apportés par les conservateurs régionaux, la CTRA n'a eu à examiner qu'un seul projet de zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) sur une commune de la Somme (Hauts-de-France).

Périodes et thèmes traités

Les **périodes** les plus anciennes, Paléolithique-Mésolithique-Néolithique, représentent seulement 13,8 % des dossiers examinés, soit respectivement 4,9 % (25 dossiers), 2,3 % (12) et 6,6 % (34). Les âges des métaux en représentent quant à eux 19,6 %, avec un fort déséquilibre entre âge du Bronze (5,2 % ; 27 dossiers) et âge du Fer (14,4 % ; 74). 22,7 % des dossiers (117) examinés concernent l'Antiquité, tandis que 40,6 % portent sur les périodes médiévales et modernes, soit respectivement 26,6 % (137 dossiers) et 14,0 % (72). L'époque contemporaine est présente dans 3,3 % (17) des dossiers. Cette répartition est semblable à celle observée les années précédentes.

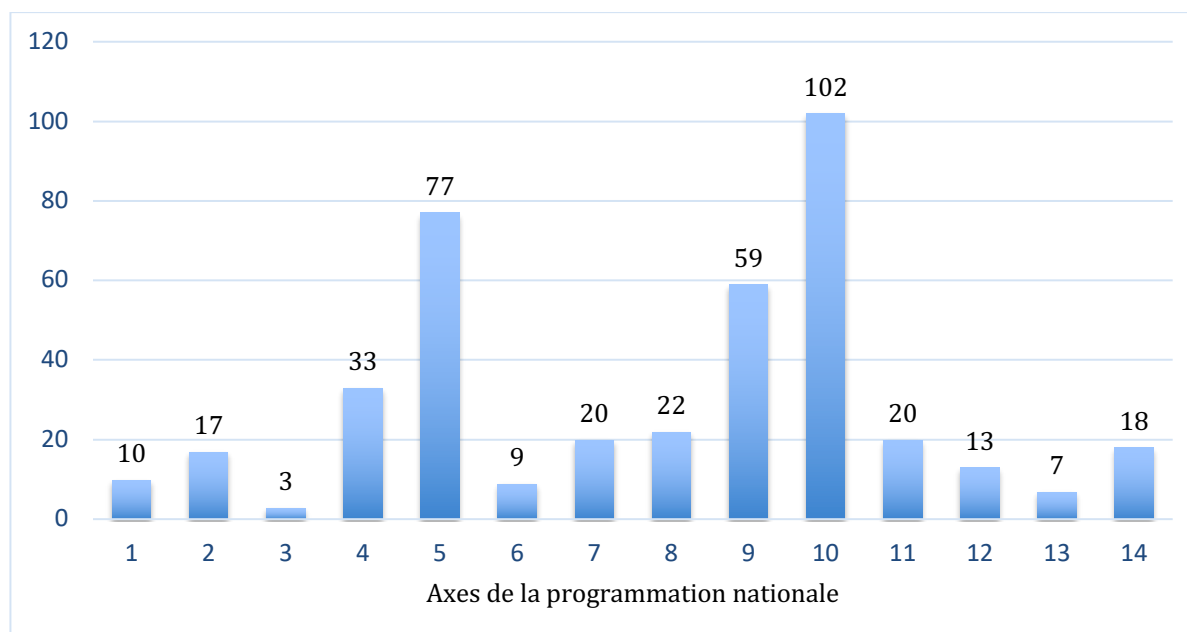


Périodes chronologiques traitées en archéologie programmée et en archéologie préventive (interrégion).



Périodes chronologiques traitées par région (archéologie préventive et programmée)

Tous les axes de la programmation nationale de la recherche archéologique (hors Outre-mer) ont été abordés en 2021. Comme lors de la mandature précédente, on note une prédominance de 4 axes : l'axe 10 (Espace rural, peuplements et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne : 102 dossiers, soit 24,9 %) et l'axe 5 (Les âges des métaux : 77 dossiers, soit 18,8 %), dans une moindre mesure l'axe 9 (Le phénomène urbain : 59 dossiers, soit 14,4 %) et l'axe 4 (Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations : 33 dossiers, soit 8,0 %).



Dossiers ventilés par axe de la programmation nationale.

Recherche archéologique en Centre-Val de Loire : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Stéphane RÉVILLION

Conservateur régional de l'archéologie

	Centre-Val de Loire	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2713	/
Diagnostics prescrits	220	1100
Fouilles prescrites	47	/
Diagnostics réalisés	154	511
Fouilles réalisées	18	15
Programmé	Nb	
Fouilles	7	
PCR	17	
PT	15	
PI	8	
SD	3	
OPP	3	
Relevés art rupestre	0	

L'archéologie préventive constitue une part importante de l'activité en région Centre-Val de Loire, fortement impactée par l'extension des marges franciliennes avec le développement sensible des zones d'activités, des ZAC et des carrières. En 2021, le service régional de l'archéologie a instruit 2 713 dossiers d'urbanisme. Traduisant l'intensité des activités d'aménagement en région, ce nombre connaît une hausse de plus de 25 % par rapport à 2020, mais également aux années précédentes.

Avec 220 opérations prescrites (7,4 % du total des dossiers reçus) sur près de 1 100 ha (dont 350 ha pour un projet de golf), le nombre de prescriptions de diagnostic en 2021 est en légère hausse et confirme la tendance observée en 2020, cependant en correspondance avec les moyennes enregistrées depuis 2017. Les diagnostics concernent un nombre croissant de projets d'ampleur limitée, le plus souvent comprise entre 1 000 et 10 000 m², généralement liés à la densification du tissu urbain ou à des projets de continuité écologique. Parallèlement, on constate une augmentation du nombre des diagnostics rendus nécessaires par des aménagements extensifs d'emprises supérieures à 10 ha. Il s'agit le plus souvent de carrières, de parcs éoliens, d'installations de méthanisation, de zones d'aménagements concertés, de zones d'activités et de parcs photovoltaïques. En nette hausse en 2020, le nombre des prescriptions concernant l'archéologie du bâti s'est stabilisé en 2021 (18 diagnostics). 154 diagnostics ont été engagés au cours de l'année, pour un total de 511 ha, dont 51 ont été pris en charge par les services archéologiques de collectivités. Comme les années précédentes, l'Inrap assure donc environ les deux tiers des diagnostics dans l'ensemble de la région.

Quarante-sept fouilles préventives (1,2 % du total des dossiers reçus) ont été prescrites. Les 18 opérations engagées en 2021 couvrent une superficie cumulée de 15,1 ha. Elles représentent un budget de 7,3 M € hors taxes pour un volume total de 12 059 jours/homme. Ces chiffres, qui s'inscrivent dans les moyennes des trois dernières années, confirment

l'augmentation du coût moyen des fouilles, observée en 2020. La majorité des opérations concernent l'Antiquité, le Moyen Âge et les âges des Métaux. Avec 25 prescriptions, le nombre des arrêtés de modification de consistance de projet est en hausse par rapport aux années précédentes (14 en 2020 ; 23 en 2019 ; 11 en 2018). Son évolution est étroitement liée à la nature des projets d'aménagement et aux possibilités techniques de leur modification afin d'assurer la protection du patrimoine archéologique. L'Inrap a réalisé 9 fouilles, dont 2 en groupement avec le service archéologique de Chartres Métropole et le service archéologique départemental d'Indre-et-Loire. Au total, les services de collectivités territoriales ont assumé 6 fouilles : 2 dont 1 en groupement par le service de Chartres Métropole ; 1 en groupement par le service archéologique départemental d'Indre-et-Loire ; 3 par le service d'archéologie préventive du département du Loiret. La part des fouilles archéologiques réalisées par des opérateurs privés connaît une nette augmentation par rapport à 2020 (2 opérations) et retrouve avec 5 opérations (Éveha : 3 ; Archeodunum : 1 ; Paléotime : 1) des valeurs comparables à celles de 2018 et 2019.

Les fouilles archéologiques préventives restent inégalement réparties sur le territoire régional, car les départements de l'Eure-et-Loir (6 fouilles sur 8,15 ha) et du Loiret (7 fouilles sur 3,5 ha) regroupent un peu plus de la moitié du nombre des opérations et plus des deux tiers des surfaces fouillées. La répartition de ces opérations selon les différents axes de la programmation scientifique nationale, établie par le CNRA, ne connaît pas d'évolution notable depuis 2017. Ainsi, en 2021, les opérations qui concernent les périodes anciennes de la Préhistoire (axe 1 et 2) et l'axe 4 (Mésolithisations, Néolithisations, Chalcolithisations) sont minoritaires. Ce n'est pas le cas de celles relatives : aux âges des métaux (axe 5) ; à l'espace rural, au peuplement et aux productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne (axe 10) ; ou encore au phénomène urbain (axe 9) ; qui constituent la majorité des opérations et en moindre proportion de celles ayant trait : aux phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité (axe 7) ; aux édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (axe 8) ; à l'archéologie des périodes moderne et contemporaine (axe 14).

En 2021, le SRA a autorisé 45 opérations archéologiques programmées, atteignant ainsi les objectifs fixés depuis 2016 à la politique de soutien à la recherche régionale. L'augmentation de ce nombre résulte du développement d'une majorité de projets collectifs de recherche (17 opérations) et de prospections thématiques (15). Le nombre des fouilles programmées (7), dont on reconnaît tout l'intérêt pour le renouvellement des connaissances, est également stabilisé. Celui des opérations de préparation de publication (3) témoigne de la dynamique régulière et de l'engagement des responsables d'opération à diffuser les résultats de leurs recherches. La majorité de ces opérations concerne l'Eure-et-Loir (9), le Loiret (6) et l'Indre (6) ou une problématique régionale (7). Elles sont dirigées par des universitaires (9), des archéologues de collectivités territoriales (9), de l'Inrap (6), du ministère de la Culture (7), des bénévoles (6), des étudiants (3) et des chercheurs du CNRS (2). L'engagement d'archéologues de collectivités territoriales et de chercheurs universitaires explique en partie l'évolution constatée en ce domaine par rapport à 2020.

Le nombre des recherches programmées en Préhistoire est relativement stable avec des valeurs généralement inférieures à 5 opérations (axe 1 : 2 ; axe 2 : 2 ; axe 3 : 1) comme celui ayant trait à la néolithisation (axe 4 : 3). Le dynamisme des recherches sur les âges des Métaux (axe 5 : 8), l'espace rural, les productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne (axe 10 : 8) et l'étude du phénomène urbain (axe 9 : 7) est confirmé en 2021. Il en est de même des études consacrées aux édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (axe 8 : 6). Le nombre des opérations consacrées aux phénomènes funéraires

depuis la fin de l'Antiquité (axe 7 : 1) ou aux constructions élitaires fortifiées ou non du début du haut Moyen Âge à la période moderne (axe 11 : 3) est équivalent à ce qui est observé depuis 2019.

Parmi l'ensemble de ces opérations, un certain nombre se distinguent par leurs apports à l'avancée des connaissances et au développement de problématiques d'audience régionale, nationale ou internationale.

La fouille préventive d'une emprise de 8 ha au sein de la **zone d'activités d'Artenay-Poupry** (Loiret), engagée en 2020 et achevée au cours de l'été 2021, en est un bon exemple, car elle a permis d'étudier un vaste complexe agricole, occupé du second âge du Fer jusqu'au Haut-Empire. Il est constitué de deux très vastes établissements, respectivement de 7 200 m² et 4 300 m², caractérisés par de puissants fossés (l. : 7 m ; p. : 2,50 m) délimitant des espaces où une première génération de bâtiments (greniers, étables, habitat...) a été édifiée sur de gros poteaux porteurs. À partir du II^e siècle ap. J.-C., l'apparition d'architectures en pierre, notamment dans la partie méridionale du site, correspond à une nouvelle organisation de l'établissement. La présence d'un mobilier archéologique spécifique (couteaux, forces, fusaïoles, pesons, éléments de tabletterie...) et de structures caractéristiques (fours...), pourrait indiquer que le site d'Artenay a été le cadre d'activités agropastorales importantes, assurant la prospérité de son propriétaire vraisemblablement de haut rang. C'est ce que semble indiquer la présence sur le site d'un mobilier archéologique de qualité (éléments de parures, céramiques peintes...) et d'un exceptionnel fragment de statue sculptée dans un bloc calcaire qui figure un personnage portant un bracelet de bras torsadé avec les mains ouvertes sur le torse, et dans le dos, deux cervidés affrontés (fig. 1 et 2). La statuare gauloise est rare en France, celle d'Artenay n'a pas d'équivalent en région Centre-Val de Loire. Ainsi, les nouvelles données réunies sur l'évolution de l'habitat et l'organisation de l'espace rural au second âge du Fer, grâce à cette opération, vont permettre d'intéressants rapprochements avec des sites de cette nature constituant un corpus au sein duquel figurent de vastes établissements comme ceux de Meung-sur-Loire (Loiret) ou de Batilly (Loiret).



Figure 1. Artenay-Poupry (Loiret), fragment de sculpture du second âge du Fer ; vue de face : personnage portant un bracelet de bras torsadé avec les mains ouvertes sur le torse. 2021 (cliché Inrap).



Figure 2. Artenay-Poupry (Loiret), fragment de sculpture du second âge du Fer ; vue de dos : deux cervidés affrontés. 2021 (cliché Inrap).

Dans l'emprise du vaste **ensemble monumental culturel antique de Saint-Martin-au-Val à Chartres** (Eure-et-Loir), la fouille programmée des éléments de l'exceptionnel plafond suspendu à caissons en bois sculptés a été poursuivie, autour du bassin en marbre attribué au II^e siècle ap. J.-C. à proximité du temple d'Apollon. Le prélèvement des bois restants a été accompagné de la fouille et de l'échantillonnage des sédiments organiques au fond du bassin, qui a fait l'objet d'un enregistrement complet (fig. 3). Dans la partie orientale du centre du bassin, des aménagements pour l'alimentation et l'évacuation des eaux et les éléments d'une structure en bois sous les placages en marbre, ont été mis au jour (fig. 4). Il s'agit de l'un des apports majeurs de cette campagne qui révèle un état du bassin antérieur à l'ensemble couvert de marbre. De nouvelles observations, notamment du mur nord du bâtiment abritant le bassin, ont permis d'identifier la présence d'enduits peints et du système de fixation des plaques de marbre constituant la plinthe. Dans ce secteur, la poursuite de l'étude stratigraphique a pour objectif de retrouver les éventuelles limites sud du bâtiment et de comprendre les relations entre les deux états constatés du bassin et le mur nord de l'édifice. Elle fournit déjà un faisceau d'indices qui plaide en faveur de la restitution de la couverture de la totalité de la construction abritant le bassin.

Des essais de modélisation de la structure de la charpente correspondante sont en cours. L'étude du système de suspension (baguettes et crochets en fer) du plafond à caissons et des éléments de décor qui le constituent, progresse. Il est désormais possible de restituer les assemblages des différentes moulures d'encadrement qui forment le fond des caissons hexagonaux et d'y replacer le motif central dont la composition végétalisée est interprétée comme un fleuron composite à corolles multiples, au centre de laquelle figure un octograme. Les essences de bois mis en œuvre (chêne, pin, tilleul) sont l'objet d'une étude particulière grâce au dépouillement des textes antiques et au développement de programmes spécifiques avec des laboratoires spécialisés pour tenter d'identifier les sources potentielles de bois.

La fouille de ce site actuellement sans équivalent dans le monde romain apporte de nombreuses données inédites sur l'architecture antique et de nouveaux éléments de réflexion et de connaissances sur la conception, la construction, l'évolution et l'utilisation de ce composant particulier d'un espace culturel plus vaste. En raison de son audience

internationale, cette opération bénéficie de financements substantiels dans le cadre de programmations pluriannuelles.



Figure 3. Chartres (Eure-et-Loir), fouille du complexe cultuel antique de Saint-Martin-au-Val ; vue générale du bassin de la fontaine monumentale mis au jour à proximité immédiate du temple d'Apollon. 2021 (cliché service archéologique de Chartres Métropole).



Figure 4. Chartres (Eure-et-Loir), fouille du complexe cultuel antique de Saint-Martin-au-Val ; détail du bassin de la fontaine monumentale mis au jour à proximité immédiate du temple d'Apollon. 2021 (cliché service archéologique de Chartres Métropole).

Inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en 1940 et resté dans le domaine privé depuis sa construction, le **château médiéval de Mez-le-Maréchal à Dordives** (Loiret) qui a jusqu'ici échappé à toute étude archéologique et architecturale approfondie, est l'objet d'une intéressante fouille programmée. L'état de conservation remarquable de la plus grande partie des élévations, fournit l'opportunité d'examiner dans le détail un monument dont le plan, les modes et les techniques de construction, pourraient avoir inspiré d'autres édifices militaires prestigieux, caractéristiques de l'architecture philippine (fig. 5).

Implanté le long de la voie romaine d'Orléans à Sens, l'ensemble est dominé par une tour-maîtresse construite par Robert III Clément dans la seconde moitié du XII^e siècle. Conservée sur plus de 16 m de haut avec des aménagements résidentiels étagés et surmontée par un niveau daté du XIII^e siècle, elle prend place au centre d'une enceinte de 60 m de côté. Attribuée au début du XIII^e siècle à Henri Clément, maréchal et conseiller militaire de Philippe Auguste, cette dernière vraisemblablement contemporaine de celle du château du Louvre, est dotée de quatre tours d'angle (diam. 8 m à 8,60 m), dont deux conservent leurs voûtes d'ogives du deuxième niveau et la totalité des percements d'archères sur les deux étages. Au sommet de la jonction de la tour nord-ouest et des courtines ouest et nord, deux paliers distribuant quatre volées de marches, incluses dans l'épaisseur des murs, assurent indépendamment l'accès à la salle militaire du niveau 2 et au niveau 3 sommital de la tour, tout en conservant la continuité du chemin de ronde périphérique. Contrairement aux parements extérieurs du monument, composés de calcaire lacustre, l'élévation intérieure de la courtine ouest est constituée de calcaire de Souppes, de silex et de poudingue, dont l'étagement témoigne de la progression et des difficultés d'approvisionnement du chantier. L'étude des éléments lapidaires conservées sur le site précise la typologie et les modénatures des programmes architecturaux successifs. Le domaine attaché au château est l'objet de relevés topographiques enregistrant les microreliefs révélateurs possibles d'aménagements spécifiques. Enfin, d'importants travaux de débroussaillage ont rétabli l'accès à la chapelle ruinée du domaine qui n'a jamais fait l'objet d'observations. L'importante étude archéologique du bâti de ce site d'exception est accompagnée d'une solide étude des sources qui concernent les premiers seigneurs du Gâtinais dont sont issus ceux du Mez et les archives privées du château, jusqu'ici inexploitées.



Figure 5. Dordives (Loiret), vue générale du château de Mez-le-Maréchal (XII^e-XIII^e s.), 2021 (cliché F. Renucci).

Recherche archéologique en Hauts-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Jean-Luc COLLART

Conservateur régional de l'archéologie

	Hauts-de-France	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	9576	/
Diagnostics prescrits	326	/
Fouilles prescrites	48	/
Diagnostics réalisés	240	781,8
Fouilles réalisées	38	42
Programmé	Nb	
Fouilles	10	
PCR	7	
PT	20	
PI		
SD	6	
OPP	2	
Relevés art rupestre	0	

Les présentations de l'activité archéologique des Hauts-de-France dans les précédents bilans annuels et quadriennal sont assez développées. Il nous a été demandé d'être plus concis pour 2021. Quelques éléments statistiques sont néanmoins fournis ci-dessous, brièvement commentés. Une approche plus développée sera faite dans le prochain rapport quadriennal 2024.

L'archéologie préventive

Paradoxalement, les années Covid ont été caractérisées par un accroissement des aménagements et par suite, de l'activité archéologique préventive. L'augmentation du nombre de dossiers instruits, perceptible dès 2019, a été très forte en 2021. Les fouilles importantes se sont multipliées. Cela n'apparaît pas dans le nombre, mais dans la surface et le coût des fouilles : l'année 2020 correspond à un pic considérable. Notre système de calcul prend en compte l'année d'autorisation de l'opération et plusieurs fouilles autorisées en 2020 se sont poursuivies en 2021. La baisse des chiffres en 2021 ne correspond donc pas à une baisse de l'activité. Cette intensification de l'activité de fouille est probablement liée au plan de relance et à d'autres facteurs stimulants (programmes de rénovation urbaine, multiplication des méthaniseurs, application prochaine du « zéro artificialisation nette », Grand Paris, Jeux Olympiques de Paris 2024, taux d'intérêt bas). Plusieurs prescriptions « dormantes » depuis un certain temps, ont été mises en œuvre ces deux dernières années. Cette augmentation des fouilles a pesé sur l'activité de diagnostics. En dépit d'un effort de sélectivité (cf. la baisse du taux de prescription qui correspond à la proportion des dossiers reçus faisant l'objet d'une prescription), la réalisation des diagnostics est difficile, comme l'attestent les chiffres en baisse en 2020 et 2021. L'année 2021 s'est terminée avec un « stock » de diagnostics reportés à l'année suivante d'environ 20 %. C'est une situation oubliée depuis 2008 dans la région. L'explication est simple : les archéologues mobilisés sur les fouilles ne sont pas disponibles pour les diagnostics. Cette croissance de l'activité depuis 2019 est peu dépendante du grand projet d'infrastructure du Canal Seine-Nord Europe, qui va prendre une ampleur considérable à partir de 2023.

Année	Dossiers instruits	DiagnostiCS prescrits	Taux de prescription	DiagnostiCS réalisés	Hectares diag.	Fouilles prescrits	Taux de prescription	Fouilles réalisés	Hectares fouillés	Coût en millions €
2017	7401	350	4,7%	291	975	54	0,7%	52	60,3	12,8
2018	7417	347	4,7%	268	1271	60	0,8%	44	48,8	16,5
2019	8472	338	4,0%	287	1224,1	72	0,9%	45	44,8	19
2020	7460	290	3,9%	236	876	46	0,6%	51	96,3	37
2021	9576	326	3,4%	240	781,8	48	0,5%	38	42	16,8

Figure 1. Hauts-de-France : évolution de l'archéologie préventive sur 5 ans.

L'archéologie programmée

La recherche constitue le premier poste dans le budget géré par le SRA (action 175-9). Cependant, ces masses financières sont sans commune mesure avec celles de l'archéologie préventive. Ces opérations étaient autrefois bien soutenues par les collectivités territoriales, en particulier les conseils départementaux, mais ce financement s'est réduit ou a disparu.

Année	sondages	Fouilles	PCR	Publications (APP-AE)	Prospections (hors détecteur)	Total
2017	0	22	7	3	17	49
2018	1	17	9	3	16	46
2019	4	12	7	3	12	38
2020	4	10	7	6	12	39
2021	6	10	7	2	20	45

Figure 2. Hauts-de-France : les opérations programmées sur 5 ans.

Le nombre de fouilles tend à se réduire au fil des ans, car les conditions matérielles limitées rendent difficile la réalisation des opérations sur le terrain et plus encore, celle des études nécessaires à l'établissement des rapports. En revanche, le nombre de projets collectifs de recherche (PCR) se maintient, ce qui montre le succès de ce type d'opération qui permet l'établissement de synthèses. Les aides à la publication fluctuent au gré des années.

Axe	2017	2018	2019	2020	2021	5 ans
Axe 1 : Le Paléolithique ancien et moyen	4	3	3	2	3	15
Axe 2 : Le Paléolithique supérieur	2	2	1	3	2	10
Axe 4 : Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations	3	2	1	3	0	9
Axe 5 : Les âges des métaux	1	1	1	1	2	6
Axe 8 : Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité	1	1	2	1	1	6
Axe 9 : Le phénomène urbain	7	5	4	6	6	28
Axe 10 : Espace rural, peuplement et productions agricoles	1	2	3	5	2	13
Axe 11 : Constructions élitaires médiévales, fortifiées ou non	9	7	7	5	8	36
Axe 13 : Aménagements portuaires et commerce	3	1	2	1	0	7
Axe 14 : L'archéologie des périodes moderne et contemporaine	1	4	2	0	1	8
Total	32	28	26	27	25	138

Figure 3. Hauts-de-France : répartition des opérations programmées (hors prospections) par axe.

La **répartition par programmes** (fig. 3) révèle les thématiques régionales privilégiées : Préhistoire ancienne (axes 1 et 2) et castellologie (axe 11), mais aussi les lacunes, puisque les axes 3, 6, 7 et 12 sont totalement absents.

Résultats significatifs

Les recherches sur la Préhistoire s'inscrivent d'une manière significative dans l'activité programmée. Certes, les diagnostics préventifs permettent de reconnaître des sites, mais les fouilles préventives sont rares, car beaucoup de ces sites sont enfouis profondément et ne sont pas menacés par les aménagements réalisés en surface. Les deux fouilles emblématiques sont situées dans la vallée de la Somme : Amiens, dans le faubourg de Renancourt, où ont été découverts de nouveaux fragments de « Vénus paléolithiques » et Caours, dans la banlieue d'Abbeville, avec un nouvel os humain néandertalien découvert dans un niveau éémien. La qualité du travail réalisé dans le cadre du PCR Paléhauts est confirmée chaque année : à terme, les spécialistes disposeront d'une somme d'informations jusqu'alors dispersées, avec des interventions complémentaires qui permettent d'actualiser les données disponibles.

Le PCR Habata qui étudie l'habitat de la Protohistoire ancienne dans les Hauts-de-France, fournit tous les ans des rapports de qualité qui attestent de la bonne progression du travail. Par ailleurs, l'occupation rurale protohistorique est documentée par les fouilles préventives. À Illies-Salomé (Nord) où un dense réseau fossoyé succède à une occupation du Hallstatt. À Verneuil-en-Halatte (Oise), sur le plateau où se développe le Parc Alata, aménagement faisant l'objet d'un suivi archéologique depuis des années, une nouvelle tranche de fouille a permis d'étudier trois enclos de La Tène moyenne et finale. L'un des fossés a livré de nombreux objets métalliques dont des armes mutilées qui suggèrent des dépôts rituels. D'autres enclos fossoyés contemporains ont été étudiés à Arleux, Douvrin et Harnes (Pas-de-Calais), Pimprez (Oise) ainsi qu'à Villers-Bocage (Somme). La fouille programmée ouverte à Saint-Michel (Aisne) dans la forêt de Macquenoise, sur une vaste zone d'extraction de meules, a permis de documenter une extraction protohistorique. Cette opération est associée au PCR « Meules », qui répertorie et étudie les découvertes de ce type d'objet sur le territoire national.

Les campagnes romaines sont généralement bien documentées dans le cadre du préventif. Le bilan de 2021 est plutôt modeste en ce qui concerne les aménagements et occupations agropastorales de cette période, même si plusieurs fouilles préventives ont apporté leur contribution : Saint-Sauveur et Mouflers (Somme), Épinoy et Verquin (Pas-de-Calais). En revanche, la fouille du Crotoy (Somme) sur un établissement groupé implanté sur le littoral antique, a permis de reconnaître un ensemble cultuel original en raison de dépôts particuliers (très jeunes animaux placés dans des vases, en grand nombre), qui sera fouillé en 2022. Un sanctuaire gallo-romain commence à être étudié à Jenlain (Nord) dans le cadre du programmé. L'atelier de potier étudié à Ostricourt (Pas-de-Calais) est aussi fort intéressant.

En ce qui concerne les agglomérations et villes romaines, une fouille préventive réalisée à Saint-Augustin (Pas-de-Calais) a documenté un faubourg de Théroouanne. Un secteur urbain périphérique a été étudié rue Mascart à Bavay (Nord). La fouille préventive entreprise en 2020 pour la couverture du *forum*, s'est achevée en 2021. Une vaste nécropole romaine tardive a été étudiée à Arras (Pas-de-Calais) rue G. Auphèle, où deux sarcophages en plomb ont été exhumés. Deux agglomérations secondaires sont étudiées dans le cadre de PCR : Famars (Nord) et Vendeuil-Caply (Oise).

Des habitats ruraux du haut Moyen Âge ont été étudiés à Sissons (Aisne), Rouvignies et Flaumont-Waudrechies (Nord) dans le cadre préventif. À Sissons (Aisne), rue du Belvédère, une vaste fouille préventive a porté sur le bourg de Saint-Médard implanté autour de l'abbaye, livrant des indices sur l'habitat du Moyen Âge, surtout denses pour les VIII^e-X^e siècles et sur l'enceinte fossoyée du bourg datée du XIII^e siècle. La fouille préventive réalisée à Valenciennes (Nord), dans l'ancienne Caserne Vincent, a mis au jour un hôtel aristocratique des XV^e-XVII^e siècles, qui a remplacé l'habitat implanté dès le XIII^e siècle dans cet espace proche de l'enceinte urbaine. Une fouille programmée porte sur le Vieil-Hesdin (Pas-de-Calais), ville rasée sur ordre de Charles Quint. À Guines (Pas-de-Calais), un segment de la fortification anglaise construite autour du bourg castral au XVI^e siècle, a été étudié, ce qui était une première dans la région, pourtant richement pourvue en ouvrages fortifiés divers. Rappelons qu'un PCR étudie « Les places fortes des Hauts-de-France » dans le cadre duquel une campagne de sondages a été réalisée dans la citadelle de Doullens (Somme).

L'archéologie des résidences élitaires médiévales et modernes est une thématique dynamique de la région, notamment programmée. La fouille du château de Boves (Somme) qui se poursuit depuis 1996, s'intéresse depuis quelques années à la basse-cour située au pied de la motte castrale. Grâce à une excellente conservation stratigraphique, cette fouille documente de façon remarquable les occupations initialement denses de cet espace (nombreux bâtiments sur poteaux des X^e et XI^e siècles) ainsi que les aménagements ultérieurs. Le célèbre château de Coucy-le-Château-Auffrique (Aisne) possède une grande basse-cour fortifiée où les nombreux édifices médiévaux ont été en partie arasés et remblayés à l'époque moderne. Les vestiges y sont très bien conservés comme l'a démontré la fouille menée sur les cuisines princières de Louis d'Orléans aménagées au tout début du XV^e siècle. Trois autres opérations portent sur cette thématique : Berzy-le-Sec (Aisne), Condé-sur-Escaut (Nord) et Picquigny (Somme). Le château de Villers-Cotterêts (Aisne) fait l'objet d'un programme de réhabilitation très ambitieux qui a permis de découvrir les états médiévaux qui ont précédé la reconstruction sous François I^{er}, dans le cadre d'une opération préventive de grande ampleur. À Amiens (Somme), dans le secteur de la gare du Nord, une fouille préventive préalable à la requalification du plateau ferroviaire a permis d'étudier un manoir péri-urbain des XVII^e-XVIII^e siècles.

2021 a été marqué par une intense activité scientifique sur les établissements religieux, thématique autrefois dynamique, mais assez délaissée dans les récentes années. Commençons par une opération atypique. La tombe de l'abbé Aubry de Braine découverte en 2020 dans les ruines de l'église abbatiale de Saint-Médard de Sissons (Aisne), a fait l'objet d'une fouille en laboratoire à Arc Nucléart à Grenoble, en raison de la conservation de matières organiques (textile, cuir, bois). À Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), la fouille préventive entreprise en 2020 sur l'abbaye fondée au VII^e siècle, s'est achevée en 2021. Hormis à l'emplacement d'un chemin, les vestiges de l'abbaye des chanoines augustinien et de la ferme monastique associée ont été intégralement appréhendés, permettant de comprendre l'évolution du site du XII^e au XVIII^e siècle. À Loos (Nord), grande abbaye cistercienne intégralement rebâtie au XVIII^e siècle, l'abbatiale a été fouillée et a livré de nombreux indices sur l'église du XII^e siècle qu'on supposait presque entièrement détruite et sur les deux églises du XVIII^e siècle. Le site a été transformé au XIX^e siècle en dépôt de mendicité, hôpital puis prison. La fouille d'un segment du cimetière associé qui a été utilisé pendant 60 ans environ (1824-1880), a apporté un éclairage nouveau sur ce type d'aménagement encore peu documenté.

Pour terminer, signalons le développement des recherches sur le milieu forestier. Le PCR « ARPEGE » centré sur la forêt de Compiègne (Oise) permet d'avoir une connaissance plus précise des phases de boisement du massif depuis l'Antiquité ainsi que des différents aménagements réalisés. Depuis 2020, la recherche en archéologie forestière dans la région a continué son développement avec un projet de prospection-inventaire sur la forêt de Saint-Gobain (Aisne). En 2021 a été initié un programme de prospection-inventaire sur la forêt de Marchiennes (Nord).

Recherche archéologique en Île-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Stéphane DESCHAMPS

Conservateur régional de l'archéologie

	Île-de-France	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2288	
Diagnostics prescrits	255	800,89
Fouilles prescrites	33	69,05
Diagnostics réalisés	52	297,45
Fouilles réalisées	15	54,19
Programmé	Nb	
Fouilles	20	
PCR	9	
PT	4	
PI	12	
SD	25	
Relevés art rupestre	1	

Une archéologie pour la région capitale

L'année 2021 a plus que jamais mobilisé la Drac Île-de-France pour des enjeux de premier plan, puisque la région accueille de grands projets d'aménagement, ceux liés aux Jeux Olympiques de Paris 2024 ayant largement été anticipés, ainsi que des chantiers monumentaux, telle la sécurisation/restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris. L'équipe du service régional de l'archéologie a accompagné en permanence ce projet hors-norme auprès de l'établissement public, coordonnant la collecte, la conservation et l'étude des biens archéologiques mobiliers issus de l'incendie mais aussi les opérations d'archéologie préventive réalisées sur le site. Dans notre région, le partenariat privilégié engagé avec le Musée d'archéologie nationale à Saint-Germain-en-Laye permet de constituer un partenariat décisif pour le devenir de collections archéologiques majeures tels les enduits peints antiques de la *villa* gallo-romaine de La Millière aux Mesnuls (Yvelines), autour desquels a été engagé un projet collectif de recherche de trois années. Celui noué avec le Muséum national d'histoire naturelle vise à expérimenter la banque d'échantillons et de données nationale archéogénétique (beDNA). Enfin, l'Île-de-France fait partie des rares régions à avoir su inscrire un chapitre archéologique dans le volet Culture du contrat de projet État-Région 2021-2027, à travers le projet culturel de territoire « Dans les pas des derniers chasseurs-cueilleurs du sud de l'Île-de-France », pour lequel la Drac a pris en charge en 2021 le lancement et le financement de l'étude de faisabilité.

Recherches

Préhistoire. Les recherches programmées en Préhistoire connaissent un essor très important en Île-de-France. Le projet sur l'art rupestre se poursuit dans les abris ornés des chaos de grès du massif de Fontainebleau. À Larchant (77), dans la Grotte dite « à la peinture », une nouvelle fouille a commencé, qui devrait contribuer à mieux dater les gravures et peintures attribuées à la période mésolithique (Sauveterrien). À Ormesson (77), les dernières structures d'habitat ont été dégagées et l'on dispose aujourd'hui d'un plan complet du campement

solutréen. La fouille de l'été 2021 a également été numérisée en 3D pour être présentée au Musée de Préhistoire d'Île-de-France. Un ouvrage retraçant 55 ans de recherches à Pincevent est paru grâce à une aide à l'édition et les études sont en cours en vue de la publication du campement IV-0. Tandis que les fouilles programmées se poursuivent sur les sites des Tarterêts 3 et des Coudrays (Étiolles, 91), le diagnostic préventif réalisé par l'Inrap dans le Domaine des Hauldres a permis de trouver le gîte que les préhistoriens recherchaient depuis 50 ans, d'où proviennent les blocs de silex de dimensions exceptionnelles qu'exploitaient les Magdaléniens d'Étiolles (91). Dans le cadre des fouilles préventives, une occupation néandertalienne a été étudiée sur une grande superficie à Dhuisy (77), tout comme quatre nouveaux petits campements mésolithiques dans une carrière à Saint-Martin-la-Garenne (78). À Poissy (78), la fin de l'opération des Terrasses de Poncy confirme des résultats exceptionnels pour les périodes préhistoriques, protohistorique et gallo-romaine.

Protohistoire. À Vitry-sur-Seine (94), la fouille préventive de la ZAC des Ardoines a révélé entre autres un habitat néolithique caractérisé par des fosses latérales riches en mobilier, ainsi qu'un enclos complet du second âge du Fer. À Ivry-sur-Seine (94), un diagnostic a mis au jour une occupation principalement datée du Néolithique moyen 1 (Cerny) présentant des structures en creux, des terres malaxées et du mobilier reposant sur un sol d'occupation. Au cours de la fouille préventive réalisée dans la ZAC Ivry-Confluences, à la confluence de la Seine et de la Marne, dans un contexte alluvial de fond de vallée, quatre bâtiments exceptionnels de l'âge du Bronze (c. 2200 av. J.-C.) ont été mis au jour, auxquels sont associés de nombreux artefacts. C'est une découverte rare dans la région puisqu'à ce jour seuls deux bâtiments complets étaient attestés en Île-de-France. Au Plessis-Pâté (91), la ZAC de Val-Vert a donné lieu à la fouille préventive de deux nécropoles à crémation de l'âge du Bronze moyen, dont une conservait les vestiges de son bucher funéraire, tandis qu'à La Courneuve (93), ont été découverts des poteaux appartenant peut-être à un chemin de bois surmontant une zone humide. À Bobigny (93) ainsi qu'à Bouqueval (95) à proximité de nécropoles déjà connues, l'archéologie préventive a mis au jour de nouveaux ensembles de sépultures gauloises. À Fontenay-en-Parisis (95), ont été mis au jour les vestiges d'une importante occupation de La Tène sous la forme d'enclos fossoyés imbriqués.

Antiquité. À Châteaubateau (77), un important chantier des collections et de la documentation est en cours pour classer, étudier et publier ce patrimoine à certains égards unique, et les fouilles programmées se poursuivent sur les temples et le sanctuaire nord. À Alfortville (94), rue Nelson Mandela, un diagnostic a découvert un fossé daté du Haut-Empire et les vestiges d'une palissade qui lui semble associée. À Melun (77), rue Saint-Liesne, une fouille préventive a mis au jour un four de tuilier gallo-romain. À Meaux (77), le diagnostic réalisé rue Camille Guérin a quant à lui caractérisé de nombreux niveaux antiques construits de part et d'autre du *decumanus* 6, confirmant ainsi son tracé. Rue de Châage, dans le cœur de l'agglomération antique, la fouille a confirmé non seulement l'implantation d'un habitat du Haut-Empire mais également une occupation néolithique. Toujours à Meaux, la fouille préventive de la rue de Cornillon a confirmé l'extension d'une importante nécropole tardo-antique et alto-médiévale (respectivement 40 et 22 sépultures), l'évolution progressive des pratiques funéraires et de la christianisation de la population. Sur le plateau de Saclay, à Villiers-le-Bâcle (91), c'est un établissement rural gallo-romain, site sur lequel s'implantent ensuite une nécropole et un habitat datés du milieu du Moyen Âge, qui a été étudié.

À Paris (75) deux opérations de diagnostic réalisées sur la montagne Sainte-Geneviève par le département d'histoire de l'architecture et d'archéologie de la Ville de Paris, rue Cujas et rue Malebranche, ont révélé, malgré un contexte d'intervention contraint dans les deux cas,

d'épaisses séquences stratigraphiques remontant pour la plus ancienne au I^{er} siècle ap. J.-C., donnant lieu à des prescriptions de fouille. Les opérations d'archéologie préventive se sont poursuivies en 2021 sur l'île de la Cité, à la Conciergerie et sur le parvis de la cathédrale, sans oublier le suivi du chantier de sécurisation/restauration de Notre-Dame de Paris.

Moyen Âge. Les fouilles programmées de l'abbaye de Preuilly à Égligny (77) et du site de la butte Saint-Louis en forêt de Fontainebleau se poursuivent, celle de Barbeau à Fontaine-le-Port (77) révèle l'épave d'un bateau de type nordique du XIII^e siècle, avec d'intéressants résultats sur les matériaux d'étanchéité. Plusieurs diagnostics ont porté sur des vestiges médiévaux à Brie-Comte-Robert (77) et à Provins (77), sur lesquels des fouilles préventives ont été prescrites. À Vanves (92), entre la rue d'Issy et le boulevard du Lycée, une grande fosse d'extraction de sable découverte en diagnostic a livré des témoins de l'artisanat potier et des sépultures du premier Moyen Âge. À Saint-Maur-des-Fossés (94), dans l'emprise de l'ancienne abbaye de fondation royale mérovingienne, la fouille préventive a permis de reconnaître les niveaux des XIII^e et XIV^e siècles, dont les vestiges du mur d'enceinte et un égout médiéval sous voûte, ainsi qu'une imposante maçonnerie de 3 m de hauteur avec contre sa base, en contact avec le milieu humide, une vingtaine de pieux en bois datés du IX^e siècle, aménagement de berge d'un chenal disparu de la Marne. À Étampes (91), un excellent diagnostic réalisé préalablement aux travaux de restauration de l'église Notre-Dame a permis d'affiner la connaissance de cet édifice majeur de transition entre le roman et le gothique. Un sondage à l'abbaye de Royaumont à Asnières-sur-Oise (95) a permis de retrouver des niveaux de démolition avec des éléments médiévaux en remploi, et de documenter la nef disparue.

Période moderne. À Puteaux (92), le petit diagnostic réalisé à un angle de la « Vieille église » Notre-Dame de Pitié a mis au jour la base de la tour-clocher moderne et des sépultures, notamment d'enfants immatures. À Saint-Maur-des-Fossés (94), à l'angle des avenues Mahieu et Jane, ce sont les écuries de l'ancienne Capitainerie, mentionnées au XVI^e siècle et visibles sur les cartes anciennes, qui ont été mises au jour avec un corpus céramique majoritairement compris entre les XVI^e et XVIII^e siècles.

Période contemporaine, notamment l'archéologie des conflits contemporains. L'archéologie de cette période connaît un important développement en Île-de-France. En amont du projet de musée du Grand Siècle, l'ancienne caserne Sully à Saint-Cloud (92) a bénéficié d'un diagnostic des cours et des bâtiments, documentant son histoire militaire mais aussi élitaire, à travers des vestiges du parc du château de Monsieur, et une occupation inattendue remontant à la Protohistoire. Sur le projet « Nanterre Partagée », c'est une redoute de la guerre de 1870-1871 qui a été retrouvée sous une cour de l'hôpital. À Villiers-le-Bâcle (91), deux tranchées défensives du camp retranché de Paris (1914) ont aussi été fouillées. Plusieurs abris anti-aériens de la seconde Guerre mondiale ont été explorés, étudiés, numérisés, par exemple à Nanterre (92), ZAC des Groues, au lieu-dit La Folie, et à Sceaux (92), avenue Poincaré. Enfin, la prospection thématique se poursuit sur le plateau du Vexin (78, 95) pour répertorier des vestiges de l'occupation et de la bataille éponyme à la Libération.

Diffusion et valorisation de la recherche

Afin de moderniser l'accès des scientifiques à la documentation archéologique, le SRA d'Île-de-France a entrepris la numérisation des rapports d'opérations antérieurs à la livraison numérique, devenue systématique au milieu des années 2000, ainsi que du précieux fichier de la direction des antiquités préhistoriques d'Île-de-France. Intégré dans l'instance francilienne de l'application Ishtar, ce dernier complète aujourd'hui cette base de données géoréférencées.

En 2021, l'Île-de-France a également repris toute sa place dans la diffusion institutionnelle des connaissances archéologiques, à travers deux collections nationales à déclinaison régionale. Il s'agit d'une part de la publication du *Bilan scientifique régional* de l'année 2018, dans cette collection remontant à 1991 dont le dernier *opus* francilien remontait à 1998. Ces notices sont également diffusées en ligne sur le site internet *Archéologie de la France – Informations (AdIFI)*. Ce bilan se poursuivra à un rythme annuel par les années 2019 et suivantes avec un rattrapage progressif des années 1999 à 2017, durant lesquelles la région avait enregistré un important accroissement de son activité, notamment préventive, qui avait pleinement mobilisé le service. Il s'agit d'autre part d'une série de plaquettes, « *Archéologie en région Île-de-France* », dont la première, élaborée avec le service archéologique départemental du Val-d'Oise, est consacrée au Vexin français antique.

Enfin, après trois années d'interruption, nous avons également repris le rythme des journées archéologiques régionales d'Île-de-France, dont les dernières ont été organisées les 26 et 27 novembre 2021 au pôle universitaire départemental Léonard de Vinci à La Défense (92), en partenariat avec l'établissement public interdépartemental Yvelines/Hauts-de-Seine, avec lequel a été signée à cette occasion la convention d'habilitation entre l'État et la collectivité.

Bilan 2021 de la CTRA Centre-Nord

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Raphaël ANGEVIN

Membre de la CTRA

En 2021, **27 dossiers** ont été examinés par la CTRA du Centre-Nord au titre des périodes paléolithique et mésolithique. Ce décompte, un des plus faibles depuis dix ans, est très proche de celui avancé en 2020 (25), année particulière marquée par la crise sanitaire et un report massif des projets de recherche ou d'aménagement. Cette baisse, loin d'être conjoncturelle, accompagne donc un mouvement de fond qui voit la réduction progressive du nombre de dossiers relatifs à la Préhistoire ancienne, dans un contexte de restriction (budgétaire ?) des opérations programmées sur le terrain et de baisse significative des moyens accordés aux diagnostics d'archéologie préventive.

Dans de nombreux cas, il résulte de ce dernier constat un défaut de caractérisation des indices d'occupation et, pour y répondre, un recours généralisé aux prescriptions de modifications de consistance de projets (MCP) pour assurer la conservation physique de vestiges mal datés et/ou mal cernés, ce par principe plus que par intérêt patrimonial. De ce point de vue, nous rappellerons qu'en Centre-Nord comme ailleurs, les MCP ne bénéficient que très rarement d'une expertise scientifique et d'un appui technique de la CTRA, ce qui est évidemment dommageable. Au-delà, le constat formulé nous invite à nous interroger sur la mise en œuvre effective de méthodes appropriées à la détection des indices paléo- et mésolithiques, dans une interrégion pourtant caractérisée jusque-là par un fort dynamisme de la recherche et un investissement notable dans la réflexion et la construction méthodologiques.

	ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE						ARCHEOLOGIE PREVENTIVE		TOTAL
	FP	SD	PT	PCR	APP	AE	DIAG	RFO	
CENTRE-VAL DE LOIRE	1			3	1		2	2	9
HAUTS-DE-FRANCE	2			1			2	1	6
ÎLE-DE-FRANCE	4	1		2	1		2	2	12
TOTAL	7	1	0	6	2	0	6	5	27

Figure 1. Typologie des opérations mises en œuvre en 2021, par régions.

Les dossiers examinés se répartissent inégalement entre archéologie programmée (15) et archéologie préventive (11). Les fouilles et sondages (8) dominent nettement le premier champ d'intervention, ce qui est évidemment une excellente nouvelle. Pour nuancer quelque peu ce constat, on rappellera que l'interrégion bénéficie de la contribution des grandes fouilles conduites, dans la longue durée, sur les gisements magdaléniens emblématiques du Bassin parisien (Étiolles, Pincevent). On soulignera toutefois l'ouverture de nouveaux terrains d'opération, sur le site du Paléolithique final de Muides-sur-Loire (41) ou dans la Grotte à la Peinture de Larchant (77) dont la séquence mésolithique a fait l'objet d'une réévaluation. Six PCR et deux APP complètent ce panorama, d'où sont absentes par ailleurs les aides à l'édition, ce qui doit légitimement alerter sur les suites données à certaines opérations d'envergure qui se sont achevées au cours des précédentes mandatures.

Dans le domaine préventif, cinq rapports finaux ont été expertisés, ainsi que six rapports de diagnostics. Quatre avis ont été suivis de prescriptions de fouille préventive ; deux rapports, trop peu documentés (contexte peu ou mal présenté, problématiques relatives à la Préhistoire

ancienne mal maîtrisées, absence des résultats d'analyses pourtant indispensables : géomorphologie, taphonomie, caractérisation techno-économique de l'industrie lithique), n'ont pas permis de se prononcer sur l'intérêt des vestiges mis au jour, ce qui soulève d'évidentes questions quant à la qualité des opérations réalisées et le contrôle scientifique et technique dont ces dernières ont pu faire l'objet.

	AXE 1 - PALEOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN ANCIEN	AXE 1 - PALEOLITHIQUE MOYEN RECENT	AXES 1 & 2 - PALEOLITHIQUE MOYEN RECENT/ PALEOLITHIQUE RECENT ANCIEN	AXE 2 - PALEOLITHIQUE RECENT ANCIEN	AXE 2 - PALEOLITHIQUE RECENT FINAL	AXES 1 & 3 - PALEOLITHIQUE MOYEN/ EXPRESSIONS GRAPHIQUES PREHISTORIQUES	AXE 4 - MESOLITHISATION(S)	AXES 3 & 4 - MESOLITHISATION(S)/ EXPRESSIONS GRAPHIQUES PREHISTORIQUES	AXES 1-4 - ECONOMIE DES MATIERES PREMIERES	AXES 1-4 – DIACHRONIE	TOTAL
CENTRE-VAL DE LOIRE				1	3	1	1		1	2	9
HAUTS-DE-FRANCE		2	1	1			2				6
ÎLE-DE-FRANCE		1	1	2	3		2	1	1	1	12
TOTAL	0	3	2	4	6	1	5	1	2	3	27

Figure 2. Classement des dossiers examinés en 2021 par régions, axes de la programmation nationale, champs chrono-culturels et/ou thématiques.

Synthèse chronologique et thématique

D'un point de vue chronologique, l'ensemble des grandes périodes sont représentées, à l'exception – hélas peu surprenante – du Paléolithique ancien et de la première partie du Paléolithique moyen (PMA). Au cours de l'année 2021, ces grandes phases n'ont en effet été abordées qu'à la marge, dans le cadre d'opérations à large spectre visant l'acquisition de nouvelles données de terrain ou la révision de collections anciennes (PCR Palé'Hauts). Il s'agit là d'une carence manifeste, pour partie masquée par l'intégration, au sein de l'axe 1 de la programmation nationale, du Paléolithique moyen récent. On rappellera à cet égard qu'il existe des distorsions profondes dans la conservation des sites entre le Weichsélien et les séquences qui précèdent. Dès lors, la prise en compte des gisements émiens et, par extension, de ceux antérieurs au Pléistocène supérieur, souvent exposés à des déformations taphonomiques majeures, suppose la mise en œuvre de stratégies adaptées, notamment dans la partie nord de l'interrégion où les développements sédimentaires du dernier glacier induisent d'importants phénomènes de recouvrement. Par conséquent, l'accès aux sites contemporains ou antérieurs au SIM 5e implique le déploiement de moyens particuliers (notamment mécaniques), en réponse à des problématiques spécifiques. Dans ces conditions, sans doute ne serait-il pas aberrant d'identifier les séquences auxquelles ils se rapportent comme prioritaires, au sein d'un axe dédié de la future programmation nationale, visant à mieux saisir les modalités et les rythmes de l'occupation humaine au cours du Pléistocène inférieur et moyen, ce qui représente déjà un considérable intervalle de temps. Dans cette perspective, un important effort devra également être consenti afin de calibrer au plus près les enregistrements archéologiques, par la prise en compte systématique du paramètre

taphonomique et une approche géomorphologique ciblée des conditions de mise en place et d'évolution post-dépositionnelle des gisements dans la très longue durée (étude approfondie des dynamiques sédimentaires, de leur combinaison et de leur succession, tests de l'intégrité des nappes de vestiges, datations physiques des dépôts, etc.).

Suivant la tendance mise en lumière dans le cadre de l'élaboration du bilan quadriennal 2017-2020 et si l'on détaille les sites pluristratifiés, il apparaît par contraste que les périodes les mieux représentées sont le Paléolithique récent final (6 dossiers), le Paléolithique moyen récent (5 dossiers) et le Mésolithique (5 dossiers), sanctionnant un état de l'art solidement établi dans les différentes régions relevant du ressort territorial de la CTRA. Ce déséquilibre transparaît nettement à travers les dossiers préventifs expertisés : ils concernent, pour les RFO, deux sites du Paléolithique moyen récent, deux sites mésolithiques et un site polyphasé, et pour les diagnostics, deux sites du Paléolithique final, deux sites mésolithiques et deux sites de datation indéterminée. Fait notable cependant, les programmes de recherche relatifs au Paléolithique récent ancien (6 dossiers) s'installent durablement dans le paysage scientifique de l'interrégion, venant ainsi combler un déficit structurel, identifié de longue date.

Sur ce point et au-delà, dans une perspective diachronique, les deux PCR (en Centre-Val de Loire et en Île-de-France) portant sur l'étude des ressources siliceuses contribuent fortement à l'interconnexion des programmes de recherche, à travers l'établissement de collaborations inter-institutionnelles qui dépassent d'ailleurs très largement les frontières géographiques de la CTRA. Ces programmes collectifs apparaissent ainsi particulièrement structurants à l'échelle nationale, pour la constitution d'un large réseau visant à fédérer les moyens et les initiatives sur ce thème.

On regrettera enfin l'absence de programmes de prospection-inventaire ou thématique portant, en tout ou partie, sur les périodes paléolithique ou mésolithique. Ce type d'opération, exigeantes en temps et en investissement personnel, apparaît toutefois indispensable pour identifier et caractériser de nouveaux potentiels pouvant faire l'objet, à moyen terme, d'études plus poussées.

Forme éditoriale, contenu et qualité des rapports

Sur le fond comme sur la forme, les rapports d'opérations programmées examinés sont de grande qualité et répondent, sans exception ou presque, aux attendus d'une présentation complète, documentée et argumentée des résultats des différentes interventions. Il en va de même des RFO de fouilles préventives qui témoignent d'une présentation soignée, visant à restituer efficacement les nombreuses analyses réalisées sur le terrain comme en post-fouille. On déplorera, dans un certain nombre de cas, l'absence d'études fondamentales, comme les analyses de distribution spatiale des vestiges, souvent sous couvert d'arguments taphonomiques mal maîtrisés. Si le contrôle préalable des processus post-dépositionnels apparaît bien sûr indispensable, il conduit bien souvent à des prises de positions binaires, certains sites à l'intégrité stratigraphique contrôlée et l'organisation spatiale « latente » étant jugés, en dernière instance, impropres à toute analyse paléolithographique ou chrono-culturelle. Or, l'élaboration du rapport final doit permettre de rendre compte de la totalité du potentiel informatif des données recueillies, et non des seules limites de leur exploitation. La situation apparaît plus contrastée encore pour ce qui concerne les diagnostics, les délais contraints et le faible investissement parfois accordé à la caractérisation des sites – notamment d'un point de vue taphonomique – rendant particulièrement délicates la compréhension des résultats et, par extension, l'appréciation de l'intérêt des vestiges.

Recommandations

Au-delà des points évoqués plus haut – impératif de développer la recherche sur les phases anciennes du Paléolithique ; nécessité de renforcer les programmes de prospection visant à identifier et caractériser de nouveaux sites ; urgence à consolider les diagnostics relatifs au Paléolithique et au Mésolithique, tant sur le terrain (mise en œuvre de méthodologies appropriées : tests de tamisage, géoréférencement systématique du mobilier et analyse de la géométrie des nappes de vestiges, etc.) qu'en phase d'étude (analyse granulométrique de l'industrie par la réalisation de colonnes-tests de tamisage, examen approfondi des états de surface des mobiliers, etc.) ; besoin de généraliser les études pétroarchéologiques, à partir de méthodes et d'un référentiel partagés –, il apparaît en outre indispensable de mettre en place une véritable stratégie de planification éditoriale visant à la publication, dans des délais raisonnables, de plusieurs monographies de sites attendues par la communauté scientifique. Ce constat concerne tout à la fois des gisements étudiés en contextes préventif et programmé, ce qui témoigne de la difficulté structurelle, pour les archéologues des différentes institutions, à disposer des moyens et du temps nécessaires à la concrétisation de ces projets au long cours. Il conviendra sur ce point d'élargir la réflexion avec l'ensemble des acteurs, de manière à dégager pour l'avenir des solutions pérennes permettant de rendre disponibles au plus tôt les acquis les plus importants de la recherche.

NÉOLITHIQUE

Par Christophe GILABERT
Membre de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Trente-quatre dossiers ont concerné la période néolithique pour 21 avis spécifiques rendus lors des CTRA tenues en 2021, soit une baisse significative, notamment dans les Hauts-de-France, des dossiers examinés par rapport aux années précédentes et déjà amorcée en 2020. Toutes ces opérations s'intègrent dans l'axe 4 de la programmation nationale « Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations ».

Au sein des dossiers spécifiquement examinés pour le Néolithique, on retrouve pour l'archéologie programmée 8 dossiers avec 1 fouille ancienne (en Centre-Val de Loire) dont le rapport en carence a été rendu. À noter que plusieurs opérations de fouille dont les programmes sont en cours, soit sous forme pluri-annuelle soit sous la forme d'opérations annuelles continues, n'ont pas fait l'objet d'opération de terrain au profit de campagnes d'étude et de stabilisation des données. Ce montage s'est le plus souvent effectué avec un report du rendu des rapports. Le contexte pandémique avec ses difficultés induites de mobilisation des équipes scientifiques tant sur le terrain qu'en post-fouille a clairement favorisé cette situation à la fois positive et négative. Négative car la césure dans le rythme des travaux représente un risque de perte de dynamique mais aussi positive car ces campagnes ciblées de stabilisation et étude des données ont permis de résorber les difficultés de plusieurs opérations dans le traitement des données.

Le nombre de PCR reste logiquement stable avec quatre opérations pluri-annuelles. On comptabilise également deux opérations de sondage et prospection thématique qui débouchent sur deux demandes de fouilles programmées en Île-de-France. Elles témoignent, avec d'autres opérations en cours comme des PCR, d'une reprise de l'activité de recherche sur le Néolithique dans cette région. Cela constitue un fait notable à souligner et à saluer et dont

la dynamique devra être soutenue par le SRA. À noter qu'aucune demande d'aide à la publication n'a été examinée.

Ces projets sont portés essentiellement par des archéologues d'opérateurs d'archéologie préventive, qu'ils soient publics ou privés, et des archéologues de SRA. À la différence des années précédentes, au sein des trois régions composant la CTRA Centre-Nord, deux programmes de recherche en Île-de-France, dont l'un centré sur le Mésolithique et qui n'embrasse que partiellement le Néolithique, sont portés par des chercheurs du CNRS ou par une universitaire. Ces institutions participent en outre largement à d'autres programmes en cours au travers de chercheurs et par le soutien d'UMR.

Pour l'archéologie préventive, 7 opérations de diagnostic et 6 rapports de fouilles ont été examinés. Les 7 diagnostics examinés en 2021 sont uniquement le fait de l'Inrap. Le nombre de dossiers est donc en forte baisse par rapport à l'exercice précédent, pour ce type d'opération, avec, logiquement, une baisse importante du nombre d'hectares investigués. Pour autant, aucune modification dans la moyenne des surfaces prescrites que ce soit en diagnostic ou en fouille n'est observable.

Par rapport aux années précédentes la répartition des opérations de fouille évolue avec une majorité d'opérations réalisées par les opérateurs privés (4) et une seule opération pour l'Inrap et pour une collectivité territoriale, celle d'Eure-et-Loir en région Centre-Val de Loire.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Si l'on regarde la répartition des fouilles par grandes périodes chrono-culturelles et par « typologie » de site, sur les 6 opérations de fouilles ayant livré des vestiges d'occupation néolithique au sens large, ce sont les occupations à caractère domestique *lato sensu* et notamment les habitats de la première moitié du Néolithique (Néolithique ancien, moyen 1 et 2) qui sont très majoritaires. Ce constat est également valable pour les découvertes en diagnostic lors des 11 opérations ayant livré des vestiges de cette période qu'elles aient fait l'objet d'un avis spécifique ou pas. À noter, et c'est une nouveauté par rapport aux bilans antérieurs, que, géographiquement, les périodes représentées varient en 2021 assez peu d'une région à l'autre. Une homogénéité à rechercher peut-être en partie dans la quasi absence d'examen de sites néolithiques dans les Haut-de-France (à l'exception d'un diagnostic), une région où les découvertes intéressant le Néolithique récent/final sont souvent nombreuses.

Les fouilles préventives et les diagnostics ayant livré du Néolithique récent ou final sont ainsi au final peu nombreux. Le Campaniforme et le début du Bronze ancien sont toujours aussi rarement représentés, voire absents des découvertes en 2021 pour le premier cité.

Le classement des dossiers par thématiques abordées (habitat, funéraire, site d'activités spécialisées...) montre toujours un déséquilibre très marqué toutes périodes confondues en faveur de l'habitat, le funéraire étant très peu représenté et uniquement sous la forme de sépultures isolées présentes au cœur de l'habitat et déconnectées de toute autre occupation contemporaine.

Ce bilan quantitatif traduit des constances dans la typologie des opérations réalisées, notamment dans les grandes plaines alluviales et par conséquent dans la typologie des sites exploités et des thématiques abordées. Plusieurs dossiers couvrent toutefois tout ou partie de la période (parfois avec un ou des hiatus). Il s'agit notamment des PCR qui s'attachent à l'examen des données sur un territoire et dans le temps long comme le PCR Val-d'Oise qui

témoigne, après son année probatoire, d'une dynamique intéressante, malgré une relative difficulté à dépasser l'agrégat de contributions hétérogènes, mais aussi quelques sites occupés sur de longues périodes, souvent entre le Néolithique ancien et le Néolithique moyen, parmi lesquels on pourra citer l'enceinte et les vestiges du site de la Butte de Chandres à Nogent-le-Roi en Centre-Val de Loire, occupés en « continu » entre le Néolithique moyen 1 et le Néolithique récent. Ce type de site diachronique reste toutefois assez exceptionnel au sein des opérations examinées en 2021.

Ainsi, la typologie des sites repérés au Néolithique ancien reste majoritairement celle des habitats présentant des vestiges plus ou moins structurés d'occupation domestique : soit des vestiges d'architecture de maison de type danubien ou de leurs fosses latérales, soit des vestiges ou concentrations de mobilier plus diffuses qui parfois interrogent sur la structuration de ces occupations notamment hors des contextes de plaines alluviales.

Pour le Néolithique moyen, et à l'exception notable de l'enceinte de la Butte de Chandres à Nogent-le-Roi, déjà citée, et dans une moindre mesure de celle de Pontavert dans l'Aisne, les sites se caractérisent plutôt par des vestiges peu structurés, des structures isolées et des niveaux de mobilier. Dans ce contexte, les résultats obtenus sur ce type d'occupation, notamment en terme de caractérisation chrono-culturelle mais aussi en terme de questionnement sur la variabilité de la fonction des sites, témoignent de l'intérêt que porte leur investigation. Elle doit se faire sous la forme de fouilles extensives de ces occupations caractérisées par des niveaux de mobiliers et dont les résultats permettent de mieux appréhender l'habitat notamment pour le début du Néolithique moyen comme à La Busa.

Les découvertes concernant la fin du Néolithique sont comme déjà évoqué assez rares en 2021 et concernent, à l'exception du site de Flacourt, qui livre une occupation du Néolithique récent avec quelques structures et des concentrations de mobilier assez denses, le plus souvent, des structures ou de petites concentrations de mobilier, isolés.

À noter que dans la continuité des années précédentes, les problématiques diachroniques et relatives à l'acquisition et la circulation des matières premières et par extension d'objets particuliers constituent également toujours, notamment pour la fin du Néolithique, un axe important de la recherche dans cette CTRA puisque qu'elle constitue le cœur de plusieurs opérations de PCR dynamiques comme les deux PCR « Lithotèque » en Centre-Val de Loire et en Île-de-France ou encore le PCR « Val-d'Oise » qui s'empare aussi fortement de cette problématique, et enfin par l'opération de reprise des recherches sur le site de Jablines et en corolaire ses relations avec la minière proche en lien avec le PCR « Silex cenéozoïques de l'Île-de-France ». On peut à ce titre saluer la reprise d'un tel chantier école en Île-de-France pour le Néolithique.

Réflexions méthodologiques

À l'issue de ce rapide examen, plusieurs réflexions peuvent être faites.

Il faut tout d'abord poursuivre, notamment pour les zones de plateaux, la prescription en fouille de ce type de site, apparaissant comme peu structuré au diagnostic. Comme déjà exprimé dans le dernier quadriennal, ce constat est particulièrement prégnant pour le Bassin parisien et le Centre-Val de Loire. On le voit pour l'ensemble du Néolithique et notamment sa première moitié, les formes de l'habitat et les modalités d'occupation d'un territoire sont multiples et il est important d'aller chercher des types de sites différents qui permettront de documenter cette variabilité et cette complémentarité de l'espace habité.

Enfin, on insistera comme dans le quadriennal précédent sur la nécessité de mieux questionner les approches géomorphologiques et paléo-environnementales en regard des problématiques archéologiques et taphonomiques des occupations. Souvent ces deux aspects sont trop déconnectés et la présentation des contextes topographiques, géoarchéologiques est beaucoup trop générale et/ou éloignée du contexte précis du site étudié. Cela est encore plus crucial lors des opérations de diagnostic. Certaines « déconvenues » en termes de prescriptions de fouilles témoignent directement de la nécessité de ne pas sous-estimer l'intérêt de ces approches et leur valeur ajoutée lorsqu'elle sont efficacement intégrées aux réflexions archéologiques. La question de l'échelle de l'approche de ce type d'étude doit être posée. Si le recours de plus en plus fréquent à la micromorphologie constitue une réelle avancée, là encore les analyses exécutées doivent être en adéquation avec les questions que posent les vestiges notamment en terme taphonomique. Une échelle d'observation inadaptée aboutit ainsi à des résultats inopérants pour l'analyse du site et des vestiges.

On soulignera, cette année encore, la problématique soulevée par la détection des architectures en terre, leur caractérisation en diagnostic et les choix scientifiques et modalités de prescription de fouille que cela suppose, question qui s'est encore posée à Mardié en Centre-Val de Loire.

Forme éditoriale et qualité des rapports et des études

Les constats posés dans le quadriennal précédent restent pour la plupart d'actualité. Les rapports de diagnostic ou de fouilles préventives sont de qualité très inégale, mais, majoritairement, le travail sur le terrain dont ils rendent compte comme l'analyse des données est satisfaisante avec une qualité particulièrement perceptible dans les analyses de mobilier très majoritairement de bon niveau que cela soit pour les diagnostics ou les fouilles. C'est essentiellement la contextualisation et la mise en perspective des données qui peut parfois poser problème.

Si les rapports de diagnostic sont globalement corrects, près de la moitié a néanmoins fait l'objet de remarques sur des insuffisances dans le travail sur le terrain ou dans la description des vestiges et l'analyse des données de terrain. D'autres encore, très minoritaires ont été reçus avec réserve et ne remplissaient leurs objectifs véritablement qu'à *minima* rendant la décision post-diagnostic très complexe.

Pour les fouilles, qu'elles soient préventives ou programmées, elles sont satisfaisantes avec quelques-unes d'un très bon niveau. Toutes ces opérations ont d'ailleurs fait l'objet d'un avis favorable, sauf une opération qui a été reçue avec réserve en raison de l'incomplétude des études présentées, ou d'un encouragement à la publication de leurs résultats sous la forme d'articles ou de monographies.

On signalera enfin la relative récurrence, pour les rapports de fouille, des difficultés à intégrer les résultats des études, parfois mal utilisés. Cela entraîne des synthèses minimales au profit d'une description uniquement factuelle notamment pour les études géoarchéologiques (micromorphologie, pédologie...). En lien avec cette observation, attention également, une nouvelle fois, au rejet de nombreuses études en annexe des rapports qui préfigure souvent une difficulté à insérer à leur juste mesure ces analyses et études dans le cœur du discours et des arguments à l'interprétation des vestiges que porte le rapport d'opération.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Thibault LACHENAL
Membre de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Un total de 27 dossiers² a été examiné pour la Protohistoire ancienne (âge du Bronze et premier âge du Fer), lesquels se répartissent inégalement entre les différentes régions concernées, avec 14 avis pour le Centre-Val de Loire contre 8 et 5 avis émis respectivement pour les Hauts-de-France et l'Île-de-France (fig. 1). Il s'agit dans la majorité de travaux d'archéologie préventive, avec 11 diagnostics, 8 fouilles et 2 examens de cahiers des charges scientifiques. Ces travaux ont été menés en majorité par l'Inrap (9 diagnostics et 4 fouilles), secondairement par des collectivités territoriales (2 diagnostics et 2 fouilles) et par des opérateurs privés (Éveha et Archeodunum, 1 fouille chacun). Cela représente plus de 15,5 ha ouverts lors des diagnostics et une surface à peu près équivalente de fouilles (15,15 ha).

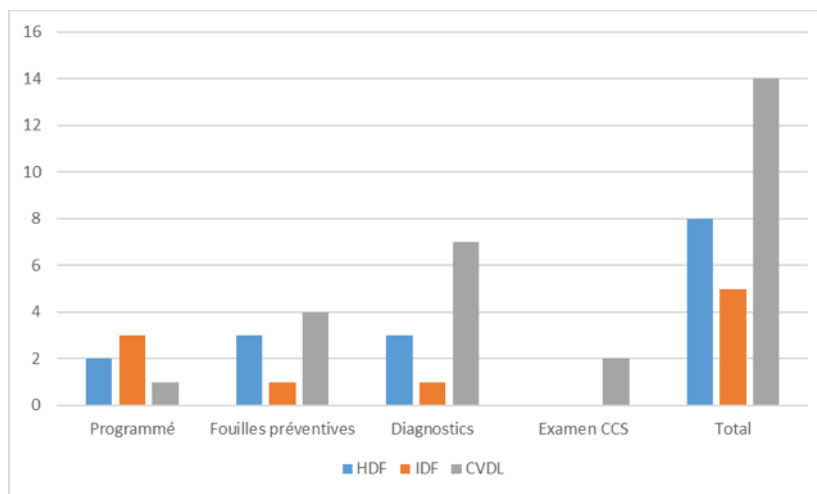


Figure 1. Répartition des dossiers par types et par régions.

L'archéologie programmée est concernée par 6 dossiers, dont 4 PCR et 2 prospections thématiques. Il faut donc relever l'absence totale de fouilles programmées dans l'interrégion. Si des travaux de terrain sont intégrés aux PCR, ils restent de moindre ampleur que ce que l'on pourrait attendre d'une fouille reposant sur une programmation pluriannuelle. Cette absence est d'autant plus regrettable compte tenu de l'intérêt de la documentation disponible sur le territoire concerné et de la présence de plusieurs pôles universitaires.

Concernant la répartition des types de dossiers entre les régions, il faut noter que la plus grande partie de l'activité préventive (13 dossiers) s'est tenue en Centre-Val de Loire, où seule une prospection relève de l'archéologie programmée. Cette dernière est en revanche plus importante en Île-de-France, avec 2 PCR et 1 prospection contre 1 diagnostic et 1 examen de RFO seulement. Enfin, la répartition est plus équilibrée dans les Hauts-de-France qui comptent 2 PCR, 3 dossiers de fouilles préventives et également 3 diagnostics.

Il convient d'ajouter à ces dossiers ceux qui ont été examinés par d'autres experts dans le cadre de programmes diachroniques ou de fouilles documentant d'autres périodes, soit pour l'âge du Bronze 2 diagnostics, 3 PCR, 1 fouille programmée et 1 sondage subaquatique.

² Les opérations menées à Lambres-lez-Douai tranches 2 et 4 n'ont été comptées que pour un dossier, car si deux prescriptions ont été faites, les deux RFO sont identiques pour ces opérations menées dans la foulée sur un seul et même site.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Chronologie

La répartition des sites par période chronologique fait la part belle à l'âge du Bronze, avec 16 opérations ou programmes s'y rapportant, contre 11 pour le premier âge du Fer. Toutefois, en considérant que le rapporteur en charge de la Protohistoire récente a examiné 5 dossiers concernant le premier âge du Fer ou la transition avec le second, les totaux s'équilibrent parfaitement.

Des incertitudes chronologiques persistent pour plus des deux tiers de la durée de l'âge du Bronze. Ainsi, dans la majorité des cas, la datation des sites du Bronze ancien ou moyen ne peut être précisée entre ces deux phases, en raison de mobilier insuffisamment caractéristique (voire mal caractérisé) ou de datations radiocarbone couvrant des plages de temps trop longs. Cette grande période est tout de même représentée par 7 sites, majoritairement funéraires et principalement localisés dans les Hauts-de-France (fig. 2 et 3). Après une indigence des données concernant la phase ancienne du Bronze final, son étape moyenne, ou Bronze final IIb-IIIa (Ha A2-B1), s'illustre par 4 sites en Centre-Val de Loire. Dans cette même région, il faut ensuite mentionner 3 contextes du Bronze final IIIb (Ha B2-3), période qui se retrouve aussi sur 1 site d'Île-de-France. Il existe donc une dichotomie importante entre les périodes de l'âge du Bronze représentées au nord et au sud de l'interrégion. Cette situation se poursuit en moindre mesure au premier âge du Fer. En effet, pour cette période, 8 des 11 dossiers analysés concernent le Centre-Val de Loire.

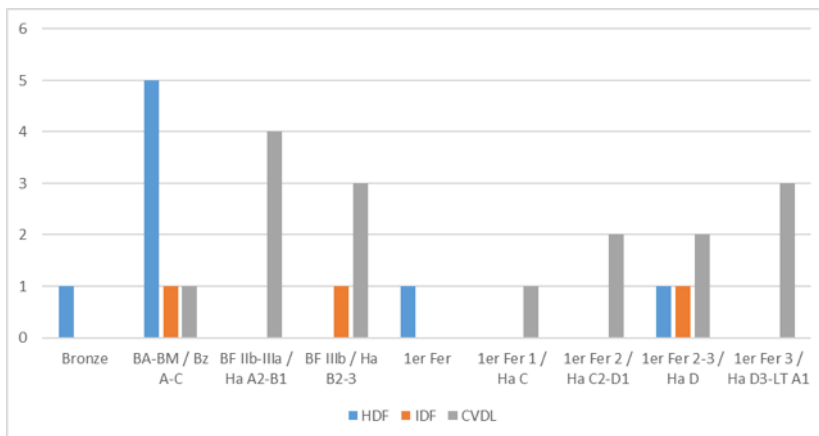


Figure 2. Répartition des dossiers par période chronologique et par région.

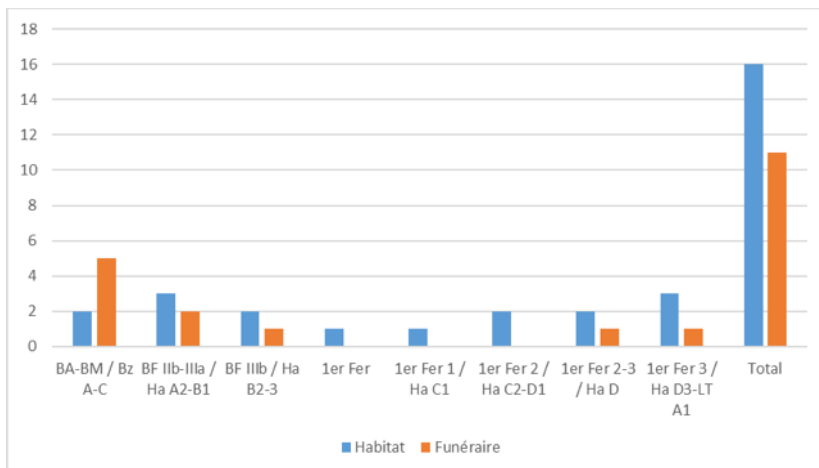


Figure 3. Répartition des dossiers par période chronologique et par thématique.

Il faut évoquer à ce stade la tendance des auteurs à mélanger, souvent dans un même rapport, des systèmes chronologiques différents. Pour l'âge du Bronze, l'adoption de la périodisation proposée pour la France par Jean-Jacques Hatt (Bronze ancien, Bronze final IIb, IIIa, etc.) est largement majoritaire. Pour le premier âge du Fer, auquel est d'ailleurs fréquemment préféré le terme de Hallstatt, c'est le système allemand de P. Reinecke qui a la faveur des auteurs (Hallstatt C, D1, etc.). Cette situation, qui découle de deux traditions disciplinaires différentes, est maintenant bien ancrée dans le langage courant des archéologues. Elle manque toutefois de logique quand elle s'applique à l'étude de mêmes sites et porte le danger de conduire à des constatations de fausses solutions de continuité entre des occupations de la fin de l'âge du Bronze et du début de l'âge du Fer. Un effort d'uniformisation du langage, en faveur de l'un ou de l'autre des systèmes chronologiques employés, ne serait pas inutile.

Pour le premier âge du Fer, les sites sont régulièrement attribués de manière générique au Hallstatt D. Une seule occupation (Chécy, Loiret) a pu être datée du Hallstatt C, ou VIII^e s. av. J.-C., par l'étude du mobilier céramique. Souvent, la pérennité des formes encourage les auteurs à privilégier des datations couvrant deux phases. C'est notamment le cas pour la fin du premier âge du Fer et le début du second (Hallstatt D3-La Tène A1). Cette difficulté à différencier ces deux étapes à partir des témoins matériels n'est pas sans incidence sur la désignation du rapporteur auquel est confié le dossier. En fonction de la nature des vestiges identifiés, ou de la présence d'autres occupations antérieures ou postérieures, il sera examiné par la personne en charge du premier ou du second âge du Fer. Cette alternance ne facilite pas l'appréhension de cette période de transition.

La majorité des occupations mises en évidence par la fouille ou intéressant un programme spécifique sont de nature domestique, avec 15 dossiers concernant l'habitat, contre 11 ayant pour objet le monde des morts. Cette répartition n'est pas équivalente entre les régions, puisque le funéraire n'est majoritaire que dans les Hauts-de-France (fig. 4 et 5). Cette thématique n'est d'ailleurs prépondérante que pour les périodes les plus anciennes, ce qui rejoint les constatations déjà évoquées plus haut (fig. 3).

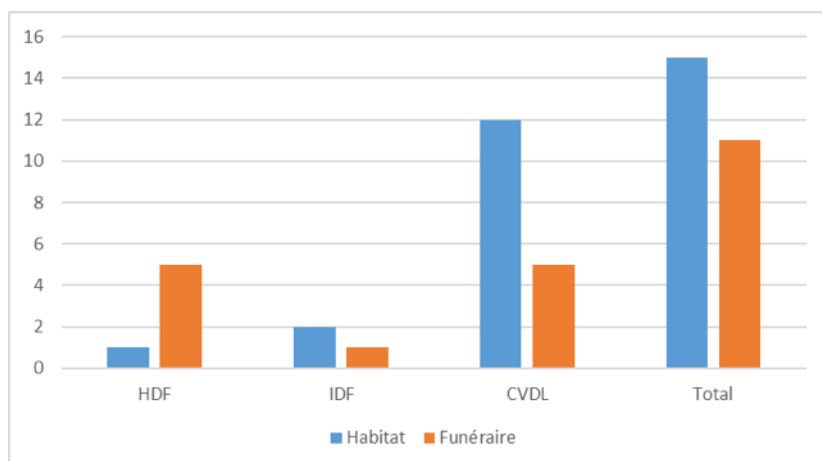


Figure 4. Répartition des dossiers par région et par thématique.

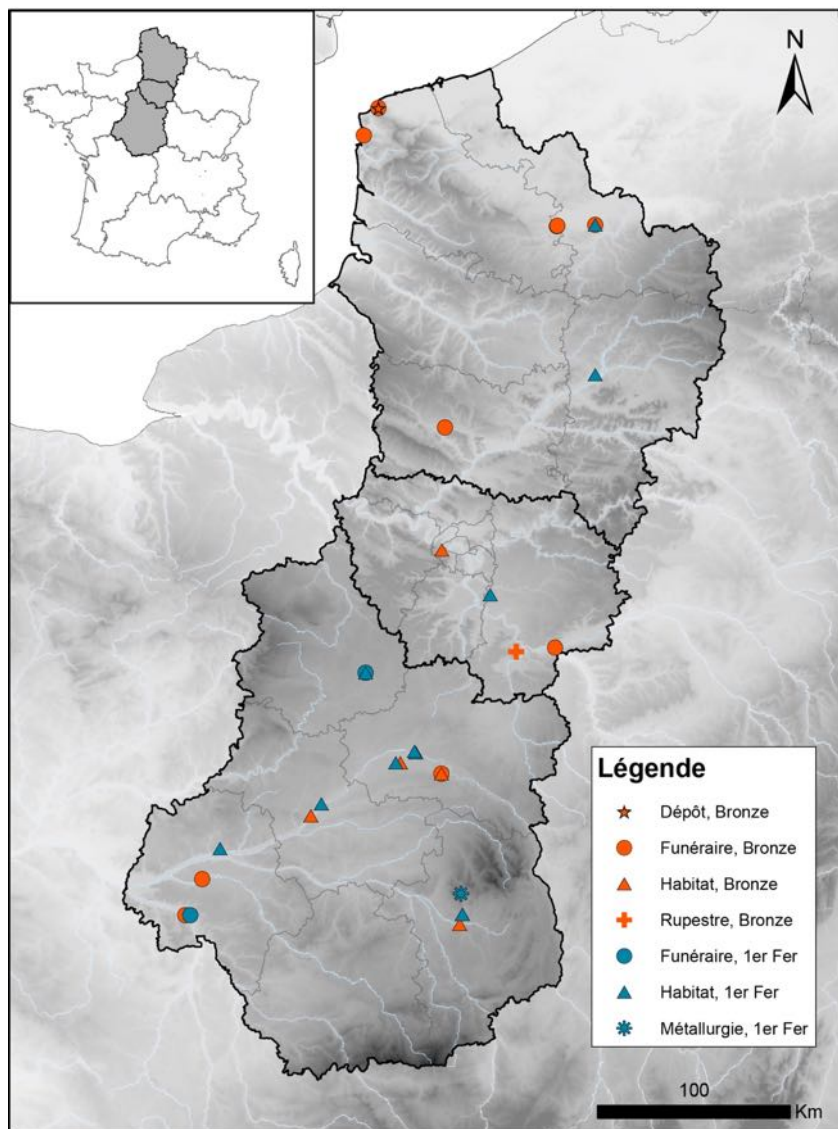


Figure 5. Carte de répartition des sites examinés.

Sépultures, nécropoles et pratiques funéraires

Le mode de traitement des cadavres qui s'illustre le plus communément parmi les dossiers examinés est celui de la crémation. Les ossements peuvent être placés dans des urnes droites ou retournées ou dans des fosses contenant des restes du bûcher. Ces « fosses à résidus de combustion », qui contiennent généralement peu d'os, sont caractéristiques de la partie occidentale du territoire. Les deux pratiques peuvent être associées sur un même site, comme à Lambres-lez-Douai (Nord), ZAC l'Ermitage 2 tranche 1. Si ce dernier site peut être daté du Bronze ancien ou moyen, comme c'est le plus souvent le cas, les découvertes d'Artannes-sur-Indre (Indre-et-Loire) « Le Clos Bruneau » montrent le maintien de ces traditions funéraires jusqu'à l'extrême fin du Bronze final. Ici, 19 sépultures à crémation sont organisées en petites nécropoles. Les incinérations peuvent aussi être classiquement associées, comme à Lambres-lez-Douai, à des enclos circulaires. Si dans ce dernier cas le lien entre les enclos et les sépultures est clairement établi, cela n'est pas systématique. À Neuvy-en-Sullias (Loiret), Les Terres de l'Aulne, les enclos sont à proximité des sépultures à crémation du Rhin-Suisse-France oriental, mais ne les encerclent pas. Comme observé lors des années précédentes, nombre d'enclos circulaires découverts lors de diagnostics ou de fouilles ne sont d'ailleurs pas associés à des restes humains et leur caractère funéraire reste hypothétique,

comme dans la tranche 2 de la ZAC l'Ermitage, à Erre (Nord), rues Condorcet et Hubert Parent ou à Bresles (Oise), La Basse Couturelle. Dans ce dernier cas, la datation des enclos à l'âge du Bronze n'est d'ailleurs nullement argumentée. La fouille réalisée à Parçay-sur-Vienne (Indre-et-Loire), Les granges illustre pourtant la pérennité de cette forme au premier âge du Fer. Ce site est exceptionnel au regard de sa longue durée d'utilisation et de la variabilité des types de structures présentes. Il réunit en effet des sépultures à crémation en vase ossuaire et en fosse-bûcher qui sont datées entre le Bronze final et le début du second âge du Fer. Celles-ci se trouvent à proximité de structures fossoyées circulaires ou allongées de type *Langgräben* dont la fonction n'est peut-être pas uniquement funéraire.

Une mention particulière doit être faite de la méthodologie de fouille des enclos éprouvée dans le Douaisis (les deux sites de Lambres-lez-Douai) permettant d'observer, à l'aide de tranchées longitudinales, la trace d'aménagements inscrite dans l'évolution pédologique des loess sous-jacents. Elle confirme la présence de tertres sur ces monuments et parfois de levées de terres périphériques. Un tumulus diagnostiqué à Wimereux (Pas-de-Calais), Le Ballon, illustre d'autres pratiques funéraires visiblement propres aux espaces littoraux au Bronze ancien ou moyen. Ici ce sont des inhumations en coffre qui ont été placées en périphérie du tertre. Cette opération est également un exemple à suivre de récolement des données lors d'intervention sur des fouilles anciennes. Ce tumulus avait en effet déjà été exploré à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Le funéraire de ce secteur est aussi traité dans le cadre de la prospection thématique « Autour d'un dépôt de l'âge du Bronze à Escalles » (E. Leroy-Langelin, dir.) qui a notamment permis de repérer plusieurs *tumuli* à proximité d'un exceptionnel dépôt de haches du Bronze ancien.

La thématique funéraire est aussi au cœur du PCR Bronz'Pal (R. Peake, dir.), qui propose une approche novatrice visant à étudier la mobilité et la paléalimentation des populations de l'âge du Bronze par la réalisation d'analyses isotopiques et radiogéniques sur des sépultures de la vallée de la Haute Seine. Ces sites participent également d'un nouveau PCR concernant l'âge du Bronze en Bassée (P. Gouge, dir.). Enfin, il faut noter que le PCR Habata (E. Leroy-Langelin, dir.) a ouvert ses problématiques au funéraire, ce qui a permis de saisir dans la base de données du projet de nombreux sites des Hauts-de-France datant de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer.

Les occupations domestiques

Comme remarqué lors des précédents bilans, les habitats de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer se caractérisent par des occupations peu denses, à maille lâche, mais pouvant être étendues en surface. Il en découle une difficulté à détecter ces sites, puis à les caractériser et à en étudier l'organisation interne, du fait d'un phasage délicat. L'interrégion semble néanmoins attentive à leur prescription sur des surfaces pertinentes. Si les sites les plus anciens (Bronze ancien-moyen) sont très mal documentés, ceux du Bronze final et du premier âge du Fer adoptent des structurations similaires. Les occupations se matérialisent par des fosses de stockage alimentaire (silos, caves-silos) et la nature domestique des établissements est souvent déduite de la nature des rejets identifiés dans les dépotoirs. Des fosses polylobées signalent l'extraction de terre à bâtir tandis que des structures de calage de poteau montrent la présence de bâtiments, au plan trop souvent illisible. Dans un cas rare, Neuvy-en-Sullias (Loiret), Les Terres de l'Aulne, les vestiges domestiques du Bronze final IIb-IIIa (Ha A2-B1) sont localisés non loin de structures funéraires contemporaines. Cette configuration témoigne d'une communauté bien ancrée dans son territoire. Par ailleurs, si la majorité des habitats sont ouverts, quelques découvertes pourraient indiquer la présence de

sites plus structurés, avec un système de délimitation de l'espace. C'est le cas à Orléans (Loiret), rue Charles Sadron, où une enceinte fossoyée est datée du Bronze final IIIb (Ha B2-3). À Lieusaint (Seine-et-Marne), ZAC de la Pyramide, un habitat du premier âge du Fer est associé à une probable palissade.

Si la majorité des fouilles ont eu lieu en contexte de plaine alluviale (fig. 5), une fenêtre ouverte dans le château de Blois à la faveur d'un diagnostic a révélé la présence d'une occupation de hauteur du Bronze final IIIb. Elle correspond possiblement à une habitation à paroi en terre massive. Les sites de hauteur, potentiellement sièges d'un habitat groupé et défendu, sont quasiment invisibles par le prisme de l'archéologie préventive alors qu'ils jouissaient d'un statut particulier dans l'organisation des territoires de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer.

Si la thématique de l'habitat est peu ressortie en 2021 dans les opérations menées dans les Hauts-de-France, elle bénéficie pourtant d'un dynamisme important dans cette région, impulsé par le PCR Habata qui lui est dédié (E. Leroy-Langelin, dir.).

Artisanat

D'autres thématiques se démarquant de cette division classique entre monde domestique et funéraire sont également nourries par certaines opérations. La question de l'artisanat spécialisé est ainsi au cœur des prospections thématiques concernant les ateliers de réduction du minerai de fer protohistoriques de la région d'Allogny (N. Dieudonnée-Glad, dir.). Ce projet vise à repérer et fouiller, selon un protocole extrêmement pertinent, les sites de production sidérurgique ayant alimenté Bourges/*Avaricum* au premier âge du Fer. Cette thématique trouve aussi un écho dans les découvertes d'Erre (Nord), rues Condorcet et Hubert Parent, où une fosse du premier âge du Fer a livré des vestiges de travail du fer et des alliages cuivreux.

Pratiques symboliques

Les domaines symboliques et spirituels enfin, par le biais de l'art rupestre, sont au cœur du PCR consacré aux gravures protohistoriques de la forêt de Fontainebleau (D. Simonin, dir.). Cet ensemble exceptionnel attribué au Bronze final IIIb permet pour la première fois d'approcher les systèmes de croyances des sociétés de la fin de l'âge du Bronze, dans lesquelles la mythologie celtique pourrait trouver ses racines.

Forme éditoriale, valorisation scientifique et qualité des rapports

Les dossiers examinés sont de qualité inégale dans leur présentation, mais restent majoritairement de bonne tenue et rendent compte, dans le cas du préventif, d'opérations bien menées sur le terrain comme en phase d'étude. Les données sont le plus souvent bien remises en contexte, il faut juste regretter parfois l'utilisation de termes impropres témoignant d'une mauvaise maîtrise de la littérature scientifique. Les études spécialisées, toutes de bonne à très bonne qualité, sont en revanche inégalement intégrées dans l'analyse du site, alors que cet aspect est primordial.

Les PCR se distinguent par une importante activité de valorisation scientifique, avec de nombreux articles déjà parus, des participations à des colloques ou encore l'exposition dédiée au programme Habata. La plupart des RFO examinés méritent d'être publiés dans le cadre de synthèses territoriales ou d'articles monographiques à destination de revues régionales ou interrégionales. Il faut signaler dans un cas (monuments circulaires de Lambres-lez-Douai) la publication conjointe des résultats de deux opérations avant même l'examen des rapports.

Difficultés rencontrées et recommandations

Il faut constater que certains manquements signalés lors des bilans précédents (espacement des tranchées ou problèmes d'illustrations par exemple) n'affectaient pas les rapports examinés en 2021, signe d'une amélioration de certaines pratiques sur le terrain comme en phase de rédaction. En revanche, comme dit par le passé, il apparaît que des améliorations doivent être faites dans l'utilisation des datations par le radiocarbone. La stratégie de sélection des échantillons est rarement explicitée, ou si c'est le cas elle n'est pas suivie dans les faits. Une réflexion devrait être menée afin d'éviter de produire des dates qui ne sont pas interprétables par la suite. Suite à des choix non guidés, on remarque en effet trop souvent la prise en compte des résultats sans leur nécessaire examen critique (effet vieux bois, charbons intrusifs, etc.). Cela peut conduire dans les cas extrêmes à la création de phases inexistantes à partir de dates aberrantes. Il semble ainsi nécessaire de dater plus régulièrement des structures sans mobilier afin de vérifier la synchronie des aménagements, mais aussi des contextes livrant du matériel caractéristique afin de compléter les référentiels chronotypologiques régionaux. Les pics de probabilités doivent être considérés avec prudence pour les attributions chronoculturelles, *a fortiori* pour le premier âge du Fer qui est marqué par une forte irrégularité de la courbe de calibration dendrochronologique, dite « plateau du Hallstatt ». Il faut également encourager l'usage du ^{14}C dès la phase de diagnostic, notamment dans le cadre de la détection des occupations diffuses de la Protohistoire ancienne. En contrepartie, on se félicitera de la politique d'inventaire et d'enrichissement des datations par le radiocarbone des habitats de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer dans les Hauts-de-France, réalisée dans le cadre du PCR Habata. Il faut tout de même regretter que des crédits de l'archéologie programmée servent à pallier les manquements du préventif. Cependant, dans le cadre de publications de sites pour lesquels un défaut de datations a été souligné, une réflexion pourrait être menée au sein des SRA afin d'encourager des demandes auprès du programme Artemis.

La reconnaissance de l'architecture en terre massive, signalée à Blois comme vu plus haut, est trop peu investie régionalement. Dans le cas d'un diagnostic, malgré des efforts faits dans ce sens, une mise en œuvre problématique a conduit à des résultats peu concluants. Au vu du nombre de fosses d'extraction identifiées pour les sites de la Protohistoire ancienne et des difficultés parfois rencontrées pour caractériser les bâtiments d'habitation, cette question mériterait pourtant que des moyens soient mis en œuvre afin qu'elle soit traitée de manière exemplaire. Cela nécessite la mise en place de protocoles spécifiques et clairement explicités sur le terrain, de même qu'un recourt à la micromorphologie dès la phase de diagnostic.

Parmi les lacunes aisément identifiables à l'échelle de l'interrégion, le manque de fouilles programmées sur des sites de l'âge du Bronze ou du premier âge du Fer doit à nouveau être souligné. Il serait souhaitable que ces périodes soient plus investies par la recherche de terrain, notamment pour des types d'occupations peu intéressés par l'archéologie préventive, comme les habitats de hauteurs. Certains sites emblématiques, comme le Fort Harrouard à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir) par exemple, possèdent encore un potentiel important et pourraient faire l'objet de nouvelles recherches, après un nécessaire bilan des données des opérations antérieures.

Concernant le préventif, il a déjà été évoqué à propos des dossiers traités en 2021 la dichotomie existant entre le nord et la partie sud de l'interrégion. En schématisant, on note une majorité de sites funéraires du Bronze ancien et moyen dans les Hauts-de-France, tandis que ce sont des habitats du Bronze final et du premier âge du Fer qui ont principalement été

découverts en Centre-Val de Loire et en Île-de-France. Il conviendra de voir lors du bilan final si cette situation se confirme et le cas échéant de réfléchir à son origine. Découle-t-elle d'une réalité des données archéologiques ou de problèmes de détection de certains types d'occupations ou de pratiques funéraires ?

Enfin, il faut signaler en 2021 le départ d'agents au cours de deux opérations ayant entraîné un changement de responsable ou du moins la rédaction du RFO par une tierce personne. Si le passage de témoin a été parfaitement réalisé dans un cas et n'a pas eu d'impact sur la qualité du rapport rendu, il n'en est pas de même pour le second. Ce type de situation, déjà observé quelques années en arrière, doit donc toujours appeler à notre vigilance.

SECOND ÂGE DU FER

Par Jenny KAURIN
Membre de la CTRA

Quarante-neuf³ dossiers ont été donnés à examiner au rapporteur plus spécifiquement en charge du second âge du Fer. Ces dossiers se signalent par une répartition inégale, que l'on considère leur nature ou la région à laquelle ils se rapportent (fig. 1). Ainsi, le nombre de rapports de diagnostics et de cahiers des charges est sensiblement égal, quelle que soit la région considérée. Le nombre important de rapports finaux d'opération de fouille préventive examinés (25) est porté en partie par la résorption de dossiers en souffrance depuis plus de 10 ans (7 : 3 en Île-de-France et 4 dans les Hauts-de-France). Nonobstant, la majeure partie des RFO examinés concerne de loin les Hauts-de-France. S'agissant des dossiers d'archéologie programmée (fouilles, PCR, prospections), seule la région Centre-Val de Loire a reçu des dossiers portant sur des problématiques ou des sites relatifs au second âge du Fer. Ce dernier constat apparaît fortement préjudiciable au vu de la qualité de la documentation disponible dans les Hauts-de-France et en Île-de-France et des problématiques qui pourraient être mises en œuvre. De plus, cela suggère que les recommandations de la commission en terme de publication ne suscitent pas la mise en œuvre de projets faisant l'objet d'une demande auprès des services régionaux de l'archéologie.

Les 17 diagnostics examinés couvrent une surface totale de plus de 319 ha, contre plus de 42 ha pour les fouilles.

	Diagnostics	RFO	Programmé	Totaux
Hauts-de-France	6	14	0	20
Centre-Val de Loire	6	5	7	18
Île-de-France	5	6	0	11
Totaux	17	25	7	49

Figure 1. Répartition des dossiers examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2021.

Si l'on examine la répartition de ces dossiers par grande thématique (habitat, funéraire, lieux de culte), on note d'abord, comme à l'accoutumée, une écrasante majorité d'habitats, au détriment des ensembles funéraires et surtout des lieux de culte (fig. 2 et 3). Ce déséquilibre prévaut en archéologie préventive, tout comme dans la recherche programmée (5 des 7 dossiers d'archéologie programmée portent sur des sites d'habitat).

³ Cf. note 2.

	Habitat	Funéraire	Lieu de culte	Autre
1 ^{er} âge du Fer	2	1	0	0
Transition 1 ^{er} -2 ^e âge du Fer	2	1	0	0
2 ^e âge du Fer	18	4	0	2
Totaux	22	6	0	2

Figure 2. Répartition des RFO examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2021 par grande thématique (à raison d'une occurrence par site quand plusieurs sont avérés et par phase d'occupation avec hiatus avéré).

	Habitat	Funéraire	Lieu de culte	Autre
1 ^{er} âge du Fer	2	1	0	0
Transition 1 ^{er} -2 ^e âge du Fer	1	1	0	0
2 ^e âge du Fer	14	3	0	0
Totaux	17	5	0	0

Figure 3. Répartition des diagnostics examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2021 par grande thématique (à raison d'une occurrence par site quand plusieurs sont avérés et par phase d'occupation avec hiatus avéré).

Parmi les habitats, les établissements ruraux des III^e-I^{er} siècles av. J.-C. (La Tène C2-D) inscrits dans des systèmes d'enclos et/ou dans des parcellaires matérialisés par des fossés sont largement majoritaires. Au vu du nombre de sites documentés et dans l'attente de travaux de synthèse, plusieurs enjeux peuvent être aujourd'hui identifiés. Il s'agit d'abord de systématiser la fouille exhaustive des enclos *a minima* dans les secteurs où d'autres types de structures sont attestés (bâtiments, silos, etc.) pour recueillir le maximum de rejets permettant de caractériser le faciès de consommation et de production des établissements. Dans les secteurs les mieux documentés, il s'agit ensuite de privilégier les recherches sur les sites bénéficiant d'un bon état de conservation en ne se limitant pas aux seules zones définies par les enclos mais en élargissant les décapages à leurs abords. L'exemple de la fouille menée sur l'établissement de Vimpelles, Champ le Roi (Île-de-France) a montré tout le potentiel de ce type d'approche.

En revanche, les habitats ouverts à l'organisation beaucoup plus lâche caractéristique des V^e-III^e siècles av. J.-C. (de la fin du Hallstatt D au début de La Tène C) restent toujours aussi difficiles à détecter en diagnostic ainsi qu'à prescrire et à analyser en fouille. De fait, leur appréhension nécessite de grands décapages pour dépasser une appréhension limitée aux concentrations de structures considérées comme les plus significatives (par exemple : les zones d'ensilage) et qui n'offrent qu'une vision tronquée de ces occupations. Nonobstant ces réserves, plusieurs opérations ont livré des résultats particulièrement significatifs, telles celles conduites à Frépillon, ZAC des Epineaux (Haut-de-France) qui a permis d'appréhender l'évolution d'une occupation rurale entre la fin du premier âge du Fer et la fin de La Tène B1, ou à Montierchaume, ZI la Malterie (Centre-Val de Loire) où des analyses carpologiques systématisées ont permis de révéler de manière très précise, à la faveur du bon état de conservation des vestiges, les pratiques agricoles en cours au Hallstatt D3-La Tène A1, associant stockage des récoltes prêtes à être consommées et conservation des semences.

Si, à l'instar de ce qui est observé à l'échelle nationale, la genèse du phénomène urbain reste délicate à appréhender, il faut souligner que l'interrégion offre plusieurs cas d'étude particulièrement intéressants qui ont donné lieu à des opérations (ou des projets) significatives : caractérisation d'un quartier hors les murs de l'*oppidum* de Bourges (RFO de la

fouille menée place Séraucourt en région Centre-Val de Loire), mise en évidence du cœur de l'agglomération gauloise de Bobigny lors du diagnostic conduit préalablement au projet « Handilab » (Île-de-France), contribution à la compréhension des *oppida* de Châteaumeillant (Centre-Val de Loire, en cours de publication), Amboise (Centre-Val de Loire, études post-fouille en cours) et Chartres (Centre-Val de Loire, mise en place d'un PCR visant à reprendre l'ensemble de la documentation disponible) dans le cadre de recherches programmées.

Les ensembles funéraires et les lieux de culte restent les parents pauvres de la recherche sur le second âge du Fer. À côté des découvertes ponctuelles, on attirera l'attention sur les résultats apportés par la fouille des nécropoles de Bouillancourt-en-Séry, rue de Gamaches (La Tène B1, Hauts-de-France) ou de Lambres-lez-Douai, ZAC de l'Ermitage (La Tène C, Hauts-de-France), ainsi que sur le potentiel porté par celle de Bouqueval, Soixante Arpents (La Tène B2-C1, Île-de-France), identifiée en diagnostic, s'agissant notamment de la constitution d'un référentiel de fibules en fer. À défaut de lieux de culte, les travaux conduits sur les sites d'habitat ont livré à plusieurs reprises les témoignages de pratiques rituelles comme à Artannes, Clos Bruneau (Centre-Val de Loire) ou à Villeneuve-sous-Dammartin, Les Closeaux (Île-de-France).

Concernant les dossiers d'archéologie préventive, la majeure partie des dossiers rendent compte d'opérations bien menées tant sur le terrain qu'en phase étude, se caractérisant par des rapports de bonne qualité formelle.

Néanmoins, quelques pistes d'amélioration peuvent être proposées. Considérant les diagnostics, il s'agit d'abord de veiller à la réalisation de tests de fouille sur un échantillonnage représentatif des structures identifiées, permettant de disposer d'éléments de caractérisation (état de conservation, chronologie, nature) pour la bonne évaluation du gisement. Il convient ensuite que des moyens suffisants soient mobilisés pour permettre la réalisation des études de mobilier et le cas échéant de mesures radiocarbone.

Considérant les fouilles, les études de mobiliers ne doivent pas se limiter à une compilation rejetée dans une section dédiée du rapport. Leurs apports doivent être pleinement intégrés à la présentation des résultats et faire l'objet d'illustrations adaptées (planches synoptiques, tableaux de synthèse, cartes de répartition, etc.). Cela suppose évidemment que des moyens adaptés aient été prévus en amont (incluant le traitement des prélèvements et du mobilier métallique). Un autre enjeu repose sur le nécessaire équilibre à trouver entre surinterprétation des données et analyse limitée aux seules structures datées précisément. De fait, une analyse spatiale intégrant d'autres critères (métriques des trous de poteaux, modules de bâtiment, etc.) peut permettre de formuler des hypothèses limitant le nombre de structures restant sans quoi totalement inexploitées.

Quelle que soit la nature des opérations, on attirera l'attention sur la nécessité de produire une documentation graphique adaptée, proposant des plans à échelle lisible (plans généraux dont au moins un plan matérialisant l'intégralité des structures mises au jour avec leur numéro ; plans de secteurs, vignettes de localisation dans les cas d'opérations portant sur de grandes surfaces) réalisés à l'aide d'une charte graphique claire. Il convient également d'être vigilant sur l'usage de la photographie, qui ne peut se substituer aux dessins conventionnels présentant les mobiliers (hors vaisselle en céramique qui ne souffre pas de ce problème) sous différentes vues, avec les sections attendues et, si nécessaire, les restitutions utiles à leur compréhension.

ANTIQUITÉ

Par Nadine DIEUDONNÉ-GLAD, Michiel GAZENBEEK et Gaëtan LE CLOIREC
Membres de la CTRA

Sur 95 dossiers traités, 33 dossiers ont concerné des vestiges urbains, dont 29 ont été examinés par G. Le Cloirec et 4 ont été traités par M. Heijmans. L'espace rural a été concerné par 62 dossiers dont 39 traités par M. Gazenbeek et 23 par N. Dieudonné-Glad (à partir de mars). L'activité sur l'Antiquité urbaine est bien équilibrée entre les trois régions avec 11 opérations dans les Hauts-de-France, 12 en Île-de-France et 10 en Centre-Val de Loire, tandis que pour l'espace rural, ce sont les Hauts-de-France dans lesquels les opérations sont les plus nombreuses (26), pour 20 dossiers en Centre-Val de Loire et 15 en Île-de-France. Les dossiers de diagnostic (55 dossiers) l'emportent largement sur les RFO (16 dossiers), ce qui atteste d'un probable retard dans la production de ces derniers après les fouilles préventives. Un dossier d'évaluation de découverte exceptionnelle intervenue en cours d'une opération de fouille préventive a également été traité. Les opérations programmées représentent 23 dossiers. Pour les rapports de fin d'opération dans l'espace rural, on note cinq rapports de l'Inrap, quatre d'opérateurs privés et trois de collectivités territoriales. Notons qu'aucun de ces rapports n'a été rendu dans le délai de 2 ans après la fin de la phase terrain.

On relève une certaine différence d'approche entre les archéologies urbaine et rurale antiques. Certaines villes actuelles, recouvrant des villes antiques sont l'objet de plusieurs opérations. Les villes dans lesquelles les interventions sont les plus nombreuses sont Amiens, Famars et Chartres avec 3 à 4 opérations dans l'année. La première est seulement affectée par des opérations préventives alors que les deux autres agglomérations bénéficient de programmes de recherche qui dynamisent l'activité archéologique. On note un fort investissement des collectivités territoriales dont plusieurs bénéficient d'un service archéologique. De fait, dix-sept opérations ont été conduites par ce type d'opérateur avec un suivi efficace et une veille bénéfique par des équipes compétentes et impliquées. L'engagement spécifique d'agents de l'Inrap peut avoir le même intérêt sur d'autres sites comme à Famars où les mêmes équipes suivent les dossiers d'archéologie préventive tout en ayant développé des programmes de recherches sur l'urbanisme. Dans d'autres cas, comme à Châteaubleau ou Genainville, l'archéologie est vigoureusement portée par des bénévoles ou des universitaires dans un cadre exclusivement programmé. Ces derniers exemples restent cependant marginaux dans l'ensemble des opérations menées en 2021.

Dans l'espace rural, les diagnostics ne sont pas investis par les services archéologiques des collectivités départementales, mais dans 6 cas sur 38, ils ont été réalisés par les services archéologiques de communautés d'agglomération lorsque leur périmètre d'intervention recouvre des communes rurales. Le reste des diagnostics a été effectué par l'Inrap.

En ce qui concerne la programmation, la plupart des opérations sont des PCR (11 dossiers) ou des prospections (4 opérations), tandis que les dossiers de six fouilles programmées seulement ont été instruits, auxquels on peut ajouter une demande de sondages rattachée à une prospection thématique géophysique. Les autres dossiers concernent des études de matériel ou d'archives. Les demandeurs sont essentiellement des bénévoles, dans le cadre d'associations ou en lien avec des programmes universitaires. Les agents de l'Inrap peuvent également être porteurs de demandes, la plupart du temps dans le cadre d'un rattachement à une équipe de recherche universitaire tandis que les portages par des universitaires sont finalement rares tout comme les initiatives des services départementaux.

Principaux résultats et problématiques abordées

Pour l'espace urbain, les dossiers d'opération programmée concernent surtout des PCR avec 7 dossiers correspondant à des travaux de synthèse à l'échelle des agglomérations. Si la plupart balaient l'ensemble des données disponibles pour remettre à plat les questions liées à l'urbanisme en général, certains sujets sont plus spécialisés. C'est notamment le cas des études sur les enduits peints à Chartres ou l'analyse du paysage religieux engagée par R. Golosetti en Île-de-France. L'étude des céramiques de Châteaubleau et la synthèse d'une partie des fouilles d'*Argentomagus* sont, quant à elles, directement liées à des opérations de terrain dans le cadre d'importants projets de publication. Il faut par ailleurs souligner que les quatre fouilles programmées de 2021 se rapportent toutes à des lieux de culte localisés en Île-de-France et dans la région Centre-Val de Loire. De fait, c'est essentiellement l'axe 6 de la programmation nationale qui est ici représenté. L'axe 9 est toutefois concerné lui aussi puisque les sanctuaires s'insèrent tous dans un environnement urbain qui reste souvent à retrouver. Cet intérêt pour les sanctuaires se justifie par des opportunités d'étude ou de mise en valeur locales liées à la densité ou à la qualité de conservation des vestiges. Cela ne remet pas en cause l'intérêt scientifique de ces sites et conforte plutôt les initiatives d'une mise en commun et d'une confrontation des données. À Chartres, la fouille d'une fontaine monumentale sort du lot par la qualité des vestiges mis au jour et la découverte exceptionnelle des restes d'une charpente et d'un plafond en bois sculpté. Cet ensemble est lié au temple d'Apollon localisé tout près et associé lui-même au vaste complexe religieux de Saint-Martin-au-Val.

Dans l'espace rural, l'archéologie programmée concerne plusieurs études thématiques : les enduits peints d'une *villa* anciennement fouillée, objets d'une restauration et d'un remontage dans le cadre d'une présentation muséographique ; les archives d'Adrien Blanchet conservées à son domicile dans l'Indre ; un programme d'analyses biochimiques sur le contenu de vases (de la Protohistoire au Moyen Âge) en Centre-Val de Loire ; les meules ; un site cultuel ; les fermes et *villa* d'un espace géographique particulier. Mais un grand nombre de ces études ont pour objectif l'approche d'un territoire sous tous ses aspects. On voit se multiplier les études en contexte forestier (4 dossiers) grâce à l'utilisation de plus en plus fréquente du lidar qui permet d'aborder des terroirs très mal connus et qui abritent des sites archéologiques souvent bien conservés. Il est à noter que l'approche de ces terrains ne peut être que diachronique et a beaucoup de mal à se ranger dans les axes de la programmation, y compris dans l'axe 10. On peut regretter que l'exploitation des documents lidar, cartographique et sur le terrain, reste encore assez inégale d'un programme à l'autre. Une certaine « normalisation » serait peut-être souhaitable afin de permettre des synthèses des résultats à moyen terme.

Les opérations d'archéologie préventive effectuées en contexte urbain antique ont concerné des surfaces de diverses dimensions. Les plus petites, à l'intérieur de bâtiments situés au centre de Paris, sont de simples puits d'exploration qui ne pouvaient dépasser 3 ou 4 m² bien que les prescriptions aient porté sur 80 à 250 m². Les conditions techniques très contraintes ont seulement permis d'observer des stratigraphies conservées sur 5 à 6 m de profondeur qui suffisent cependant à justifier des fouilles préalables aux travaux projetés. La majorité des terrains diagnostiqués mesurent 1 100 à 4 400 m². Deux avoisinent les 13 300 m², mais ils ne sont pas implantés dans des centres urbains de première importance au cours de l'époque romaine. Toutes ces opérations ont permis d'explorer des portions de quartiers antiques où les occupations sont relativement diversifiées. On note cependant que certains secteurs sont dédiés à des activités particulières, pouvant se succéder dans le temps, grâce à la mise en évidence de constructions, de structures ou de rejets caractéristiques. C'est par exemple le cas à Amiens où les vestiges du théâtre antique supplantent des entrepôts et précèdent

l'établissement d'une nécropole à l'est de la ville. Quelques occupations perdurent parfois pendant toute la période romaine dénotant une véritable vocation résidentielle ou artisanale des espaces fouillés. L'étude d'une vaste *domus* de Bourges (Place Séraucourt) ou des ateliers de potiers découverts au nord-est de Chartres illustrent ce constat. Plusieurs tronçons de chaussées ont également été repérés sur des longueurs très variables. Un suivi de réseau assuré à l'ouest de la ville antique d'Orléans a notamment permis de restituer le tracé, la conception et l'entretien d'une voie sortant de l'agglomération. Une opération similaire prévue à Famars devrait apporter des informations novatrices sur l'axe principal nord-sud et ses abords sur une longueur de 280 m. De même, une fouille réalisée à Arpajon a permis de mettre au jour une belle section d'un axe est-ouest, dévoilant ses relations avec les îlots limitrophes et éclairant l'organisation de l'agglomération antique au-delà de l'emprise fouillée.

Dans l'espace rural, les fouilles préventives ont souvent lieu sur des espaces qui peuvent atteindre plusieurs dizaines d'hectares de diagnostic et plusieurs hectares de fouille. Les principaux résultats concernent évidemment l'habitat (axe 10), avec une meilleure connaissance de la *pars rustica* des *villae* ; de l'organisation des occupations rurales intercalaires, souvent à enclos fossoyés ; de bâtiments de nature indéterminée construits en matériaux périssables, ainsi que du parcellaire. Elles apportent également une vision renouvelée de l'espace funéraire rural avec la découverte de plusieurs ensembles de sépultures, ou des sépultures isolées. Ces sépultures à inhumations comme crémations peuvent parfois être mises en relation avec un habitat voisin (axe 10 ?). Trois sites côtiers dont un habitat groupé sont à signaler et on peut noter la fouille d'un relais routier (Frépillon), de réseaux drainants en milieu marécageux (Seclin), de batteries de fosses oblongues à fonction indéterminée (Harnes), de vestiges d'un moulin à traction animale (Louvres) ainsi que d'un habitat à enclos fossoyé de 2 ha de superficie avec les vestiges de deux séchoirs à céréales et d'une aire à battre le blé (Le Plessis-Gassot).

Les activités artisanales dans l'espace rural, essentiellement l'artisanat du fer (axe 10 ou axe 12 de la programmation ?) qui laisse des vestiges plus immédiatement identifiables que les autres activités, occupent une place de plus en plus grande dans les découvertes. Le recueil des vestiges de cette activité, comme leur étude post-fouille demandent à être davantage normalisés, à l'instar de ce qui est maintenant pratiqué pour la céramique ou la faune, afin de constituer, petit à petit, un référentiel de comparaison. D'autres activités ont également été mises en évidence comme une activité saunière augustéenne à Quend (Somme), une carrière à meules à Chamant (Oise), des fours à chaux à Boigny (Loiret) et à Girolles (Loiret). Le rapport de diagnostic de Boigny ressemble par ailleurs davantage à un rapport final d'opération, le four à chaux, daté par ^{14}C du V^e-VI^e siècle, ayant été entièrement fouillé lors de l'intervention. Son comblement a livré un grand nombre de blocs sculptés provenant d'un mausolée démantelé. Il faudrait peut-être maintenant se donner les moyens d'explorer des activités aux vestiges fugaces en systématisant des prélèvements de sédiment dans les structures, en particulier les structures en creux et en finançant des études post-fouille approfondies.

Forme éditoriale et qualité des rapports

La qualité des rapports est généralement assez bonne, les très bons rapports où les résultats sont exposés très clairement avec une argumentation approfondie et une mise en contexte sérieuse restant l'exception.

Documentation administrative

Il est extrêmement rare de trouver des manques dans la documentation administrative des rapports d'opérations préventives. Ce n'est pas la même chose pour les fouilles programmées où toutes les pièces souhaitées ne sont pas forcément présentées, faute de consignes claires en la matière. Un plan de localisation parcellaire et l'autorisation de fouille devraient cependant être un minimum. La place de ces documents n'est pas non plus normalisée et il n'est pas rare de les découvrir en fin de rapport ou dans un volume annexe.

La documentation graphique

Le soin accordé à la présentation des relevés est très variable. Si les documents sont généralement lisibles et les informations utiles bien présentes, les choix graphiques ne sont pas toujours très heureux et beaucoup demanderaient à être repris avant éventuelle publication. Les couleurs, les épaisseurs de traits, le dimensionnement des mires, la précision des légendes ou le montage des planches sont autant de sujets qui posent trop souvent problèmes. La présentation détaillée des structures ou des faits convient généralement mieux que le plan général du site pour lequel la systématisation des SIG provoque manifestement une certaine nonchalance. Dans de nombreux cas, le plan topographique est à peine retravaillé après fouille et analyse des données. Son esthétique n'est pas améliorée et les responsables se contentent souvent d'une sortie trop schématique où les données alphanumériques (n° d'US, NGF) se superposent aux structures et sont illisibles. De plus, selon l'échelle choisie, le logiciel ne fait pas toujours apparaître toutes ces indications, ce qui coupe certains liens avec l'argumentaire développé dans le texte. La DAO est régulièrement critiquable, en particulier en ce qui concerne les plans très schématisés bruts du SIG et l'absence de numéro de structure. Dans un rapport, cette utilisation du SIG sans contrôle fait que les tranchées du diagnostic ont des configurations différentes d'une planche à l'autre. Il ne suffit pas de réduire le plan général pour composer des vignettes de localisation ; il faut aussi le simplifier en gardant sa lisibilité grâce à quelques repères immuables. Pour que cela soit possible sur les fouilles très stratifiées, c'est le plan général de la phase décrite qu'il vaut mieux utiliser et non une accumulation indéchiffrable de toutes les structures. Les échelles bâtarde sont nombreuses, c'est-à-dire que les plans et coupes sont bien faits à des échelles standard (1/50, 1/100...) mais réduits arbitrairement lors de la mise en page. L'absence d'une phase de relecture est d'ailleurs manifeste dans bon nombre de rapports. Une tendance à proscrire est le remplacement de dessins de structures bâties ou de coupes par des photos redressées qui sont souvent illisibles à l'échelle où elles sont reproduites dans le rapport et qui sont, par définition, porteuses d'un autre niveau d'information que le dessin commenté.

Il est rare que les clichés soient d'excellente qualité. L'ensemble est généralement moyen et bon nombre de photos sont gâchées par des outils qui traînent, des mires en mauvais état ou des panneaux illisibles (car trop éloignés). Il doit être possible de fournir de meilleurs documents en étant plus rigoureux au moment des prises de vue. C'est d'autant plus dommage quand de telles maladroites se constatent sur des chantiers visiblement bien tenus. Les vignettes de localisation ne sont pas systématiquement présentes sur les plans de détails alors qu'il n'est pas toujours simple de s'y retrouver sur certaines fouilles. L'utilisation de la photo en lieu et place du dessin se remarque aussi dans les études *d'instrumentum* où pourtant le dessin est indispensable dans des approches comparatives et/ou typologiques. D'une manière générale, on observe une tendance au délaissement du dessin (qui n'est peut-être plus maîtrisé) au profit de moyens numériques. Ce n'est pas forcément un gain pour la qualité de l'information. Si cette technique peut convenir pour présenter les découvertes, elle

ne doit pas dispenser du respect des normes de présentation admises pour l'*instrumentum*. En effet, il manque trop souvent certaines vues et les sections des pièces ne sont pas toujours présentes.

Contextualisation géographique et archéologique ou historique

La recherche documentaire préalable aux interventions est généralement faite. Les sources disponibles, comme la *Carte archéologique de la Gaule* (CAG), les publications antérieures ou les rapports disponibles dans les SRA ont visiblement été consultés. Le contexte géologique n'est jamais oublié, et celui-ci peut même bénéficier de développements trop longs ou méticuleux par rapport aux problématiques et aux attentes du chantier. À l'inverse, le cadre environnemental (topographie, hydrographie) est assez succinct alors qu'il peut justifier l'implantation des sites et expliquer certains aspects de leur occupation.

Dans certains cas, la contextualisation pourrait être plus efficace. Au lieu de compiler les découvertes de manière chronologique, il serait bon de les synthétiser de manière à établir plus clairement l'état des connaissances et cibler les manques pouvant être éventuellement comblés par l'opération concernée. Les cartes qui illustrent ces chapitres introductifs ne sont pas toujours bien conçues (quand elles existent) alors qu'elles sont aisément produites quand certaines villes disposent d'un SIG qui regroupe l'ensemble des découvertes. Cette facilité fournit malheureusement des documents d'aspect très administratif où les données de référence apparaissent mal. Des éléments significatifs pour l'opération ne ressortent pas assez distinctement par rapport aux autres informations quand cela serait utile (enceintes, emprises urbaines, lieux d'inhumations, voies, etc.). Ceci nuit malheureusement à l'intérêt de ces illustrations comme support documentaire du discours. Il est clair que les cartes et les plans de contextualisation doivent être spécifiquement conçus en fonction des problématiques de chaque opération. Au lieu de composer ce type de figure, des documents publiés sont même repris, avec des données inadaptées au propos et sans légendes, afin d'y plaquer (avec maladresse) l'information qu'on veut faire apparaître.

Dans l'espace rural la présentation de l'environnement archéologique et/ou historique est plus souvent moins bien traitée que dans l'espace urbain. Elle est parfois très minimaliste et seules quelques mentions sont faites de la CAG du département et, le cas échéant, des rapports d'opération de diagnostic ou de fouille qui ont eu lieu dans les environs. Dans plusieurs cas, ce chapitre n'est même pas accompagné d'une carte localisant les opérations et sites mentionnés. Dans d'autres cas, assez nombreux, cette carte est fournie, mais les sites n'y figurent pas ou les numéros de site qui s'y trouvent ne sont pas les mêmes que les numéros dans le texte. Pour la plupart des auteurs de ces chapitres, la finalité du texte, à savoir contextualiser les résultats du diagnostic ou de la fouille, n'est apparemment pas une évidence. Dans ce même cadre, on observe souvent une bibliographie incomplète.

La présentation des vestiges et leur interprétation

Les vestiges sont correctement détaillés dans tous les rapports examinés et les figures qui accompagnent les descriptions comportent généralement toutes les informations nécessaires (orientations, NGF, n° d'US, etc.). Toutefois, quelques comptes rendus d'opérations, souvent programmées, omettent les légendes des figures et des tableaux, ce qui nuit à la clarté de la démonstration faute de renvoi dans le texte.

Les analyses stratigraphiques sont, quant à elle, bien menées et les argumentations sont plutôt pertinentes. Cependant, certains auteurs, en particulier dans l'espace rural, multiplient le nombre de phases et sous-phases avec un nombre important de plans phasés, ce qui

indique probablement que la réflexion sur l'agencement de l'espace et la relation entre les structures ne se fait que par le biais de la céramique. Le nombre souvent dérisoire de tessons et leur datation souvent vague devraient pourtant les inciter à regarder davantage les structures. Dans tous les cas, la présentation des vestiges par ordre chronologique selon ces multiples phases (souvent situées à l'intérieur d'une même période) rend la compréhension de l'ensemble ardue. Les interprétations sont assez prudentes dans l'ensemble, sauf dans quelques cas où l'identification erronée de certaines structures conduit à des extrapolations bien hasardeuses. Or, ceci peut avoir des conséquences non négligeables quand il s'agit de diagnostics qui engendreront des fouilles préventives.

La place des études spécialisées

Les différents types de découvertes sont bien pris en compte dès la phase de diagnostic grâce à la sollicitation des spécialistes recrutés, ces dernières années, dans les différents organismes d'archéologie préventive. On note ici des collaborations régulières entre certains services de collectivités et l'Inrap (à Paris par exemple) ou les entreprises privées. Les opérations programmées se démarquent par la participation plus importante d'acteurs universitaires dont les études peuvent s'intégrer dans des parcours de formation (masters, travaux de thèses). C'est plus rare en archéologie préventive, mais quelques exemples existent. Certaines recherches moins fréquentes peuvent ainsi être présentées quand des opérations offrent la matière première nécessaire (étude architecturale à Bourges, étude xylogique à Chartres, étude physique des matériaux à Genainville, etc.). Ces opportunités sont intéressantes car elles enrichissent la discipline archéologique en révélant de nouvelles façons d'aborder les vestiges. Elles ne doivent cependant pas induire une « concurrence déloyale » entre organismes d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont pratiquées directement lors de la phase post-fouille pour être intégrées dans le RFO. On note cependant que pour certains diagnostics, les études spécialisées sont parfois superflues, comme celles de fragments de *tegulae* ou de clous dans un contexte d'habitat romain. Elles n'apportent rien à l'argumentation ni à la compréhension, mais grèvent le budget de l'opération. De telles études donnent surtout le sentiment qu'elles sont demandées dans une sorte de reflexe, sans questionnement scientifique.

Les études spécialisées sont présentées en annexe du rapport et rares sont les rapports où ces études sont présentées en véritables chapitres avant la conclusion générale. Toutefois la plupart d'entre eux intègrent de manière satisfaisante les résultats des études dans la description des vestiges. Cependant, les synthèses et conclusions utilisent en général très peu les informations contenues dans les études spécialisées. Le domaine de la céramique en est un exemple flagrant où seules les dates des céramiques sont mobilisées, et même parfois seulement quand cela « colle » avec les hypothèses de phasage. Les problèmes du matériel intrusif et résiduel sont le plus souvent complètement ignorés dans les synthèses.

Les inventaires

Même si quelques exemples font exception, la dernière section des rapports est généralement complète avec des tableaux bien renseignés. L'absence de normalisation engendre toutefois une certaine disparité dans la précision ou dans la qualité des données. La liste des clichés peut par exemple apparaître sous forme de tableaux ou prendre l'aspect de véritables planches contact. Il arrive aussi que la liste des tessons de céramiques soit intégralement doublée en accompagnant l'étude placée dans le corps du rapport et en se retrouvant une seconde fois dans les inventaires. Une version plus synthétique informant sur les conditions de stockage devrait être établie dans ce dernier cas.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE

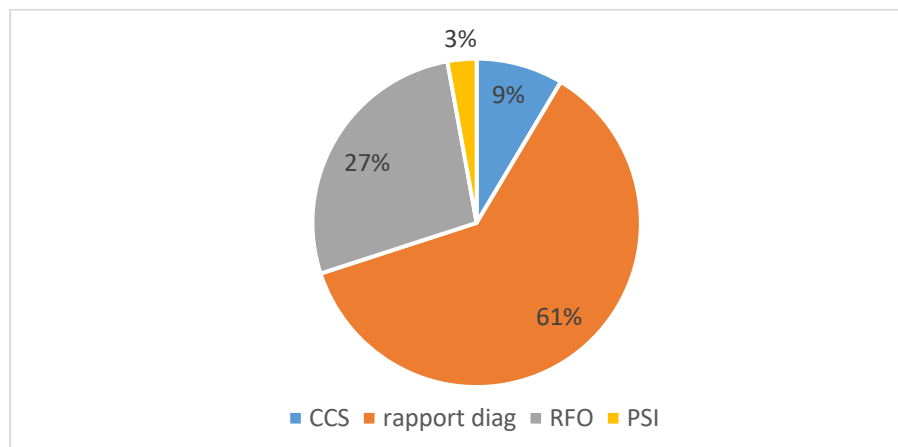
Par Isabelle CAILLOT, Claude HÉRON, Étienne LOUIS et Pierre PAPIN

Membres de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

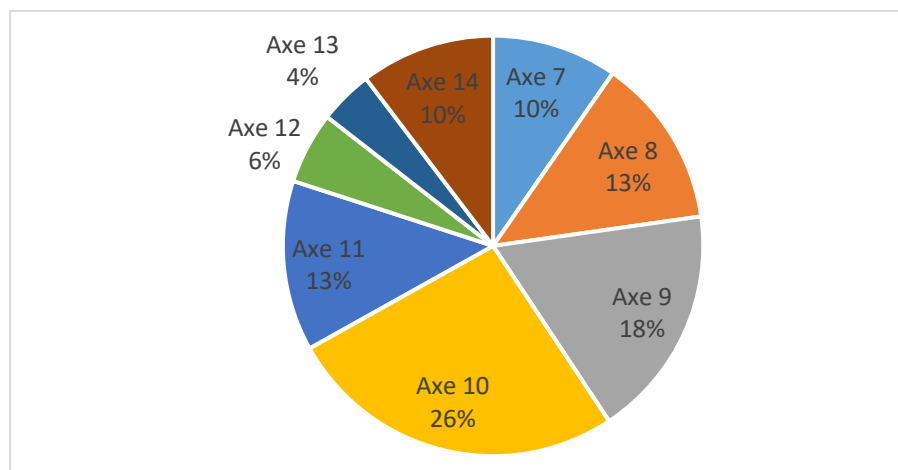
Le présent bilan s'appuie sur un corpus de 120 dossiers examinés lors des 8 séances de l'année 2021. C'est un corpus sensiblement inférieur à ceux examinés annuellement entre 2017 et 2020, le nombre moyen de dossiers examinés durant cette période s'établissant à 137.

Soixante-dix dossiers relevaient de l'archéologie préventive : 6 examens de projets de cahier des charges scientifique seuls (CCS) ; 43 rapports de diagnostic/projets de cahier des charges scientifique ; 19 rapports finaux d'opération (RFO) ; 2 projets scientifiques d'intervention (PSI).



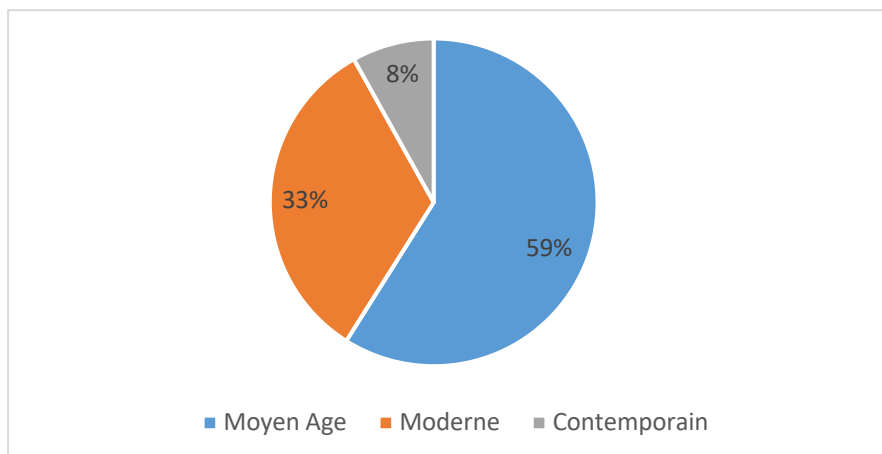
Part respective des différents types de dossiers d'archéologie préventive.

Cinquante dossiers relevaient de l'archéologie programmée : 17 rapports de fouilles programmées ; 3 rapports relatifs à des opérations de préparation de publication ; 14 rapports de projet collectif de recherche ; 4 rapports de prospection-inventaire ; 9 rapports de prospection thématique ; 3 rapports de sondage.



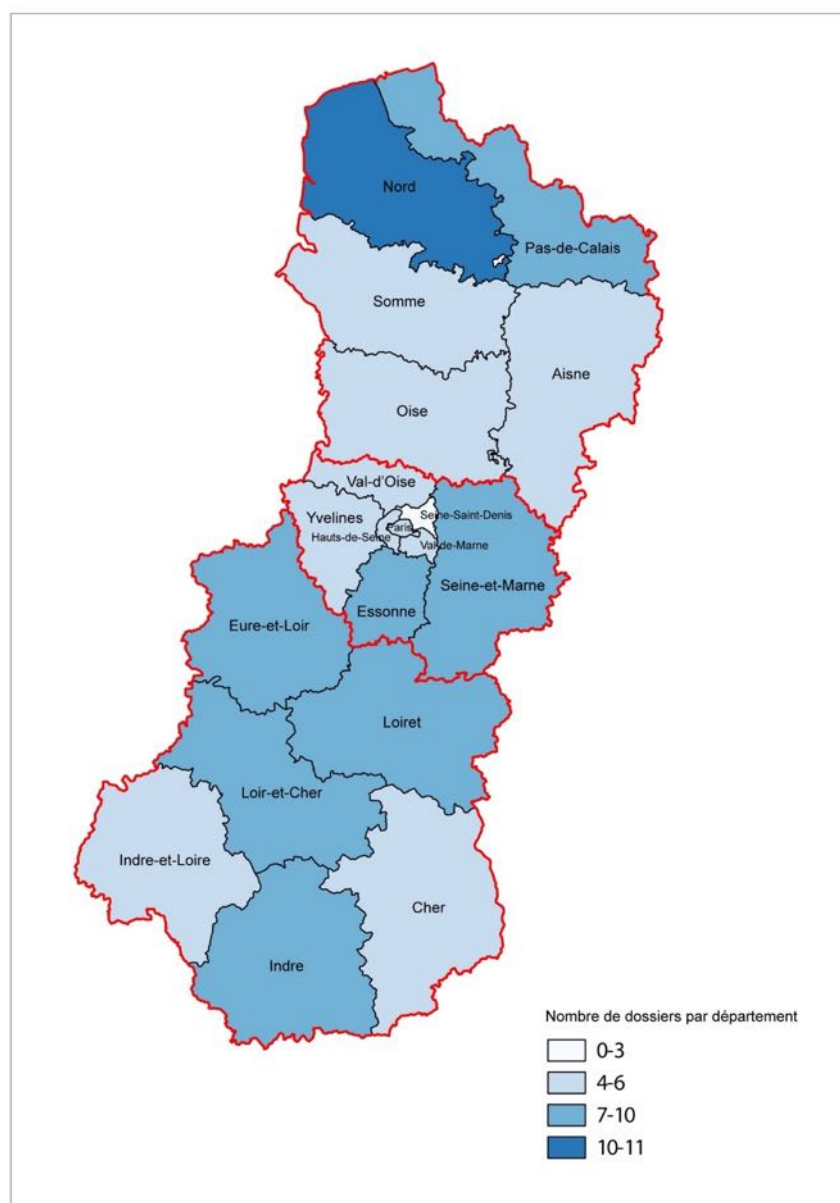
Part respective des différents types de dossiers d'archéologie programmée.

En terme chronologique, ces dossiers documentent les époques médiévale, moderne et contemporaine de la façon suivante : Moyen Âge : 102 dossiers ; Époque moderne : 57 dossiers ; Époque contemporaine : 14 dossiers.



Part respective des époques médiévale, moderne et contemporaine.

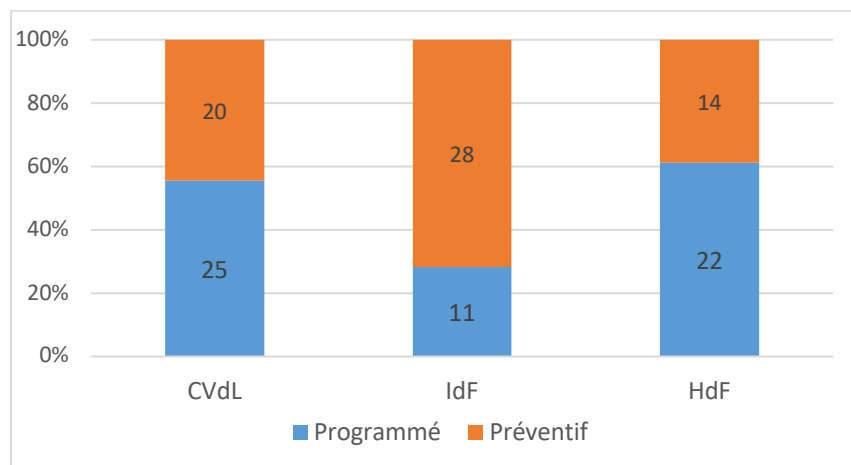
En terme géographique, les dossiers se répartissent comme suit : 45 en Centre-Val-de-Loire ; 39 en Île-de-France ; 36 en Hauts-de-France.



Répartition des dossiers par département.

La répartition est donc sensiblement équilibrée au sein de l'interrégion à l'échelle régionale, à l'instar de qui a pu être observé pour la période 2017-2020. Elle est évidemment plus déséquilibrée au sein de chaque région à l'échelle départementale, dans un rapport maximal de 1 à 4. Ces disparités départementales sont récurrentes, pour une large part, issues de dynamiques d'aménagement différentes, et, de ce fait, de prescriptions d'archéologie préventive en nombre très variable. Toutefois, on observe, sur une perspective pluriannuelle, une sensible réduction de ce rapport, dans laquelle on doit dans doute lire la volonté des services régionaux de l'archéologie de tirer parti de toute occasion pour explorer des espaces encore sous-investis.

Mesuré en nombre d'opérations, le rapport entre archéologie préventive et archéologie programmée est légèrement déséquilibré en faveur de l'archéologie préventive (qui compte pour 58 %). Ce rapport varie néanmoins selon les régions puisqu'il est de 0,8 en Centre-Val-de-Loire, 0,6 en Hauts-de-France, mais de 2,5 en Île-de-France. On lit là la place importante occupée par l'archéologie préventive francilienne (qui en nombre de dossiers pèse 40 % de l'archéologie préventive de l'interrégion) mais la place encore nettement moindre qui y est celle de l'archéologie programmée (qui ne compte que pour moins du quart de l'archéologie programmée de l'interrégion) quoique la place de celle-ci ait significativement augmenté depuis 2017.

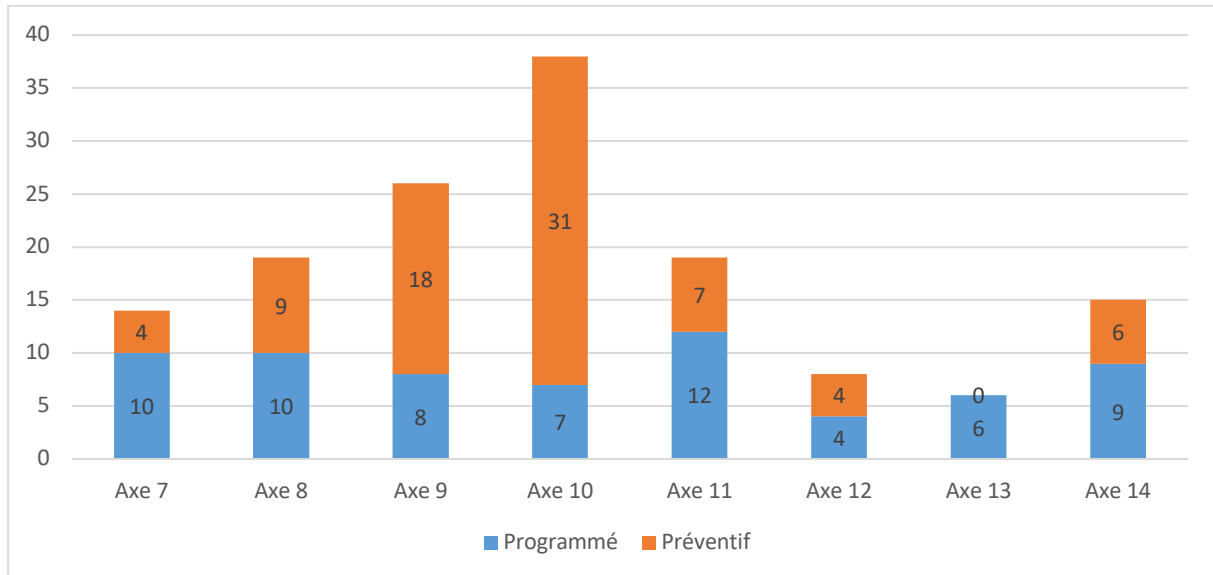


Part respective de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée dans les trois régions.

Réparti en fonction des axes de la programmation nationale, le corpus, qui comprend 146 entrées, se distribue comme suit, sachant qu'une même opération peut relever de plusieurs axes :

- Axe 7 – Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions : 14
- Axe 8 – Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité : 19
- Axe 9 – Le phénomène urbain : 26
- Axe 10 – Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne : 38
- Axe 11 – Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne : 19
- Axe 12 – Mines et matériaux associés : 8
- Axe 13 – Aménagements portuaires et commerce : 6
- Axe 14 – L'archéologie des périodes moderne et contemporaine : 15

Ces valeurs s'inscrivent dans la moyenne de celles observées annuellement pour la période 2017-2020 quoique la place occupée par l'axe 10 soit sensiblement plus faible et celle de l'axe 14 sensiblement plus forte. Mais, de fait, on observe une nouvelle fois que les axes 9 et 10, qui sont documentés par près de la moitié des entrées du corpus relevant de l'archéologie préventive, ne pèsent que pour moins d'un quart en termes d'archéologie programmée. Ce déséquilibre est, on y reviendra, particulièrement marqué pour l'axe 10. Il s'observe aussi pour l'axe 7.



Part respective de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée au sein des différents axes de la programmation nationale.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Axe 10

Avec 38 occurrences, les recherches renvoyant à l'axe 10 de la programmation nationale relatif à l'espace rural constituent l'ensemble numériquement le plus important, constituant de fait plus du quart (26 %) du corpus. Ceci s'explique à la fois pour des raisons opérationnelles (une grande partie des diagnostics est réalisée dans des zones rurales ou ex-rurales) et pour des raisons historiques évidentes, à savoir la relative faiblesse du secteur urbain durant toute la première partie du Moyen Âge. La recherche relevant de cet axe demeure donc très dynamique mais on doit une nouvelle fois constater son caractère déséquilibré :

- l'essentiel des opérations concerne le premier Moyen Âge, au détriment du second Moyen Âge et surtout de l'époque moderne : certes, les rythmes et modalités de l'occupation de l'espace rural durant le Moyen Âge avec, à partir des XI^e-XII^e siècles, une concentration de l'habitat, sont à convoquer pour rendre compte de cette observation mais ceci n'explique néanmoins pas tout ;
- la place de l'archéologie programmée demeure faible : les opérations en relevant continuent à ne peser qu'environ 10 % du corpus des opérations relevant de l'archéologie programmée. Largement dominant en matière d'archéologie préventive, l'axe 10 demeure clairement le parent pauvre de l'archéologie programmée. Maintes fois signalée lors de précédents bilans, cette situation – préoccupante – n'évolue pas.

Au sein de ce corpus, plusieurs dossiers retiennent l'attention :

- les nouvelles opérations d'archéologie préventive conduites dans la plaine maritime flamande, à Loon-Plage, Gravelines (Nord), Marck-en-Calais (Pas-de-Calais), qui viennent enrichir un dossier archéologique riche, de très bonne qualité, solidement problématisé, qui permet de cerner de mieux en mieux les rythmes et modalités de réoccupation et de mise en valeur de cet espace maritime à partir de l'époque carolingienne ;
- les habitats ruraux du premier Moyen Âge fouillés en contexte préventif, l'un à Frépillon (Val-d'Oise), important, occupé durant toute la période et succédant lui-même à une occupation antique, associé à une nécropole, et l'autre à Montierchaume (Indre), particulièrement bien structuré de part et d'autre d'un chemin ;
- les nouvelles opérations d'archéologie préventive conduites à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) qui viennent compléter un riche corpus de données permettant de saisir désormais avec une grande finesse la genèse et le développement d'un village médiéval ;
- la ferme viticole associée à une auberge fouillée en contexte préventif à Linas (Essonne), datée des XVIII^e-XIX^e siècles, bel exemple de l'un de ces innombrables établissements d'accueil jalonnant alors les routes mais que l'archéologie ne documente encore que fort peu ;
- la voirie reliant Ribercourt à Dreslincourt (Oise), axe à faible investissement mais néanmoins bien documenté par la fouille dont l'intérêt majeur réside dans l'important corpus du mobilier métallique mis au jour, véritable référentiel supplémentaire pour les périodes de la fin du Moyen Âge au début de l'époque moderne ;
- parmi les trop rares travaux d'archéologie programmée, le PCR relatif à l'évolution du sol durant le premier Moyen Âge à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), commune objet d'une très intense activité archéologique depuis les années 1980.

Axe 9

Vingt-six opérations renvoient à l'axe 9 de la programmation nationale et concernent donc le phénomène urbain. Comme l'axe 10, quoique dans une moindre mesure, celui-ci est majoritairement abordé en contexte préventif, puisque seuls 8 dossiers sur 26 relèvent de l'archéologie programmée. Pourtant, les quelques recherches conduites dans ce cadre élargissent ou renouvellent singulièrement notre compréhension de l'espace urbain :

- le PCR consacré à la ville de Blois et au territoire ligérien (Centre-Val de Loire) questionne et éclaire de façon fine les modalités de fabrication de l'espace urbain en s'attachant particulièrement aux rôles que jouent les déterminants géomorphologiques et les dynamiques fluviales ;
- les prospections thématiques portant sur les caves d'Orléans (Loiret), dans la continuité du programme « SICAVOR », qui couplé à un récolement des données sur l'archéologie du sous-sol et des élévations, constitue un modèle de gestion des données qui permettra à terme de disposer d'un solide outil sur la compréhension de la fabrique urbaine ;
- le PCR « R&Cap : Référentiel et cartographie de l'archéologie parisienne », à partir d'un récolement et d'un ré-ordonnement de la documentation issue de 150 ans d'archéologie urbaine, débouche rapidement sur des relectures significatives de grands ensembles archéologiques ;

- les prospections thématiques portant sur le bâti médiéval conduites dans la vallée du Loir autour de Lavardin (Loir-et-Cher) qui, outre leur apport à la connaissance de l'architecture civile des XI^e-XV^e siècles, enrichissent notablement les connaissances relatives aux petites villes médiévales, qui demeurent largement moins bien connues que les plus grandes.

Ceci étant, les opérations d'archéologie préventive relevant de l'axe 9 se signalent une nouvelle fois par leur qualité : les moyens alloués aux opérations sont importants, notamment pour les diagnostics ; les responsables d'opération sont bien choisis ; les opérations sont bien conduites (avec notamment d'intelligents diagnostics) ; les rapports sont globalement de bonne qualité. En témoignent les quelques opérations suivantes :

- la fouille préventive conduite au couvent parisien des Cordeliers qui a permis de revoir largement la connaissance que l'on pouvait jusqu'à maintenant avoir de son réfectoire du XIV^e siècle ; à Paris encore, le très prometteur diagnostic réalisé sur l'île de la Cité, dans l'emprise du palais de Justice, dans un secteur de fait encore peu appréhendé par la recherche archéologique, à la jonction de l'espace urbain et d'un espace palatial remontant à l'époque antique ;
- à Compiègne, le diagnostic réalisé à proximité immédiate du centre historique, qui a permis d'appréhender l'épaisse stratigraphie urbaine depuis le XII^e siècle, la découverte majeure qui retiendra notre attention étant celle d'un four de potier conservant une partie de sa production en comblement. Daté du XIV^e siècle l'ensemble céramique mis au jour dans cette structure est pour l'heure inédit ;
- à Orléans (Loiret), l'étude exemplaire, en contexte préventif, d'une section de la courtine du *castrum* antique qui demeure conservée en élévation ;
- à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), la fouille préventive, là aussi de grande qualité, d'un secteur urbain dont l'occupation débute aux X^e-XI^e siècles et que signale notamment la très grande richesse de son corpus de restes ichtyologiques ;
- à Ardres (Pas-de-Calais), les résultats de la fouille préventive de la Place d'armes, à souligner et qui démontrent bien s'il le fallait encore, l'intérêt de prescrire des fouilles même d'envergure limitée sur les centres-bourgs. À l'habitat des X^e-XI^e siècles qui fait partie du noyau urbain primitif, succède une épaisse stratification des XIII^e-XVIII^e siècles reflétant le changement de vocation de cet espace urbain.

Axe 8

Dix-neuf opérations renvoient à l'axe 8 de la programmation nationale et concernent donc les lieux de culte. À la différence notable de ce que l'on observe pour les axes 10 et 9, recherche programmée et recherche préventive occupent chacune une place comparable, la première étant documentée par 10 dossiers et la seconde par 9. Les études conduites sur plusieurs établissements monastiques, sont particulièrement à évoquer :

- à l'abbaye de Marmoutier (Indre-et-Loire), l'approfondissement de l'étude des niveaux antiques et altomédiévaux du secteur de l'abbatiale permet dorénavant d'apprécier avec finesse l'insertion du monastère dans un contexte bâti antique pré-existant et l'évolution, entre le VII^e et le XI^e siècle, du lieu de culte antérieur à l'église gothique ;
- à l'abbaye de Preuilly (Seine-et-Marne), c'est l'étude, dans le cadre d'un PCR, d'une forge des XII^e-XV^e siècles exceptionnellement bien conservée qui retient l'attention ;
- le PCR relatif à l'abbaye de Noirlac (Cher) se doit d'être également remarqué eu égard à son ambition, fort bienvenue, de consolider l'ensemble des données relatives à ce site, objet de plusieurs opérations d'archéologie préventive, et d'offrir ainsi un nouveau

regard sur cet ensemble monumental majeur à l'échelle du monachisme européen et de l'architecture cistercienne ;

- la seconde campagne de fouille d'archéologie préventive conduite à l'hôpital Notre-Dame de Seclin (Nord), fondé au XIII^e siècle, se signale particulièrement par la manière dont elle a permis d'expliciter la façon dont l'établissement s'est inséré et à contribuer à aménager un espace de marais ;
- la fouille programmée de la collégiale Saint-Piat à Seclin (Nord) permet de compléter les connaissances et de proposer une restitution de la partie romane de l'édifice ;
- la fouille programmée de l'ermitage Saint-Louis de Fontainebleau (Seine-et-Marne), fondé vers l'an mil, vient documenter un type d'établissement monastique somme toute peu abordé par la recherche archéologique ;
- le diagnostic prometteur conduit sur l'église Notre-Dame du Fort à Étampes (Essonne), dont la relecture partielle a déjà permis d'établir de nouvelles propositions concernant les points d'articulation de l'évolution de l'édifice ;
- la prospection thématique engagée sur les vestiges de l'abbaye Notre-Dame de Déols (Indre) et son bourg monastique, outre la complétude du programme, présente l'avantage d'offrir un cadre de recherche structuré, complet et idéalement dimensionné pour un chantier-école (archéologie du bâti, prospection, etc.).

On ajoutera à ce tableau les rigoureux travaux conduits dans le cadre d'un PCR sur la cathédrale d'Orléans (Loiret), tant d'un point de vue historique, historiographique qu'archéologique, constituant à ce titre l'un des rares dossiers d'études très complètes portant sur un édifice épiscopal.

Axe 11

La recherche relative aux constructions élitaires, relevant de l'axe 11 de la programmation nationale, est représentée par 19 opérations relevant majoritairement de l'archéologie programmée (12 dossiers). Le corpus des dossiers examinés est d'une grande richesse et renvoie à de nombreux aspects de ce thème :

- les sites castraux ruraux avec le PCR préparant la publication des premières phases d'occupation (IX^e-XIII^e siècles) reconnues sous l'actuelle tour-maîtresse du château de Neuvy-Deux-Clochers, sis sur la commune de Vesvres (Cher), lesquelles se signalent par leur exceptionnelle stratification ;
- les châteaux en pierre, et on mentionnera ici l'achèvement, au château de Coucy (Aisne), de la fouille programmée des cuisines de Louis d'Orléans, particulièrement bien conservées ;
- la basse-cour du château, avec les travaux conduits en contexte programmé à Boves (Hauts-de-France), qui apportent à ce thème une exceptionnelle contribution à l'archéologie médiévale en révélant avec une grande précision, sur un site remarquablement conservé, les différentes phases d'évolution de la basse-cour du X^e au XVI^e siècle : de l'espace du X^e siècle clairement dédié à l'ensilage et au traitement des céréales au quartier d'habitation des XI^e-XIII^e siècles, puis à la cour asservie au château à partir du XIV^e siècle ;
- les manoirs ruraux, avec la fouille d'archéologie préventive, à Saint-Martin-d'Hardinghem (Pas-de-Calais), d'une résidence des évêques de Thérouanne construite au XIV^e siècle et où a été mis au jour un exceptionnel pavement en carreaux de terre cuite vernissés ;

- les jardins des châteaux de l'époque moderne, thème pour lequel peuvent être convoqués le diagnostic d'archéologie préventive, prometteur, conduit à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) et la nouvelle campagne de fouille programmée menée sur les aménagements hydrauliques sis dans les jardins du château de Noisy (Yvelines) ;
- la poursuite de la prospection thématique sur l'ensemble castral de Metz-le-Maréchal à Dordives (Loiret), château remarquable du XII^e siècle, adaptation du modèle novateur philippin et dont le chantier est contemporain de celui du Louvre ;
- le très prometteur diagnostic d'archéologie préventive réalisé sur la courtine sud du Fort Coudray de la forteresse de Chinon (Indre-et-Loire) qui a permis la mise en évidence de vestiges résidentiels jusqu'alors méconnus car masqués par la mise en défense de la forteresse au XVI^e siècle et dont la fouille renouvellera certainement la connaissance de ce site exceptionnel.

On se doit également de mentionner le PCR relatif aux places-fortes des Hauts-de-France, ambitieux projet constituant un cadre d'intégration très adapté pour les résultats de travaux relevant de l'axe 11 mais également de l'axe 9.

Axe 7

Quatorze opérations viennent alimenter l'axe 7 de la programmation nationale consacré aux phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité. Comme pour les axes 9 et 10, le corpus est très déséquilibré en faveur de l'archéologie préventive : seules quatre opérations relèvent de l'archéologie programmée, dont trois documentent aussi d'autres axes, en l'occurrence les axes 8 et 10. Le seul dossier d'archéologie programmée renvoyant au seul fait funéraire est celui relatif aux pierres d'attente dans les départements de l'Indre, de l'Indre-et-Loire et du Loiret-Cher, dont le premier rapport sera examiné en 2022. Dans ce contexte, quelques opérations sont à mettre en exergue :

- la fouille d'archéologie préventive de la nécropole tardo-antique et mérovingienne de Sarcelles (Val-d'Oise) se signalant notamment par la découverte de restes textiles remarquablement étudiés ;
- la fouille de la nécropole mérovingienne de Toufflers (Nord) inédite pour le secteur et la période, dont l'analyse rigoureuse enrichit significativement les connaissances sur les pratiques funéraires et les aménagements de tombes entre la fin du V^e siècle et la fin du VII^e siècle ;
- les diagnostics d'archéologie préventive d'Harnes (Pas-de-Calais) et Choisy-au-Bac (Oise) qui ont mis en évidence des aires sépulcrales respectivement datées des VIII^e-IX^e siècles et des IV^e-VI^e siècles ;
- la découverte, en contexte programmé, à l'abbaye Saint-Médard de Soissons (Aisne), d'une tombe d'abbé du XIII^e siècle contenant des restes organiques en un remarquable état de conservation.

Axe 12

L'axe 12 de la programmation nationale consacré aux mines et aux matériaux associés n'est documenté que par huit dossiers se répartissant à part égale entre archéologie préventive et archéologie programmée. En matière d'archéologie programmée, quatre dossiers retiennent particulièrement l'attention :

- le PCR relatif à la forge de l'abbaye cistercienne de Preuilly (Seine-et-Marne), précédemment évoqué car relevant aussi de l'axe 8 ;

- le PCR visant à la publication des ateliers de potiers antiques et médiévaux de Dourdan (Essonne) : publication très attendue eu égard à la place très importante qu'occupent les productions de Dourdan dans les contextes d'habitat du sud de l'Île-de-France et du nord de la région Centre-Val de Loire ;
- dans le même esprit que le dossier précédent, le PCR, plusieurs fois renouvelé, consacré à la céramique médiévale et moderne du bassin de la Loire moyenne ;
- enfin, on citera les résultats de la prospection thématique autour de la production du fer dans les forêts du Centre de la France aux XIV^e-XVII^e siècles, associés à ceux de la fouille programmée d'un atelier alto-médiéval, qui permettent d'enrichir considérablement les connaissances autour de cet artisanat.

Axe 14

L'axe 14 de la programmation nationale, consacré aux époques moderne et contemporaine, est documenté par 15 dossiers relevant pour 9 d'entre eux de l'archéologie programmée et pour 6 d'entre eux de l'archéologie préventive. Ceci étant, il convient de noter qu'à cet axe sont inévitablement associés des dossiers relevant aussi d'autres axes : la ferme viticole et l'auberge de Linas (Essonne) (axe 10, cf. *supra*) ; plusieurs opérations relevant de l'archéologie subaquatique (axe 13 cf. *infra*) ; le PCR relatif à la céramique médiévale et moderne du bassin de la Loire moyenne (axe 12, cf. *supra*). Plusieurs dossiers relèvent néanmoins spécifiquement de l'archéologie des périodes moderne et contemporaine. On doit à cet égard mentionner deux dossiers relatifs aux conflits contemporains :

- d'une part, le diagnostic d'archéologie préventive de Nanterre (Hauts-de-Seine) qui a mis en évidence les témoins d'une redoute édifiée en août-septembre 1870 afin de couvrir le pont de Bezons ;
- d'autre part, le PCR consacré aux témoins des conflits contemporains en Île-de-France et en Centre-Val de Loire.

On sera également attentif à la fouille préventive qui succèdera au diagnostic mené à Gagny (Seine-Saint-Denis) et qui portera particulièrement sur une manufacture de céramique de la fin du XIX^e siècle, figurant ainsi parmi les rares dossiers à documenter la période industrielle.

Axe 13

L'axe 13 de la programmation nationale, consacré aux ports et au commerce, n'est documenté que par six dossiers relevant tous de l'archéologie programmée. À ce titre, il produit, comme les années précédentes, le plus petit corpus du bilan annuel relatif aux époques médiévales, moderne et contemporaine. Pour autant, une attention toute particulière doit lui être portée compte tenu des résultats obtenus, dans les trois régions, en archéologie subaquatique :

- en Hauts-de-France s'est achevée, à Bréxent-Enocq et Saint-Josse (Somme), dans la Canche, à quelques kilomètres en amont d'Étaples, la fouille de l'épave d'un caboteur fluvio-maritime du XVII^e siècle ;
- la rivière de l'Escaut, dans les Hauts-de-France, fait l'objet d'une prospection-inventaire prometteuse visant à recenser et étudier les différents sites de moulins et de vannages établis sur le Vieil-Escaut depuis l'époque carolingienne jusqu'au XIX^e siècle ;
- en Île-de-France, à Fontaine-le-Port, dans la Seine, c'est la fouille d'une épave du XIII^e siècle qui retient particulièrement l'attention tant le bateau mis au jour est atypique dans un bassin fluvial français : construit à étrave sur bordé premier à clins, doté d'une quille plate, il évoque en fait l'architecture navale du monde anglo-normand ;

- en Centre-Val de Loire, ce sont les recherches relatives à la Loire moyenne qui se signalent : conduites dans le cadre de deux PCR investissant, l'un, le tronçon de fleuve marquant la limite entre le Cher et la Nièvre, l'autre, le tronçon de fleuve coulant dans le Loiret et en Indre-et-Loire, ces recherches se signalent par leur grande productivité scientifique ainsi que par l'attention qu'elles portent aux conséquences du changement climatique sur les modalités d'étude et de préservation du patrimoine archéologique fluvial. Ces deux PCR en ont manifestement inspiré un troisième, initié en 2021, et consacré à l'étude de l'Eure sur le territoire de la communauté d'agglomération de Chartres Métropole.

Dans le cadre préventif, on signalera la découverte en bordure de Marne, dans l'enceinte de l'abbaye bénédictine de Saint-Maur-des-Fossés, d'un aménagement monumental du haut Moyen Âge, en rapport avec une phase particulièrement active d'exploitation des carrières locales dont les pierres calcaires étaient destinées aux chantiers de construction de l'abbaye et peut-être aussi à la diffusion commerciale via la batellerie de la Marne.

Préconisation de valorisation scientifique

La quasi-intégralité des rapports cités, précisément du fait de leur intérêt manifeste, dans le présent bilan apparaissent justiciables d'une publication, sous une forme ou une autre. On sait néanmoins toutes les difficultés liées à l'exercice de sorte que, pour différents axes, quelques dossiers sont ci-après particulièrement signalés, en forme de « short list » dont on pourrait, les rapporteurs l'assument bien volontiers, discuter dans le détail le contenu, mais qui concernent des travaux achevés ou quasi-achevés pour lesquels une publication « rapide » apparaît souhaitable.

- Axe 10 :
 - Habitat rural antique et altomédiéval et nécropole altomédiévale de Frépillon (Val-d'Oise).
 - Synthèse sur la genèse et l'évolution du village de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise).
 - Ferme viticole et auberge des XVIII^e-XIX^e siècles de Linas (Essonne).
 - Établissement rural des VIII^e-X^e siècles dans la plaine maritime à Marck-en-Calais (Pas-de-Calais).
- Axe 9 :
 - Dans le cadre du PCR consacré à la ville de Blois et au territoire ligérien (Centre-Val de Loire), données relatives à l'évolution topographique du Val de Blois.
 - Prospections thématiques portant sur le bâti médiéval conduites dans la vallée du Loir autour de Lavardin (Loir-et-Cher).
 - Réfectoire du XIV^e siècle du couvent des Cordeliers (Paris).
 - Courtine tardo-antique d'Orléans (Loiret).
 - Secteur urbain occupé depuis les X^e-XI^e siècles de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).
 - Secteur urbain occupé depuis les X^e-XI^e siècles d'Ardres (Pas-de-Calais).
- Axe 8 :
 - Abbaye de Noirlac (Cher).
 - Hôpital Notre-Dame de Seclin (Nord).
 - Collégiale Saint-Piat et son enclos canonial (Nord).
 - À l'abbaye de Marmoutier (Indre-et-Loire), hôtellerie et niveaux antiques et altomédiévaux du secteur de l'abbatiale.

- Axe 11 :
 - Phases d'occupation des IX^e-XIII^e siècles du site castral de Neuvy-Deux-Clochers, sis sur la commune de Vesvres (Cher).
 - Cuisines du début du XV^e siècle du château de Coucy (Aisne).
 - Résidence épiscopale du XIII^e siècle de Saint-Martin-d'Hardinghem (Pas-de-Calais).
- Axe 7 :
 - Nécropole tardo-antique et mérovingienne de Sarcelles (Val-d'Oise).
 - Nécropole mérovingienne de Toufflers (Nord).
- Axe 13 :
 - Épave du XVII^e siècle de Bréxent-Enocq et Saint-Josse (Somme).

Commission territoriale de la recherche archéologique Est

Présentation de la CTRA Est

Par François FICHET de CLAIRFONTAINE
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Est, qui regroupe les régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est, s'est réunie à 7 reprises en 2021, totalisant 21 journées. Ses séances se sont tenues, selon l'évolution de la pandémie de la Covid-19, soit par visioconférence (mars, avril, mai et décembre), soit en présentiel au siège même de la CTRA à Dijon (février et novembre), soit en mixte, des experts participant en visioconférence ou en présentiel à Dijon (septembre). Le 22 mars 2021, la tenue de la CTRA renouvelée par arrêté préfectoral du 19 mars 2021 s'est déroulée sur une seule journée afin d'installer la nouvelle commission et d'adopter le règlement interne. Ainsi, la première session tenue en février 2021 s'est-elle déroulée en présence de l'équipe initiale composée en 2017, les nouveaux membres pressentis (N. Goutas, S. Crogiez-Petrequin, D. Martinez et S. Augry) étant toutefois invités afin d'assurer un bon « passage de témoin » et échanger autour de dossiers emblématiques.

Notons que si les réunions en visioconférence ont bénéficié d'un nouvel équipement informatique, leur déroulement a connu les mêmes difficultés que par le passé dans les échanges, les visioconférences de plusieurs heures limitant la fluidité des débats.

La commission se compose de 10 membres dont 6 faisaient déjà partie de la précédente mandature (indiqués par un astérisque) :

- Nejma Goutas, chargée de recherches au CNRS, UMR 8068 TEMPS pour la Préhistoire ancienne ;
- Samuel Van Willigen*, responsable d'opération à In Situ Archéologie (Suisse) pour le Néolithique ;
- Rebecca Peake*, ingénieure à l'Inrap Centre-Île-de-France, UMR 6298 Artheis pour l'âge du Bronze et le premier âge du Fer ;
- Jean-Marie Laruaz*, attaché de conservation au service de l'archéologie du département de l'Indre-et-Loire pour le second âge du Fer ;
- Loïc Buffat*, gérant et responsable scientifique de la société Mosaïques Archéologie pour l'Antiquité (milieu rural) ;
- Sylvie Crozier-Petrequin, professeure d'histoire et d'archéologie romaines à l'université de Tours, EA 6298 Cethis pour l'Antiquité (milieu urbain) ;
- Damien Martinez, maître de conférences en archéologie médiévale à l'université Lyon 2 Lumière, UMR 5648 Ciham pour le haut Moyen Âge ;
- Stéphane Augry, chargé de recherches et d'opérations à l'Inrap, UMR 6566 Creaah pour le Moyen Âge (milieu rural, archéologie castrale, établissements religieux et milieu urbain) ;
- Jacky Koch*, attaché de conservation à Archéologie Alsace pour le Moyen Âge (archéologie castrale, établissements religieux et milieu rural) ;
- Stéfan Tzortzis*, ingénieur d'études au service régional de l'archéologie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, UMR 7268 Ades pour l'anthropologie (diachronique).

Rapporteurs extérieurs ayant rendu des avis en 2021 :

- Bastien Lefebvre, conservateur du patrimoine au service régional de l'archéologie d'Occitanie, UMR 5608 Traces pour le Moyen Âge ;

- Élise Boucharlat, conservatrice générale du patrimoine honoraire pour le Moyen Âge (artisanat) ;
- Vincent Carpentier, responsable de recherche archéologique, Inrap Grand Ouest pour les conflits contemporains ;
- Annie Dumont, Drassm pour l'archéologie subaquatique ;
- Bruno Foucray, conservateur général du patrimoine, UMR 5060 Iramat-Ceb pour la numismatique ;
- Jean-Pierre Garcia, professeur à l'université de Bourgogne, UMR 6298 Artheis pour la géo-archéologie ;
- Jean-Marc Gouedo, conservateur général du patrimoine au service régional de l'archéologie d'Île-de-France pour la Préhistoire ancienne ;
- Frédéric Lemaire, responsable de recherche archéologique à l'Inrap Hauts-de-France pour l'époque contemporaine (conflits contemporains) ;
- Geneviève Pinçon, directrice du Centre national de Préhistoire pour la Préhistoire ancienne (grottes ornées) ;
- Gilles Prilaux, archéologue, chef de projet à Somme Patrimoine, UMR 8164 Halma pour l'époque contemporaine (conflits contemporains) ;
- Georges Sauvet, chercheur associé à l'USR 3414 Creap pour la Préhistoire ancienne (art rupestre) ;
- Florian Tereygeol, directeur de recherche au CNRS, UMR 5060 Iramat-LMC pour la métallurgie.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
Vincent Lhomme (jusqu'au 19 mars 2021)	1	Paléolithique et Mésolithique
Nejma Goutas	30	Paléolithique et Mésolithique
Samuel Van Willigen	35	Néolithique
Rebecca Peake	46	Âge du Bronze et premier âge du Fer
Jean-Marie Laruz	40	Second âge du Fer
Severine Blin (jusqu'au 19 mars 2021)	4	Antiquité (urbain, monumental)
Sylvie Crogiez-Pétrequin	38	Antiquité (urbain, monumental)
Loïc Buffat	54	Antiquité (rural)
Anne Nissen (jusqu'au 19 mars 2021)	5	Antiquité tardive et haut Moyen Âge
Damien Martinez	39	Antiquité tardive et haut Moyen Âge
Bastien Lefebvre (jusqu'au 19 mars 2021)	12	Moyen Âge et Moderne (habitat, urbain, édifices religieux)
Stéphane Augry	61	Moyen Âge et Moderne (habitat, urbain, édifices religieux)
Jacky Koch	37	Moyen Âge (habitat rural et château)
Stefan Tzortzis	51	Anthropologie (diachronique)
Rapporteurs extérieurs	40	
Total	493	

Nombre d'avis rendus par les experts en 2021.

En 2021, le nombre de dossiers examinés s'est élevé à 318, poursuivant une remontée depuis 2019, l'année 2018 constituant une année exceptionnelle et très particulière par sa forte activité (préventive comme programmée). Seules trois informations ont été délivrées en 2021 et pour la première fois aucun projet de création ou d'évolution de ZPPA n'a été transmis à la commission. À ces chiffres, il faudrait rajouter 6 opérations qui ont été examinées et autorisées en 2020 mais qui ont été reportées sur l'année 2021 du fait de la pandémie. Ainsi au réel, ce sont donc 318 dossiers qui ont été portés auprès de la commission. Les reports de 2020 à 2021 ont fait l'objet de deux informations délivrées par les conservateurs régionaux de l'archéologie en février et avril auprès de la CTRA, la troisième information traitant de la découverte d'un cercueil en bois du second âge du Fer à Colmar.

La forte augmentation du nombre des avis rendus illustre pour partie le recours de plus en plus fréquent à l'avis croisé des experts (parfois plus de 4 pour un même dossier, voire 6 par exemple pour le RFO de la rocade sud de Strasbourg à Fegersheim) de manière à mieux couvrir l'ensemble des chronologies rencontrées lors d'une opération. Près de 30 % des dossiers sont ainsi concernés, principalement les rapports finaux d'opération et les rapports de diagnostic menés sur des projets de grande superficie. Quelques opérations programmées de grande envergure nécessitent aussi l'avis de plusieurs experts (Bibracte, PCR Autun et les opérations associées par exemple).

On peut s'interroger sur le recours par moment un peu trop systématique de l'examen d'un même dossier par plusieurs experts, alors que toutes les périodes qu'il couvrira ne présentent pas le même intérêt. Dans plusieurs cas, le débat en CTRA aurait permis de suppléer à l'analyse préalable et surtout à la rédaction d'un rapport sur une structure ou une phase chronologique à l'intérêt limité. Alors que plusieurs experts notent une charge de travail importante, quelque peu chronophage, certains pouvant examiner plus de 50 dossiers dans l'année (soit en moyenne 9 dossiers au minimum par session), alors que l'on note les difficultés grandissantes que rencontrent et la commission et les services régionaux de l'archéologie à pouvoir examiner en temps les dossiers et respecter les ordres du jour (par exemple, à l'issue de la session de novembre, 16 dossiers ont été reportés sur la suivante), un resserrement des demandes d'avis aux phases majeures ou essentielles concernées par un rapport pourrait offrir un peu de répit et du temps au débat.

On ne reviendra pas ici sur le grand intérêt de l'expertise conduite par l'expert chargé de l'examen des dossiers concernant l'anthropologie, tout en notant que l'initiative de la CTRA Est a conduit d'autres commissions à intégrer des anthropologues dans leur composition (CTRA Sud-Ouest, Sud-Est et Outre-Mer) ; ce qui permet de mieux apprécier l'adaptation des cahiers des charges scientifiques à l'étude de sites funéraires et de bien appréhender la qualité des travaux réalisés durant les opérations.

À noter enfin, l'émergence d'une archéologie des conflits contemporains, que ce soit dans le cadre de la recherche préventive ou programmée, avec en point d'orgue l'étude des aménagements du camp de concentration de Natzweiler-Struthof. Cette archéologie a nécessité de faire appel tour à tour à trois experts extérieurs (V. Carpentier, G. Prilaux et F. Lemaire).

Année	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de dossiers examinés	281	363	301	308	318
Nombre d'avis rendus	409	477	372	416	493

Nombre de rapports examinés et d'avis rendus annuellement en CTRA Est de 2017 à 2021.

Archéologie préventive

En 2021, 181 dossiers d'archéologie préventive (diagnostic et/ou cahier des charges scientifique, examen seul de cahier des charges scientifique pour fouille directe, PSI et RFO) ont été traités par la CTRA et parmi ceux-ci une découverte exceptionnelle, celle d'un bassin monumental antique, mis au jour lors de la fouille du site de Vandières, Derrière le château, (Grand Est – Meurthe-et-Moselle).

On constatera que l'activité préventive est importante en Grand Est, représentant près de 80 % des dossiers de prescription et 73 % des RFO examinés par la commission. L'écart avec la Bourgogne-Franche-Comté est saisissant et va en s'accroissant depuis plusieurs années, davantage sur le champ des dossiers de prescription. Par ailleurs, 22 avis ont été rendus en inter-CTRA, ce qui représente 17 % des dossiers de prescription examinés dans l'année. On notera que le plus grand nombre d'avis inter-CTRA a été rendu durant l'été (8 dossiers) alors que la CTRA a interrompu ses sessions, mais aussi en début d'année 2021 (7 dossiers). En cours d'année, le rythme des sessions permet d'éviter le traitement en inter-CTRA pour favoriser ainsi la prise de décision à l'issue des débats en commission. On soulignera que le nombre de prescriptions prises en inter-CTRA s'était élevé à 11 % en 2020 et qu'il représentait 17 % en 2019.

	Diag/CCS/PSI	RFO	Total
Bourgogne-Franche-Comté	25	15	40
Grand Est	101	40	141
Total	126	55	181

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2021.

Même si le nombre de RFO examinés chaque année semble s'être légèrement stabilisé entre 2020 et 2021, il n'en demeure pas moins comme nous l'avons vu plus haut que trop de rapports restent en souffrance, leur examen étant par ailleurs souvent reporté d'une session à l'autre, faute de temps il est vrai (tant de la part des SRA que des experts qui doivent lire ces documents et émettre un avis préalable avant examen en commission), alors que les ordres du jour sont déjà très chargés.

Région	Diag./CCS/PSI				RFO			
	2018	2019	2020	2021	2018	2019	2020	2021
Grand Est	91	89	91	101	65	51	45	40
Bourgogne-Franche-Comté	47	33	35	25	27	13	9	15
Total	138	122	126	126	92	64	54	55

Évolution des dossiers d'archéologie préventive examinés par la CTRA de 2018 à 2021.

Archéologie programmée

Cent trente-sept dossiers d'archéologie programmée ont été examinés en 2021, l'un d'entre eux (Bibracte) englobant à lui seul les résultats de 13 groupes de travail coordonnés par le responsable de l'EPCC Bibracte ; ce dernier bénéficiant d'une autorisation de fouille globale pour l'ensemble du projet. Outre plusieurs études, analyses de mobiliers et travaux de préparation de publication, sont concernées à Bibracte 8 opérations au minimum, associant des prospections thématiques à des sondages, et des fouilles dont celles au sud-ouest de

PC14, sur la « Chaume », au PC15 et sur la *domus* de PC2. Ainsi le nombre de dossiers d'archéologie programmée examinés par la CTRA pour la Bourgogne-Franche-Comté devrait plutôt avoisiner les 80.

À la différence de ce qui est constaté pour l'activité en archéologie préventive, les deux régions connaissent un même nombre d'opérations programmées, la Bourgogne-Franche-Comté soutenant de tout temps davantage de fouilles programmées, surtout pluriannuelles, et le Grand Est des PCR. De nombreuses demandes de sondages concernent des interventions sur des sites du Paléolithique, qu'ils soient de plein air ou en cavité. On ne reviendra pas ici sur l'analyse produite pour le bilan de l'activité de la commission 2017-2020. Il reste d'actualité quant à la nature des projets de recherche, l'intérêt porté aux PCR et le développement de programmes de recherche interrégionaux voire régionaux à l'échelle de la région fusionnée (et non plus seulement limités au territoire d'une ancienne région). Ne sont pas ici comptabilisés les sondages suscités dans le cadre de prospections thématiques (8 environ), sur lesquels la CTRA émet le plus souvent un avis favorable de principe, laissant le SRA concerné délivrer une autorisation en fonction de l'évolution de l'opération de prospection et/ou d'une localisation plus précise de l'intervention.

En 2021, la commission a émis peu d'avis défavorables, et un seul cas est recensé pour une demande de fouille programmée sur un site préhistorique de plein air, la commission motivant son refus par le manque de synthèse attendue sur d'autres opérations. Par ailleurs, si elle a accompagné d'un avis favorable deux demandes de prospections thématiques et une étude du bâti, elle a à chaque fois émis un avis défavorable sur la réalisation de sondages devant accompagner ces opérations. Elle considère en effet que ceux-ci seraient prématurés dans l'attente des premiers résultats.

	Fouille	Sondage	Prospection thématique	PCR	AE-APP	Total
Bourgogne-Franche-Comté	24	13	12	16	3	68
Grand Est	18	13	14	19	5	69
<i>Total</i>	42	26	26	35	8	137

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2021.

Avec satisfaction, il faut souligner l'augmentation constante d'année en année du nombre de projets liés à la diffusion des connaissances (colloque, aide à la préparation de publication, aide à l'édition). En moyenne de 3 à 4 dossiers traités par an entre 2017 et 2019, leur nombre est monté à 7 en 2020, se situant à 8 en 2021. Il se peut que la commission devienne enfin un canal de passage plus habituel d'examen pour les dossiers importants.

Périodes et thèmes traités

Comme chaque année, la part des périodes médiévale-moderne (30,2 %) et de l'Antiquité (19,4 %) demeure prépondérante dans les avis et à l'inverse, même en notant une programmation continue des recherches sur le Paléolithique et le Mésolithique depuis plusieurs années, les phases de la Préhistoire ancienne et récente demeurent toujours faiblement concernées par la recherche, comme pour les âges du Fer. On soulignera que de mêmes constats étaient avancés pour le bilan des années 2017-2020.

Période	Nombre d'avis rendus	Pourcentage
Paléolithique - Mésolithique	34	6,9 %
Néolithique	35	7,1 %
Âge du Bronze et premier âge du Fer	46	9,3 %
Second âge du Fer	40	8,1 %
Antiquité (urbain, sanctuaires, monuments)	42	8,6 %
Antiquité (rural)	54	11 %
Haut Moyen Âge	44	8,9 %
Moyen Âge - Moderne - Contemporain	110	22,3 %
Diachronique (anthropologie)	51	10,3 %
Diachronique (mines, métallurgie, céramique)	37	7,5 %
<i>Total</i>	493	100 %

Part des avis rendus en CTRA en 2021 (préventif et programmé) et répartition par phases chronologiques.

Les intervenants

L'examen des procès-verbaux de la CTRA permet de recenser quelques 303 mentions de responsables, plusieurs noms revenant souvent. Il s'agit alors principalement d'agents de l'Inrap qui ont réalisés en 2020 ou en 2021 des diagnostics, ou dirigés des fouilles préventives, mais aussi des chercheurs ayant déposés plusieurs demandes distinctes de sondages voire même dans un cas de fouilles programmées sur de petites surfaces (en Préhistoire ancienne par exemple).

40,6 % des occurrences (soit 123 sur 303) sont liées à des agents de l'Inrap réalisant majoritairement des diagnostics (sauf en Alsace où Archéologie Alsace intervient aussi fortement) et plus d'un tiers des fouilles. Sur le champ de la recherche programmée, ils sont aussi présents, de manière plus limitée, tout particulièrement sur des opérations de prospections thématiques, voire des PCR. Les agents des collectivités sont mentionnés à hauteur de 15,8 %, dans le cadre de la réalisation de diagnostics, de fouilles préventives mais aussi de recherches programmées (fouilles pluriannuelles ou annuelles, PCR et prospections thématiques). Pour 2021, 6 collectivités (Metz Métropole, service départemental des Ardennes, ville de Besançon, service départemental des Vosges, Grand Reims et Archéologie Alsace) sont représentées. On notera que les agents d'Archéologie Alsace représentent près de 46 % des chercheurs des services de collectivités et en tout 6,9 % des mentions recensées dans les procès-verbaux de la CTRA. Ils interviennent logiquement et essentiellement sur le territoire de l'Alsace, aussi bien sur le champ de l'archéologie préventive que de celle programmée, plusieurs y dirigent d'importantes fouilles ou coordonnent des PCR structurants. À la différence de ce qui est constaté dans plusieurs régions françaises, les mentions de chercheurs universitaires, enseignants-chercheurs et doctorants sont assez nombreuses, se situant à hauteur de 13,8 %, et tout particulièrement en Bourgogne-Franche-Comté où les universités de Dijon et Besançon sont bien pourvoyeuses et viennent ainsi soutenir leurs doctorants. Plusieurs opérations emblématiques sont dirigées par des universitaires (à Bibracte ou Autun par exemple) et on signalera aussi la présence d'enseignants-chercheurs des universités de Pescara (Italie) et de Tübingen (Allemagne). On notera qu'en Grand Est, les mentions sont moins nombreuses, faute d'une trop faible couverture universitaire. Les opérateurs privés (Éveha, Antea, Archeoverde, Cem, Archeodunum) sont bien présents, à hauteur de 10,2 %, évidemment dans le cadre d'opérations de fouilles préventives, dans un cas s'associant en groupement (Paléotime et Archeodunum), mais aussi sur quelques opérations programmées (tout particulièrement Éveha). À l'exemple de ce qui peut être aujourd'hui constaté dans quelques régions comme la Bretagne ou la Nouvelle-Aquitaine, les bénévoles (11,2 %) sont bien représentés assurant souvent la direction de sondages (sur des

sites préhistoriques par exemple) ou des prospections thématiques, beaucoup étant membres d'associations. Le CNRS (5,3 %) puis les agents de la Culture (3 %) ferment la marche. L'analyse des dossiers suggère que faute de temps les agents de la Culture dirigent rarement des opérations de fouilles programmées (un cas pour une belle fouille sur un site du Mésolithique) ou des PCR (sur la céramique par exemple) mais sont souvent intégrés à des équipes auxquelles ils apportent leurs compétences. Quant au CNRS, il demeure trop peu présent au regard du potentiel de cette grande interrégion, toutefois parfois bien associé à des équipes et apportant son expertise par exemple dans le cadre de l'opération de fouille préventive d'Appoigny, avec pas moins de 6 chercheurs de 4 laboratoires du CNRS intervenant.

Origine des responsables d'opérations	Nombre d'occurrences	Pourcentage
Culture (Drac et Drassm)	9	3,0 %
CNRS	16	5,3 %
Université	42	13,9 %
Inrap	123	40,6 %
Collectivités	48	15,8 %
Opérateurs privés	31	10,2 %
Bénévoles	34	11,2 %
<i>Total</i>	<i>303</i>	<i>100 %</i>

Mentions et origines des responsables d'opérations cités dans les PV de la CTRA en 2021.

Recherche archéologique en Bourgogne-Franche-Comté : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Marc TALON

Conservateur régional de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Bourgogne-Franche-Comté		<i>Site de Dijon</i>		<i>Site de Besançon</i>	
	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3058	3430,17	1046	1819,2	2012	1610,97
Diagnostics prescrits	194	571,92	97	311,63	97	260,28
Fouilles prescrites	29	29,08	23	22,2	6	6,87
Diagnostics réalisés	149	341,42	67	181,98	82	159,43
Fouilles réalisées	20	8,23	14	778,1	6	0,45
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	18		9		9	
PCR	16*		7		4	
PT	51**		19		32	
PI	13		4		9	
SD	37		13		24	
Relevés art rupestre	1		1		0	

* 16 PCR dont 4 régionaux et 1 interrégional

** 51 dont 29 autorisations d'utilisation d'un détecteur de métaux

Entre deux vagues de Covid, condamnés souvent à passer d'échanges en présentiel masqués à de trop nombreuses visio-conférences aux conditions de réalisation pas toujours satisfaisantes – malgré un effort indéniable d'équipement et une mise en place accélérée du télétravail – l'année 2021 restera pour les agents de la Drac Bourgogne-Franche-Comté dans la continuité de l'année précédente.

En termes d'activité, on note cependant une évolution à la hausse du nombre de dossiers dont le SRA a été saisi : de 2 718 dossiers en 2020, on est passé à 3 058 en 2021, générant 194 arrêtés de diagnostic contre 192 en 2020. Par ailleurs, 29 prescriptions de fouilles ont été émises en 2021, pour 40 en 2020. L'augmentation du nombre des saisines montre une reprise de l'activité. Cependant on notera que le nombre d'arrêtés de diagnostic reste stable. En ce qui concerne les prescriptions de fouille, on constate une certaine réserve des aménageurs qui restent dans l'expectative et hésitent à donner suite à des diagnostics positifs. On a pu constater une baisse dans le nombre d'opérations de fouilles engagées en 2021 avec 20 au lieu de 25 en 2020 et pour un montant total bien inférieur : 4,3 M € au lieu de 10,3 M € en 2020. Les 20 fouilles réalisées en 2021 sont réparties entre 7 opérateurs (Archeodunum, groupement Arkemine-Paléotime, Centre d'études médiévales, Éveha, Inrap et SCAP Besançon).

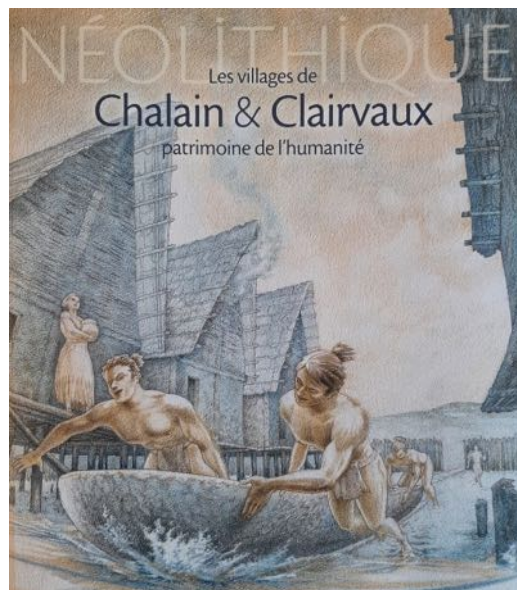
Si ces opérations d'archéologie préventive restent modestes en termes de résultats scientifiques au niveau national, la région Bourgogne-Franche-Comté a bénéficié de la conjonction de différents éléments qui permettent de qualifier cette année 2021 de remarquable par la qualité et la variété des résultats obtenus que ce soit sur le terrain avec différentes opérations programmées, mais également en termes de restitution, de diffusion scientifique et de valorisation vers le grand public.

Comme convenu, nous nous attacherons à mentionner les opérations, projets collectifs de recherche ou autres études dont le retentissement est national, mais également les initiatives visant à valoriser ces travaux en partant des réalisations concernant les périodes les plus anciennes jusqu'aux plus récentes.

Dans le cadre d'un groupement constitué par la direction du patrimoine et des archives départementales de Saône-et-Loire, le SRA d'Auvergne-Rhône-Alpes et le SRA de Bourgogne-Franche-Comté, a été mis en place le traitement des archives de Jean Combier, illustre préhistorien ayant travaillé sur plusieurs sites français et qui a laissé plus de 200 mètres linéaires d'archives.

En 2021, nous avons fêté les 10 ans de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco du bien sériel intitulé « Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes ». Ces sites d'habitat, datés du Néolithique et de l'âge du Bronze, ont en commun leur lieu d'implantation, marais ou plateforme lacustre, et leur localisation au sein de l'arc alpin. Actuellement immergés dans des lacs ou situés en contexte hydromorphe (marais notamment), ils ont la particularité de livrer des matériaux organiques conservés. Du fait des contraintes liées à la pandémie de Covid-19 la transmission officielle de la présidence de l'Autriche à la France qui assure cette responsabilité en 2021-22, a eu lieu à Lons-le-Saunier (Jura), lors de la session de coordination internationale présidée par K. Gernigon, conservateur régional de l'archéologie à la Drac AURA, région qui coordonne le bien pour la France.

C'est dans ce cadre qu'une exposition a été organisée au musée de Lons-le-Saunier. Intitulée « Néolithique, les villages de Chalain et Clairvaux », elle est accompagnée d'un catalogue réalisé sous la direction de A. Richard (SRA BFC) et S. Jurietti (musée de Lons-le-Saunier). Notons également la publication de l'important ouvrage en trois volumes *La Préhistoire du Jura et l'Europe néolithique en 100 mots-clés. De la culture matérielle aux signes sociaux, une approche ethnoarchéologique* par P. et A.-M. Pétrequin.

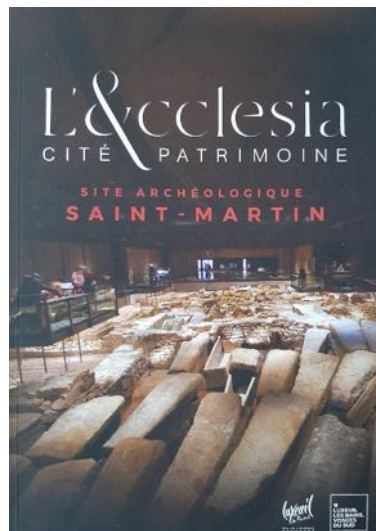


Dans le domaine des colloques internationaux, il convient de mentionner l'organisation, à Bibracte, par l'Aprab et l'UMR Artheis, d'une table ronde consacrée au Bronze final en France, ayant regroupé une quarantaine de chercheurs autour de la question du Hallstatt A1 et de la

transition entre les étapes ancienne et moyenne du Bronze final, son but étant de déterminer s'il convenait de revoir la chronologie admise pour cette séquence avant d'acter de cette proposition dans un colloque international.

Sur le terrain, confirmation à Vix (Côte-d'Or) lors d'un sondage réalisé par S. Krausz (université de Paris I) dans le cadre du PCR de Vix et son environnement dirigé par B. Chaume (UMR Artheis), de l'existence d'un rempart de plaine et découverte d'un aménagement en poteaux de bois conservés sur le bord extérieur du fossé, l'ensemble de ces vestiges étant attribué au Hallstatt final. Une telle découverte est remarquable, notamment parce que pour cette période, il n'existe pas de référentiel dendrochronologique et qu'en matière de datation ¹⁴C le plateau hallstattien rend inefficace toute attribution chronologique.

Après plusieurs reports, le 8 juillet 2021, a enfin pu être inauguré le centre d'interprétation l'« Ecclesia » à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), réalisation spectaculaire et pédagogique qui valorise les vestiges classés monument historique d'une église et d'une nécropole du haut Moyen Âge fouillés pendant plusieurs années par S. Bully (CNRS UMR Artheis). Dépassant les prévisions de fréquentation dès la fin d'année avec plus de 10 000 visiteurs, ce centre confirme le grand intérêt du grand public pour cet outil accessible.



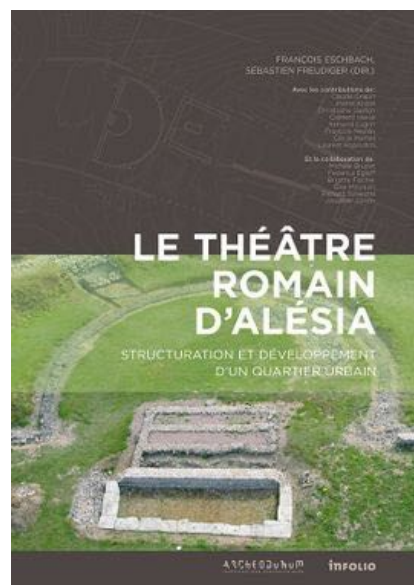
Dans le cadre de l'important programme architectural conduit sur la crypte de la cathédrale Saint-Bénigne à Dijon (Côte-d'Or) par l'ACMH M. Bacot, l'opération archéologique menée par le Centre d'études médiévales d'Auxerre, sous la responsabilité scientifique de S. Aumard, s'est attachée à la reconnaissance du secteur ouest, à la chapelle Saint-Irénée, où deux colonnes avec chapiteaux sculptés inédits de grande qualité et bases du XI^e siècle ont été découvertes ainsi qu'un vestige de la voûte d'arête couvrant alors cet espace. Les vestiges d'enduit ont permis d'identifier le niveau de sol du XI^e siècle et surtout la présence de banquettes de repos pour les pèlerins au pied des élévations.

L'année 2021 a été l'occasion de présenter à la communauté scientifique et au grand public les résultats du projet collectif de recherche sur la « céramique médiévale et moderne en Bourgogne : production, consommation, diffusion (XII^e-XVII^e siècles) », projet soutenu depuis 2018 par l'UMR Artheis et l'université de Dijon Bourgogne-Franche-Comté et piloté par une ingénieure du SRA, M.-Ch. Lacroix. Cette présentation s'est faite sous la forme d'une exposition et de l'organisation des journées d'études Iceramm (Information sur la céramique médiévale et moderne), manifestation scientifique annuelle qui regroupe l'ensemble des chercheurs œuvrant sur ce thème en France, Belgique et Suisse.

L'exposition, accompagnée d'un catalogue, invitait à découvrir « la table » des Dijonnais telle qu'elle s'est épanouie sur le territoire au fil du temps, révélant des pans de la vie quotidienne que les récentes découvertes archéologiques nous permettent de mieux connaître. Le visiteur était convié à y découvrir de manière pédagogique et ludique l'évolution de l'usage de la vaisselle de table depuis l'époque mérovingienne (VI^e-VII^e siècles) jusqu'au début du XX^e siècle, à travers une sélection représentative de pièces de vaisselle en terre cuite mises au jour à l'occasion de fouilles récentes, principalement préventives.

Dans le domaine des publications, il convient de mentionner :

- les actes du colloque de Châtillon-sur-Seine organisé en 2016 sous la direction de P. Brun, B. Chaume et F. Sacchetti, *Vix et le phénomène princier*, en édition numérique chez Ausonius ;
- la monographie de F. Erchbach et S. Freudiger, sur *Le théâtre romain d'Alésia, structuration et développement d'un quartier urbain*, aux éditions Infolio ;
- la publication attendue de S. Balcon-Berry, W. Berry et Ch. Sapin, sur *Le groupe épiscopal et canonial d'Autun, 20 ans de recherches archéologiques*, en édition numérique chez Ausonius ;
- un deuxième volume sur les recherches réalisées sur les habitats désertés du Val-Suzon par C. Beck, P. Beck, F. Faucher et J.-L. Maigrot, *Des moutons et de l'or, 13 habitats d'éleveurs du XIV^e s. dans les forêts de la Montagne dijonnaise*, aux éditions Mergoïl.



Recherche archéologique en Grand Est : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Frédéric SÉARA

Conservateur régional de l'archéologie

	Grand Est	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	4632	/
Diagnostics prescrits	637	1318,5
Fouilles prescrites	129	150,7
Diagnostics réalisés	468	/
Fouilles réalisées	116	/
Programmé	Nb	
Fouilles	16	
PCR	16	
PT	7	
PI	6	
SD	7	
Relevés art rupestre	0	

	Site de Strasbourg		Site de Metz		Site de Châlons	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	807	/	2233	/	1592	/
Diagnostics prescrits	147	189,5	247	500	243	629
Fouilles prescrites	34	23,7	36	50	59	77
Diagnostics réalisés	131	/	165	/	172	/
Fouilles réalisées	27	/	30	/	59	/
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	7		3		6	
PCR	6		8		2	
PT	1		5		1	
PI	3		1		2	
SD	2		3		2	
Relevés art rupestre	0		0		0	

Opérations significatives

Sierentz (68), extension de la carrière Holcim

Sébastien Goepfert (Antea Archéologie) a conduit, entre mars et décembre, une fouille préventive de très grande ampleur (9 ha) prescrite dans le cadre de l'extension d'une carrière à Sierentz. Les découvertes ont été nombreuses, entre autres : une nécropole utilisée à la fin de l'âge du Bronze et pendant le premier âge du Fer, comprenant deux enclos circulaires et un possible bûcher, un enclos de la fin du second âge du Fer, un complexe de bâtiments sur poteaux ou encore deux immenses fosses d'extraction antiques, dont l'une a livré les restes de deux individus décapités.



Vue générale des deux enclos circulaires en cours de fouille (cliché S. Goepfert, Antea Archéologie).

Natzwiller (67) et Thil (54), archéologie des camps de concentration

Au printemps 2021 s'est achevée la première fouille préventive jamais menée sur le site du camp du Struthof à Natzwiller, en amont de travaux de mise en accessibilité de l'ancienne chambre à gaz, sous la conduite d'A. Bolly (Archéologie Alsace), entraînant la découverte de divers aménagements liés aux différentes phases de l'histoire du site (voies, caniveau, etc.). Au cours de l'été s'est ensuite poursuivie l'étude des bâtiments de la carrière du camp, sous la responsabilité de J. Brangé (étudiante), qui a aussi mené une campagne de prospection au camp annexe de Thil. Un projet collectif de recherche portant sur le Struthof et ses annexes, dirigé par M. Landolt (SRA), a par ailleurs entamé sa première année, témoignant de l'importance des recherches menées autour de ces sites à l'heure actuelle.



Vue du chemin qui mène au bâtiment abritant la chambre à gaz (cliché A. Bolly, Archéologie Alsace).

Vandières (54), rue du Piémont, lieudit « Derrière le Château »

Dans le cadre d'un projet de lotissement à Vandières, une fouille archéologique d'une emprise de 22 427 m² a été réalisée du 3 mars au 19 mai 2021 sous la direction de J. Clerc (Metz Métropole). Elle a permis la découverte de nombreux vestiges datés du début de la

Protohistoire à l'époque contemporaine avec un pic d'occupation entre le Hallstatt et le haut Moyen Âge. Au-delà de l'importante occupation de la Protohistoire, les structures antiques présentent un caractère exceptionnel en raison de la mise au jour d'un bassin quadrangulaire d'environ 110 m², au traitement architectural soigné comme le montre le groupe sculpté en ronde-bosse appartenant probablement à un dispositif de fontaine.



Groupe sculpté en ronde-bosse d'une probable fontaine (cliché J. Clerc, Metz Métropole).

Velaines (55), RN 135, Déviation de Velaines, site 1

Dans le cadre de la déviation de la RN135 à Velaines, six importants chantiers de fouilles préventives ont été menés par l'Inrap durant toute l'année 2021. De la Protohistoire ancienne à l'époque médiévale, toutes les périodes sont représentées, dont une vaste nécropole mérovingienne de plus de 300 tombes attribuables à une période comprise entre la fin du V^e siècle et le début du VII^e siècle. Sur les 400 individus étudiés, toutes les catégories d'âge et de sexe sont représentées et tous sont inhumés avec un ou plusieurs objets en bon état de conservation (récipients en verre ou en céramique, éléments vestimentaires et de parure, aumônières, châtelaines, outils et armes). Les études à suivre vont permettre la création d'un référentiel inédit pour cette période jusqu'ici peu appréhendée dans le secteur sud meusien.



Tombe féminine d'époque mérovingienne richement dotée (cliché Inrap).

La fouille de la rue de Vaux (parvis de la collégiale Notre-Dame-en-Vaux) à Châlons-en-Champagne (51)

À l'occasion de la requalification de l'îlot entourant la collégiale Notre-Dame-en-Vaux par la ville de Châlons-en-Champagne une fouille a été prescrite rue de Vaux. L'opération réalisée par l'Inrap a porté sur une emprise de 1 000 m² longeant la nef de la collégiale. Elle a permis de mettre au jour deux axes de circulation du Haut-Empire (*via Agrippa* ?), un cimetière paroissial carolingien qui pourrait être associé à une chapelle antérieure à la collégiale ainsi qu'un ensemble de caves aménagées à partir de la fin du Moyen Âge.

La fouille du Quai Dampierre à Troyes (10)

La transformation de l'ancienne caserne de gendarmerie en hôtel, en plein centre de la ville de Troyes, a permis d'initier une fouille réalisée par l'Inrap. La mise au jour de structures antiques et médiévales, permet de mieux comprendre la ville et son évolution, de la capitale de cité, *Augustobona* créée sous Auguste, à la ville médiévale. La période antique est représentée par des vestiges d'habitat et d'activité artisanale. Un des apports essentiels est lié à la reconnaissance de thermes probablement en activité du I^{er} au III^e siècle ap. J.-C. Plusieurs espaces s'organisent autour d'une large cour centrale bordée d'une galerie. Deux pièces à hypocauste, une baignoire, plusieurs pièces dont certaines avec des aménagements hydrauliques, ainsi qu'une mosaïque très endommagée ont été reconnues. L'ensemble thermal fait plus de 300 m² et fait état d'une ornementation constituée de fragments de marbre de couleurs variées et d'enduits peints. Les dimensions et les aménagements balnéaires peuvent tout autant faire référence à des thermes publics qu'à une riche demeure urbaine. Le site est abandonné au III^e siècle et un très important fossé de 11 mètres de long et 3 mètres de profondeur est creusé au haut Moyen Âge, en avant du *castrum* antique. Cette fouille déterminante pour la connaissance de la ville de Troyes, confirme l'existence d'une ville antique répondant aux standards romains et révèle pour la première fois l'existence d'un système défensif à Troyes durant le haut Moyen Âge.

Bilan 2021 de la CTRA Est

PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN

Par Nejma GOUTAS
Membre de la CTRA

Pour l'année 2021, 34 avis ont été rendus pour les périodes du Paléolithique et du Mésolithique (4 par V. Lhomme, J.-M. Gouedo, G. Pinçon, G. Sauvet et 30 par N. Goutas). Certains concernant un même dossier où des demandes de compléments d'informations, c'est concrètement 30⁴ demandes qui ont été expertisées. Cette année marque donc une augmentation significative des dossiers pour la Préhistoire ancienne (un tiers de plus par rapport à l'année 2020). Cette augmentation concerne davantage le préventif⁵ (13 contre 7 en 2020) que le programmé (17 contre 13).

Le nombre d'opérations relatives à la Préhistoire ancienne pour la CTRA Est reste néanmoins assez faible en regard des contextes géologiques favorables à la préservation des sites de cette période (vallées alluviales de l'Yonne, de la Seine, de la Marne, du Rhin, massifs des Vosges, du Jura, etc.). Ce constat, s'il n'est pas nouveau, interpelle d'autant plus dans les secteurs où il existe, depuis plusieurs décennies, un fort dynamisme en termes d'aménagement du territoire, posant au cœur des priorités d'amélioration de la programmation archéologique territoriale la question de la détection des sites de la Préhistoire ancienne et en particulier du Paléolithique.

1. Grandes tendances à l'échelle de l'interrégion

Les dossiers se répartissent de manière équilibrée au sein des deux grandes régions administratives (16 en Grand Est et 14 en Bourgogne-Franche-Comté) mais, dans le détail, des disparités géographiques importantes peuvent être observées. Sur les 18 départements inclus dans le périmètre de la CTRA Est, 11 sont concernées en 2021 (7 pour le Grand Est et 4 en Bourgogne-Franche-Comté) avec certains projets (PCR, prospection thématique) à cheval sur deux départements (fig. 1).

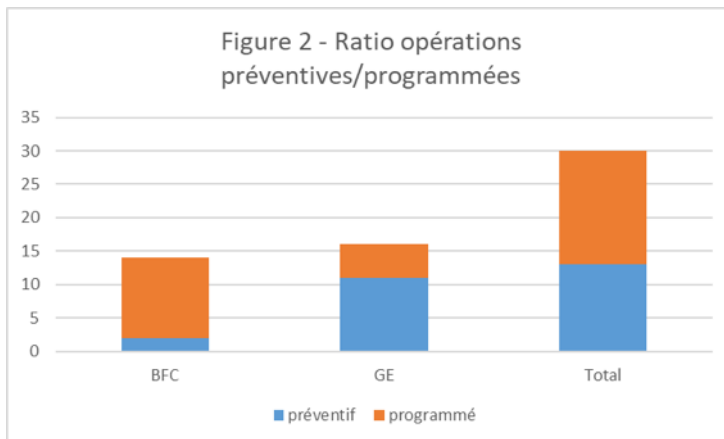
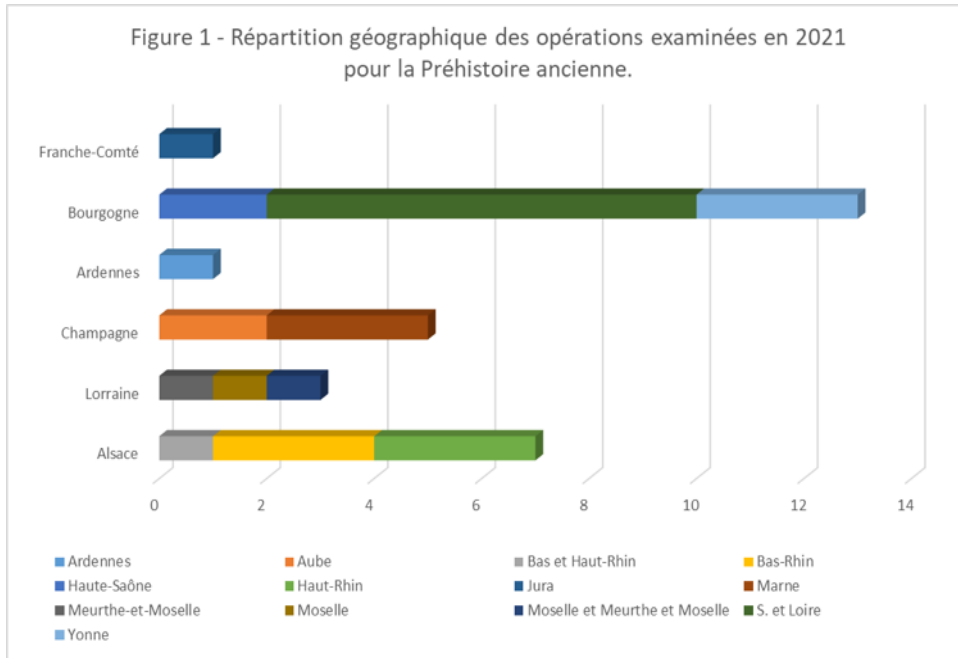
Le ratio programmé/préventif suit une tendance presque inverse au sein des deux régions (fig. 2). À la faveur de travaux d'aménagement plus nombreux et d'envergure variable (projets autoroutiers, lotissements, extensions de carrières, projets d'implantation d'éoliennes, etc.), c'est le Grand Est (11) – en particulier la Champagne (5) et l'Alsace (4) – qui concentre l'essentiel des opérations préventives. Pour la Bourgogne-Franche-Comté, seule l'Yonne est concernée (2).

L'archéologie préventive est illustrée par 7 RFO et 6 rapports de diagnostics. Tous les diagnostics archéologiques examinés ont donné lieu à une prescription de fouille dont les cahiers des charges scientifiques intégraient à des degrés variables la Préhistoire ancienne (axes 1, 2, 4 de la programmation nationale).

L'archéologie programmée se déploie majoritairement autour d'opérations de fouille (14), tandis que les prospections thématiques et les PCR sont très rares (2) et ne concernent que le Grand Est. Enfin, une seule demande relève d'une aide à la préparation pour publication (Bourgogne).

⁴ Un 31^e dossier (rapport de diagnostic) non soumis à l'expertise du rapporteur pour la Préhistoire ancienne a aussi pu être discuté en CTRA pour que le CCS puisse intégrer les indices relatifs au Paléolithique moyen découverts au diagnostic.

⁵ Ont été comptabilisés pour un seul dossier le rapport de diagnostic et le CCS qui lui était associé.



2. Archéologie préventive

Les opérations ayant permis la découverte d'occupations ou d'indices d'occupations se rapportant à la Préhistoire ancienne sont au nombre de sept, tandis que six autres viennent documenter des séquences sédimentaires favorables à leur conservation en lien avec les objectifs du sous-axe de l'axe 2 de la programmation nationale « Promouvoir et former à la détection des séquences archéosédimentaires pléistocènes ». Pour l'essentiel, ces découvertes sont associées à des occupations diachroniques (Néolithique, Protohistoire principalement).

Dans l'Est de la France, les formations lœssiques et alluviales sont très favorables à la découverte de vestiges préhistoriques. Ce riche potentiel en sommeil sous nos pieds s'illustre par des découvertes très récentes et plus anciennes : dans la vallée de la Seine, avec notamment le site de Pont-sur-Seine dans l'Aube ; dans la vallée de l'Yonne avec les sites de Gron, de Pont-sur-Yonne ou encore d'Appoigny ; dans la plaine d'Alsace avec notamment la séquence de référence d'Achenheim et les nombreux indices de sites paléolithiques récemment découverts dans le cadre des grands travaux du contournement ouest de Strasbourg (COS). Une attention particulière doit donc être accordée à ces contextes lors des diagnostics avec notamment la nécessaire participation d'un préhistorien.

Comme pour les années précédentes, un déséquilibre important dans les champs chronologiques représentés peut être souligné. Sans surprise, l'essentiel des découvertes (6) documente le Mésolithique (Alsace, Champagne, Bourgogne). Du Paléolithique supérieur final (3) et du Paléolithique moyen (2), encore peu documentés en préventif, ont été reconnus en Alsace et en Bourgogne. Quant aux séquences sédimentaires pléistocènes (Champagne, Ardennes, Alsace), parfois associées à des vestiges fauniques, elles viennent documenter principalement le Tardiglaciaire (3), mais aussi un horizon à gley de toundra contemporain du Paléolithique supérieur ancien et un horizon du Weichselien moyen. Ces deux derniers types de séquences étant aussi très rarement documentés en préventif pour l'Est de la France.

2.1. Grand Est

Mésolithique : six découvertes se rapportent au Mésolithique ou à un possible Mésolithique (structures fossoyées, restes de grande faune isolés, nappes de vestiges). Deux fouilles ont concerné l'Alsace. L'une dans le Haut-Rhin (Merxheim, Antea Archéologie, dir. H. Barrand), au sein d'une dépression de type « tête de vallon », a livré – à une profondeur de plus de 3 m – un crâne d'aurochs mâle adulte directement daté par radiocarbone. Aucune trace anthropique n'y a été observée. La seconde fouille, dans le Bas-Rhin (Fergersheim, Éveha, dir. A. Ferrier), a livré deux fosses dénuées de contexte culturel et dont l'attribution au Mésolithique (ancien et moyen) n'est pas tranchée (datation au radiocarbone sur charbons de bois). Leur présence au sein d'un ensemble d'une trentaine de fosses, non datées ou rapportées au Néolithique, est mise en relation avec des systèmes de pièges de chasse collectifs établis sur la terrasse loessique. En Champagne, une fouille et deux diagnostics viennent compléter le corpus de plusieurs centaines de structures fossoyées recensées en Champagne-Ardenne et dont l'attribution au Mésolithique reste ouverte pour certaines de même que leur statut fonctionnel. De telles structures sans vestiges archéologiques associés ont été découvertes à : Trancault dans l'Aube (Inrap, dir. O. Wadel), Aÿ-Champagne (Éveha, dir. F. Witteman) et Nogent-l'Abbesse (Inrap, dir. N. Achard-Cormpt) dans la Marne. Ce dernier site a pour particularité son contexte topographique et géomorphologique (assise crayeuse du Crétacé en haut de versant), rarement renseigné pour les sites « à fosses » en contexte mésolithique.

De manière générale, les attributions chronologiques et les interprétations fonctionnelles de ces fosses reposent sur une approche critique de leur contexte et des échantillons datés (étude de la dynamique des comblements, discussion sur le potentiel caractère intrusif des charbons de bois en regard du contexte stratigraphique et de la taphonomie des dépôts ; biais liés à l'effet vieux bois, au plateau des courbes de calibration, etc.). En revanche, on constatera que les analyses micromorphologiques, pourtant particulièrement utiles dans ces contextes, sont encore insuffisamment mises en œuvre, de même que les analyses anthracologiques se devant notamment d'accompagner la démarche de datation sur charbons.

Dans la plaine alluviale de la Marne (Saint-Martin-aux-Champs, Éveha, dir. A. Bonsergent), on notera aussi la mise au jour d'une nappe de mobilier lithique (possible poste de débitage) associée à de petites concentrations isolées. Identifiée comme mésolithique – et potentiellement du premier Mésolithique – cet ensemble homogène offrait un assez bon état de conservation. Les sites « à concentration de silex » (en fonds de vallées ou autres) sont encore mal connus et très probablement complémentaires (halte de chasse, habitats, campements résidentiels) des nombreux sites à fosses. On perçoit ici tout l'intérêt de ce type de découverte, qui plus est dans un secteur plus rarement impacté par les aménagements que les plateaux, et donc moins susceptible d'être documenté.

Enfin, et bien qu'encore non examinés en CTRA, on signalera la découverte en 2021, de vestiges mésolithiques ou d'attribution plus étendue – Mésolithique/Paléolithique supérieur – à l'occasion, pour les premiers, d'une fouille préventive à Rethel dans les Ardennes et pour les seconds, d'un diagnostic près de Lunéville en Meurthe-et-Moselle (informations SRA).

Le Paléolithique supérieur : lors d'un diagnostic (Inrap, dir. C. Barbau) réalisé en contexte de versant à Morschwiller-le-Bas (Haut-Rhin) furent mis au jour des vestiges lithiques potentiellement attribuables au Paléolithique supérieur final et au Mésolithique. La fouille préventive qui a été prescrite à la suite du diagnostic (Inrap) est venue confirmer la réalité d'une occupation mésolithique (com. pers. SRA). Cette opération illustre tout le bénéfice d'une bonne prise en compte par la responsable d'opération du contexte archéologique local. La présence d'occurrences paléolithiques non loin du site investigué aura ainsi conduit à faire intervenir rapidement une géoarchéologue sur le site ce qui aura permis de découvrir les premiers éléments lithiques, puis de décider à bon escient d'enrichir l'équipe de fouille d'un spécialiste de la Préhistoire ancienne.

Séquence sédimentaires du Pléistocène récent : lors d'un diagnostic conduit à Hochfelden (Bas-Rhin) – en contexte de bas de versant loessique dominant la plaine alluviale de la Zorn – deux séquences d'un intérêt certain ont été reconnues et finement documentées (Archéologie Alsace, dir. N. Steiner). On signalera en premier lieu, un horizon à gley de toundra associé à de la faune (cheval) et signant un épisode froid très probablement contemporain du Paléolithique supérieur ancien. Cette période, très mal documentée en Alsace, n'avait été qu'une seule fois reconnue en contexte préventif (diagnostic de Schaffouse-près-Seltz, Gravettien). Dans les niveaux plus profonds, un paléosol de type sol brun arctique daté du Weichselien moyen a aussi été identifié.

À l'occasion de diagnostics dans l'Aube (La Saulotte, Inrap, dir. C. Laurelut) et les Ardennes (Écly-Son, Cellule archéologique des Ardennes, dir. L. Pastor) et de la fouille d'un site mésolithique dans la Marne (Saint-Martin-aux-Champs, cf. *infra*), des séquences tardiglaciaires ont été reconnues au sein de paléochenaux et dans un cas en lien avec un contexte rarement documenté (en haut versant, au sein de strates de grèzes litées). Enfin, à l'occasion d'un diagnostic dans la vallée alluviale secondaire de l'Orvin ayant donné lieu à la mise au jour d'indices mésolithiques (Trancault, cf. *infra*), la mise en œuvre de sondages profonds a aussi permis de révéler une séquence pléistocène livrant un reste de mammoth en position secondaire.

En définitive, s'il est indéniable que la détection des sites paléolithiques et mésolithiques est facilitée lorsque le/la responsable d'opération est spécialiste de ces périodes et que des sondages profonds sont prescrits au diagnostic, des découvertes heureuses et bien documentées sont aussi à porter au crédit de responsables de diagnostic non spécialistes de ces périodes. Trois principaux facteurs à cela : une bonne prise en compte des contextes archéologique et géologique localement connus, l'intervention très précoce d'un géoarchéologue et la sollicitation rapide du SRA et de spécialistes de la Préhistoire ancienne à la moindre suspicion. En ce sens, une collaboration étroite avec d'autres acteurs académiques de l'archéologie (CNRS, Université) peut se révéler essentielle.

2.2 Bourgogne-Franche-Comté

La Bourgogne a connu ces dernières années deux importantes fouilles préventives (plaine alluviale de l'Yonne) touchant aux périodes qui nous intéressent. Deux RFO ont été examinés en 2021. L'un relatif à une fouille datant de 2015-2016 (regroupement Archeodunum et

Paléotime, resp. J. Grasso) qui a notamment permis de documenter finement un cas exceptionnel d'une cache de lames du Magdalénien (Appoigny) perçue au diagnostic. Cette opération a aussi permis de préciser les connaissances sur l'organisation interne de la moyenne terrasse de l'Yonne (encore mal connue) dans le prolongement des travaux sur la basse vallée de l'Yonne. Une occupation moustérienne a aussi été mise au jour ; ce type d'occupation en plein air étant là encore rarement renseigné pour le nord de la Bourgogne. Cette opération vient combler un manque d'informations sur la connaissance des sites du Paléolithique moyen et supérieur entre le Sénonais et le Jovinien où de nombreux gisements paléolithiques sont connus (par ex : Gron, La Celle-Saint-Cyr, Marsangy, Étigny, Dixmont, Chamvres, Lailly, etc.) et les grottes d'Arcy-sur-Cure.

La seconde fouille préventive (Paléotime, resp. L. Fénéon) réalisée en 2018 a concerné une importante occupation du premier Mésolithique à Pont-sur-Yonne au bord d'un paléochenal comblé au début du Boréal. Ce site était déjà connu pour son fort potentiel mésolithique (par les données des différents diagnostics) et offrait des indicateurs d'une bonne conservation.

3. L'archéologie programmée

La plupart des opérations d'archéologie programmée repose sur des collaborations élargies, essentiellement françaises (Inrap, collectivités territoriales, CNRS, universités, opérateurs privés, associations de bénévoles) mais aussi avec des institutions étrangères – suisse, belge et allemande (universités). Les programmes d'archéologie programmée œuvrent dans l'ensemble à une communication régulière de leurs résultats (articles, colloques) y compris vers le grand public (médiation, exposition, conférence). Les opérations de fouilles sont du reste pour l'essentiel des chantiers-écoles et pourvoyeuses de sujets universitaires (masters à doctorats, en France et à l'étranger).

Concernant spécifiquement les fouilles, les contextes chronologiques concernés sont en asymétrie avec ceux de l'archéologie préventive, avec une nette surreprésentation des opérations associées à du Paléolithique moyen et supérieur (seule une opération est en lien avec des occupations mésolithiques). On notera aussi une double tendance pour l'année 2021 avec d'une part des opérations stables, pluriannuelles ou ayant vocation à le devenir, adossées à des collaborations interinstitutionnelles et interdisciplinaires élargies (Alsace, Franche-Comté, Bourgogne) et d'autre part, des opérations ponctuelles (principalement des nouvelles demandes) mues par des problématiques très ciblées et des équipes de spécialistes restreintes (Bourgogne, Lorraine).

3.1. Bourgogne-Franche-Comté

L'essentiel des avis a concerné des demandes d'opérations de fouilles ou de sondages (11) et une seule demande d'aide à préparation de publication (Yonne). La quasi-totalité des opérations de terrain concerne la Bourgogne (10), principalement la Saône-et-Loire (8) et secondairement la Haute-Saône. Les contextes karstiques sont légèrement plus nombreux (6) que ceux en plein air (4). Quant à la Préhistoire de Franche-Comté, elle n'est portée, cette année encore, que par une fouille à Arbois dans le Jura (F. Séara dir.). Ce campement de plein air mésolithique et paléolithique final est implanté au sein d'une vaste plaine alluviale. Il s'agit pour l'heure d'un des très rares sites mésolithiques de plein air bénéficiant d'une fouille programmée en France et le seul, à l'échelle régionale, offrant la possibilité de documenter les ruptures technoculturelles dans les industries jurassiennes au tournant Tardiglaciaire-Holocène.

Le dynamisme accru en matière d'archéologie programmée en 2021 tient au nombre plus important de nouvelles demandes qui n'ont pas toutes donné lieu à une autorisation effective de fouille. Deux nouvelles demandes de sondages ont concerné la commune de Fouvent-le-Bas en Haute-Saône (A. Lamotte dir.) : l'une relative à un site de plein air du Paléolithique moyen identifié par des ramassages de surface, la seconde sur une cavité livrant de riches faunes quaternaires et des vestiges du Paléolithique moyen et supérieur et potentiellement des indices de Châtelperronien.

Pour la Saône-et-Loire, la quasi-totalité des opérations sont conduites par une équipe de l'université de Tübingen (H. Floss dir. et collaborateurs) qui aura : poursuivi ses recherches sur l'art pariétal des grottes d'Agneux (Rully) et réalisé plusieurs sondages qui se seront révélés non concluants ; conduit des prospections de surface sur la même commune ; achevé la fouille d'un site gravettien de plein air (Saint-Martin-sous-Montaigu) et soumis six nouvelles demandes pour des opérations de fouilles ou sondages sur quatre grottes et deux sites de plein air (Paléolithique moyen et/ou Paléolithique supérieur), répartis sur cinq communes (Rully, Saint-Martin-sous-Montaigu, Charbonnières, Fuissé, Viry). Toujours en Saône-et-Loire, l'année 2021 a vu aussi la poursuite des recherches pluridisciplinaires sur la grotte des Furtins (L. Barriquand dir.). Cette cavité proche des sites paléolithiques de Solutré ou encore de Vergisson est associée à des occupations du Paléolithique moyen et supérieur et a aussi servi de tanières de carnivores. Les travaux réalisés viennent préciser la nature, la chronologie des occupations humaines et animales et leurs impacts respectifs sur la cavité, ainsi que renseigner l'histoire des recherches passées sur ce site, les évolutions biochronologiques de la cavité et plus largement l'histoire du karst.

3.2. Grand Est

Opérations de fouilles : peu de fouilles programmées concernent cette région mais les deux opérations pluriannuelles qui y ont cours depuis de nombreuses années contribuent à des éclairages majeurs pour la connaissance de la Préhistoire ancienne en Alsace. La fouille de l'abri-sous-roche de Mutzig « Rain » (H. Koehler et F. Wegmüller dir.) dans les collines sous-vosgiennes (Bas-Rhin) constitue désormais une référence régionale et extrarégionale pour le Paléolithique moyen récent. La très bonne préservation et la richesse de la documentation archéologique offrent un contexte des plus favorables pour une meilleure compréhension des comportements humains et des environnements du Début Glaciaire du Weichselien.

Le site de Blénien dans le Haut-Rhin (S. Griselin et C. Beauval dir.) offre quant à lui un cas rare d'abri livrant des occupations datées du Paléolithique supérieur pour l'Alsace et surtout la première séquence Magdalénien/Azilien reconnue régionalement. Elle est datée de 13 900 à 11 200 BP non cal. Si côté Suisse de nombreux sites étaient connus – depuis le Dernier maximum glaciaire jusqu'à l'Azilien – l'Alsace était presque *terra incognita* pour ces périodes. L'excellente conservation des niveaux magdaléniens en fait un site de première importance régionale pour cette période.

Pour ces deux opérations, on perçoit tout le bénéfice de ce que peut produire une recherche qui s'inscrit sur le temps long, à laquelle on laisse le temps de se déployer pour obtenir le recul nécessaire à la digestion et la mise en synergie d'une masse d'informations considérable, en lien avec des contextes stratigraphiques des plus complexes.

PCR et prospection thématique : le PCR PaléoEls (P. Wuscher dir.) a pour objectif général de construire un cadre chrono-environnemental, comportemental, culturel et territorial de la plaine d'Alsace et des collines sous-vosgiennes durant le Paléolithique et le Mésolithique. Les

recherches portées par ce collectif mobilisent des données issues de l'archéologie préventive et programmée et contribuent à un renouvellement majeur de la documentation et à une réévaluation critique des archives anciennes (sédimentaires, archéologiques, historiques). Pivot de la recherche alsacienne en matière de Préhistoire ancienne, ce PCR initié en 2015 contribue à une meilleure détection des sites. Son activité intense et de grande qualité en fait un modèle de réussite de collaborations interinstitutionnelles et interdisciplinaires.

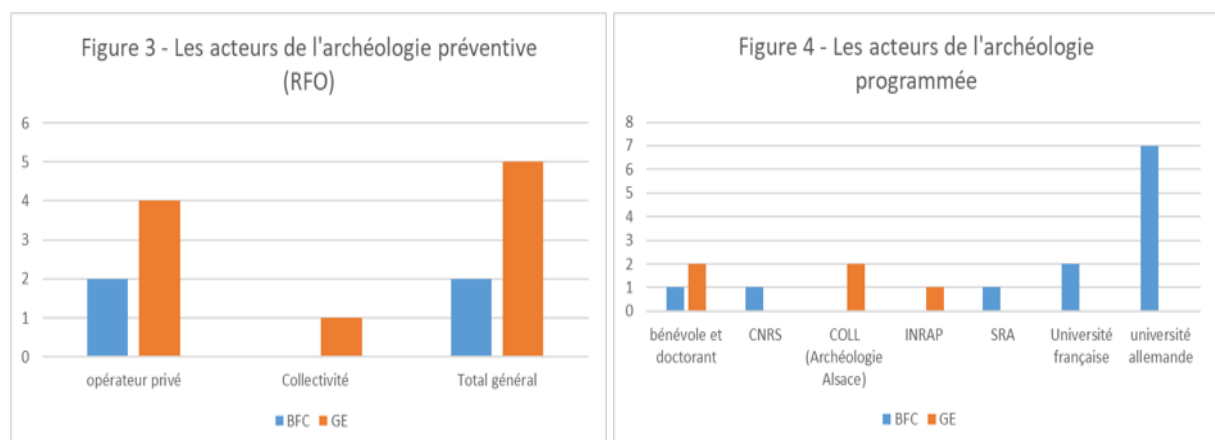
Pour la Lorraine, le Paléolithique et le Mésolithique à la confluence des rivières de la Moselle et de l'Orne bénéficient des travaux conduits dans le cadre d'une prospection thématique (M. Griette dir.). Initié en 2003, ce programme participe très utilement à l'inventaire et à une caractérisation chronoculturelle générale des occupations sur ce secteur d'environ 1 000 km² qui constitue une zone de carrefour culturel entre le Bassin parisien et le Bassin rhénan aux temps préhistoriques. Il en ressort une meilleure appréciation des modalités d'occupation des territoires sur le temps long et des perspectives de renouvellement de la documentation primaire (nouvelles fouilles sur les secteurs offrant le plus de potentiel).

En définitive, hormis l'Alsace et secondairement la Lorraine, le bilan 2021 pour les autres territoires du Grand Est est négatif en matière d'archéologie programmée. Cette tendance devrait dans le futur s'améliorer grâce à la mise en place de deux nouveaux PCR ; initiative que l'on ne peut qu'encourager.

4. Les acteurs de l'archéologie préventive/programmée

Sur les six diagnostics examinés en 2021 et concernant uniquement le Grand Est : quatre ont été conduits par l'Inrap et deux par des services de collectivités territoriales (Archéologie Alsace et Cellule archéologique des Ardennes). Concernant les RFO, l'essentiel des opérations ont été conduites par des opérateurs privés (6), une seule par un service de collectivité (Pôle archéologie préventive de Metz Métropole) et aucune par l'Inrap (fig. 3). Concernant les opérateurs privés, 3 fouilles préventives ont été réalisées par Éveha, les trois autres par Antea Archéologie, Paléotime et Archeodunum/Paléotime (regroupement).

Concernant l'archéologie programmée, la majorité des opérations conduites ou des nouvelles demandes est portée par des statutaires (fig. 4). Ces derniers sont principalement rattachés à une université et secondairement à un service de collectivité territoriale ou de la Culture, à l'Inrap et au CNRS. Enfin, deux opérations ont été portées par un archéologue bénévole et une autre par un doctorant (Edytem).



5. Remarques sur les rapports

La qualité formelle et scientifique des rapports examinés en 2021 était assez variable : des rapports que l'on peut aisément qualifier d'excellents, d'autres de bonne facture et d'autres enfin, très problématiques.

5.1. Rapport de fouilles programmées

Si ce type de rapport n'a nullement vocation à répondre à des standards de publication, on aura pu constater qu'une partie d'entre eux ne répondait pas à un certain nombre de prérequis tels : une présentation claire du contexte et des problématiques de l'opération, de l'équipe scientifique impliquée (expertise, rattachement institutionnel) ; que les illustrations soient lisibles (trop fréquemment, elles sont très pixellisées) ; que les vestiges découverts soient illustrés et bénéficient d'une étude par un spécialiste et que les méthodes de fouille et d'enregistrement/traitement des vestiges soient clairement décrites. On pourra aussi constater pour certaines opérations un recours insuffisant ou inexistant à l'expertise d'un géomorphologue/karstologue.

5.2. Rapport de fin d'opération préventive (RFO)

En premier lieu, et même sur des opérations ayant rencontré des difficultés, on constatera un investissement indéniable des équipes qui mérite d'être salué. Au terme de cette première année en CTRA Est, nous gardons néanmoins le sentiment d'une archéologie préventive à deux vitesses. D'une part, une archéologie mobilisant des acteurs (phase terrain et étude) aguerris aux problématiques de la Préhistoire ancienne et fins connaisseurs des contextes régionaux où ils interviennent. Ces acteurs sont généralement pleinement intégrés à des UMR et des PCR régionaux et extra-régionaux et bénéficient à ce titre d'un large réseau de collaborations pouvant être actionné en cas de besoin d'une expertise non présente dans l'équipe de fouille initialement constituée, voire absente, insuffisante ou indisponible au sein de la structure employeuse. D'autre part, une archéologie préventive moins bien armée où les équipes constituées agrègent des expertises réelles, mais pas toujours mobilisées à bon escient faute d'une connaissance suffisante des contextes où ils interviennent ou encore en raison d'une sous-dotation des équipes en moyens (humains, logistiques, expertises) par la structure opératrice retenue, ne permettant pas le déroulement de la phase terrain et post-fouille dans de bonnes conditions et en respect scrupuleux du cahier des charges scientifique défini par le SRA. Si nombre de lacunes sont sans doute systémiques (réduction des moyens budgétisés, faiblesse des embauches sur des postes clés, faible connection avec le monde de la recherche, enchaînement des opérations à une cadence accrue, etc.) qui dépassent largement les leviers pouvant être actionnés au niveau des acteurs de la CTRA Est, on pourra néanmoins faire plusieurs constats et préconisations pour éviter que ce décalage n'en vienne à s'amplifier.

Divers problèmes, parfois imbriqués, permettent ainsi d'expliquer certaines fragilités constatées voire, dans quelques cas, de véritables écueils dans les résultats produits. Indépendamment des fragilités qui seraient imputables à la prescription (CCS et/ou diagnostic préalable) sur lesquelles nous reviendrons plus loin, on pourra évoquer :

- un *turn-over* au sein des équipes (RO, spécialistes, fouilleurs) – parfois très important – qui ne peut qu'interpeller... voire alerter ! ;
- une remise en contexte de l'opération *a priori* (données du diagnostic, état de l'art sur le contexte archéologique et géomorphologique) très laconique, suggérant une appropriation superficielle ou inégale des diverses problématiques de la fouille. Cette

faiblesse du travail documentaire peut s'avérer très dommageable pour la Préhistoire ancienne dont les vestiges sont moins évidents à reconnaître, en particulier dans le cadre d'opérations multi-périodes ;

- des contrevenances au CCS/PSI dans l'expertise chronologique attendue du RO et/ou de ses adjoints ;
- des interprétations minimalistes du CCS en matière de prélèvements et d'analyses, voire des omissions ;
- une inadéquation des méthodes de fouille et d'enregistrement (pas assez précises) au vu du potentiel connu du site ;
- des informations manquantes ou contradictoires pour pouvoir comprendre certaines décisions prises lors de la fouille ou certaines interprétations. Pour exemple, l'abandon de secteurs jugés moins importants/intéressants au profit d'autres n'est pas toujours clairement argumenté et parfois même discutable sur la base des plans de projection fournis dans les rapports. À ce titre, on ne saurait que trop rappeler la nécessité que soit donné un décompte des pièces cotées vs non cotées par locus, classes dimensionnelles et catégories typologiques de manière à pouvoir apprécier la valeur informative (qualitative et quantitative) des concentrations rencontrées. Autre exemple, l'invocation fréquente du caractère démantelé des niveaux archéologiques nous a semblé parfois discutable sur la base des informations fournies (faiblesse des analyses de contexte : géoarchéologie, fabriques, taphonomie, projections spatiales).

Tout ceci nous conduit à formuler deux remarques/points de vigilance. D'une part, les résultats d'une opération étant éminemment tributaires de la qualité de la collecte de l'information sur le terrain, la mobilisation d'un arsenal d'analyses en phase étude, aussi pointu soit-il, ne peut suffire à suppléer les lacunes de la fouille. Plus largement, et face à des contraintes de temps parfois majeures, on peut se demander s'il ne serait pas préférable de se résoudre à fouiller moins, mais selon une méthodologie adaptée et rigoureuse que beaucoup, mais très partiellement et avec des exigences de cotation très laxistes des vestiges ? À ce titre, on pourra aussi s'interroger sur le caractère pragmatique de réaliser des analyses de fabrication, compte tenu de leur caractère chronophage... Du reste, ce type d'analyse se devrait d'être mobilisé avec clairvoyance sur la base d'effectifs statistiquement valides et sur des corpus adaptés. Leur emploi notamment sur des industries mésolithiques (à forte composante microlithique et en lien avec des dépôts généralement affectés par la bioturbation) peut ainsi surprendre.

D'autre part, en cas de découverte fortuite de sites paléolithiques/mésolithiques, il est regrettable de constater que les SRA n'en sont pas toujours rapidement informés. La mise au jour de vestiges incohérents avec les contextes chronologiques initialement prescrits, qui plus est quand il s'agit de concentrations, devrait pourtant conduire à un principe de précaution minimal : celui de solliciter très rapidement, et au moindre doute, une expertise extérieure si celle-ci fait défaut au sein de l'équipe de fouille ou de la structure employeuse. Malheureusement, cette démarche ne semble pas une évidence... faute de temps, de connexions avec les réseaux scientifiques adaptés ou encore par manque de sensibilisation à la Préhistoire ancienne. Quoi qu'il en soit, les conséquences délétères pour la Préhistoire ancienne n'en demeurent pas moins réelles (attribution tardive des vestiges, non renforcement de l'équipe par un spécialiste de ces périodes et de fait application de méthodes de fouille/d'enregistrement inadéquates). La Préhistoire ancienne étant généralement la première perdante d'une faille dans les prescriptions et/ou dans le travail de détection lors du diagnostic, se posent alors deux perspectives antagonistes. Soit on considère que ce qui n'est pas identifié au diagnostic et/ou prescrit peut (légitimement ?) s'extraire de toute obligation :

« principe fataliste ». Soit, on considère avec pragmatisme la part d'imprévu que recèle toute opération préventive, et la nécessité d'y sursoir au mieux pour sauver le patrimoine archéologique.

6. Les cahiers des charges scientifiques (CCS)

De manière générale, les CCS examinés suivent une présentation formelle assez cohérente au sein de chaque SRA, mais très variable d'un service à l'autre, ce qui peut parfois être déroutant quand on compare des CCS portant sur des problématiques chronologiques et des contextes sédimentaires similaires. Il arrive parfois aussi que des informations importantes se retrouvent scindées dans l'avis du conservateur régional et dans le CCS ce qui ne facilite pas la compréhension des attendus de la prescription. *In fine*, un canevas commun aux différents services pourrait être intéressant à construire non pas pour uniformiser de manière non raisonnée toutes les prescriptions, mais pour stabiliser des attendus incontournables et faire émerger les points forts des CCS qui mériteraient d'essaimer. Cet effort investi serait à terme un gain de temps pour l'élaboration des CCS et leur évaluation en CTRA (une sorte de mémento du CCS idéal selon les contextes sédimentaires et chronoculturels) et participerait d'une diffusion des « bonnes pratiques » de chaque SRA en vue d'une meilleure programmation territoriale en matière de Préhistoire ancienne.

L'examen des CCS et de RFO en lien avec des diagnostics plus anciens nous conduit enfin à formuler plusieurs remarques générales :

- lors de grosses opérations, la trêve hivernale est une mesure qui devrait être généralisée pour éviter d'user les équipes de terrain et que ne soient commises des erreurs irrémédiables ;
- un géoarchéologue devrait être systématiquement intégré à l'équipe de fouille (l'intervention d'un micromorphologue en phase étude uniquement n'est pas suffisante) ;
- conforté par l'expérience de cette année et les problèmes évoqués précédemment, il nous semble aussi essentiel que les CCS soient les plus précis possible en matière de méthodes de fouille, de prélèvements et d'analyses attendus ;
- un risque majeur réside aussi dans la sous-évaluation des moyens prévisionnels en regard des données connues de la carte archéologique et du diagnostic dont la qualité même est éminemment tributaire des objectifs et moyens définis dans la prescription. Si le calibrage initial est insuffisant, c'est par la suite toute la chaîne de l'opération qui est impactée pouvant donner lieu à des scénarios catastrophiques. En ce sens, il est essentiel que le CCS fixe une durée minimale d'intervention, voire – en cas de fouille complexe et/ou à fort potentiel – qu'un nombre minimal d'intervenants soit suggéré pour la phase terrain. Dans un contexte de mise en concurrence accrue des opérateurs ayant pour corolaire évident la tentation forte de réduire les coûts de l'opération pour remporter l'appel d'offre, il y a une prise de risque certaine à laisser ces éléments à la libre appréciation exclusive des opérateurs. Un garde-fou minimal doit être posé en amont de l'appel d'offre ;
- dans le cadre des opérations préventives complexes (multistratifiées/multipériodes) et/ou de très grande envergure, la nécessité d'un rallongement des délais prévus dans les CCS apparaît fréquente et se résout généralement par le fait de comptabiliser le temps pour la phase terrain hors temps du décapage surfacique ;
- plus spécifiquement sur les occupations multi-périodes, on aura pu être parfois gêné par le fait que des prescriptions se fassent par « volets thématiques » (type de

structure, paléoenvironnement, mobilier, etc.) ce qui tend involontairement à occulter certains attendus spécifiques à certaines périodes chronologiques. Il en découle pour le Paléolithique (principalement) et le Mésolithique que certaines préconisations pourtant essentielles sont parfois oubliées ou insuffisamment explicitées (ce qui laisse là encore place à une libre interprétation de l'opérateur). On pourra ainsi évoquer pêle-mêle l'importance de notifier la conduite de fouilles fines, manuelles et de tests de tamisage en cas de découverte de concentrations de vestiges, l'importance de réaliser des passes de vérifications, etc. ; concernant les analyses, on notera un déficit fréquent sur certaines expertises (pétrographie, tracéologie lithique, malacologie, micromorphologie, etc.) ;

- pour le Paléolithique et le Mésolithique, il est impératif que toute opération intègre une appréciation rigoureuse de la taphonomie des niveaux (répartition spatiale et verticale du mobilier, remontages, granulométrie lithique, micromorphologie, taphonomie du mobilier lithique et osseux, etc.). Plus largement, la documentation des occupations devrait systématiquement intégrer les analyses pétrographiques (informations sur les territoires d'approvisionnement des géoressources) et en tracéologie lithique (informations sur le statut fonctionnel et/ou la taphonomie du mobilier), selon une approche bien entendu raisonnée (échantillons représentatifs et cohérents) ;
- au vu des connaissances encore très lacunaires sur les paléoenvironnements régionaux, il est essentiel que les analyses en la matière soient les plus exhaustives possible et en adéquation avec le potentiel de conservation du site. Pour les périodes qui nous concernent, on constatera que les CCS intègrent bien l'anthracologie, plus rarement la palynologie et la carpologie, et de manière exceptionnelle la malacologie alors même que certains contextes sédimentaires s'y prêtent particulièrement.

7. Bulletin scientifique régional et publications scientifiques

La publication systématique des résultats des opérations – sous forme de courtes notices – est un objectif engagé depuis 2016 pour les Drac Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté via le bilan scientifique du service régional de l'archéologie (BSR) à l'échelle de chacune de ces deux régions. Malheureusement, à ce jour, seules deux années ont été publiées : 2016 et 2017 et ne concernent pas tous les départements... sans doute en raison d'un manque de personnel et/ou de moyens dédiés. Ces BSR sont des outils de communication essentiels pour tenir informée rapidement la communauté des archéologues des avancées dans chaque département et chaque région. Les universités et les laboratoires du CNRS pourraient notamment s'appuyer sur ces informations pour orienter au mieux les sujets universitaires et initier de nouveaux programmes de recherche en collaboration étroite avec les acteurs locaux de l'archéologie préhistorique.

La publication étoffée des résultats au sein de revues régionales, nationales, voire internationales (sous forme de synthèse ou d'articles spécialisés) est une autre démarche essentielle à promouvoir et au cœur des préoccupations de la CTRA Est⁶. Toutefois, eu égard à la difficulté des agents de l'archéologie préventive à pouvoir se dégager du temps entre deux opérations, cette ambition – pour ne pas rester un vœu pieux – requiert avant tout une véritable volonté des employeurs (opérateurs publics et privés) se traduisant par une politique incitative en la matière.

⁶ On soulignera à ce titre le colloque de la RAE qui s'est tenu en novembre 2021 et au cours duquel fut discutée la nécessité d'œuvrer à une politique concertée (revue, SRA, CTRA) de publications des travaux régionaux au sein de laquelle la RAE pourrait jouer un rôle structurant.

À l'échelle du périmètre de la CTRA Est, une plateforme en ligne commune coordonnée par les Drac et mettant à disposition tous les rapports de diagnostics et les RFO pour chaque département serait des plus utiles (et peut-être déjà envisagée ?) pour assurer une diffusion rapide et en toute transparence de l'information nouvellement produite pour chaque département.

En guise de conclusion : pour une stratégie de détection précoce des sites de la Préhistoire ancienne !

Le bénéfice de soutenir une stratégie de détection précoce des sites anciens est illustré par les résultats très positifs de plusieurs diagnostics conduits en Alsace (sondages profonds en puits le long du COS), et plus largement par les recherches portées dans le cadre du PCR PaléoEls. On pourra aussi évoquer les résultats de diagnostics conduits en Champagne et ayant permis de documenter des séquences pléistocènes à fort potentiel de conservation.

Cette stratégie repose sur une approche clef : la géoarchéologie. La connaissance fine des formations sédimentaires quaternaires est assurément le meilleur moyen d'œuvrer à une bonne détection des sites du Paléolithique et du Mésolithique et d'identifier si l'absence de vestiges tient à des contextes non favorables à leur conservation, à des biais de la recherche ou encore à de véritables hiatus d'occupation humaine inhérents à des conditions climatiques/topographiques défavorables. Plus largement, la connaissance de l'environnement naturel est indispensable pour comprendre son anthropisation et identifier des facteurs d'attraction et/ou de contraintes avec lesquels les populations humaines ont dû composer.

Difficilement détectables (discrétion des vestiges, érosion des paléosols, sondages profonds insuffisamment mis en œuvre, etc.), les sites se rapportant aux périodes anciennes de la Préhistoire restent les parents pauvres de la programmation archéologique. De manière générale, leur détection reste fortement contrainte par le recrutement en nombre suffisant de paléolithiciens/mésolithiciens et de géoarchéologues par les opérateurs (publics et privés) ; elle est aussi tributaire des pratiques de fouilles afférentes aux périodes plus récentes (essentiellement post-néolithique) et pour lesquelles l'intervention précoce d'un géoarchéologue est moins ancrée dans les pratiques que pour la Préhistoire, alors même que des vestiges s'y rapportant peuvent être conservés à de faible profondeur. *In fine*, la non-intégration systématique et dès le diagnostic d'une caractérisation fine des contextes géomorphologiques adossée aux moyens prévisionnels nécessaires⁷ ne peut être qu'un frein majeur à la détection des sites ou des contextes favorables à leur conservation. Cette approche – portée par plusieurs acteurs des SRA de la CTRA Est – est encore inégalement prise en compte selon les services et parfois même au sein d'un même service. Il en découle que certains départements, bien que dynamiques en matière de grands travaux d'aménagements, restent encore mal lotis en termes de découvertes pour le Paléolithique en particulier, même si cette tendance semble en net progrès en 2021.

L'intégration de l'approche géoarchéologique est d'autant plus importante pour les secteurs mal renseignés de la carte archéologique et/ou de la carte géologique. Tant que les prescriptions de diagnostic n'intégreront pas cette approche, il sera nécessaire de pallier ces manques *a posteriori*, sauf à accepter sans état d'âme le fait que ces sites soient voués à être

⁷ Réalisation de grands transects et d'analyses paléoenvironnementales, présence du géomorphologue dès le diagnostic et les premières étapes de la phase terrain pour orienter la stratégie de fouille en cas de découverte de secteurs potentiellement favorables à la conservation de vestiges, etc.

détruits ou mal fouillés. *De facto*, la détection de séquences sédimentaires favorables à la conservation des vestiges archéologiques est en soit un prérequis suffisant pour que ces contextes soient pleinement intégrés à l'élaboration du CCS.

En guise de perspectives : retour d'expériences pour une dialectique constructive

Des échanges que nous avons pu avoir avec certains experts en Préhistoire ancienne d'autres CTRA a émergé la perspective d'organiser une réunion entre experts et avec le représentant de ce champ chronologique au CNRA. L'objectif serait de croiser nos expériences à l'échelle des interrégions en vue de faire émerger des propositions pour enrichir les débats en vue d'une meilleure programmation de la recherche archéologique nationale et qui intégrerait pleinement les forces et les faiblesses des différentes régions en matière de Préhistoire ancienne.

NÉOLITHIQUE

Par Samuel VAN WILLINGEN
Membre de la CTRA

Trente-cinq dossiers touchant à la période néolithique ont été examinés au cours de l'année 2021. Vingt-sept d'entre eux étaient issus de l'archéologie préventive (13 rapports de diagnostic et 14 RFO), huit de l'archéologie programmée (2 PCR, 4 prospections thématiques et 2 demandes d'aide à la publication). Ces chiffres correspondent globalement à ceux des années précédentes (29 dossiers en 2017, 37 en 2018, 25 en 2019 et 34 en 2020) et, cette année encore, le rapport est nettement en faveur de l'archéologie préventive.

Sur le plan géographique, et à l'instar des années précédentes, la majorité des dossiers (28) concerne des opérations localisées dans la région Grand Est. Seuls sept dossiers sont issus de la région Bourgogne-Franche-Comté. Les départements les mieux représentés sont le Bas-Rhin (10), la Marne (6), l'Yonne (5), l'Aube (5) et le Jura (2). Les départements des Ardennes, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse sont représentés par un seul dossier. Quelques départements ont été en outre concernés par des projets interdépartementaux (PCR et prospection thématique) : Bas-Rhin et Haut-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle et Vosges. Aucun dossier ayant trait au Néolithique n'a concerné les autres départements (Côte-d'Or, Doubs, Haute-Marne, Nièvre et Haute-Saône) en 2021.

Sur le plan de l'archéologie préventive, l'année 2021 a été marquée par la poursuite des travaux dans la vallée de la Seine (département de l'Aube). Deux pôles se dessinent actuellement.

Le premier est lié à l'aménagement du parc logistique de l'Aube au sud de la ville de Troyes (communes de Buchères, Saint-Léger-près-Troyes et Moussey). Ce projet fait l'objet d'un suivi archéologique depuis le début des années 2000. 230 ha ont ainsi été sondés et 43 ha ont fait l'objet de différentes opérations de fouille. Une première synthèse de ces travaux a été présentée en 2017 à l'issue du PCR « La Plaine de Troyes : évolution d'un territoire rural des premiers agriculteurs au premier réseau villageois », dirigé par V. Riquier (Inrap). Les travaux et demandes relatifs au Néolithique examinés par la CTRA en 2021 (deux RFO et une demande d'aide à la publication des résultats du PCR mentionné ci-dessus) illustrent bien l'intense activité de terrain et le dynamisme de la recherche dans ce secteur de la vallée de la Seine.

Le second pôle concerne la zone de confluence Seine-Aube. Les nombreuses carrières de granulat font l'objet d'un suivi archéologique depuis les années 1980 et plusieurs dizaines d'opérations d'archéologie préventive ont été réalisées sur les communes de Nogent-sur-

Seine, Pont-sur-Seine, Barbuise, La Villeneuve-au-Châtelot et La Saulsotte (pour ne citer que les opérations les plus récentes). La documentation est donc abondante, mais extrêmement dispersée et n'a, jusqu'à présent, pas fait l'objet de synthèses d'envergure. La réduction de l'activité des carrières, perceptible depuis quelques années, pourrait donner l'occasion de réaliser une première compilation des données disponibles.

Plus au nord, dans le département de la Marne, c'est dans l'agglomération de Reims (communes de Champigny, Tinquieux, Bezannes, Villers-aux-Noëuds) que se concentrent depuis les années 1990 les principales opérations ayant trait au Néolithique. Cette situation est liée aux différents aménagements (contournement autoroutier, ligne LGV, ZAC) qui ont touché le secteur.

Le nombre relativement important de dossiers et de rapports relatifs au département du Bas-Rhin examinés depuis plusieurs années est le résultat des opérations liées au contournement ouest de Strasbourg et au rendu des RFO correspondant. Il sera intéressant de suivre dans les prochaines années l'évolution de l'activité dans ce département.

Ces « points chauds » s'opposent aux régions dans lesquelles les interventions de l'archéologie préventive sur des sites néolithiques restent rares : Nièvre, Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Jura, Doubs, Haute-Saône, Ardennes, Haute-Marne et Vosges. Si cela est compréhensible pour les zones montagneuses (Ardennes, Jura et Vosges), cette situation l'est moins pour les départements de plaine ou au relief modéré.

Ce déséquilibre a été en 2021 très partiellement compensé par plusieurs projets d'archéologie programmée. Il s'agit en particulier des prospections thématiques réalisées en Lorraine par S. Schmit (Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine) et son équipe. Ces travaux portent sur la caractérisation et les sources des matières premières utilisées dans la réalisation de lames de hache en pierre et de matériel de mouture et sur leur diffusion. À terme, les travaux engagés par M. Prestreau permettront de diffuser les résultats des fouilles réalisées sur plusieurs sites de référence de la vallée de l'Yonne et de sa confluence avec la Seine. Dans le Jura, les prospections et sondages réalisés sous la direction de V. Bichet et H. Richard portent sur l'environnement immédiat des sites lacustres du lac de Chalain. Signalons pour terminer ce tour d'horizon que plusieurs projets d'archéologie programmée ont été interrompus en 2020 et n'ont, de ce fait, pas été examinés en 2021.

Dans leur ensemble, ces opérations ont permis des avancées significatives dans notre connaissance du Néolithique. Hormis les « points chauds » mentionnés ci-dessus, quelques opérations plus ponctuelles et isolées, mais d'un grand intérêt, méritent d'être mentionnées ici. La fouille et l'étude de deux hypogées à Chouilly (Marne) fournissent des données nouvelles et précieuses sur un type de monuments connu essentiellement au travers de fouilles anciennes. L'exploration de la minière de silex de Saint-Mihiel (Meuse) livre, quant à elle, d'excellentes données qui renouvellent les connaissances relatives à l'extraction de silex au cours du Néolithique dans le nord-est de la France. Mentionnons pour finir la découverte sur différents sites de *Schlitzgruben*, creusements encore largement énigmatiques, généralement datés du Mésolithique, du Néolithique et de l'âge du Bronze qui sont des vestiges potentiels de systèmes de piégeage en liaison avec des activités cynégétiques. À ce titre, les sites d'Eckwersheim « Kleine Breite » et de Buchères « Parc Logistique de l'Aube, campagne VII » livrent des éléments de réflexion importants qui permettront sans aucun doute de relancer les discussions autour de ces intrigantes structures.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Rebecca PEAKE
Membre de la CTRA

En 2021, un total de 46 dossiers a été examiné pour les périodes chronologiques de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer, ce qui correspond à la moyenne haute du nombre de dossiers examinés par an pour cette période à la CTRA Est (43 dossiers en moyenne par an). On décompte pour l'archéologie préventive 29 dossiers de diagnostic et 18 dossiers de fouille. Le nombre de projets de recherche (fouille programmée, prospection, projets collectifs de recherche et projets de publication) reste stable avec six dossiers examinés cette année.

Les dossiers examinés dans le cadre de l'archéologie préventive confirment un certain nombre de tendances déjà observées les années précédentes. En ce qui concerne les contextes diagnostiqués et puis fouillés, les habitats arrivent nettement en tête avec 29 sites détectés en diagnostic et 16 sites ayant fait l'objet d'une fouille en 2021. Les contextes funéraires sont moins nombreux : seulement six sites détectés en diagnostic et quatre sites ayant fait l'objet d'une fouille. Ces chiffres ne semblent pas correspondre à un biais de la recherche, mais plutôt à une réalité archéologique, les sites d'habitat étant plus nombreux que les nécropoles.

La ventilation des sites par période chronologique montre des différences marquées entre les diagnostics et les fouilles. On constate tout d'abord que les sites datés des périodes anciennes, Bronze ancien et moyen, sont mal représentés dans les diagnostics, ce qui est sans doute lié à leur rareté dans le registre archéologique, mais peut-être aussi à des problèmes d'identification. Ces occupations s'avèrent plus nombreuses en fouille avec sept sites de cette période ayant fait l'objet d'une fouille préventive. Ce nombre inhabituellement élevé est dû aux rapports en lien avec le projet alsacien du contournement ouest de Strasbourg, où les contextes funéraires et domestiques du Bronze ancien et moyen sont mieux représentés que dans les autres régions de la CTRA Est. Les autres périodes chronologiques sont représentées à la hauteur d'un à sept sites par période, les sites de la fin de l'âge du Bronze et de la fin du premier âge du Fer étant un peu plus nombreux que ceux datés du début et du milieu du premier âge du Fer. Ces chiffres montrent aussi la bonne caractérisation chronologique des occupations, puisque seuls 16 % des sites (diagnostic et fouille confondus) sont classés dans les catégories générales de « Bronze final/premier âge du Fer » ou « premier âge du Fer ». Ce pourcentage reste encore relativement bas pour les sites caractérisés en diagnostic avec un peu moins d'un tiers ne recevant pas d'attribution chronologique précise.

Les diagnostics

Parmi les 29 dossiers de diagnostic examinés en 2021, six concernent des surfaces qui excèdent les 15 ha, le record étant détenu par une opération conduite à Rethel dans les Ardennes sur une surface de plus de 50 ha (il s'agit d'une opération conduite dans les années 2000). Il faut aussi noter un diagnostic en contexte de carrière à Neuwiller en Meurthe-et-Moselle réalisé sur une surface de 21 ha. À l'inverse, le diagnostic le plus modeste ayant livré des vestiges de la Protohistoire ancienne a été conduit à Coolus (Marne) sur une surface de 1 500 m² et a permis la découverte d'occupations denses datant de la fin du Bronze final et du Hallstatt D2-3. La tendance générale d'une réduction de la surface des emprises diagnostiquées amorcée déjà depuis quelques années se confirme, cependant, elle ne semble pas affecter le nombre de sites protohistoriques identifiés et prescrits, qui reste stable, voire en légère augmentation par rapport à l'année précédente.

Deux opérations de diagnostic se détachent par leurs résultats spectaculaires. Tout d'abord, l'opération menée en carrière à Villemanoches (Yonne) sur une surface de 16 ha a permis la découverte d'une occupation multiphasée particulièrement intéressante pour la Protohistoire ancienne avec un ensemble funéraire monumental, un habitat du Bronze final et des occupations du premier âge du Fer. Puis, le diagnostic réalisé à Hochfelden en Alsace, sur une surface de presque 6 ha, a permis la découverte d'un dépôt de 10 objets métalliques (outils et parures) datés de l'étape moyenne du Bronze final.

Les fouilles préventives

La majorité des fouilles ont été conduites sur des surfaces qui dépassent rarement les 3 ha et concernent, comme nous l'avons vu ci-dessus, principalement le contexte domestique. L'année 2021 a été marquée par l'examen des premiers rapports du contournement ouest de Strasbourg, dont la fouille de Berstett qui concernait des installations domestiques importantes du Bronze moyen et deux fouilles menées sur la commune d'Eckwersheim sur des occupations protohistoriques multiphasées du Bronze moyen à la fin du premier âge du Fer. Par ailleurs, il faut également mentionner l'important site de Bezannes (Marne), un habitat à enclos de type « hallstattien » particulièrement riche et comportant, de manière étonnante pour la région, des bâtiments à plan circulaire.

L'archéologie programmée

En ce qui concerne l'archéologie programmée, l'année 2021 voit la continuation des projets en cours, pour certains depuis de nombreuses années. On note la continuation du PCR de Vix et ses environs avec une dernière intervention de prospection entreprise par le DAI de Berlin. Le dossier de PCR a été suivi plus tard dans l'année par une demande d'aide à la publication pour subvenir aux besoins financiers de la publication de la monographie des fouilles 2011-2017 du mont Lassois.

Cette année marque également la fin du triennal 2018-2020 du projet « Les dépôts de la région salinoise : un nouvel éclairage spatial et culturel sur les dépôts de bronzes dans le Jura » avec le rendu d'un excellent bilan de cette opération particulièrement bien menée. Le projet a été reconduit pendant trois ans à partir de 2021. Il faut aussi noter la publication des résultats du premier volet de travaux du PCR « Métallurgistes en France orientale au Bronze moyen » dans la série des Éditions universitaires de Dijon. Ce projet dynamique a été reconduit pour une durée de trois ans à partir de 2020.

Enfin, le PCR Saône-Doubs entre dans sa deuxième année avec des fouilles programmées prévues sur les occupations protohistoriques à Bragny-sur-Saône et à Verdun-sur-le-Doubs en parallèle de la reprise de la documentation ancienne.

Bilan

Ce bilan, très positif en ce qui concerne le nombre de dossiers examinés pour la Protohistoire ancienne, souligne surtout que les travaux de terrain, de post-fouille et d'étude ont pu se poursuivre malgré un nouveau confinement imposé entre les mois de mars et mai. Les rapports présentés en commission rendent compte d'opérations plutôt bien menées sur le terrain et présentent les résultats d'une manière claire et précise. Les rapports de fouille sont globalement de très bonne qualité, le volet paléoenvironnemental est aujourd'hui systématiquement pris en compte lors du montage des opérations et les résultats obtenus vont largement contribuer à documenter la vie quotidienne d'un habitat, la production agricole, les modes de consommation et la gestion de l'environnement proche.

SECOND ÂGE DU FER

Par Jean-Marie LARUAZ
Membre de la CTRA

Au cours de l'année 2021, quarante dossiers examinés par la CTRA Est se rapportaient pour tout ou partie à la période du deuxième âge du Fer. Ce chiffre reste stable par rapport aux années précédentes, tout comme le nombre de pages examinées (environ 16 000), en dépit du contexte sanitaire (pandémie Covid) qui a eu des répercussions sur l'activité de terrain. Comme les années précédentes, on constate également que la répartition géographique de ces dossiers est très hétérogène. On observe en effet que la Champagne (13 dossiers) et l'Alsace (12 dossiers) sont particulièrement bien représentées, et notamment les départements de la Marne et du Bas-Rhin, avec 8 dossiers chacun. Corollairement, certains secteurs restent sous-documentés : ceux de la Franche-Comté en particulier, mais également ceux de la Haute-Marne et de la Meurthe-et-Moselle.

La moitié des opérations de l'année 2021, relatives à la période de La Tène, a été menée par l'Inrap. Les autres ont été réalisées à parts égales par des collectivités, des entreprises privées ou des organismes de recherches (Université, CNRS). On note également plusieurs interventions menées par des bénévoles (sous la forme de sondages la plupart du temps). L'activité préventive reste le domaine le plus représenté, avec 26 occurrences. Ces dernières se répartissent en une quinzaine de rapports de diagnostic et onze relatifs à des fouilles préventives. Des progrès significatifs ont été apportés sur la mise en page de ces documents. D'une manière générale, les plans pourraient toutefois être encore améliorés, en menant une réflexion plus aboutie sur la pertinence des échelles de représentation et la sémiologie graphique.

S'agissant des opérations préventives, cette année est marquée par la grande diversité des contextes d'intervention. Cela a conduit à des découvertes de natures très variées. Il ne s'agit pas seulement d'un constat conjoncturel, c'est aussi certainement la conséquence d'une politique de prescription volontaire ces dernières années. On peut par exemple mentionner les opérations menées en cotraitance par le service archéologique du département de l'Aisne et la cellule archéologique du département des Ardennes sur le parc éolien du « Monts des Quatre Faux » (Ardennes). Cette opportunité de fouiller dans un secteur rarement concerné par l'archéologie préventive, a permis de documenter des structures domestiques et funéraires, en particulier un monument funéraire avec tombe centrale (RO A. Ferrier, SADA). On peut également mentionner un diagnostic réalisé dans la ville de Reims, dans un contexte très contraint, et qui, au moyen de solutions techniques inhabituelles, a permis de documenter une partie du tracé de la fortification gauloise (RO P. Stocker, Inrap). Enfin, parmi les opérations plus conventionnelles dans les conditions de leur réalisation, on peut tout de même signaler la remise de deux rapports relatifs à l'aménagement de la ZAC de Buchères (Parc logistique de l'Aube). Ce secteur, très largement investigué ces dernières années, bénéficie ainsi de deux nouvelles contributions importantes, ne serait-ce que par la taille des surfaces appréhendées. Elles ont permis de documenter un vaste ensemble funéraire occupé sur le long terme (RO C. Paresys, Inrap) et des habitats ruraux très denses (RO F. Spies, Inrap).

Ensuite, concernant les opérations programmées, l'année a été rythmée par des programmes d'ores et déjà bien structurés. Plusieurs projets collectifs de recherche, initiés ces dernières années ont ainsi poursuivi leurs travaux. Ils concernent des problématiques variées et sont répartis dans presque toute la zone couverte par la CTRA, ce qui constitue un atout précieux. Il s'agit en premier lieu du PCR « Lavau » (coord. B. Dubuis, Inrap), qui s'intéresse à l'ensemble

funéraire, et en particulier la tombe princière, mis au jour lors de l'aménagement de la ZAC du Moutot, dans l'Aube. L'émulation autour du projet conduit l'équipe à élargir son champ de recherche pour s'intéresser à d'autres découvertes plus anciennes du secteur, afin d'améliorer les connaissances sur le phénomène princier à la fin du premier âge du Fer. Dans la périphérie de Reims, le PCR « Bezannes » cherche quant à lui à documenter le développement d'un territoire, en mobilisant les très nombreuses données issues de l'archéologie préventive, en particulier celles concernant la Protohistoire (coord. S. Bündgen, SAGR). En Saône-et-Loire, le PCR « Confluence de la Saône et du Doubs » vise à mettre en évidence les mécanismes par lesquels l'urbanisme gaulois est progressivement apparu et s'est développé (coord. E. Dubreucq, Éveha et M. Thivet, université de Besançon). Pour cela l'équipe s'appuie sur un programme très ambitieux, qui comprend plusieurs actions de terrain (fouilles de Verdun-sur-le-Doubs et Bragny-sur-Saône, prospections géophysiques, sondages géomorphologiques) mais aussi la reprise de la documentation ancienne (archives de fouille et mobilier). On peut encore signaler le PCR « Nasium », qui a pour objet l'étude du secteur de l'agglomération antique de Naix-aux-Forges et de l'oppidum de Boviolles, dans la Meuse (coord. B. Bonaventure, Archeodunum) ou encore le PCR « Formes et fonctions des fortifications dans le nord du massif vosgien entre Protohistoire et Moyen Âge » (coord. C. Feliu, Inrap). Dans le cadre de ce dernier, sept rapports et demandes d'interventions ont été examinés au cours de l'année (prospections, sondages, fouilles), ce qui témoigne de la vitalité de ce programme de recherche. En sus des PCR, il faut bien entendu mentionner le programme de recherche lié à l'oppidum de Bibracte (dir. V. Guichard). L'année, bien que marquée par la pandémie, a permis des avancées importantes pour le projet « Bibracte Numérique », mais également pour le traitement du mobilier.

En dehors de ces grands projets collectifs (PCR et Bibracte) qui rassemblent une quantité importante de chercheurs, et drainent des moyens conséquents, on remarque l'absence de projets plus modestes qui seraient portés par de petites équipes, voire dans le cadre de recherches doctorales. Il pourrait donc être utile d'encourager, voire d'initier, des opérations de petite envergure, par exemple dans les secteurs peu explorés de la région (*supra*), afin de former de jeunes chercheurs à la prise de responsabilités.

En dernier lieu, on peut signaler, une fois n'est pas coutume, l'examen d'un dossier d'aide à la préparation de publication. Ce type de démarche reste en effet très peu fréquent, du moins pour la période considérée. Cela illustre plus largement une lacune dans la planification des publications, qui restent très largement tributaires des opportunités qui se présentent (colloque, recueils). De nombreux dossiers examinés justifieraient pourtant des articles monographiques, pour lesquels l'APP pourrait permettre de réunir les moyens nécessaires. Dans le cas en présence, cette demande concerne la préparation d'une publication relative à un trésor monétaire, découvert à l'occasion de la fouille d'un établissement aristocratique laténien, localisé à Bassing, en Moselle. Le projet, bien mené (coord P.-M. Guihard), replace cette découverte dans un contexte plus large, celui de la question de la solde des auxiliaires gaulois de l'armée romaine.

ANTIQUITÉ (ESPACE RURAL)

Par Loïc BUFFAT
Membre de la CTRA

Durant l'année 2021, 54 dossiers nous ont été confiés pour examen. Ceux-ci concernent principalement le monde rural, même si quelques-uns ont trait à l'espace urbain.

Les dossiers traités se répartissent de la façon suivante :

- 24 rapports de diagnostics (3 en Bourgogne, 1 en Franche-Comté, 5 en Alsace, 10 en Champagne-Ardenne, 5 en Lorraine) ;
- 17 rapports finaux d'opération préventive : 9 réalisés par l'Inrap, 5 par des entreprises agréées et 3 par des services de collectivité ;
- 4 rapports de fouille programmée : 2 par l'Université, 1 par le Drassm et 1 par une structure associative ;
- 4 projets collectifs de recherche : 2 portés par l'Université, 1 par une association et 1 par le Drassm ;
- 1 rapport de prospection ;
- 1 examen de projet scientifique d'intervention ;
- 1 demande de projet collectif de recherche ;
- 1 demande de prospection thématique ;
- 1 demande de sondage.

L'archéologie préventive constitue la source principale d'information avec 41 dossiers. Il est à noter la forte progression du nombre de rapports de fouille préventive examinés, qui sont passés de 9 en 2020 à 18 en 2021. La recherche programmée, malgré des moyens inférieurs à l'archéologie préventive, amène une contribution significative (13 dossiers).

Les rapports de fouille examinés (préventifs et programmés) concernent majoritairement des établissements ruraux (12 au total). Trois d'entre eux sont consacrés à des *villae*. L'une d'elle, située à Port-sur-Saône (70), a été explorée par l'Inrap dans le cadre d'une fouille préventive qui a permis l'étude d'un grand bâtiment de stockage situé dans la cour d'un immense ensemble. Une autre *villa* située à Warcq (08) a fait l'objet de recherches de terrain importantes, qui ont permis d'explorer un *balneum*. D'abord fouillé dans le cadre de l'archéologie préventive, ce site est désormais traité dans le cadre de l'archéologie programmée, dans la perspective d'une mise en valeur prochaine.

Les petits établissements, couramment appelés « fermes », font fréquemment l'objet de fouilles, principalement préventives. Neuf sites de ce type ont été examinés en 2021. Dans certains cas il s'agit d'établissements construits en dur, comme à Poligny (39), Cernay-les-Reims (51), Appoigny (89) ou Hussigny-Godrange (54). Mais on retrouve aussi des établissements édifiés en bois. De manière générale, les plans de ces constructions en matériaux périssables sont plus difficiles à identifier que ceux construits en pierres. À Buchères (10), l'Inrap a fouillé une ferme en bois, qui comprend plusieurs unités architecturales juxtaposées, dont il n'est pas simple de saisir le fonctionnement. À Beine-Nauroy (51) ou Fegersheim (67), les structures se composent d'une myriade de trous de poteaux, de caves et de fosses, parmi lesquels il est difficile de discerner un plan. L'interprétation de ces gisements demeure généralement délicate. S'agit-il de fermes polynucléaires ou bien de petits hameaux ?

L'archéologie préventive continue d'alimenter abondamment les bases de données sur l'occupation du sol. Il faut donc se réjouir de l'existence de travaux de synthèse tels que le PCR « Ruralia » qui s'est poursuivi cette année et a donné de beaux résultats. Ce projet, dirigé par P. Nouvel, vient utilement mettre en perspective les différentes sources documentaires. Ce programme couvre les territoires des Éduens et des Séquanes. Il compte désormais une base documentaire de plus de 11 000 sites, et exploite une documentation variée : fouille, diagnostic, prospections aériennes, lidar, photos satellites.

En ce qui concerne l'artisanat, les connaissances continuent de progresser en 2021. Ainsi à Appoigny (89), une très grande fouille préventive menée par Archeodunum et Paléotime a livré les vestiges de trois ateliers de potiers. Datés du Haut-Empire, ils correspondent à de petites unités de production, composées chacune de fours et de fosses-dépotoirs. À proximité de ces unités potières se trouve également une tuilerie, comportant deux fours. Un grand bâtiment en bois installé en bordure de l'atelier correspond apparemment à une halle de séchage. Le dynamisme des recherches sur les activités potières est également illustré par le PCR « L'argile et ses usages en Auxois », porté par l'université de Dijon, et qui vient utilement faire le point sur la production potière en Côte-d'Or.

Les voies de circulation constituent un objet d'étude récurrent dans le territoire couvert par la CTRA Est. En 2021, une voie tout à fait intéressante a été étudiée sur les communes de Vioménil et Hennezel (88). Il s'agit d'un chemin de portage reliant deux points de navigation fluviale. Durant l'Antiquité, il s'agissait d'une route de première importance qui constituait le trait d'union entre la Saône et la Moselle. Elle est très étonnante puisqu'elle suit un tracé parfaitement rectiligne sur 27 km, en conservant invariablement un azimut de 30° Est. Cette voie traverse aujourd'hui un massif boisé et a donc été épargnée par les perturbations postérieures. Une vaste campagne lidar dévoile de façon remarquable la voie et ses aménagements bordiers. À Kuttolsheim (67), des vestiges de nature différente ont été exhumés. Un diagnostic mené par F. Jordy (Inrap) a donné lieu à la découverte d'un croisement de chemins, au niveau duquel, est apparu un *compitum*. Cette signalisation de carrefour est matérialisée par une construction circulaire de 4,5 m de diamètre. C'est une découverte rare qui mérite d'être mise en avant.

Dans le domaine de l'archéologie funéraire, il faut saluer le lancement d'un PCR portant sur la nécropole de Koenigshoffen à Strasbourg. Ce site avait fait l'objet d'une fouille en 2014 par Archéologie Alsace. Cet ensemble du Haut-Empire est exceptionnel du fait de la nature des vestiges découverts (enclos funéraires, mausolées, sculptures, inscriptions) et constitue assurément un dossier prioritaire en termes de publication. De même, le rapport de fouille de l'ensemble funéraire de Pontailler (21) a été examiné cette année. Cette fouille préventive, menée par l'Inrap, a permis d'exhumer un enclos maçonné trapézoïdal. Au sein de celui-ci, une incinération en urne a été retrouvée, elle-même entourée par plusieurs amas de pierres concassées, correspondant aux restes de coffres funéraires apparemment débités sur place.

Globalement, les rapports examinés lors de cette année 2021 sont de bonne qualité. Il faut noter la meilleure prise en compte des études bioarchéologiques dans les synthèses. La plupart des sites ruraux bénéficient d'études archéozoologiques, anthracologiques et carpologiques. Celles-ci sont mises à profit dans la conclusion des rapports. Il est important de souligner cette avancée, puisqu'il s'agissait préalablement d'une lacune fréquemment rencontrée dans les rapports.

ANTIQUITÉ (ESPACE URBAIN)

Par Sylvie CROGIEZ
Membre de la CTRA

Trente-huit dossiers ont été examinés pour « Antiquité urbain », catégorie qui comprend essentiellement les villes et dans une moindre mesure les agglomérations secondaires (Ehl-

Benfeld par exemple). On entend aussi dans ce terme les faubourgs des villes antiques ou actuelles, comme par exemple Koenigshoffen/Strasbourg.

Les dossiers ressortissent surtout au préventif : 17 diagnostics et CCS, 2 RFO. Viennent ensuite 6 PCR (Ehl-Benfeld, Bliesbruck, Grand, Lons-le-Saunier, *Nasium*, Autun/La Genetoye), et enfin une prospection thématique pluriannuelle (Mâlain) et 2 fouilles programmées (Alésia et Horbourg-Wihr, cette dernière n'ayant pas été autorisée après une opération pluriannuelle 2017-2019).

C'est la région Grand Est qui constitue la majorité des avis rendus, toutes catégories confondues. On note que c'est Reims qui remporte la première place pour le préventif, puisque la ville a compté six dossiers (dont deux pour la réhabilitation de la friche Sernam). Horbourg-Wihr en Alsace vient à la deuxième place avec 3 opérations préventives et une programmée.

Les diagnostics et fouilles préventives sont rarement dus en 2021 à des constructions nouvelles d'immeuble mais sont effectués le plus souvent à l'occasion de travaux de réaménagement des espaces et transports publics, ou de la rénovation des réseaux enterrés, comme à Reims, Metz, Châlons-en-Champagne, ou de l'agrandissement et la rénovation du musée Rolin à Autun ou enfin de la reconversion de l'hôpital Saint-Jacques à Besançon.

L'archéologie programmée est le parent pauvre de cette année 2021 pour ce qui est du phénomène urbain antique, si on excepte les PCR. Les fouilles programmées sont en nombre très limité et de petite ampleur, alors qu'on a dans l'interrégion des sites urbains antiques majeurs, et connus ou étudiés anciennement : Grand, Mâlain, Bliesbruck pour ne citer qu'eux. Pour ces sites, il semble que les équipes se tournent désormais vers la constitution de PCR à l'intérieur desquels elles proposent des sondages ou des fouilles limitées. C'est une approche intéressante qu'il faudrait sans doute amplifier pour pouvoir renouveler les approches et surtout les connaissances sur ces sites. En même temps il est sans doute dommage qu'on ne fouille pas plus (en temps et en ampleur) en programmé sur des sites urbains quand c'est possible. On note que l'architecture monumentale a été délaissée au profit des recherches sur l'habitat et les circulations et échanges.

Les PCR portent sur des sujets variés : étude du mobilier issu des fouilles anciennes de Léon Helmer à Ehl, une « survey » sur le temps long à Bliesbruck, une approche globale de l'agglomération à Grand, Lons-le-Saunier ou Naix-aux-Forges. Le PCR sur le sanctuaire de la Genetoye a été considéré comme achevé par la commission, pour la phase antique du site et on attend les travaux de publication.

Il n'y a rien à dire sur la qualité des travaux menés. D'une manière générale et sauf très rare exception les recherches et leur rendu sont de qualité. Ce qui pêche parfois est encore une rapidité à réaliser un rapport ou un manque de relecture finale pour enlever toutes les scories et petites « bêtises » et pour compléter ce qui a été oublié.

Pour faire un bref bilan pour 2021, on note que les nouvelles connaissances pour l'urbain antique avaient porté fréquemment sur la question des enceintes urbaines et, corollairement, sur celles des *castra/castella*, issus de la « rétractation » des villes à partir du IV^e siècle ap. J.-C. Cela est dû évidemment à la localisation des opérations de fouille préventive. Mais c'est un sujet important pour cette région en raison de son histoire et on peut se réjouir du fait que l'archéologie préventive permette d'acquérir des connaissances sur ce point. De ce fait, la question de la trame urbaine est aussi une question qui revient souvent, tant en préventif qu'en programmé ; elle est assortie à celle des enceintes qui est majeure, on l'a déjà dit. Horbourg, Reims et d'autres villes ont été dotées de plusieurs enceintes successives :

protohistorique, Haut-Empire, Antiquité tardive, période médiévale. Les connaissances sur l'habitat urbain et les voies urbaines ont bénéficié des travaux de 2021 d'une manière générale. On notera que pour le quartier de Koenigshoffen à Strasbourg, on a à la fois des vestiges funéraires importants, mais aussi un quartier urbain issu des *canabae* du camp légionnaire, avec habitat, voies et structures artisanales. Ces nouvelles connaissances, outre leur intérêt scientifique, contribuent à la carte archéologique et permettent sans doute une gestion plus précise par les services de l'État.

La gestion antique des cours d'eau a retenu aussi l'attention assez souvent, à Reims notamment et en Alsace, entraînant le recours systématique à des études paléoenvironnementales.

Enfin les phases de transition entre Protohistoire/Haut-Empire et Bas-Empire/haut Moyen Âge sont une question prégnante, à fort juste titre, dans les études effectuées en 2021.

ANTIQUITÉ TARDIVE ET HAUT MOYEN ÂGE

Par Damien MARTINEZ

Membre de la CTRA

Le présent bilan repose sur 44 rapports relatifs à 15 opérations d'archéologie programmée et à 29 relevant de l'archéologie préventive. Cinq d'entre eux ont été expertisés pour la commission de février 2021 par Anne Nissen, avant le renouvellement des membres de la CTRA Est (trois rapports d'opérations programmées et deux rapports de diagnostics).

L'archéologie programmée

Les 15 opérations d'archéologie programmée se déclinent en quatre projets collectifs de recherche, quatre opérations de sondages, trois prospections thématiques et quatre fouilles. Ces chiffres reflètent d'emblée la vitalité et la diversité des formes de la recherche sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge dans l'interrégion Est. Celle-ci est tout d'abord structurée autour de projets collectifs solidement implantés depuis plusieurs années et qui, pour certains, touchent à leur fin, à l'instar du PCR « Marlenheim. Dans l'environnement d'une résidence royale », ainsi que de celui intitulé « Espaces et pratiques funéraires en Alsace aux époques mérovingiennes et carolingiennes ». La publication de ces travaux fédérateurs de grande qualité est prévue dans les prochaines années et fera sans aucun doute l'objet de demandes d'aide à la préparation de publication.

Ailleurs, au sein et au contact du massif des Vosges, la recherche archéologique bénéficie depuis quelques années d'un dynamisme relevant pour partie de jeunes chercheurs, par le biais d'une reprise de données anciennes et de la réalisation de nouvelles opérations de terrain. Ces travaux s'inscrivent dans le sillon de problématiques générales d'occupation du sol et de restitution des systèmes de peuplement sur le temps long du haut Moyen Âge, qui se sont largement développées ces dernières années en France. À ce titre, le PCR franc-comtois « Le Portois du IV^e au XII^e siècle. Évolution des pouvoirs et dynamique de l'occupation humaine », ouvre de nouvelles perspectives régionales sur le sujet, à l'appui d'une approche pluridisciplinaire articulée entre sondages, fouilles et prospections de terrain ciblés sur des sites d'anciennes « agglomérations secondaires » du Haut-Empire. D'ailleurs, on notera que la stratégie déployée, notamment dans le cadre de l'approche prospective, fait la part belle à l'utilisation des technologies numériques (relevés lidar – parfois embarqué sur un drone –, relevés lasergrammétriques, etc.) ainsi qu'au recours aux techniques géophysiques d'introspection du sol. C'est là l'un des traits communs à l'ensemble des recherches programmées conduites sur l'Est de la France. En outre, on note que ces méthodes constituent

de véritables outils (et non de simples gadgets) et sont généralement mises en œuvre à bon escient dans le cadre de problématiques ciblées.

L'étude des sites perchés et fortifiés semble particulièrement à l'honneur depuis quelques années, avec davantage de force en 2021 avec l'engagement de nouveaux projets sous la forme de prospections thématiques et/ou de sondages. Celle-ci est notamment bien développée dans l'ancienne région Bourgogne, avec la fouille de Mesmont, ou encore avec l'inventaire conséquent réalisé pour le Châtillonnais, où, dans les deux cas, il est question de scruter les conditions d'émergence de ce type de site durant l'Antiquité tardive et d'analyser leur trajectoire au cours du Moyen Âge. Dans l'ancienne Franche-Comté, cette thématique occupe une position centrale au sein du PCR « Le Portois » et bénéficie d'ailleurs des apports majeurs de la fouille du site de « La Vigne aux Pères » à Port-sur-Saône (Haute-Saône) et, dans une moindre mesure, de celle du site « Saint-Martin » de Faucogney-et-la-Mer (Haute-Saône). Plus à l'est, dans l'ancienne région Alsace, ce sont les sites perchés « tardifs » (fin X^e-XI^e siècles) qui sont appréhendés (« Purpurkopf » à Rosheim, « Le Montori » à Masevaux-Niederbruck), pour l'instant sous la forme de sondages, dans le cadre de recherches ciblant l'origine du phénomène castral dans ce secteur géographique.

D'un point de vue formel, la grande majorité des rapports et des demandes d'opération déposées sont de qualité. On note que l'équilibre de certains projets, notamment de certains projets naissants, est encore fragile et soumis à des critiques relatives à la problématisation même des recherches engagées ou envisagées.

L'archéologie préventive

Les 29 rapports d'opération d'archéologie préventive concernent 7 fouilles et 22 diagnostics accompagnés d'un cahier des charges scientifique pour la réalisation d'une fouille. L'écrasante majorité des sites étudiés (23 sur 29) relèvent de contextes ruraux, essentiellement représentés sur le terrain par des structures en creux (bâtiments sur poteaux plantés, à fond excavé, fosses diverses, etc.), des sépultures (associées à l'habitat ou au sein d'aires funéraires de plein champ comme à Merxheim ou à Hauteville) et plus rarement par des vestiges témoignant d'activités artisanales.

Les découvertes en ce sens sont nombreuses et significatives dans l'ancienne région Alsace (trois fouilles et six diagnostics). Elles viennent alimenter un corpus déjà fourni, soulignant l'intensité de l'occupation du sol des terrasses rhénanes durant le haut Moyen Âge, en particulier au cours de la période mérovingienne. C'est d'ailleurs cette importance quantitative et qualitative de vestiges alto-médiévaux qui motive, entre autres, des projets de recherche collectifs tels que ceux entrepris sur Marlenheim et sur la thématique des espaces et pratiques funéraires précédemment cités. Les anciennes régions Lorraine et Champagne-Ardenne livrent également leur lot de découvertes de sites d'habitat et/ou d'aire funéraire en contexte rural (deux fouilles et six diagnostics), avec des sites occupés généralement sur l'intégralité du haut Moyen Âge, toutefois marqués par une intensification des structures d'habitat au cours de la période carolingienne (il est intéressant de le noter, du moins par comparaison avec les sites alsaciens).

Dans la majorité des cas, les plus anciens vestiges d'un habitat structuré remontent au VII^e, voire au VI^e siècle, et l'Antiquité tardive (IV^e-V^e siècle) n'est présente qu'à l'état de « bruit de fond », généralement au travers d'éléments de mobilier résiduel et, dans le meilleur des cas, par la présence de quelques structures éparses. Certaines opérations viennent toutefois pallier ce biais, à l'image de l'importante fouille du lieu-dit « Les Bries » à Appoigny (Côte-d'Or), où

les nombreux vestiges des IV^e et V^e siècles mis au jour témoignent de l'existence probable d'un établissement élitaire de cette période (sans continuité de l'occupation toutefois au cours de l'époque mérovingienne).

La multiplication de ce type d'opération en contexte rural permet aujourd'hui la mise en place d'une stratégie standardisée à l'échelle de l'interrégion Est, inscrite dans une démarche pluridisciplinaire. De ce point de vue, les approches paléoenvironnementales (géoarchéologie, palynologie, carpologie, etc.) prennent une place croissante au sein des prescriptions de fouille et, par conséquent, au sein des rapports d'opération. Néanmoins, si on ne peut que saluer cet effort d'appréhension globale des sites dans leurs dimensions intrinsèque, paysagère et territoriale, on remarque une certaine systématisation des études au sein des rapports, bien souvent sans réelle priorisation de celles-ci par rapport aux problématiques et enjeux des opérations.

Au-delà des contextes ruraux, quelques fouilles et diagnostics ont offert des résultats assez significatifs en milieu urbain (villes et petites agglomérations). C'est le cas notamment du diagnostic en plusieurs tranches réalisé dans le cadre de la transformation des espaces du musée Rolin et leurs abords, à Autun, qui a offert des données nouvelles sur l'organisation du *castrum* de l'Antiquité tardive. À celle-ci s'ajoutent également les découvertes spectaculaires faites au sein de la petite ville de Grozon, dans le Jura (ancienne agglomération du Haut-Empire et du haut Moyen Âge), où ont été découverts les vestiges en bois d'un établissement à vocation artisanale, interprété comme une saline par le responsable de la fouille.

Du point de vue formel, une large part des rapports de diagnostic et de fouille préventive expertisés en 2021 est de bonne facture, bien que l'on perçoive assez souvent que la phase de rédaction (et parfois d'analyse) a été réalisée à la hâte, en raison d'un manque de temps et donc de moyens alloués à la post-fouille. On peut également regretter – ainsi que l'a formulé à plusieurs reprises ma prédécesseur – que l'articulation avec les sources textuelles soit souvent négligée, notamment dans le cadre de la recherche programmée ; les dites sources étant généralement mal citées d'une part et, d'autres part, utilisées comme de simples éléments d'introduction, sans réelle réflexion relative au contexte d'implantation et de développement des ensembles archéologiques étudiés.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (HABITAT URBAIN, ÉDIFICES RELIGIEUX)

Par Stéphane AUGRY
Membre de la CTRA

Du point de vue quantitatif l'année 2021, malgré le contexte sanitaire, s'inscrit dans la continuité du mandat précédent. Elle est marquée par un nombre de dossiers examinés conséquent (61 à rajouter aux 12 dossiers examinés lors de la séance de tuilage par mon prédécesseur) dont une grande partie dédiée à l'archéologie préventive. On dénombre 37 dossiers de diagnostic ou fouille directe et 14 rapports de fouille préventive. La répartition géographique et les thématiques abordées sont variées et il est difficile de s'exprimer sur la base d'un échantillonnage relativement aléatoire d'autant que les dossiers rattachés à la période médiévale sont répartis entre trois rapporteurs. Pour le préventif, la plupart des dossiers examinés proviennent d'opérateurs publics (Inrap et collectivités). La qualité formelle des rapports examinés n'appelle pas de remarque particulière, mais il arrive que certains clichés présentés s'avèrent d'un format peu lisible.

Tous les rapports préventifs ont reçu un avis favorable en commission et les réserves significatives sont rares. Les dossiers traités en inter-CTRA sont peu nombreux. Pour les interventions en contexte urbain, il n'est pas rare de partager l'avis avec un expert de la période antique sans qu'il y ait de divergences. La même remarque s'applique pour les édifices religieux, où les avis complètent ceux de l'expert rapportant le volet funéraire. Sur ces dossiers, rares cette année, il est notable que la coordination entre archéo-anthropologues et responsables d'opération ne pose aucun problème significatif.

Du côté des bémols, nous passerons rapidement sur les aspects méthodologiques. Force est de constater que des faiblesses récurrentes pénalisent la bonne restitution des données archéologiques. On pense en particulier aux diagrammes stratigraphiques présentés comme éléments de preuve et intégrés à la démonstration archéologique qui sont trop souvent absents des rapports ou considérés comme annexes. Leurs mentions dans les cahiers des charges scientifiques de manière systématique sont peut-être à envisager.

Par ailleurs, la prise en compte des sondages géotechniques et leurs études détaillées par un géomorphologue ne sont pas systématiques et c'est regrettable. De la même manière, les niveaux humides ne sont pas exploités au maximum de leurs possibilités notamment lors des diagnostics. On comprend qu'il s'agit essentiellement de contraintes budgétaires, mais les opportunités sont rares et c'est regrettable de passer à côté d'un fort potentiel d'étude. Enfin, sans pouvoir le chiffrer ou le caractériser précisément, émerge le sentiment que certains diagnostics s'avèrent sous dotés à leur démarrage et que la restitution finale des données en souffre et handicape la construction d'éventuels cahiers des charges scientifiques de fouilles.

Une grande partie des dossiers concerne l'archéologie du fait urbain, avec logiquement des chronologies assez longues depuis les prémices de la période médiévale jusqu'à l'époque moderne et plus rarement contemporaine (hors conflits mondiaux qui possèdent leurs propres experts).

Les opérations archéologiques sont localisées dans les chefs-lieux de cité ou les grandes agglomérations des quatre régions. Strasbourg (7 dossiers), Dijon (5) et Metz (4) sortent du lot en nombre d'opérations et en surfaces explorées. Il faut mettre en exergue également l'importante phase de diagnostic menée autour du musée d'Autun ou encore les fouilles dans les centres anciens d'Épinal et Sélestat. Ce qui prouve que des interventions avec des surfaces significatives en aires ouvertes sont encore réalisées, mais on note la multiplication de nouvelles typologies d'aménagements, comme les points d'apport volontaire enterré ou les réseaux de chaleur. Ils créent l'opportunité de renouveler fortement la documentation archéologique de plusieurs villes, par exemple Nancy, Saint-Dizier ou Châlons-en-Champagne. Dans ces cas-là, l'approche en fouille directe qui n'est pas forcément des plus aisée s'avère néanmoins et sans aucun doute la bonne option.

En majorité, les équipes d'archéologues en place sur ces territoires témoignent la plupart du temps d'une maîtrise méthodologique avérée, mais aussi d'une bonne connaissance des problématiques propres aux espaces urbains (longue durée, paléoenvironnement, croisement des sources, importance quantitative du mobilier et des études spécialisées). Les interventions ont livré des rapports de diagnostic et de fouille souvent de bons niveaux.

Du côté des cahiers des charges scientifiques, les remarques émises sont souvent annexes, en lien avec un complément d'information, et parfois portent sur le volume de moyens notamment sur le ratio entre le terrain et l'étude, ou encore sur les modalités d'organisation des tranches conditionnelles. Les débats portent sur leurs nombres et les modalités de

déclenchement. La question d'exclure les temps de décapage archéologique de la durée minimale d'intervention revient également souvent. Il faut constater toutefois que les projets de cahiers des charges scientifiques examinés sont souvent bien construits et répondent aux enjeux scientifiques même si une diversité régionale existe.

On remarque un nombre d'opérations liées à l'archéologie du bâti qui semble en augmentation (14 avis, dont 2 fouilles programmées et 1 APP pour une belle publication consacrée à l'archéologie de la construction). Leurs formes administratives peuvent être diverses, mais encore trop souvent les moyens dédiés ne sont pas suffisants. Quelques cas démontrent qu'il est possible de constituer des dossiers solides en amont de l'intervention ce qui permet de répondre aux enjeux que ce soit dans le cadre d'approches globales incluant des fouilles sédimentaires ou bien dans des interventions spécifiquement dédiées aux élévations anciennes.

Dans les dossiers examinés, quelques thématiques originales pour les périodes moderne et contemporaine en lien avec la première industrialisation commencent à apparaître. Plus nombreux sont les dossiers liés aux fortifications bastionnées. Pour ces derniers, compte tenu de la nature des vestiges qui présentent des fossés très profonds et des maçonneries imposantes, les contraintes techniques ne sont parfois pas suffisamment prises en compte. Au-delà, l'archéologie liée aux ceintures fortifiées urbaines est récurrente, pourtant il y a des difficultés à dégager des problématiques propres et les rapports ne dépassent pas la simple restitution des données. C'est d'autant plus flagrant que les études liées aux fortifications médiévales sur les sites castraux et urbains connaissent un dynamisme constant.

Une partie des dossiers est en lien avec la requalification des centres-bourgs, villages et agglomérations du réseau secondaire. Les données récoltées peuvent venir fortement questionner la genèse, l'évolution et les modalités de peuplement durant le Moyen Âge. En général, les difficultés liées au cadre technique d'intervention, souvent très contraignant, sont très convenablement traitées. En revanche, lors des phases de diagnostic, il manque souvent une mise en perspective qui permettrait de mieux définir les problématiques scientifiques. Il y a clairement un manque de formation sur la question du village médiéval et moderne. Il est vrai que les interventions sont parfois très ponctuelles ce qui limite forcément les capacités d'investissement des équipes dans la durée.

Les dossiers examinés qui entrent dans le cadre du volet programmé sont très minoritaires par rapport au volume de dossiers issus du préventif. On signalera néanmoins deux projets au long court : le PCR « Cours d'eau » et l'étude de bâti des tours de l'emblématique Pont Couvert à Strasbourg. Il est notable que dans les deux cas les volets valorisation des résultats et formation d'étudiants et de jeunes chercheurs ne soient pas négligés. Du côté des aides à la publication, il faut se féliciter du dynamisme des PUN-Éditions universitaires de Lorraine qui ont permis la publication des actes du colloque sur l'archéologie du bâti et celle de la fouille préventive menée il y a plus de dix ans à Nancy « Berger-Levrault ». En revanche, le nombre de demandes d'aide à la publication reste faible et interpelle. Concrètement des villes comme Sélestat ou Nancy, par exemple, pourraient faire l'objet de synthèses tant les interventions archéologiques récentes sont venues renouveler en profondeur les connaissances de leurs topographies historiques. De manière plus large, la nécessité de travailler sur des atlas de ville ou d'agglomération apparaît de plus en plus nécessaire.

Le bilan de cette première année du nouveau mandat reprend donc largement des remarques déjà émises les années passées que ce soit à l'échelle de la CTRA Est mais également à l'échelle nationale. On retient la grande qualité de certaines fouilles urbaines préventives, les

avis favorables de la commission incitant à la publication sont nombreux, mais on s'interroge sur les modalités concrètes de valorisation de ces opérations.

ÉPOQUE MÉDIÉVALE (HABITAT RURAL ET CHÂTEAUX)

Par Jacky KOCH
Membre de la CTRA

Le présent bilan couvre un travail d'étude des projets de fouilles, CCS et RFO des régions Bourgogne-Franche-Comté et des départements lorrains et champenois. Les dossiers examinés au cours de l'année 2021 revêtent différentes formes, portés tant par la recherche programmée que l'archéologie préventive. Un nombre total de 37 dossiers a été analysé, ce qui marque une réduction par rapport aux années antérieures. Cette diminution s'explique en partie par le contrecoup de la crise sanitaire qui s'est encore prolongée sur une deuxième année. Sans aller dans le détail des données chiffrées relatives aux différentes catégories, qui s'apparenterait à un inventaire à la Prévert, il est préférable de s'intéresser à des lignes fortes qui se dégagent, plus particulièrement autour des diagnostics et des CCS qui en découlent. Ainsi il est à noter une forme de systématisation, par la prescription de fouilles directes, sur des réseaux de distribution de chaleur ou d'assainissement. Les villes de Sarrebourg (57) ou de Saint-Martin-le-Pré (51) en périphérie de Châlons-en-Champagne ont connu ce type de prescription, tandis que deux projets d'aménagement ont généré ce type d'intervention sur la ville de Montbard (21), sise au pied du château bourguignon éponyme. Ces enquêtes se passent sous la forme de suivis de travaux et semblent fonctionner par la mise en place de marché à commande des collectivités auprès des opérateurs. Le réaménagement urbain concerne également la périphérie d'églises paroissiales dont l'impact est toujours limité et focalisé sur les structures funéraires. Dans certains cas, à l'exemple de Longuyon (54), l'impact financier des fouilles conduit les collectivités à chercher des solutions destinées à limiter l'impact financier en réduisant autant que possible les travaux intrusifs. Parmi les pratiques neuves, il est également à relever un type de fouille en « damier », à l'emprise limitée, généré lors de projets de plantations d'arbres. Un cas de prescription a été relevé sur le site abbatial de Curtil-Vergy (21).

Dans le cadre préventif, quelques sites ruraux champenois ont été documentés. La fouille du site de Saint-Memmie, en périphérie de Châlons, met en évidence une batterie de 44 puits, associés à une activité maraîchère attribuée à l'époque moderne. L'intérêt de cette fouille est corroboré par l'absence de toute référence à cette activité dans les fonds d'archives. L'époque moderne est également mise en évidence dans un diagnostic à Coolus (51) où un habitat rural a été identifié et prescrit en fouille.

Concernant la recherche programmée, des disparités s'observent entre les régions. C'est dans ce domaine que beaucoup de projets annulés en raison de l'épidémie de 2020 ont été reportés en 2021. L'habitat aristocratique tient toujours une place importante en Bourgogne, du fait du dynamisme de l'université de Dijon autour de ce sujet (château de Vautheaux, Salives...). En Franche-Comté, le même sujet est inscrit dans des travaux accompagnant les consolidations et valorisations de sites suivis depuis près de vingt années (Chaux-des-Crotenay, Vescles, Chevreaux...). Une étude topographique et historique n'a cependant pas donné lieu au lancement d'un programme équivalent sur un site haut-saônois. Notons la poursuite du programme novateur de recherche sur le site de la Châtelaine (39) mené par une équipe associant des bénévoles à un professionnel en retraite. En Champagne, c'est l'étude de la commanderie d'Avallieur, commune de Bar-sur-Aube, inscrite dans un programme de valorisation, qui s'est poursuivie par la reconnaissance de plusieurs bâtiments disparus. De

même en Lorraine, l'étude des vestiges de l'abbaye de Mureau (88) a été achevée. Les différentes opérations demandées autour d'édifices monumentaux ont conduit la commission à s'interroger sur la notion de « consommation du patrimoine », actant la nécessité de ralentir et limiter les ambitions, voire de ne pas donner suite à des programmes de recherches. Enfin, un programme assez original est proposé sur deux sites. En Côte-d'Or, l'initiative d'une enquête autour d'un site de maladrerie propose de mettre en évidence un site disparu, localisé sous couvert forestier dense, mais elle se heurte à la pauvreté des sources présentes sur le site et qui ne permettent pas d'affirmer l'existence d'une telle installation. Autour du village de Sevrey (71), un projet interdisciplinaire de PCR propose de fédérer les énergies autour de l'industrie céramique développée du haut Moyen Âge jusqu'à la fin du XV^e siècle.

C'est, au final, la « professionnalisation » des interventions associées aux travaux sur des monuments qui se pratique sous la forme préventive sur différents sites bourguignons, où des opérateurs publics ou privés, sont systématiquement reconduits en fonction des programmes de travaux. À Dijon, un cahier des charges a été produit pour une intervention sur le cellier de Clairvaux, édifice médiéval emblématique de la ville. Dans le même ordre d'intervention, un cas exceptionnel d'étude préalable d'un système d'aménagement hydraulique et de parc a été diagnostiqué préalablement à des restaurations à Commercy (55). La rareté de ce type d'intervention doit être soulignée, puisqu'elle reste le fait d'un nombre très restreint d'intervenants. La même spécialiste est associée aux travaux sur le parc Buffon à Montbard.

Enfin, notons une progression qualitative des rendus de toutes ces opérations. Les rapports remis contiennent, particulièrement dans le cas des diagnostics, un maximum de données permettant d'appréhender la complexité et le potentiel d'un site. Aucun des documents examinés n'a fait l'objet d'un refus. Des faiblesses peuvent encore transparaître çà et là dans les demandes remises par des gens peu expérimentés, particulièrement les étudiants.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

Par Stéfan TZORTZIS
Membre de la CTRA

Avec 51 dossiers examinés, le volume d'activité du rapporteur pour l'archéo-anthropologie s'est sensiblement accru pour cette première année du nouveau mandat exercé en CTRA Est (entre 12 et 21 dossiers de plus selon les années de la précédente mandature). Il y a probablement ici la conjonction de deux phénomènes, à savoir d'une part l'augmentation générale du nombre de dossiers passés en commission par rapport aux deux années précédentes et d'autre part une transmission, semble-t-il plus systématique, des dossiers comportant un volet funéraire ou mortuaire par les services régionaux de l'archéologie. Rapporté aux 7 sessions tenues en 2021 par la commission, cela fait une moyenne de nombre de dossiers un peu au-dessus de 7, avec une amplitude ayant varié de 3 à 11 (maximum lors des sessions de septembre et novembre).

Plus en détail, les 51 dossiers rapportés se répartissent entre 48 pour l'archéologie préventive, parmi lesquels 27 examens *a priori* et 21 RFO, et seulement 3 pour l'archéologie programmée, à savoir une fouille pluriannuelle et deux PCR. Comme également les années précédentes, un déséquilibre est effectif entre les régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté, très marqué en archéologie préventive (41 dossiers dont 23 examens *a priori* et 18 RFO en Grand Est ; 7 dont 4 examens *a priori* et 3 RFO en Bourgogne-Franche-Comté), plus lissé pour les quelques dossiers d'archéologie programmée (2 en Grand Est, 1 en Bourgogne-Franche-Comté). Dans la très grande majorité des cas, les dossiers examinés l'ont été aussi par un et souvent plusieurs autres experts (jusqu'à 5 de plus) en fonction des périodes chronologiques

et/ou de la nature des vestiges considérés. Six dossiers, toutefois, respectivement 5 en archéologie préventive (3 examens *a priori* et 2 RFO) et 1 en archéologie programmée, n'ont été rapportés que par l'expert pour l'archéo-anthropologie.

Ce bilan est par nature marqué par le caractère diachronique des dossiers vus, depuis la Préhistoire récente jusqu'à l'époque contemporaine. Une majorité de dossiers (34 en archéologie préventive et 2 en archéologie programmée) n'ont trait qu'à une seule période suivant le découpage chronologique conventionnel. Parmi les autres dossiers (14 en archéologie préventive et 1 en archéologie programmée), 9 se rapportent à des ensembles funéraires dont la période de fonctionnement couvre deux à plusieurs périodes successives. Le cas le plus rencontré, en archéologie préventive, est celui des opérations sur des emprises recoupant des cimetières paroissiaux ou liés à des établissements conventuels (Moyen Âge *lato sensu*, époque moderne et parfois époque contemporaine pour certains cimetières en contexte rural). Dans ce cadre entre également la seule fouille programmée pluriannuelle examinée (prieuré Saint-Martin de Mesvres, Saône-et-Loire). Mais d'autres configurations se rapportant à des périodes plus anciennes ont été vues, comme des nécropoles datées de La Tène et du début de l'époque romaine. Les 5 autres dossiers diachroniques sont relatifs à des emprises sur lesquelles ont été étudiés des dépôts, structures et/ou occupations funéraires clairement distincts que ce soit topographiquement ou chronologiquement, avec des hiatus plus ou moins marqués, entre diverses phases du Néolithique, des âges des métaux et des périodes historiques.

Toujours sur les aspects chronologiques, on notera pour cette année la place prépondérante prise par l'Antiquité/Antiquité tardive (en archéologie préventive 13 dossiers pour cette seule période, plus 2 dossiers diachroniques). Le haut Moyen Âge, période la mieux représentée lors de la précédente mandature, le reste toutefois bien en 2021 avec, en archéologie préventive, 6 dossiers pour lesquels il est la seule occurrence et 3 autres où il concerne des sites dont la chronologie comprend aussi le second Moyen Âge. On ne manquera pas de rappeler ici, en plus, la poursuite du PCR dédié aux « Espaces et pratiques funéraires du haut Moyen Âge en Alsace » qui doit à terme se transformer en groupe de recherche avec un fonctionnement plus souple. Les autres périodes sont respectivement représentées de la façon suivante :

- 5 dossiers d'archéologie préventive pour le Néolithique seul, auxquels s'ajoutent 3 dossiers diachroniques et l'autre PCR examiné cette année, qui concerne une reprise des travaux en vue de la publication de la nécropole du Rubané dite de Mulhouse Est à Illzach (Haut-Rhin) ;
- 3 dossiers d'archéologie préventive pour l'âge du Bronze seul, auxquels s'ajoutent 2 dossiers diachroniques ;
- 3 dossiers d'archéologie préventive pour les premier et second âges du Fer seuls, auxquels s'ajoutent 3 dossiers diachroniques ;
- 4 dossiers d'archéologie préventive pour le second Moyen Âge ;
- 2 dossiers d'archéologie préventive pour l'époque moderne.

À quelques exceptions près, les études archéothanatologiques produites à l'occasion des opérations préventives comme programmées, qu'elles concernent des inhumations ou des structures témoignant de la pratique de la crémation, sont des travaux bien documentés et dont la qualité scientifique est indéniable. En cela, le constat ne varie guère par rapport à la précédente mandature, les acteurs des recherches menées étant pour une très large part les mêmes. Dans le domaine de l'archéo-anthropologie, les attendus scientifiques et les principes

méthodologiques formulés par les services régionaux de l'archéologie dans leurs prescriptions demeurent assez variables en terme de précision. Mais l'important est ici de noter la tendance à un meilleur équilibre entre le « trop » et le « trop peu » et surtout le souci de plus en plus marqué d'une bonne mise en adéquation entre ce qui est demandé en terme de périmètre et de portée d'une étude et le potentiel réel ou du moins estimé d'un terrain d'étude, en s'efforçant d'aller au-delà de considérations théoriques et d'une « check-list » établie quel que soit le contexte funéraire ou mortuaire à investir. Il est évident que cette tendance est à favoriser et à amplifier de façon générale. Dans ce registre, on rappellera en particulier la discussion de fond menée par la commission à l'occasion de l'examen du projet de fouille préventive de l'ancien cimetière de Charleville-Mézières (Ardennes) à l'emplacement de l'hôpital Corvisart, discussion portant sur les alternatives à la fouille en regard d'implications d'ordre quantitatif très importantes et sur les choix à opérer, en particulier en matière d'échantillonnage pertinent.

Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest

Présentation de la CTRA Ouest

Par Murielle LEROY
Inspectrice générale des patrimoines

Activité de la commission

La CTRA Ouest, qui regroupe les régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire, s'est réunie 10 fois⁸ en 2021, ce qui a représenté 20 journées de travail. Du fait des conditions sanitaires liées à la crise de la Covid-19, seules trois séances se sont tenues en présentiel : deux à la Drac de Bretagne à Rennes, siège de la commission, et une à Vains (Manche) dans la baie du Mont Saint-Michel. Les autres réunions se sont déroulées par visioconférence, parfois dans des conditions techniques de piètre qualité, ce qui n'a pas favorisé les échanges.

L'année 2021 a été marquée par le renouvellement de la commission pour quatre ans. Nommée par arrêté du préfet de région en date du 9 mars 2021, celle-ci a commencé à siéger à partir de la session de mars. Elle est composée de huit experts, tous déjà membres de la CTRA précédente :

- Émilie Goval (SRA Hauts-de-France), au titre du ministère de la Culture, pour le Paléolithique ;
- Caroline Hamon (UMR 8215, Nanterre), au titre du CNRS, pour le Néolithique ;
- Hélène Froquet-Uzel (Inrap Tours), au titre de l'Inrap, pour l'âge du Bronze ;
- Stéphane Marion (SRA Grand Est), au titre de spécialiste, pour l'âge du Fer ;
- Gaël Brkojewitsch (Pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole), au titre d'une collectivité territoriale, et Benjamin Clément (université de Besançon), au titre de spécialiste, pour l'Antiquité ;
- Sylvie Faravel (université Bordeaux Montaigne), au titre de l'enseignement supérieur, et Jean-Luc Piat (Éveha, Limoges), au titre d'un opérateur agréé, pour les périodes médiévales et modernes.

Les membres de la commission ont été ponctuellement assistés dans plusieurs spécialités par onze experts extérieurs : pour le Néolithique (Pierre Allard, François Giligny, Olivier Lemercier), les époques moderne et contemporaine (Séverine Hurard), l'art pariétal (Geneviève Pinçon), l'archéologie des conflits contemporains (Yves Desfossés), l'archéologie subaquatique (Annie Dumont), l'archéologie spatiale et des paysages (Nadine Dieudonné-Glad, Cristina Gandini), la céramique antique (Gilles Amaury) et l'anthropologie (Germaine Depierre).

En 2021, le nombre de dossiers examinés a connu une légère hausse par rapport à 2020, pour retrouver son niveau de 2019 : 283 dossiers ont ainsi été examinés, soit 12 à 41 par séance, les séances les plus chargées étant celles de janvier à avril (entre 37 et 41 dossiers). Les experts ont rendu 356 avis.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
271	255	357	299	305	290	242	283

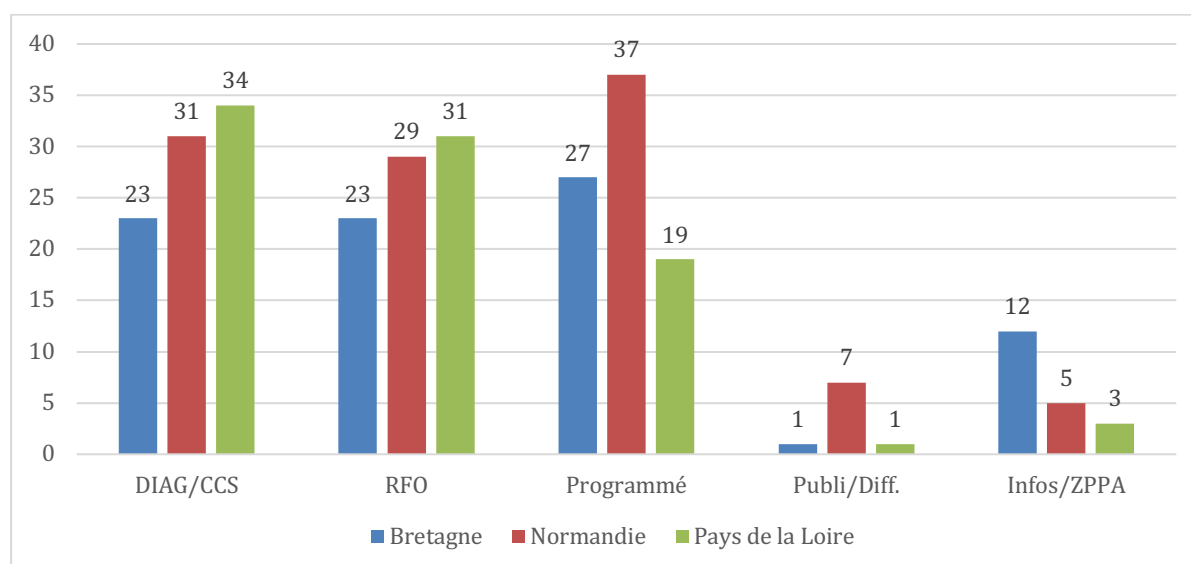
Nombre de dossiers examinés annuellement en CTRA Ouest de 2014 à 2021.

⁸ Du 19 au 20 janvier, du 23 au 24 février, du 23 au 24 mars, du 27 au 28 avril, du 19 au 20 mai, du 29 au 30 juin, du 7 au 8 septembre, du 5 au 6 octobre, du 16 au 17 novembre et du 14 au 15 décembre.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
É. Goval	8	Paléolithique - Mésolithique
C. Hamon	30	Néolithique
H. Froquet-Uzel	34	Âge du Bronze - premier âge du Fer
S. Marion	64	Âge du Fer
G. Brkojewitsch	54	Antiquité
B. Clément	27	Antiquité
S. Faravel	60	Périodes médiévale et moderne
J.-L. Piat	60	Périodes médiévale et moderne
Experts extérieurs	20	

Nombre de dossiers examinés par expert en 2021.

Dossiers examinés



Types de dossiers examinés par région en 2021.

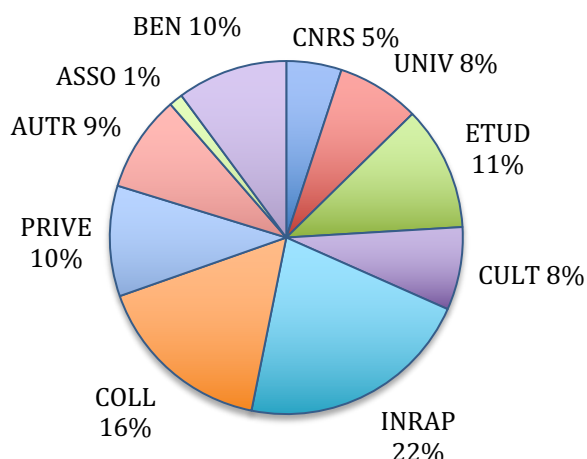
L'**archéologie programmée** a représenté 83 dossiers, nombre globalement stable depuis 2019. Il s'agit principalement de fouilles et d'opérations du bâti (37), de prospections (24) et de PCR (18). Quatre informations de conservateurs régionaux ou du Drassm sur des prospections thématiques complètent ces examens. Par ailleurs, on compte 9 demandes d'aide à la publication (préparation de publication ou édition) concernant principalement des dossiers destinés à bénéficier du SPDRA.

Notons aussi que le chantier de fouille du site néolithique et protohistorique de Basly (Calvados) a fait l'objet d'une visite de deux experts de la commission en octobre, afin de discuter avec l'équipe de recherche des orientations du nouveau programme triennal.

	Fouille/ Bâti	Sondage	Prospec- tions	PCR	Analyses	AE- APP	Total
Bretagne	13	1	9	4	0	1	28
Normandie	19	2	5	10	1	7	44
Pays de la Loire	5	0	10	4	0	1	20
Total	37	3	24	18	1	9	92

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2021.

Les porteurs de projet sont principalement rattachés à l'Inrap et à des collectivités territoriales de l'interrégion (7 collectivités), dans une moindre mesure à des opérateurs agréés. À noter la présence d'une part non négligeable de bénévoles, mais aussi d'étudiants.



Organismes de rattachement (opérations programmées).

L'**archéologie préventive** a concerné 171 dossiers, soit environ les deux tiers du nombre de dossiers traités par les experts : 88 ont été examinés *a priori*, auxquels on peut ajouter 5 informations des conservateurs régionaux sur des prescriptions de fouille n'ayant pu être évaluées par un expert du fait des délais de prescription ; 78 rapports de fouilles et 5 rapports de diagnostics sans suite ont été examinés *a posteriori*.

	Diag/CCS	RFO*
Bretagne	23	23
Normandie	31	29
Pays de la Loire	34	31
Total	88	83

* dont les diagnostics sans suite examinés *a posteriori*

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2021.

Deux sites ont nécessité la venue d'un ou deux experts de la commission, suite à des découvertes inattendues lors de fouilles préventives : en mai à Mauves-sur-Loire (Loire-Atlantique) sur un quartier de l'agglomération gauloise et antique et à Glomel (Côtes-d'Armor) sur un habitat rural du haut Moyen Âge. Ces visites ont permis une réorientation des fouilles et des prescriptions complémentaires.

Par rapport à 2020, on note une légère diminution des dossiers examinés *a priori* (88 contre 98 en 2020 et 95 en 2019), mais surtout un bond notable du nombre de RFO évalués (83 contre

41 en 2020 et 59 en 2019). Il s'agit là probablement d'un rééquilibrage suite à la chute du nombre de RFO examinés en 2020. Il concerne les trois régions, mais il est particulièrement notable pour les Pays de la Loire où le nombre a été multiplié par trois.

Les opérateurs d'archéologie préventive qui sont intervenus dans l'interrégion en 2021 sont au nombre de douze :

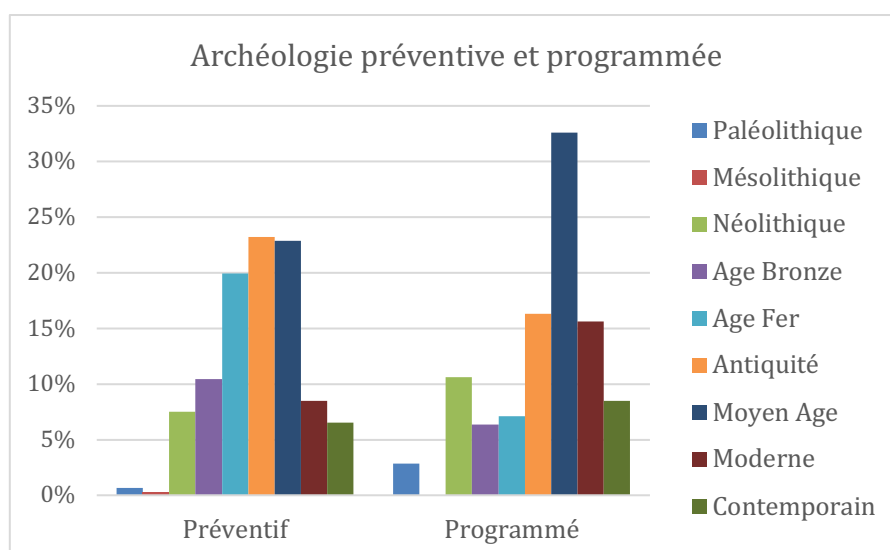
- 69 % (111) des dossiers ont émané de l'Inrap ;
- 17 % (28) sont portés par des collectivités territoriales de l'interrégion : 3 en Pays de la Loire, 2 en Normandie et 2 en Bretagne ;
- 14 % (22) émanent de quatre entreprises privées, dont 14 d'Éveha.

Dans le cadre de l'examen d'une suite de découverte fortuite à L'Île-d'Olonne (Vendée), la commission a aussi eu à reconnaître l'intérêt scientifique d'une pirogue monoxyle du second âge du Fer. Elle a donné un avis favorable à sa conservation au titre du L.541-4 du code du patrimoine.

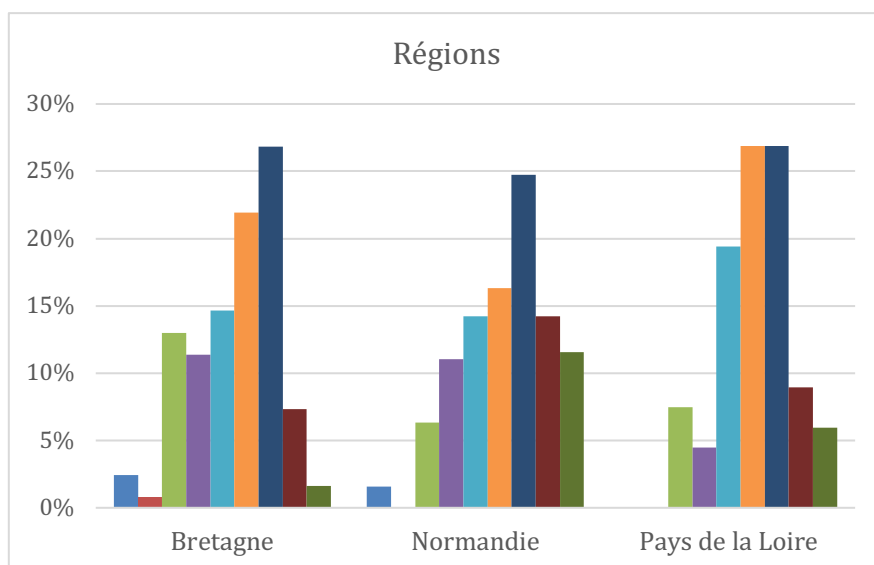
Enfin, outre les quelques points d'information déjà évoqués, apportés par les conservateurs régionaux et le Drassm, la CTRA a eu à examiner des projets de zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) sur 62 communes en Bretagne, 17 en Normandie et 4 en Pays de la Loire.

Périodes traitées

On note des déséquilibres importants entre les périodes traitées. Ainsi, les **périodes** les plus anciennes, Paléolithique-Mésolithique-Néolithique, représentent seulement 10 % des dossiers examinés, soit respectivement 1,3 %, 0,2 % et 8,5 %. Cette faiblesse est un peu moins marquée pour l'archéologie programmée et en région Bretagne. Les âges des métaux en représentent quant à eux 25,1 %, avec un déséquilibre entre âge du Bronze (9,2 %) et âge du Fer (15,9 %). 21 % des dossiers examinés concernent l'Antiquité, tandis que 36,7 % portent sur les périodes médiévales et modernes, soit respectivement 26 % et 10,7 %. Enfin, l'époque contemporaine est bien présente, notamment en Normandie, avec 7,2 % des dossiers.



Périodes chronologiques traitées en archéologie programmée et en archéologie préventive (interrégion).



Périodes chronologiques traitées par régions (archéologie préventive et programmée).

Recherche archéologique en Bretagne : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Yves MENEZ

Conservateur régional de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Bretagne	
	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2210	/
Diagnostics prescrits	142	452
Fouilles prescrites	30	58
Diagnostics réalisés	142	232
Fouilles réalisées	26	42
Programmé	Nb	
Fouilles	9	
PCR	5	
PT	8	
PI	13	
SD	3	
Relevés art rupestre	0	

L'établissement des zonages de présomption de prescription archéologique, en voie d'achèvement pour l'ensemble des communes de la région, permet d'étudier des sites menacés par des projets d'une emprise inférieure à 3 ha, dans des territoires jusqu'alors peu abordés par l'archéologie préventive. Les saisines au titre de l'urbanisme ont augmenté de 38 % par rapport aux années précédentes : 1597 en 2020 ; 1575 en 2019. L'augmentation porte surtout sur les demandes de permis de construire ou d'aménager et traduit une attractivité accrue de la région suite à la pandémie.

Cette augmentation du nombre de dossiers reçus a eu un impact mesuré sur la prescription de diagnostics, avec une augmentation de 27 % par rapport à 2020 (112 diagnostics), mais un niveau équivalent à 2019 (152 diagnostics). 142 diagnostics ont été réalisés, sur 232 ha, dont 131 par l'Inrap, les autres par les services départementaux d'archéologie du Finistère et du Morbihan. 30 fouilles préventives ont été prescrites en 2021, sur une superficie cumulée de 58 ha. 26 fouilles ont été réalisées, sur une superficie cumulée de 42 ha, majoritairement par l'Inrap, hormis 3 par Éveha, 1 par Archeodunum et 2 par les services départementaux. Là encore, l'activité en 2021 est globalement conforme à celle de 2020.

Trente-huit opérations de recherche programmée ont été autorisées ou soutenues en 2021, ce qui est conforme aux chiffres des années précédentes. D'importantes opérations concernant la Préhistoire tentent de compenser le faible nombre d'interventions sur cette période dans le cadre de l'archéologie préventive. Les périodes plus récentes sont concernées par trois types de travaux : des fouilles programmées menées sur des villas romaines ou des châteaux médiévaux et modernes en partenariat avec les collectivités territoriales préalablement à une mise en valeur des vestiges ; des prospections thématiques, notamment sur les abbayes cisterciennes, effectuées dans le cadre de recherches universitaires développées par l'université de Rennes 2 ; des projets collectifs de recherche ayant pour objectif d'exploiter les données issues notamment de l'archéologie préventive, comme ceux

engagés sur les capitales de cité romaines ou sur les occupations du haut Moyen Âge en Bretagne.

Parmi les avancées majeures des recherches préventives et programmées, on signalera tout particulièrement en 2021 :

- Pour le **Paléolithique**, les études engagées par N. Naudinot sur l'occupation azilienne de l'abri sous roche du Rocher de l'Impératrice à Plougastel-Daoulas (Finistère) et par A.-L. Ravon sur la grotte marine de Menez Dregan à Plouhinec (Finistère) occupée durant le Paléolithique inférieur. Deux articles ont été publiés en 2021, sur l'occupation acheuléenne de cette grotte et l'analyse techno-typologique des hachereaux.

- Pour le **Néolithique**, une fouille en cours sous la direction de F. Cousseau sur un cairn long d'une centaine de mètres au lieu-dit Goassec'h à Carhaix (Finistère). Sept chambres funéraires ont déjà été reconnues, dans la première moitié de ce monument demeuré inconnu jusqu'au début des années 2000 et depuis acquis par la communauté de communes avec l'aide de la Drac Bretagne. On signalera également le projet collectif de recherche dirigé par Serge Cassen pour l'établissement d'un corpus des signes gravés des édifices mégalithiques. Initié dans le cadre du projet d'inscription au patrimoine mondial des mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan, il aboutit à un imposant corpus d'enregistrement des architectures et des signes sur l'ensemble de la région évoqué dans l'ouvrage *Carnac-récit pour un imagier* édité en 2021 par le laboratoire de recherche Archéologie et architectures de l'université de Nantes. Un article a également été publié par A. Blanchard dans les actes du 32^e colloque interrégional sur le Néolithique à l'issue de la fouille préventive réalisée sur l'habitat du Néolithique moyen de Kergouët à Neulliac (Morbihan).

- Pour la **période campaniforme**, la mise au jour de cinq bâtiments au plan en amande, l'un à Ploufragan, La Ville à l'Âne (Côtes-d'Armor) sur le tracé de la déviation de Saint-Brieuc dans le cadre d'une fouille dirigée par G. Barracand (Éveha), et les quatre autres, groupés par deux, à Concarneau, Keraorec (Finistère), lors d'une opération dirigée par V. Le Gall (Inrap). Cela montre l'abondance de ces vestiges dans la région, identifiés désormais presque chaque année lors de diagnostics ou de fouilles.



Concarneau – Keraorec : fondations de deux bâtiments campaniformes (cliché E. Collado, Inrap).

- Concernant l'**âge du Bronze**, la fouille préventive par Sandra Sicard (Inrap) du tumulus du Cruguel à Guidel (Morbihan), déjà en partie étudié au XIX^e siècle, a permis de préciser

l'architecture de ce grand monument et de découvrir un coffre funéraire inédit ainsi que deux fosses contenant de la céramique décorée.



Guidel, tumulus de l'âge du Bronze du Cruguel (cliché E. Collado, Inrap).

Suite à la déclaration au service régional de l'archéologie de la découverte d'un dépôt d'une cinquantaine de bracelets ornés du Bronze moyen atlantique 2 au lieu-dit Kerouarn à Prat (Côtes-d'Armor), l'étude de ce dépôt et la réalisation d'un sondage destiné à préciser le contexte d'enfouissement ont été confiées à M. Nordez, post-doctorante de l'UMR 6566 de Rennes. Une prospection géophysique a par ailleurs été effectuée sur l'ensemble de la parcelle concernée, d'une superficie proche de 2 ha. La fosse dont a été extrait le dépôt a été identifiée, à proximité d'un fossé daté du Bronze moyen 2 délimitant un enclos. Un second dépôt d'une trentaine de bracelets a été découvert à quelques mètres du précédent, enfoui dans un vase protégé par un fond de céramique. M. Meslin du service départemental d'archéologie du Morbihan a, quant à elle, conduit un sondage à l'emplacement d'un autre dépôt signalé au lieu-dit la Lande du Bourg à Arradon (Morbihan). Une fosse a été mise au jour, recelant un dépôt de 37 haches à talon du Bronze moyen atlantique 2. À proximité, les vestiges d'une possible sépulture contemporaine ont été mis au jour. Les recherches devraient se poursuivre dans le cadre de fouilles programmées.



Prat – Kerouarn (Côtes-d'Armor) et Arradon – La Lande du Bourg (Morbihan), dépôts de bracelets et de haches à talon du Bronze moyen atlantique 2 (clichés M. Nordez et M. Meslin).

J.-P. Le Bihan a par ailleurs publié le tome 3 de la collection consacrée au site de Mez-Notariou à Ouessant (Finistère), pour la période allant du Bronze final III aux débuts de l'époque gauloise.

- Pour l'**âge du Fer**, la fouille préventive dirigée par M. Gourmelon (Éveha) sur le site de Questanette à Muzillac (Morbihan) a mis au jour au sein d'un enclos funéraire une inhumation datée du VII^e siècle av. J.-C. par les parures retrouvées : 12 bracelets à bossettes en alliage cuivreux.



Muzillac – Questanette, sépulture du premier âge du Fer (clichés M. Gourmelon, Éveha).

G. Cabanillas de la Torre, du service régional de l'archéologie de Bretagne, a quant à elle achevé la fouille programmée effectuée à La-Touche-es-Pritiaux à Saint-Glen (Côtes-d'Armor), à l'emplacement d'un dépôt en vase de haches à douilles armoricaines du premier âge du Fer, enfoui au sein d'un bâtiment de plan circulaire de 10 m de diamètre.

Trois fermes gauloises du second âge du Fer recelant chacune plusieurs souterrains servant à entreposer les denrées ont été étudiées à Concarneau, Colguen (Finistère), par N. Menez et V. Le Gall (Inrap), à Trégueux, Les Châtelets (Côtes-d'Armor) par G. Leroux (Inrap) et à Trémuson, La Ville Hamonet par C. Baillieu (Inrap). À Merdrignac (Côtes-d'Armor), plusieurs ensembles de vestiges du Néolithique au Moyen Âge ont été fouillés sur près de 9 ha, sous la direction de Y. Escats (Inrap). Concernant l'âge du Fer, les vestiges comprennent les fondations de bâtiments de plan circulaire, un enclos funéraire quadrangulaire ainsi qu'une ferme enclose.

Plusieurs ouvrages issus de thèses ont été publiés : « Territoires et réseaux en Bretagne et Pays de la Loire à la fin de l'âge du Fer » par J. Rémy, aux éditions Ausonius, et « Une résidence de la noblesse gauloise : le camp de Saint-Symphorien à Paule (Côtes-d'Armor) » aux *Documents d'archéologie française*, sous la direction d'Y. Menez.

- Pour la **période romaine**, on signalera tout particulièrement la découverte dans le cadre d'une fouille préventive dirigée par A. Le Merrer (Inrap) à Mordelles, Val de Sermon (Ille-et-Vilaine) de deux temples d'un important sanctuaire antique, venant compléter un premier étudié dans les années 1980 et présenté au public. À Ploemeur, le Ter (Morbihan), c'est un atelier artisanal de l'Antiquité qui a été mis au jour le long d'une voie, sous la direction de B. Simier (Inrap).

L'aqueduc qui alimentait la ville antique de *Vorgium*-Carhaix (Finistère) a fait l'objet de sondages par A.-M. Lotton (Éveha) afin d'en mieux connaître le tracé et le fonctionnement, préalablement à la rédaction d'un article. Un projet collectif de recherche dirigé par R. Ferrette

(Inrap) est en cours sur la ville antique de Corseul (Côtes-d'Armor), dont le plan émerge peu à peu de la compilation des données issues des fouilles anciennes et récentes, complétées par celles des prospections géophysiques. Une opération semblable est en cours sous la direction de B. Simier (Inrap) à Saint-Brandan (Côtes-d'Armor), bourgade située le long d'une importante voie romaine.

Des prospections géophysiques ont été engagées par le département du Finistère sur la *villa* de Keradennec à Saint-Frégant et les fouilles programmées de la *villa* romaine du Perennou à Plomelin (Finistère) ont permis d'identifier les vestiges de l'habitat gaulois sous-jacent. Comme les thermes associés, protégés au titre des Monuments Historiques et fouillés il y a quelques années, la *villa*, propriété de la commune et inscrite monument historique depuis 2020, fera également l'objet d'une valorisation auprès des publics. La valorisation numérique du temple romain du Haut-Bécherel à Corseul, portée par Dinan Agglomération et accompagnée sur le plan scientifique et financier par la Drac de Bretagne, a vu son aboutissement au printemps 2021, avec une présentation en réalité augmentée du temple et un film en 3D visible dans le CIAP Coriosolis.



Mordelles – sanctuaire antique du Val de Sermon, comprenant un temple à *cella* carrée et deux temples à *cellae* hexagonales et porche d'entrée ; les vestiges sont recoupés par un chemin plus récent (cliché E. Collado, Inrap)

- D'importantes fouilles programmées sont réalisées sur des édifices des **périodes médiévales et modernes**, en partenariat avec les collectivités territoriales, par R. Pérennec sur le château de Roc'h Morvan à La-Roche-Maurice (Finistère) et par K. Vincent sur celui de Suscinio à Sarzeau (Morbihan). L'étude sur le terrain d'une des portes de l'enceinte de Rennes s'achève, et les travaux d'E. Cadiou s'orientent désormais vers la publication, dans le cadre d'un partenariat entre l'Inrap, la Drac et la Ville. À Dinan, une convention de partenariat entre l'État, la Ville de Dinan et l'Inrap pour l'étude archéologique des remparts de Dinan (2021-2026) a été signée en septembre 2021 ; elle vise à acquérir des connaissances nouvelles sur cette fortification remarquable en lien avec le développement de la cité de ses origines à nos jours, et à accompagner la ville dans les choix de la restauration du rempart, cofinancée par la Drac-CRMH dans le cadre du plan de relance.

Une des quatre fouilles préventives réalisées sur le tracé de la RN 164, dans le cadre des travaux financés par le plan de relance, a mis au jour au lieu-dit Croas Anna à Glomel (Côtes-d'Armor), près d'un carrefour de voies remontant à la Protohistoire et encore en usage, un ensemble inédit de stockage en greniers du premier âge du Fer accompagné de quelques bâtiments circulaires ainsi qu'une vaste enceinte abritant un habitat du haut Moyen Âge, sa

chapelle et son cimetière de plus de 350 sépultures. Un diagnostic archéologique d'étude du bâti a par ailleurs été réalisé par E. Cadiou (Inrap) sur la maison médiévale et moderne de la Mère Pourcel à Dinan (Côtes-d'Armor), suite à l'incendie de cet édifice protégé au titre des monuments historiques.

La fouille préventive du couvent des Jacobins à Rennes a donné lieu à deux publications : un article dans *PLoSONE* sur des sépultures collectives liées aux combats opposant armées bretonne et française, préalables au rattachement du duché au royaume ; les actes d'un colloque sur Louise de Quengo, dont le corps inhumé en cercueil de plomb a fait l'objet de nombreuses études sur les pratiques d'inhumation des élites au XVII^e siècle, ont été publiés aux Presses universitaires de Rennes, qui ont également édité en 2021 les travaux du projet collectif de recherche dirigé par Y. Hennigfeld sur la céramique dans les Pays de la Loire et en Bretagne de la fin du X^e au début du XVII^e siècle.

Concernant l'archéologie de la **Seconde Guerre mondiale**, un crash d'avion a été étudié par G. Collaveri à Plouegat-Guérand, dans le Finistère.

Si ces découvertes montrent la vitalité de la recherche régionale, il n'en demeure pas moins une question essentielle : que va-t-on faire de ces données ? Aucun centre de conservation et d'étude n'existe dans la région et les dépôts, simples lieux de stockage, sont à saturation. La construction d'un CCE régional à Rennes, sur le terrain affecté par l'État, constitue une priorité de la Drac Bretagne affirmée avec le soutien du préfet de région pour la période 2023-2025. Il revient au ministère de la Culture de la doter des financements nécessaires.

Recherche archéologique en Normandie : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Nicola COULTHARD, Cyrille BILLARD et Fabrice HENRION

Conservatrice régionale et conservateurs régionaux adjoints de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Normandie		<i>Site de Caen</i>		<i>Site de Rouen</i>	
	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	1282	/	665	/	617	/
Diagnostics prescrits	249	593,8	147	301,3	102	292,5
Fouilles prescrits	52	39,15	30	21,09	22	18,06
Diagnostics réalisés	187	381,1	113	233,6	74	147,5
Fouilles réalisées	33	29,47	20	15,13	13	14,34
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	11		6		5	
PCR	8		5		3	
PT	10		5		5	
PI	5		4		1	
SD	17		6		11	
Etudes de bâti	7		3		4	
Relevés art rupestre	0		0		0	

Sans surprise, le nombre de dossiers d'aménagement instruits au titre de l'archéologie préventive a fait un bond (+ 200) après l'alternance des périodes de confinement et de reprise d'activité en 2020. Comme d'habitude la Seine-Maritime tient la palme avec 412 dossiers, suivie de près par le Calvados, 379. Le taux de prescription de diagnostics se situe autour de 19 %, 20 % desquels donnant lieu ensuite à des prescriptions de fouilles. Les 52 fouilles préventives finalement prescrites représentent donc 4 % des dossiers instruits. Logiquement on constate un regain de dynamisme dans les secteurs publics (projets de rénovation de centres-bourgs) et privés (lotissements et ZAC), mais le service a également eu à tisser des relations avec des aménageurs nouveaux peu habitués à des procédures réglementaires, des groupements d'agriculteurs portant les projets de création de méthaniseurs notamment. Un travail de sensibilisation a été entamé, sachant que ces dossiers sont en forte augmentation et sont très soutenus politiquement. Plus généralement les dossiers liés aux projets d'énergie (parcs éoliens notamment) sont au-devant de la scène, comme le sont ceux liés aux enjeux environnementaux. Dans le cadre du rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau, une opération exploratoire subaquatique, exemplaire, a eu lieu à Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche) (fig. 1).

Les enjeux de sauvegarde par l'étude de sites menacés par le recul du trait de côte ont conduit le service à commander une étude d'impact sur les 640 km de façade littorale. Le rapport complet rendu, mettant en exergue les zones à fort risque d'érosion, permettra d'élaborer une stratégie de gestion priorisant les nécessaires interventions (fig. 2). Cette année, en étroite collaboration avec la CRMH, la destruction inévitable par l'avancée de la mer du site paléolithique du Rozel (Manche) a été repoussée par la reconstruction d'un enrochement sur l'estran qui doit protéger le gisement, de renom international, le temps de terminer la fouille.



Figure 1. Diagnostic archéologique subaquatique à Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), réalisé par l'Inrap. L'opération a permis d'inventorier les vestiges archéologiques de toutes périodes chronologiques susceptibles d'être affectés par des travaux de modification du tracé et d'abaissement du fil d'eau de la Sélune.



Figure 2. Rapport sur l'impact du recul du trait de côte sur les gisements archéologiques, réalisé par H. Gandois.

La recherche programmée a maintenu sa dynamique en nombre et diversité de projets, avec 58 dossiers soutenus. De nouvelles opérations ont été initiées, comme les sondages dans les charbonnières de la forêt d'Écouves (Orne), en collaboration avec l'ONF et l'université de Rouen (fig. 3), ou la fouille de la place Félix Faure à Lillebonne. Ce dernier projet, qui s'inscrit également dans le cadre du projet de valorisation *Juliobona*, a livré des bâtiments antiques monumentaux en excellent état de conservation.

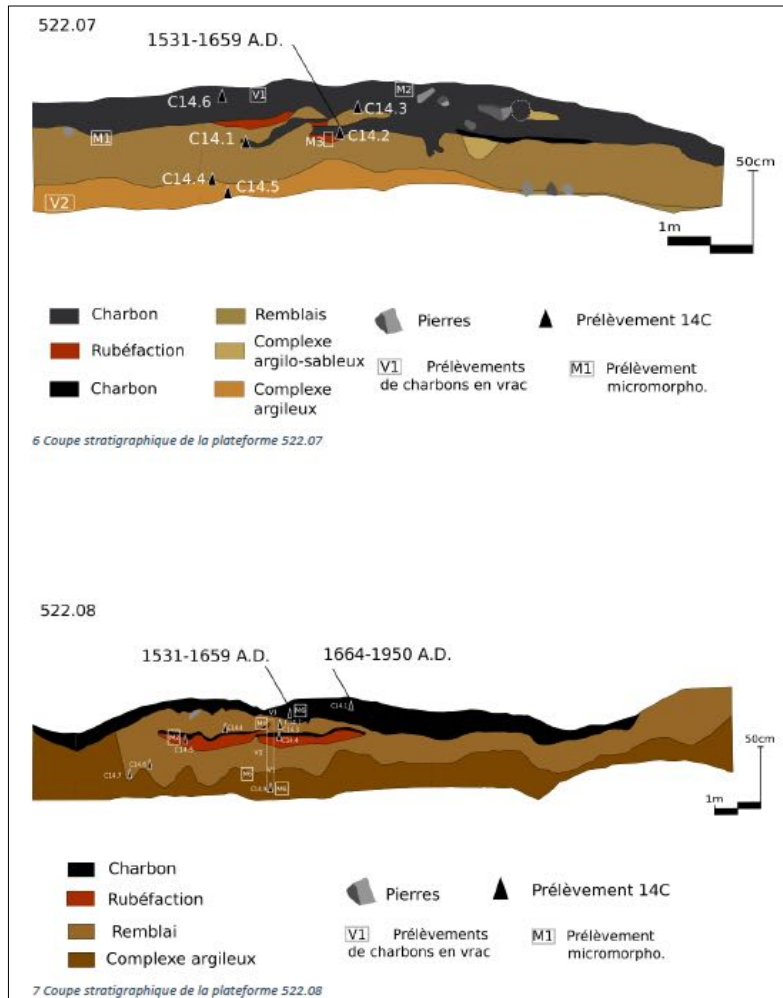


Figure 3. Coupes dans les plateformes de charbonnières pour l'échantillonnage de charbons, forêt d'Écouves (Orne) ; responsable N. Blanchard.

La mise en place de schémas régionaux de centres de conservation et d'étude étant une priorité pour le ministère de la Culture, le service a travaillé avec l'Oppic sur la rédaction de l'appel d'offre pour le concours de maîtrise d'œuvre pour le CCE régional, tête de réseau, qui se localisera à Caen. En parallèle, pour préparer l'emménagement de celui-ci en 2025, un chantier des collections pluriannuel a démarré comprenant les récolement, tri et reconditionnement des biens archéologiques mobiliers conservés à la Drac de Caen et au dépôt de Bayeux.

2021 fut une belle année pour la valorisation. Après plusieurs mois au musée des antiquités de Rouen, l'exposition « Briga une ville retrouvée » a été présentée à Eu (Seine-Maritime). Elle a été accompagnée par des animations mises en place par la ville d'Eu (service municipal d'archéologie) et par une table ronde qui s'est clôturée par la projection du film multi-primé « Briga, la ville oubliée » de D. Geoffroy. Cerise sur le gâteau, le catalogue de l'exposition,

publié sous la direction d'É. Mantel, J. Parétias et L. Marlin, a reçu le Prix la Reinty, de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen. La mise en valeur des sites n'a pas non plus été négligée, le monument mégalithique de Fontenay-le-Marmion (Calvados), connu sous le nom de « tumulus de la Hogue », a bénéficié de travaux de consolidation très réussis cette année. Suivis de concert par le SRA et la CRMH, ces travaux ont aussitôt permis sa présentation à un public nombreux lors des Journées du Patrimoine.



Figure 4. Des groupes d'une quarantaine de personnes se sont succédé sur le site du Tumulus de la Hogue à Fontenay-le-Marmion (Calvados), lors des visites guidées organisées par le SRA pendant les JEP.

Pour terminer, la CTRA a été accueillie à Vains dans la Manche en octobre. Les membres et les collègues du SRA de Normandie garderont tous un souvenir inoubliable de la traversée de la baie du Mont-Saint-Michel et de la visite de la Merveille qui l'a suivie.



Figure 5. La CTRA Ouest en excursion lors d'une commission déconcentrée, avec les collègues du SRA de Normandie. Un grand bol d'air après des mois de travail en distanciel.

Recherche archéologique en Pays de la Loire : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Isabelle BOLLARD-RAINEAU

Conservatrice régionale de l'archéologie

	Pays de la Loire	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2347	/
Diagnostics prescrits	276	782
Fouilles prescrites	39	64
Diagnostics réalisés	200	627
Fouilles réalisées	33	56
Programmé	Nb	
Fouilles	4	
PCR	5	
PT	9	
PI	6	
SD	/	
Relevés art rupestre	/	

Depuis 2017, l'archéologie préventive en région Pays de la Loire connaît une progression continue et significative en raison de l'accroissement des projets d'aménagement. La consommation des sols est très dense sur le littoral et autour des agglomérations de Loire-Atlantique mais également à l'intérieur des terres. Cette année 2021 a été marquée par des implantations de zones d'activités telles que les « sites clés en main » et le commencement des projets de réhabilitation urbaine (« Cœur de ville »). Ainsi, le nombre de dossiers instruits par le SRA est passé de 993 à 2347 en 5 ans ; 2021 est une année record. 276 dossiers ont fait l'objet d'une prescription de diagnostic archéologique et 39 d'un arrêté de fouille archéologique préventive (chiffre quant à lui légèrement en baisse). De manière exceptionnelle, on dénombre 65 arrêtés d'abrogation suite aux difficultés rencontrées par l'Inrap. Ainsi, supérieur à 14 % depuis 2015, le taux de prescription des diagnostics a été ramené à 11,7 % en 2021 malgré l'augmentation des dossiers d'urbanisme. En effet, cette année a fait l'objet d'une attention particulière afin d'atteindre les 10 % en 2022. Le nombre des arrêtés de modification de consistance de projet est également en nette évolution avec 12 arrêtés en 2021. Les délais d'intervention de l'Inrap annoncés entre 12 et 14 mois ont contraint à mener une politique plus drastique de conciliation du développement économique et de préservation du patrimoine. Un travail sur notre politique de prescription a été réalisé, ce qui a conduit à reporter la mise en place de nouvelles ZPPA, à réduire le nombre de prescriptions de diagnostic et à abroger certains dossiers sensibles. On déplore que la dynamique mise en place ces dernières années soit mise à l'arrêt, ce qui ne nous permet plus d'agir par exemple contre l'hétérogénéité observée dans les territoires.

Dans le cadre de ce bilan 2021, il nous a été demandé de « mettre en avant une sélection d'opérations dont les résultats ont été exceptionnels » et « dont le retentissement scientifique est national ». Dans cette perspective, les Pays de la Loire ont enrichi de manière significative les axes 9, 11 et 13 de la programmation.

Dans le domaine de l'archéologie préventive, l'année 2021 a été compliquée du fait de deux contraintes : les délais d'intervention de l'Inrap ont compliqué la programmation des diagnostics et nécessité un suivi très attentif de la part des agents du SRA et de l'Inrap. Toutefois, une opération est à mettre en exergue par sa méthodologie et sa spécificité. En plus des diagnostics sur la Loire dans le cadre du projet de rééquilibrage où une méthodologie expérimentale (associant prospection géophysique et sondage traditionnel) avait été mise en place et pérennisée en 2021, un autre diagnostic portant sur un grand linéaire a été réalisé. Il s'agit du suivi archéologique du curage du marais de la Brière associé à une approche géomorphologique avec tarière. Ce diagnostic réalisé par le service départemental de la Loire-Atlantique a un double enjeu géomorphologique et paléoenvironnemental. Les résultats de la tranche 1 sont prometteurs d'un point de vue archéologique avec la découverte de sites inédits et d'un point de vue géoarchéologique. Ils ont ainsi permis de documenter les rythmes et les formes de l'anthropisation de cet espace particulier. Parallèlement, une étude documentaire a été réalisée par l'université de Nantes et financée par le SRA en 2021.



Poutre découverte lors de la fouille du port médiéval de Talmont-Saint-Hilaire (85) (cliché E. Collado, Inrap).

Toujours pour l'axe 13, deux fouilles d'archéologie préventive ont livré des résultats majeurs sur les aménagements portuaires. La première, située au pied du château de Talmont-Saint-Hilaire (85), couvre 2 500 m² et près de 3 m de stratigraphie. Elle a permis pour la première fois d'associer l'étude d'un château et d'un port médiéval (X^e-XII^e siècles). Le contexte humide a permis la conservation de matériaux organiques (bois, graines, cuir...) qui nous renseignent sur le mode de construction mais aussi sur le commerce. Les aménagements portuaires en

bois sont ainsi intacts, permettant l'étude de l'organisation des espaces navigables, des berges de différents canaux, des espaces de déchargement, de stockage ou de redistribution des marchandises. Leur analyse par dendrochronologie permettra de préciser la chronologie du site de manière très fine. Elle favorisera la compréhension architecturale et structurelle de ces aménagements. La mise en évidence de traces d'outils constituera par ailleurs une source précieuse pour documenter les méthodes de construction et les pratiques artisanales. Le chantier a également livré un mobilier abondant et d'une grande variété, témoignant de la vie quotidienne des habitants sur une période clé de l'histoire de l'agglomération portuaire. Une collection d'ébauches et de chaussure en cuir permettra d'établir un corpus inédit.

La seconde, l'opération d'archéologie préventive en centre-ville de Rezé (44), a permis de mettre au jour des vestiges d'aménagement de quais portuaires de l'agglomération antique de *Ratiatum*, datés du I^{er} au III^e siècle ap. J.-C. Dans un milieu humide propice à leur préservation, les poutres et autres pièces en bois ont été retrouvées dans un état de conservation remarquable. Situées en bordure d'un ancien bras de la Loire aujourd'hui disparu, les plates-formes techniques de chargement et déchargement des quais sous la forme de murs et de caissons de poutres de bois et de dalles de schiste ont ainsi été dégagées. Les relevés vont permettre l'étude de l'architecture de bois, des techniques d'assemblage (tenon et mortaise, mi-bois, clous...) ainsi que des nombreuses traces laissées par les charpentiers (traces d'outils, marques, estampilles...). Ces découvertes s'inscrivent dans un secteur déjà exploré au XIX^e siècle et lors de fouilles programmées du quartier de Saint-Lupien soutenues scientifiquement et financièrement par la Drac. Les résultats de cette opération viennent ainsi enrichir nos connaissances sur les ports antiques et ils feront l'objet d'une valorisation au sein du Chronographe de Rezé.



Rezé (44), aménagement portuaire (cliché E. Collado, Inrap)

Si nous ne devons retenir que quelques opérations dont les résultats ont été exceptionnels, nous pourrions citer les avancés des résultats de l'axe 11 avec des opérations significatives comme la poursuite et la fin des études sur l'abbaye de Maillezais (85) en vue d'une publication financée dès 2022 ou encore l'étude du bâti du château de Clisson (44). Cette étude devrait permettre de comprendre les différentes phases de construction et comment le front sud a été

mis en place sur le flanc oriental de la tour secondaire des tours jumelles. Elle s'intéressera également à l'évolution des niveaux de sols du Cabinet du Duc.

Plusieurs résultats significatifs portent également sur l'axe 9 sur le phénomène urbain, notamment la fouille de Mauves-sur-Loire (44). Le site de *la Piletière* donne à voir l'évolution d'un quartier de l'agglomération antique de Mauves-sur-Loire depuis la fin de l'époque gauloise jusqu'à l'époque romaine. L'occupation gauloise est caractérisée par plusieurs alignements de greniers. La fouille permet d'ores et déjà de restituer l'image d'un site de premier ordre, situé au carrefour d'axes commerciaux importants. Contrairement à de nombreux sites contemporains, l'agglomération n'est pas abandonnée suite à la Conquête. L'occupation s'y poursuit, apparemment sans interruption, entre la fin du I^{er} siècle av. et le début du I^{er} siècle ap. J.-C. On assiste alors à la mise en place d'un quartier urbain, constitué de bâtiments sur solins alignés le long d'une voie. La compréhension fine de cette période de transition est au cœur des problématiques de la fouille.

L'archéologie programmée régionale est en mutation : on observe un renouvellement générationnel avec l'arrivée de nouveaux responsables de projet de recherche et la mise en place de nouveaux projets qui donneront leur fruit dans quelques années. Il faut souligner que pour l'année 2021 l'activité reste stable et la programmation scientifique présente les mêmes points forts (notamment sur la castelologie) et points faibles (certains pans chronologiques ne sont plus pris en compte comme la Préhistoire). Cette année encore, l'absence de chantiers-écoles est à déplorer.

Toutefois, une nouvelle dynamique se ressent et les orientations données à la programmation scientifique permettront de maintenir voire développer cette dernière. Les liens avec l'Université se renforcent et les enseignants-chercheurs mettent en œuvre de nouveaux projets dans la région, ce qui permet d'envisager la mise en place de chantiers-écoles dans les prochaines années.

Toujours dans les problématiques liées à l'axe 9, les villes d'Angers et du Mans font l'objet de recherches archéologiques croisées. Toutes deux bénéficient d'un PCR sur l'enceinte romaine. À cela s'ajoutent des opérations liées à leur cathédrale et à des projets de réaménagement de centre-ville qui font l'objet de prescriptions d'archéologie préventive. Cette dynamique permet l'enrichissement des données par des prospections géophysiques programmées en amont des opérations d'archéologie plus traditionnelles afin d'orienter les futures prescriptions et projets de recherche. Nos connaissances sur ces deux villes vont être totalement renouvelées par l'association de l'archéologie préventive et programmée.

Toujours pour l'époque romaine, les prospections géoradars menées par le département de la Mayenne sur la cité antique de Jublains se sont poursuivies dans le cadre de la fouille programmée et ont permis d'identifier l'organisation de la ville antique avec ses édifices publics et privés, sa structuration et les différents états de construction de bâtiments. Un travail d'analyse des données reste à faire. Ce projet s'intègre dans un cadre plus général avec la dernière campagne de fouille programmée du Bourg, la restitution 3D du lieu de culte et le travail scientifique sur la nouvelle muséographie du musée départemental.

La problématique de l'inventaire et de l'étude des sites menacés par l'érosion est à portée nationale. Le littoral des Pays de la Loire s'étend sur un peu plus de 350 km en Loire-Atlantique et Vendée et présente une typologie côtière variée, de côtes rocheuses pour un tiers et de côtes sableuses pour deux tiers auxquels s'ajoutent deux îles, l'Île d'Yeu et l'Île de Noirmoutier.

D'un point de vue méthodologique, cette année a été marquée par l'amélioration de nos outils. La surveillance d'une dizaine de sites, grâce aux membres associatifs bénévoles, au conseil départemental de la Vendée, Grand Patrimoine..., en collaboration avec la Dreal et l'ONF, permet de préciser la qualité du signal archéologique et sa menace. Un SIG spécifique au SRA constitue un outil d'aide à la gestion prévisionnelle du risque archéologique du littoral, intégrant entre autres les aléas et risques naturels déterminés par le BRGM et la Dreal. Des actions de recherche sur les zones littorales ont été menées, notamment la fouille programmée de Longeville-sur-Mer (85) menée par C. Moreau (SRA) sur un site de la Protohistoire. Une autre action est le PCR de la baie de Bourgneuf (85) dirigé par G. Dieulefet (université de Nantes) qui mène des études avec une équipe pluridisciplinaire en capacité de travailler de manière complémentaire dans des milieux différents (terrestre, sous-marin, subaquatique). Les apports sont riches tant d'un point de vue archéologique, qu'iconographique et historique. L'archéologie littorale en Pays de la Loire associe aujourd'hui les partenariats scientifiques et techniques du conseil départemental de la Vendée, de Grand Patrimoine Loire-Atlantique, du service patrimoine de l'Île d'Yeu, du Conservatoire du littoral, de l'Inrap, de l'université de Rennes (AleRT, Gvcp) et de l'ONF.

Enfin, le SRA a consacré une grande partie de son temps et de ses moyens à alimenter la carte archéologique et à la poursuite de sa politique de conservation, de valorisation et de diffusion des connaissances. Le développement du schéma régional de centres de conservation et d'étude se poursuit notamment avec l'étude de faisabilité du futur CCE de Paixhans (72). Les résultats les plus significatifs portent sur le chantier des collections pluriannuel du Maine-et-Loire qui a permis de traiter des opérations anciennes et emblématiques. Les collections sont ainsi désormais accessibles aux chercheurs. Du reste, deux projets de publication sont en cours, l'un sur le château d'Angers porté par le SRA et l'autre sur l'opération de la clinique Saint-Louis d'Angers porté par l'Inrap.

En 2021, le SRA a mené une politique de valorisation et de diffusion de la connaissance à plusieurs niveaux :

- ainsi, plusieurs ouvrages bénéficiant de la participation du SRA ont été publiés comme « Territoires et réseaux en Bretagne et Pays de la Loire à la fin de l'âge du Fer » par J. Remy ou encore « La céramique dans les Pays de la Loire et en Bretagne », Y. Henigfeld, Presses universitaires de Rennes ;
- les journées archéologiques régionales ont été organisées en mars 2021 avec une diffusion en direct sur la chaîne YouTube afin de permettre, dans le contexte de pandémie, un accès au plus grand nombre ;
- l'université de Nantes, en coordination scientifique avec le SRA, a organisé le séminaire de Master sur le thème « Les *villae* en Gaule romaine. L'exemple des Pays de la Loire » en novembre 2021 ;
- du 20 novembre 2021 au 20 février 2022, l'Historial de la Vendée a présenté au public l'exposition « Sur les traces des Gaulois et des Romains en Vendée ». Elle a été réalisée en collaboration avec l'Institut national de recherches archéologiques préventives, l'université de Nantes et le service régional de l'archéologie. Elle présente les résultats des opérations archéologiques de ces dernières années en Vendée ;
- le public, notamment belge, a pu visiter l'exposition à portée européenne « Le mystère Mithra. Plongée au cœur d'un culte » du 20 novembre 2021 au 17 avril 2022 qui met en valeur le mobilier archéologique découvert lors de l'opération préventive portant sur le *mithraeum* d'Angers en 2009 et qui n'avait pas encore été présenté au public.

Pour terminer, en 2021, un projet de valorisation et de sécurisation des grottes de la vallée de Saulges (53) a été réalisé en collaboration avec la communauté de communes, la Drac et la Dreal. Les grottes de Margaux et de Rochefort (53) possèdent désormais un éclairage adapté à la conservation des gravures et peintures et à leur mise en valeur pour le public.

Bilan 2021 de la CTRA Ouest

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Émilie GOVAL
Membre de la CTRA

Huit dossiers concernant le Paléolithique et le Mésolithique ont été examinés durant l'année 2021 au sein de la CTRA Ouest, qui s'étend, rappelons-le, sur un vaste territoire, présentant de nombreuses différences tant du point de vue géologique que de l'histoire des recherches. Comme nous pouvons le constater depuis plusieurs années maintenant, la répartition et la typologie des dossiers sont très hétérogènes à la fois géographiquement et chronologiquement. Sans que la baisse ne soit réellement significative, il s'agit du plus faible nombre de dossiers examinés pour la Préhistoire depuis 2017.

Sur les huit dossiers examinés, aucun ne provient des Pays de la Loire, quatre de Bretagne et quatre de Normandie. Quatre concernent des opérations relevant de l'archéologie préventive, trois de l'archéologie programmée (un dossier de prospection thématique, un PCR et une fouille programmée) et une demande d'aide à la préparation à la publication. En 2020, nous avons constaté une légère augmentation du nombre de dossiers examinés relevant de l'archéologie préventive, bien que les proportions soient faibles, ce constat perdure en 2021. La crise sanitaire qui sévit depuis 2019 a mis à mal les opérations de fouilles programmées, typologie d'opération la plus examinée à l'habitude pour ces périodes. À l'inverse, la reprise des aménagements du territoire, les plans d'action et d'aménagements locaux, se sont possiblement traduits par une hausse des opérations d'archéologie préventive. Rappelons tout de même qu'une infime partie des rapports d'opération est examinée par la CTRA et non l'entièreté des dossiers donnant lieu à la réalisation d'un diagnostic, la perception de l'activité régionale est ainsi forcément déformée.

Quoiqu'il en soit, le nombre de dossiers portés à la connaissance et à l'examen de la CTRA pour les périodes anciennes reste faible. Près de 270 dossiers relevant de diagnostics et de fouilles d'archéologie préventive et programmée ont été examinés en 2021 sans jamais être concernés par des séquences pléistocènes et tardiglaciaires susceptibles de contenir des vestiges paléolithiques et mésolithiques. Bien que certains secteurs géographiques, certains contextes géomorphologiques, certaines typologies d'aménagement soient plus propices que d'autres à des découvertes de site en contexte chronostratigraphique favorable, il n'en résulte pas moins une difficulté à la mise en place de sondages permettant de déceler ce type d'occupation dans le cadre de l'archéologie préventive. En ce sens, un travail de fond a été entrepris dans certaines régions pour pallier les difficultés rencontrées, comme la mise au jour et la réalisation de nouvelles ZPPA en Bretagne. Peu à peu cette stratégie est payante. La réalisation de sondages ponctuels au sein des formations pléistocènes et tardiglaciaire lors des phases de diagnostic doit sans doute être plus systématique, de même que la présence d'un géomorphologue aguerris permettant une prise en compte et une évaluation au plus juste des données géologiques et taphonomiques des zones diagnostiquées. L'établissement de cadres géochronologiques régionaux fiables nous paraît essentiel pour l'avenir, d'une part à des fins prédictives pour la réalisation de diagnostics ciblés mais également dans le cadre de la prescription de fouilles.

En effet, la formation continue des acteurs de l'archéologie préventive par une sensibilisation aux problématiques spécifiques des périodes anciennes, assortie à des prescriptions détaillant les attentes en la matière (fréquence des sondages profonds, présence d'un géomorphologue) pourrait avoir un impact important sur la recherche des sites.

Pour l'année 2021, l'ensemble des diagnostics préventifs examinés, à l'image de celui du 8 quai Émile Zola à Rennes mais également de celui du chemin de la Haie pendue sur la commune de Cresserons dans le Calvados, ont permis principalement des observations et analyses à visée géomorphologique et paléoenvironnementale. Bien que révélateurs d'une volonté de recherche d'indices de sites et de sites de la Préhistoire, aucun d'entre eux n'a fait l'objet d'une prescription de fouille pour les périodes anciennes.

Malgré cette vision quelque peu pessimiste, les opérations réalisées en 2021 sont menées avec rigueur et professionnalisme. Concernant les fouilles relevant de l'archéologie programmée, elles sont menées par des responsables d'opération aguerris ce qui confère une bonne, voire très bonne qualité des rapports. Il faut souligner la qualité des travaux menés et les collaborations scientifiques qui s'y développent. Comme énoncé précédemment, les opérations se sont raréfiées en 2021 et seuls trois dossiers ont été examinés.

Le PCR « En remontant le fleuve... Paysages et sociétés du Blavet préhistorique » a pour objectif de reconstituer les paysages anciens et les occupations humaines préhistoriques de la vallée du Blavet, en interrogeant les différences de densités d'occupation entre littoral et centre Bretagne et permet d'investir un territoire largement méconnu pour les périodes de la Préhistoire. Il est complété par l'examen du site du Rozel et du PCR associé portant sur les premiers hommes de Normandie. Enfin, la fouille programmée de Menez-Dregan s'est achevée au cours de l'été 2020, une demande d'aide à l'édition a été examinée par la CTRA afin d'accompagner la publication monographique du site.

Au terme de cette nouvelle année d'expertise au sein de la commission, nous constatons que l'une des difficultés du Paléolithique dans l'Ouest tient au faible renouvellement des chercheurs, particulièrement en Normandie et Pays de Loire, alors que la faible implication de l'archéologie préventive sur le Paléolithique ne permet pas de compenser cette lacune. Ce manque de renouvellement se fait sentir dans la reconduction, année par année, de quelques opérations entamées depuis une ou deux décennies. Il faut toutefois souligner la qualité scientifique des travaux de recherche sur le Paléolithique menés en Bretagne et en Normandie et leur diffusion par la communication dans des colloques et la publication d'articles, souvent à l'international.

NÉOLITHIQUE

Par Caroline HAMON
Membre de la CTRA

Pour le Néolithique, 33 dossiers ont été rapportés dont 3 par des rapporteurs extérieurs (P. Allard, F. Giligny, O. Lemercier) ; 13 dossiers portaient sur la Bretagne, 11 sur la Normandie et 9 sur les Pays de la Loire. Il faut souligner une tendance à la baisse du nombre de dossiers traitant de cette période depuis plusieurs années, dans le cadre préventif comme programmé. Les opérations archéologiques réalisées en interrégion Ouest sur le Néolithique s'inscrivent logiquement dans l'axe 4 de la programmation nationale 2016 du ministère de la Culture, même si certains programmes émergent également sur l'axe 3 « Expressions graphiques préhistoriques ». Du fait de disparités géographiques, géologiques et archéologiques importantes entre les trois régions, les thématiques les plus prégnantes ne sont pas homogènes sur le territoire, et concernent principalement le mégalithisme et les enceintes.

Neuf diagnostics ont livré des structures néolithiques. Deux ont porté sur des contextes livrant des vestiges d'habitats du Néolithique ancien (Châteaugiron, Formigny), ce qui devrait

permettre de renouveler de façon tout à fait intéressante les connaissances sur les processus de Néolithisation, encore largement sous-documentés pour la région en Bretagne et dans les Pays de la Loire. Deux autres ont porté sur des portions limitées d'enceintes à fossés interrompus, pour certaines déjà connues notamment à Guérande. Deux autres dossiers ont livré des indices peu structurés d'habitat (Nort-sur-Erdre, Hérouville), et deux autres des épandages de mobilier (Cresserons, Plescop). Un double fossé de grandes dimensions possiblement daté du Campaniforme a été découvert à Lamballe. En 2021, les diagnostics n'ont finalement révélé que peu de découvertes significatives pour le Néolithique, en dehors du site BVSG de Châteaugiron, et contrairement aux années précédentes aucun site mégalithique n'a fait l'objet d'un diagnostic.

Onze rapports de fouilles ont livré des occupations néolithiques. Bien que souvent peu structurés et de faible ampleur, ces ensembles permettent pourtant de documenter la fréquentation de différents secteurs jusque-là peu connus. C'est notamment le cas pour le Néolithique ancien/Néolithique moyen, à l'instar de quelques fosses à Ouistreham, de mobilier épars à Laval ou encore d'un locus d'occupation à Falaise, qui rendent compte de la diversité des modes d'occupation du territoire au début du Néolithique, en complément des hameaux de longues maisons les plus structurants. Des fosses de piégeage du gibier sont régulièrement découvertes (Louvigné, Saint-Jouan-des-Guérets), même si leur datation n'est pas toujours possible. Le Néolithique moyen en Bretagne est fréquemment représenté par des séries de foyers à pierres chauffées isolés de tout autres vestiges reconnaissables (Carhaix Kergovo) et par de nouveaux bâtiments venant enrichir le corpus au fil des années notamment pour la Bretagne (Bignan). La fouille du Manémour à Quiberon a permis une restitution dynamique et originale de l'histoire d'un cairn mégalithique, depuis la préparation des sols avant implantation jusqu'aux différentes phases de fondation, de construction puis de destruction de la fin du Néolithique moyen 1 jusqu'au Campaniforme, ainsi que des dépôts de fondation de mobiliers remarquables. Enfin, pour la fin du Néolithique et le Campaniforme, plusieurs ensembles mobiliers ont été mis au jour à l'occasion de la fouille de structures souvent plus récentes, notamment de l'âge du Bronze.

L'activité d'archéologie programmée est relativement dynamique pour le Néolithique, avec néanmoins des disparités régionales importantes. Elle repose sur quelques équipes particulièrement moteur pour chacune des trois régions. L'activité de fouille programmée en Bretagne porte principalement sur des ensembles mégalithiques, dont l'étude a été profondément renouvelée ces dernières années grâce à l'application de nouvelles méthodes (géophysique, SIG, photogrammétrie, etc.) au service de problématiques plus architecturales. Le PCR des Corpus de signes gravés et la publication de Gavrinis en cours constituent des programmes majeurs et exemplaires pour l'exploration des ensembles mégalithiques gravés de la façade atlantique. La fouille du grand tumulus de Goasseac'h à Carhaix a permis de mettre au jour sept nouveaux dolmens au sein d'un monument exceptionnel de par ses dimensions, son projet architectural complexe et sa localisation en plein cœur de la Bretagne. Les opérations de fouille se poursuivent sur les deux tumulus de Coeby. Le PCR sur la vallée du Blavet initié en 2020 permet quant à lui d'impulser une véritable dynamique pluridisciplinaire autour de l'occupation du territoire et l'implantation des habitats néolithiques dans un secteur finalement méconnu. Enfin un nouveau programme pluridisciplinaire vise depuis 2021 à explorer les occupations néolithiques en milieu marin, via la fouille des amas coquilliers de la fin du Néolithique et du début de l'âge du Bronze sur l'île de Béniguet en mer d'Iroise.

En Normandie, deux enceintes font l'objet de fouilles programmées. À Moulin-sur-Orne, dans un secteur largement sous-documenté du point de vue archéologique, une importante

enceinte adossée au cours de l'Orne livre des vestiges s'échelonnant du Néolithique moyen 2 à la période campaniforme et est associée à deux monuments funéraires. À Basly, la publication monographique de l'important site d'éperon à multiples fossés et palissades de délimitation est en cours de finalisation pour le Néolithique final. Le soutien à la publication monographique de l'habitat BVSG de Verson aux *Mémoires de la société préhistorique française* est également à souligner.

Dans les Pays de la Loire, on regrettera que deux programmes prometteurs, le PCR sur le Néolithique ancien et la fouille de Louresse, qui permettaient de renouveler significativement les connaissances sur le Néolithique dans une région clef mais pourtant sous-explorée, soient pour le moment à l'arrêt. Plusieurs demandes de prospections thématiques ont par ailleurs été soumises au SRA sur les monuments de Janzé et de la Bretellière. L'année 2021 a enfin vu la publication de la thèse de L. Rousseau sur les industries lithiques de la fin du Néolithique dans l'Ouest aux *Mémoires de la société préhistorique française*.

Néolithique	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total général
DIAG + CCS	3	3	3	9
RFO	4	4	3	11
FP	1	1	1	3
FPP	2	2		4
PCR	2			2
PT	1		1	2
AE			1	1
publi / colloque		1		1
Total général	13	11	9	33

Tableau récapitulatif des opérations 2021 par type et région pour le Néolithique.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Hélène FROQUET-UZEL
Membre de la CTRA

Quelques chiffres sur la typologie des dossiers examinés

En 2021, sur les 92 dossiers relevant des âges des Métaux, 33 ont porté sur l'âge du Bronze et le début du premier âge du Fer, soit environ 35 % des dossiers contre 29,2 % en 2020. Ce dont on peut se féliciter. Cet accroissement est en grande partie lié à l'augmentation du nombre de RFO examinés, ces derniers ayant été multipliés par deux (8 dossiers en 2020, 16 dossiers en 2021).

Quatorze dossiers portent sur la Bretagne. L'activité archéologique concerne l'ensemble des départements, mais la majorité des interventions se concentre dans le département du Morbihan (6 dossiers). Dix-sept dossiers concernent la Normandie. L'ensemble des départements est représenté avec une activité plus soutenue dans le Calvados qui rassemble 11 dossiers. Deux dossiers concernent les Pays de la Loire. Ce déficit est structurel, mais ne doit pas masquer les efforts du SRA et les idées qui émergent, les appels à projets pouvant être une des solutions envisagées pour (re)dynamiser une équipe sur ce territoire complexe.

Région	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total 2021	Total 2020
Diag + CCS	6	5	1	12	9
CCS fouille directe					
Fouille en cours/CCS complém.					
CCS compl./Découverte except.					
RFO	5	10	1	16	8
Fouille programmée	2	1 (+1 visite)		3	2
Fouille progr./Prosp. théém.					
Drassm					
Prospection thématique	1			1	2
PCR					
Analyses					
AE/APP		1		1	
Colloque					
Total	14	17	2	33	21

56% 41,00% 8% 35,80 % 29, 2%

Dossiers portant sur l'âge du Bronze et le début du premier âge du Fer en 2021

Région	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total 2021	Total 2020
Diag + CCS	13	12	8	33	39
CCS fouille directe		1		1	1
Fouille en cours/CCS complém.					1
CCS compl./Découverte except.			1	1	
RFO	9	22	15	46	21
Fouille programmée	2	4 (+1 visite)		6 (+1 visite)	5
Fouille progr./Prosp. théém.					
Drassm			1	1	
Prospection thématique	1		1	2	3
PCR		1		1	2
ANA					
AE/APP		1		1	
Colloque					
Total	25	41	26	92	72

Dossiers portant sur l'ensemble des âges des Métaux en 2021.

Les dossiers s'inscrivent tous dans l'axe 5 de la programmation nationale mise à jour en 2016.

Dans le cadre du préventif, les travaux portent principalement sur la forme des habitats (architecture, organisation spatiale et intégration au sein de réseaux parcellaires anciens, éléments structurants importants à l'échelle de territoires élargis).

Concernant les diagnostics, on observe une répartition équilibrée entre la Bretagne et la Normandie sur le nombre de dossiers livrant des vestiges relevant de cette période chronologique. Le déficit persistant en Pays de la Loire a conduit à s'interroger sur les problèmes de caractérisation des sites et vers une réorientation de la méthodologie à

appliquer. Il convient d'ailleurs de souligner que le seul dossier traité, le diagnostic de Nort-sur-Erdre en Loire-Atlantique a été suivi d'une prescription de fouille sur la quasi-totalité de l'emprise du projet (surface linéaire de 15 ha). Il offre l'opportunité d'étudier un site élitaires qui conduit à une densification des occupations dans son environnement immédiat. Les données collectées permettront de renouveler et d'étoffer la documentation régionale, notamment dans un secteur qui entretient des liens étroits avec la Bretagne.

Dans le cadre des diagnostics, ce sont avant tout des unités domestiques associées ou non à des ensembles funéraires et une trame parcellaire ancienne qui ont été détectés. Dans deux cas, des fragments de moules d'objet en alliage cuivreux ont été mis au jour à Cherbourg-en-Cotentin dans la Manche et à Pacé, La Tourandière en Ille-et-Vilaine. Ces vestiges documentent des activités métallurgiques qui sont encore largement lacunaires. La découverte de cette catégorie d'objets, dès la phase de diagnostic, rend compte avant tout d'une meilleure prise en compte des terres cuites architecturales dans l'analyse des sites. L'intégration de cette catégorie de matériaux dès la phase de diagnostic doit donc se poursuivre.

Sur le plan chronologique, les vestiges caractérisent les phases chronologiques qui s'échelonnent du Bronze ancien à la phase moyenne du Bronze final. Le Bronze ancien reste cependant la période la mieux représentée en Bretagne et en Normandie. En revanche, la fin de l'âge du Bronze (Bronze final IIIb) et le début du premier âge du Fer (Ha C) demeurent encore largement sous-documentés dans ces deux régions sans qu'il soit véritablement possible d'en déterminer les causes.

Seize rapports de fouille préventive ont été examinés. Les vestiges documentent de manière assez équilibrée les habitats, les ensembles funéraires et les trames parcellaires associées. Ces trames parcellaires sont mieux prises en compte et la démonstration de leur caractère ancien s'appuie sur des éléments plus tangibles en Normandie. Si en Bretagne les bâtiments abondent et documentent les occupations depuis la période du Campaniforme jusqu'au Bronze final, ce qui fait de cette région un véritable laboratoire, les formes architecturales normandes sont en revanche plus délicates d'interprétation en raison du caractère parfois érodé des vestiges qui rend leur lecture en plan plus incertaine. Quelques améliorations peuvent être proposées, notamment le prélèvement systématique de sédiment sur l'ensemble des poteaux afin de récolter du matériel susceptible d'être daté en l'absence de mobilier céramique (notamment les graines carbonisées moins sujettes à discussion que les charbons). Pour que l'ancrage chronologique soit tout à fait opérant, les datations doivent être réalisées sur plusieurs poteaux appartenant à un même ensemble architectural. Il pourrait donc s'avérer intéressant de systématiser cette démarche et/ou de la tester. Le site de Ranville dans le Calvados, exceptionnel à plus d'un titre, a livré huit bâtiments du Bronze final qui auraient mérité ce type d'approche pour déterminer soit un habitat groupé à répartition lâche, soit une succession de petites unités domestiques qui opèrent un micro déplacement au sein d'un territoire défini avec de possibles chevauchements chronologiques qui témoignent alors d'une forte densification de l'occupation du sol, phénomène bien perçu à l'échelle européenne.

L'un des points forts de l'année 2021 concerne la découverte ou l'exploration de systèmes de délimitation se rapportant à des sites élitaires ou des sites atypiques dont on ignore encore la fonction réelle. À Yainville, rue de l'Essart en Seine-Maritime, les vestiges à caractère défensif ont été explorés sur une faible emprise (300 m²), mais ces explorations ont confirmé le bon état de conservation d'un système défensif très élaboré qui barre un site élitaires de la fin de l'âge du Bronze. Ce site prometteur nécessite une surveillance accrue et pourrait éventuellement donner lieu à un appel à projet. Le site de Ménécac, l'Épine Fort, dans le

Morbihan, daté du Bronze moyen et du début du Bronze final, correspond quant à lui à un habitat enclos d'un genre nouveau. Il s'agit de deux bâtiments qui s'inscrivent au centre d'un système palissadé, mais sans vestiges signalant un espace domestique susceptibles d'en documenter la fonction. Il semble d'ailleurs renvoyer vers les habitats enclos de Normandie, et semble ainsi répondre, par des comportements similaires mais spécifiques à chaque région, à un besoin ou à un fait historique marquant, mais non identifié. La publication de ces sites remarquables doit être soutenue.

Un autre fait mérite d'être évoqué. Ainsi, au sein de certains habitats (Ranville), des activités métallurgiques ont été identifiées. On ne sait en revanche, pour l'heure, si elles relèvent d'une activité spécialisée qui conférerait à ces habitats un statut particulier ou si ce sont les artisans itinérants qui pratiquent cette activité. L'identification de ce type d'activité passe, là encore, par la prise en compte des terres cuites architecturales au sein des études.

Des activités saunières ont été mises au jour sur le site de Ouistreham, Le Planître dans le Calvados sous la forme de vestiges atypiques interprétés comme des ateliers de bouilleur de sel et de quelques godets à sel. Il paraît important, compte tenu de la faible représentation de ces vestiges à l'âge du Bronze, malgré la proximité de la façade maritime, de mettre en place des protocoles et/ou analyses de manière à mieux identifier cette pratique au sein des habitats et notamment les structures qui en découlent. Peut-être qu'un recensement de cette activité à l'échelle des trois départements pourrait être envisagé.

Concernant les ensembles funéraires, les nécropoles du Bronze ancien/Bronze moyen sont prédominantes. Dans bien des cas, seuls les aménagements architecturaux (monuments et fosses sépulcrales) peuvent être documentés en raison de la non conservation des corps dans les terrains acides. Si les ensembles funéraires attribuables au Bronze final demeurent encore très rares en Bretagne, les vestiges apparaissant relativement isolés (cas de Guidel, Sous Kergroise), ils sont en revanche, un peu mieux perçus en Normandie. La pratique de l'incinération au sein de l'entité de la façade atlantique offre d'ailleurs quelques traits caractéristiques, notamment la faible représentation des restes osseux. Néanmoins, dans quelques cas (nécropole « Le Neubourg » dans l'Eure), il est dommage que les datations radiocarbone aient été opérées sur du matériel charbonneux plutôt que sur des esquilles brûlées, pourtant moins sujettes à discussion au retour des résultats, et tout à fait exploitables puisque seuls 3 grammes suffisent à l'heure actuelle.

Aucun site à fonction communautaire n'a été identifié.

L'activité scientifique programmée apparaît plus diversifiée et dynamique. En Bretagne, les aspects funéraires sont mis en avant avec le dépôt de deux nouveaux projets qui concernent des monuments qui se dégradent et nécessitent un bilan sanitaire plus précis. C'est le cas notamment de la nécropole tumulaire de Hanvec, Le Labou dans le Finistère sous la forme d'une prospection thématique conduite par M. Fily. Le second projet, dirigé par M. Mélin, porte sur la fouille d'un monument isolé, localisé en bordure de route à Noyal-Pontivy. Enfin, la fouille du site de Saint-Glen attribué au premier âge du Fer, conduite depuis plusieurs années par G. Cabanillas de la Torre s'est poursuivie. Rappelons que l'objectif initial était de contextualiser un dépôt de haches à douille. Au cours de cette première triennale, les travaux ont permis de mettre au jour un bâtiment circulaire au sein duquel s'inscrit ce dépôt. Si la publication est envisagée à court terme, il convient sans doute, à moyen terme de poursuivre la fouille programmée afin de mieux cerner la fonction de cette implantation anthropique.

En Normandie, ce sont les fouilles programmées engagées depuis de longues années qui sont en voie d'achèvement. Le site de Basly tient une place importante dans ce dispositif. Si la publication portant sur le Néolithique est très avancée, l'objectif était également de redynamiser l'équipe autour des vestiges protohistoriques restés en souffrance et dont l'exploitation nécessite maintenant un investissement important. Une visite de la CTRA programmée en fin d'année 2021 a permis de renouer le dialogue, de clarifier certains aspects et de préciser les attentes de la commission. Ce projet doit maintenant être soutenu jusqu'à la publication des résultats portant sur les occupations protohistoriques.

Les demandes d'aide à la publication sont en revanche trop faibles au regard des découvertes et des connaissances apportées par divers sites issus du préventif. Seul un dossier a été déposé. Il concerne la publication de la table ronde de l'APRAB, qui pour son vingtième anniversaire, souhaitait réunir la communauté scientifique européenne autour de diverses questions et avancées significatives.

ÂGE DU FER

Par Stéphane MARION
Membre de la CTRA

Âge du Fer	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total	2020	2019
Diag + CCS	9	8	7	24	30	21
RFO	7	12	14	33	13	26
Fouille progr.		3	1	4	3	2
PCR		1		1	1	1
PT			1	1	1	2
SD			1	1		
Total 2021	16	24	24	64		
2020	21	14	14	49		
2019	13	21	19	53		

Pour l'âge du Fer, 64 dossiers ont été examinés par la CTRA en 2021. Ce nombre représente une augmentation notable par rapport aux années antérieures (2019 : 53, 2020 : 49), avec une hausse moyenne de près de 30 %. Cette dernière s'accompagne en outre d'une forte progression des volumes de rapports examinés (+ 50 % par rapport à la moyenne des deux années précédentes en nombre de pages de rapports, soit 18 989 pages pour 2021). Ce double phénomène s'explique principalement par une forte augmentation du nombre de rapports de fouilles préventives examinés (33 en 2021, contre 26 en 2019 et 13 en 2020), surtout marquée pour les régions de Normandie (12) et Pays de la Loire (14), alors que la contribution de la Bretagne reste stable (7) par rapport aux années précédentes. Il en est de même de l'activité programmée qui tous types d'opérations confondus (fouilles, sondages, prospections thématiques et PCR) concerne 8 dossiers, soit 12 % de l'activité de la CTRA.

Parmi les 24 diagnostics et cahiers des charges de fouilles préventives examinés en 2021, dominant, comme cela est habituel dans l'Ouest, les vestiges fossoyés de parcellaires et de délimitation d'habitats enclos. Leur structuration et leur étendue les rendent de fait aisément détectables par la méthode des diagnostics en tranchées. Les sites culturel (1 cas à proximité d'un ensemble gallo-romain à Vieilleville), funéraires (1 cas à proximité d'un enclos d'habitat à Muzillac et 1 à proximité d'une vaste nécropole fouillée en 2003 à Éterville) ou encore les

traces de production spécialisée (1 possible ensemble sidérurgique à Moréac) demeurent très faiblement représentés dans le cortège des occupations mises en évidence au diagnostic, puis prescrites. Dans ce domaine, le déséquilibre chronologique est par ailleurs toujours patent. Le corpus est en effet nettement dominé par des occupations attribuées à la fin du second âge du Fer (La Tène C2-D : 14 occurrences), tandis que le premier âge du Fer est peu attesté (Hallstatt C-D : 3 occurrences) et que les débuts du second s'avèrent discrets (La Tène A-C1 : 5 occurrences).

Même si ces tendances se retrouvent, avec notamment une majorité d'habitats enclos des deux derniers siècles avant notre ère (18 occurrences), les 33 dossiers de fouilles préventives achevées fournissent un éventail plus diversifié quant à la nature et à la chronologie des occupations étudiées. En Normandie et Pays de la Loire, quelques habitats ouverts des V^e-III^e siècles av. J.-C. ont notamment pu être étudiés (4 occurrences). Tandis qu'en Bretagne et en Normandie, se trouvent attestés plusieurs habitats enclos du premier âge du Fer (7 occurrences), cette période étant notablement sous-représentée dans les opérations des Pays de la Loire.

Le domaine funéraire est illustré par 6 opérations qui ont porté sur des sites de chronologie et d'ampleur très contrastées. Un premier bloc correspond à quatre petits ensembles (2 en Bretagne et 2 en Normandie), dont la chronologie s'étend du Hallstatt D2-3 à La Tène A et qui se trouvent à proximité d'un habitat contemporain, à l'image des sites d'Inzinzac-Lochrist (Bretagne) ou d'Escoville (Normandie) qui contiennent chacun 12 sépultures. À l'autre extrémité du spectre chronologique, deux sites normands, Montmain et Bouville, attribués à La Tène C-D1, contiennent, pour le premier, 12 dépôts de crémation et, pour le second, 90 structures funéraires réparties en 3 pôles.

À l'exception de traces d'enclos circulaires, potentiellement funéraires, cette thématique n'apparaît pas dans les fouilles réalisées en Pays de la Loire, région qui présente un déficit chronique en la matière quelques soient les périodes de l'âge du Fer envisagées.

Contrairement aux années précédentes, les activités de production spécialisée ont pu être abordées par cinq fouilles qui portent sur trois thématiques différentes. Les fosses de charbonnage mises en évidence au Neubourg ont fait l'objet d'une étude particulièrement détaillée qui en révèle tout le potentiel. La sidérurgie n'a quant à elle été abordée, cette année, que par l'étude de scories vraisemblablement hallstattiennes trouvées en position secondaire sur le site d'Allonnes. L'avancée la plus remarquable concerne la production de sel pour laquelle deux ateliers ont pu être fouillés à Guérande. L'un d'entre eux permet en effet d'établir que, comme cela était avancé pour les sites picards, le saut technologique correspondant au développement du fourneau à grille se produit également au cours du III^e siècle (La Tène C1) sur la façade atlantique.

Les quelques opérations programmées permettent d'aborder des problématiques peu touchées par l'archéologie préventive en interrégion Ouest. Deux fouilles au long cours, à Basly et Port-en-Bessin se déploient sur d'importants sites fortifiés qui connaissent une succession d'occupations. Ces projets vivent cependant leurs dernières années et devraient déboucher sur d'intéressants programmes de publications. De manière plus surprenante, la fouille programmée de Brabery, initialement consacrée aux productions tuilières médiévales, a permis la découverte et la caractérisation d'un intéressant site de production sidérurgique attribué à La Tène B-C.

L'opération de prospection thématique, à Piriac-sur-Mer s'intéresse par ailleurs aux vestiges d'habitat du second âge du Fer de l'Île Dumet menacés par l'érosion marine. Cet enjeu peine encore à transparaître dans les programmes pour la période.

Enfin, toujours en Pays de la Loire, un sondage réalisé suite au signalement d'une découverte fortuite a révélé la présence d'une rare pirogue attribuable à la fin du second âge du Fer, dans les marais du Bois Grolland, sur l'Île-d'Olonne. Sa fouille devrait apporter de précieux renseignements sur les embarcations de cette période, pour laquelle la documentation s'avère particulièrement lacunaire.

ANTIQUITÉ

Par Gaël BRKOJEWITSCH et Benjamin CLÉMENT
Membres de la CTRA

Pour l'Antiquité, l'examen des dossiers a été réalisé par deux rapporteurs (B. Clément : fait urbain ; G. Brkojewitsch : occupation rurale, funéraire et sanctuaire) avec l'aide de trois rapporteurs extérieurs (G. Depierre, C. Gandini et G. Amaury). Au total, 84 dossiers ont été rapportés. Ces dossiers se répartissent plus ou moins de manière égale entre les trois régions (Pays de la Loire : 32 ; Normandie : 29 ; Bretagne : 24). Après un ralentissement de l'activité durant les deux années marquées par la crise, on observe cette année une hausse sensible du nombre de dossiers. Ils concernent majoritairement l'archéologie préventive avec 63 rapports (26 diagnostics auxquels s'ajoutent 3 CCS de fouille directe et 34 RFO).

En Bretagne, les six diagnostics prescrits portent majoritairement sur les agglomérations de Carhaix-Plouguer (cœur de ville, rue de Bazeilles et impasse Sébastien Le Balp) et de Locmariaquer (rue de la Victoire). Deux établissements en contexte rural seront partiellement étudiés dans le cadre de fouilles portant sur plusieurs périodes chronologiques (Châteaugiron, Trézilidé/Mespaul). En Normandie, les douze diagnostics portent sur des projets en périphérie des agglomérations de Caen (Éterville, Anisy, Frenouville) et de Rouen (Martrot, Daubeuf-près-Vatteville, Cléon, Saint-Pierre-de-Varengeville) où des établissements ruraux antiques sont appréhendés. À noter le regain d'activité dans le Cotentin avec plusieurs projets à proximité du littoral (Gatteville-le-Phare, Les Pieux, Cherbourg-en-Cotentin). En Pays de la Loire, les onze projets sont assez dispersés sur le territoire (marais poitevin, forêt de Sillé, Anjou). On note que deux CCS ont été examinés sur Jublains et en périphérie et trois diagnostics ont porté sur la ville de Nantes et sa banlieue proche (Vieilleville, Blain).

Parmi les diagnostics n'ayant pas donné lieu à une fouille préventive, on citera le dossier remarquable d'Apperville-Annebault. Les sondages très poussés ont été réalisés en contexte forestier, en coactivité avec l'ONF dans le cadre d'aménagements de chemins d'accès. Le travail accompli durant cette opération a permis de documenter un village d'artisans potiers actifs au II^e et au III^e siècle ap. J.-C. Toute la chaîne opératoire, depuis l'extraction et la production de formes variées jusqu'à la diffusion régionale, a été identifiée. Les résultats sont assez spectaculaires et par certains aspects exceptionnels (état de conservation, ampleur du site, morphologie des bâtiments, etc.).

Au total, 34 rapports de fouille préventive (RFO) concernaient l'Antiquité. Ils se répartissent entre les occupations rurales (21) et les chantiers urbains (13). En Ille-et-Vilaine, la fouille à Noyal-Châtillon-sur-Seiche de la villa de La Guyomerais a confirmé la monumentalité de l'établissement (R. Ferrette, Inrap). Il s'agit d'une très grande *villa*, connue depuis les années 1980, située dans la sphère culturelle des Riédons, à seulement 7 km de la capitale de cité *Condate*. Son développement et son importance suggèrent des relations étroites avec les

structures fondamentales de l'organisation politico-sociale de la cité. La chronologie des phases anciennes a pu être précisée et un vaste balnéaire, dans un bon état de conservation, a été fouillé en intégralité.

La très forte activité dans le centre urbain rennais donne lieu à une restitution continue des résultats avec trois RFO examinés (61-65, rue d'Antrain, place Sainte-Anne, 6, rue Robelin). Malgré des surfaces d'intervention assez réduites, ces opérations ont permis de reprendre et de compléter le dossier des thermes publics au 6, rue Robelin. Le complexe thermal devait s'étendre sur une superficie de près de 4 000 m² en occupant la totalité de la surface d'un îlot urbain situé en bordure de la cité de *Condate*. La fouille a permis d'explorer l'aire de service de ce complexe, caractérisée par une entrée secondaire, sans doute charretière, permettant l'approvisionnement en combustible à partir des berges de l'Ille. Sous la place Sainte-Anne des vestiges d'une voirie et des bâtiments s'intègrent dans une séquence antique. La découverte d'un nouveau *cardo* vient compléter la trame urbaine dans ce secteur proche du *forum*.

Au titre des agglomérations, les acquis scientifiques récents sur l'agglomération d'Allonnes en Sarthe sont appréhendés à travers la découverte d'un quartier d'habitation en marge du temple des Perrières (E. Péan, Inrap) et la reprise des fouilles dans les grands thermes de la rue Pasteur (A. Coutelas, Arkémine). Les perspectives de recherche sont très enthousiasmantes dans cette ville antique d'importance, dont le statut est encore débattu.

Le site de la rue d'Auvours implanté au nord-ouest de la ville antique de Nantes/*Condevicnum* a livré un ensemble funéraire particulièrement intéressant se développant durant tout le Haut-Empire avec un bi-ritualisme à date haute. Il s'agit de la première fouille de nécropole antique menée à Nantes depuis le XIX^e siècle.

Les opérations d'archéologie programmée comportent 7 fouilles, 8 PCR et 1 demande d'analyse dans le cadre d'un projet de publication. Les fouilles programmées concernent les agglomérations de Vallogne et de Lillebonne. De grandes villas sont fouillées dans le Finistère (Perénou) et en Sarthe (Roullée) ainsi qu'en Seine-Maritime, où la fouille finalisée de la ferme du Grésil à Orival constitue le seul témoin d'un intérêt pour une forme d'établissement plus modeste, trop rarement étudiée. Les principaux PCR portent sur les chefs-lieux de cités bretonnes et la capitale des Calètes, Lillebonne. La thématique des grands sanctuaires demeure particulièrement prégnante sur le territoire normand avec une fouille programmée à Baron-sur-Odon chez les Viducasses et du Vieil-Evreux chez les Aulerques Éburovices. Sur ce site la découverte de trois puits allant jusqu'à 27 m de profondeur dans la cour sud soulève de nombreuses questions. La programmation bretonne est par ailleurs dynamisée par quatre prospections thématiques portant sur les aqueducs de *Vorgium*, les ateliers de potiers osismes, l'agglomération de Saint-Brandan et la *villa* de Keradennec à Saint-Frégant. À *Vorgium*, la prospection vient compléter les données acquises dans le cadre d'une opération préventive (Kergovo 2, tranche 1) en enrichissant la documentation déjà abondante sur le tracé et les caractéristiques des trois adductions d'eau qui ont alimenté la capitale des Osismes durant le Haut-Empire. Les prospections pédestres autour des ateliers de potiers osismes tout comme les prospections géophysiques menées à Saint-Brandan et à Saint-Frégant sont susceptibles de donner lieu à des recherches plus approfondies dans les années à venir.

Enfin, un financement a été octroyé dans le processus de publication d'un vaste ensemble funéraire au lieu-dit Saint-Aubin des Champs à Évrecy. Cette opération qui remonte à 2013 avait permis de décrire l'évolution d'un quartier artisanal, de la fin du Haut-Empire,

progressivement transformé en nécropole au début de l'Antiquité tardive. La fouille exhaustive de ce contexte funéraire, comptant 377 inhumations, montre une occupation sur le temps long qui se poursuit jusqu'au début du VIII^e siècle. Pour l'Antiquité tardive, un peu plus d'une centaine d'inhumations (110) illustre les pratiques funéraires caractéristiques de l'époque et les transformations de la société. En effet, la présence conjointe de défunts autochtones et d'une population de militaires d'origine germanique a pu être mise en évidence, à travers le mobilier, et semble conditionner la poursuite de l'occupation à l'époque mérovingienne. L'aide sollicitée vise principalement à procéder à des datations complémentaires et des analyses isotopiques. Si la commission s'est félicitée de l'avancée de ce projet de publication d'une fouille de première importance, elle regrette qu'il s'agisse de la seule demande d'analyse ou d'aide à la publication pour l'année 2021.

	Diag + CCS	RFO	PT	FP - FPP	PCR	APP	ANA	Total
Gaël Brkojewitsch / rural	19	21	3	7	2		1	54
Benjamin Clément / urbain	9	12	2		3			25
Rapporteurs extérieurs		1			3			4
Total	28	34	5	7	8	1	1	84

MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Sylvie FARAVEL et Jean-Luc PIAT
Membres de la CTRA

En 2021, 128 dossiers concernant la **période médiévale** ont été examinés à peu près également répartis entre Sylvie Faravel et Jean-Luc Piat.

L'époque moderne seule n'est quasiment pas représentée (1 dossier porté par le Drassm concernant un projet de fouille d'une épave en Bretagne par S. Faravel).

Les dossiers concernant **l'époque contemporaine** ont été confiés à des experts extérieurs de la CTRA : Y. Desfossés (9 dossiers) et S. Hurard (1 dossier). Un dossier émerge : celui du projet de publication du colloque « Archéologie des conflits » porté par C. Billard et examiné par S. Hurard. L'essentiel de l'activité concerne la Normandie avec 6 opérations préventives (2 diagnostics sans suite et 4 RFO) et 2 opérations programmées récurrentes (fouille et PCR). En Bretagne, on relève une seule prospection thématique concernant la recherche d'un avion de la Seconde Guerre mondiale.

La représentation limitée de l'archéologie moderne et contemporaine peut être tempérée par la prise en compte des phases moderne et contemporaine dans les dossiers de fouille préventive où 22 dossiers relèvent entre autres de l'axe 14 et ont été traités par J.-L. Piat et S. Faravel. Toujours dans le domaine de la diachronie, on signalera l'intérêt pour les époques moderne et contemporaine en Pays de la Loire avec une opération de diagnostic diachronique d'archéologie fluviale sur la Loire rapportée par Annie Dumont ainsi que le PCR relevant à la fois du Drassm et du SRA sur la Baie de Bourgneuf (G. Dieulafait).

Synthèse concernant la période médiévale pour 2021

Région	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total 2021		
Diag + CCS	11	19	10	40		
Diag sans suite	1	3	0	4		
CCS seul et/ou fouille directe	0	2	7	9	Total prév	2020
RFO	8	7	10	25	78	68
Fouille progr. (annuelle, pluriannuelle) et achevée	5	4	2	11		
FPP+ Bâti	1	0	0	1		
Bâti/Bâti achevé	2	5	0	7		
PCR	1	4	3 (dt 1 commun avec le Drassm)	8		
P. thématique	2	5	7	14	Total progr	
Sondage	1	1	1	3	44	34
Analyses	0	1	0	1		
AE/APP	1	4	0	5	Total publi coll	
Colloque	0	0	0	0	5	2
Total	33	55	40	128	128	

Dossiers 2021 concernant le Moyen Âge.

Globalement, les dossiers traités sont un peu plus nombreux qu'en 2020 et la répartition entre régions est modifiée : la Bretagne est toujours moins représentée et la Normandie occupe la première place tant pour l'archéologie préventive que programmée. Globalement les dossiers de préventif sont nettement plus nombreux que ceux de programmé (61 %). Dans les deux domaines, il est difficile d'évaluer la part des opérations portant entre autres sur des études de bâti mais elle semble en hausse régulière, en particulier en Pays de la Loire.

Les thèmes abordés par les opérations, qu'elles soient préventives ou programmées, documentent toujours les mêmes axes avec toujours autant de déséquilibres. Les axes 10, 11 et 9 représentent sans surprise plus de la moitié des dossiers et l'on note toujours la sous-représentation des axes 12 et 13 au regard du potentiel interrégional.

axes		seul	associé	total
10	campagnes	21	23	44
11	château/fortification urbaine	19	10	29
9	ville	12	10	22
8	culte	8	4	12
7	funéraire	5	2	7
13	ports commerce	2	2	4
12	mines et matériaux	1	0	1

Ventilation des dossiers par axe de la programmation nationale.

Les diagnostics examinés sont généralement associés à des CCS. Parmi les quelques diagnostics sans suite, on notera le dossier normand du Logis du Roi à Granville dans la Manche examiné pour son apport notable à la connaissance du bâti d'une ville assez peu étudiée dans un département où les médiévistes de la CTRA regrettaient jusque-là un manque d'opérations, lacune en voie de correction (5 diagnostics en 2021).

On peut signaler quelques projets de fouille directe ou CCS examinés seuls qui portent sur des projets urbains complexes et au long cours incluant souvent une étude du bâti dans le cadre de suivis de travaux sur monuments historiques (Pays de la Loire, Angers, Caserne Feuquière) ou de réseaux (Normandie, Caen, quartier du Vaugueux).

Nouveautés 2021

Les occupations alto-médiévales et médiévales agro-pastorales ou artisanales (**axe 10**) ont bénéficié pour certaines d'analyses spatiales opérantes et innovantes en Bretagne (Saint-Aubin-d'Aubigné, La Reboursais ; Queven, zone du Mourillon ouest) et Pays de la Loire (La Chevrolière, Tournebride ; La Ferrière, Plessis Bergeret 2 ; La Roche-sur-Yon, La Brossardière) faisant ressortir des points singuliers dans la typologie des structures des bâtiments ou bien dans les modes d'appropriation des terroirs par l'analyse du parcellaire comme dans la caractérisation spatiale de certaines activités, tels les ateliers métallurgiques, de verriers ou de tuiliers et leur chaîne opératoire. D'autres opérations de même nature auraient mérité le même traitement (Bignan, Kerhuidel-Les Fontaines). Ces travaux couplés aux études spécialisées (paléométallurgie et anthracologie par exemple), permettent d'entrevoir le processus artisanal de transformation (de la ressource, avec ses phases de traitement et ses résidus, au produit transformé). D'autres opérations (Carhaix-Plouguer, Kergovo 2) apportent des éléments intéressants sur l'aliénation de l'ancien tracé d'un aqueduc antique par des enclos investis par l'installation de bâtiments sur poteaux et solins de pierres sèches à l'époque carolingienne. Ces différentes contributions viennent notamment abonder le PCR sur les « Formes, natures et implantations des occupations rurales en Bretagne du IV^e au XI^e siècle » qui rassemble des notices de sites homogénéisées, élaborées par plusieurs chercheurs, constituant désormais un référentiel important pour compléter ceux déjà acquis sur les régions limitrophes.

On note assez peu de nouveautés dans l'**axe 11** notamment parmi les fouilles programmées. La conjugaison d'interventions préventives et programmées permet d'enrichir encore les connaissances sur le château de Caen et en Bretagne une nouvelle fouille programmée pluriannuelle démarre autour des fortifications de Dinan sous la direction d'E. Esnaut (Inrap). Le PCR sur l'enceinte antique du Mans a bénéficié aussi aux connaissances médiévales et modernes de la ville par l'analyse des modifications survenues à ces périodes. Des notices

diachroniques ont ainsi été rédigées pour plusieurs portions de l'enceinte. Mais les contraintes pour en réunir les membres au moment du confinement n'ont pas permis d'avancer comme prévu. Le bilan des trois dernières années d'étude a donc dû être reporté. Les mêmes difficultés ont contraint l'avancement du PCR sur l'enceinte antique d'Angers qui calque sa méthodologie sur le PCR du Mans avec pour singularité un travail de localisation des blocs de réemploi dans les architectures médiévales ou modernes.

La plupart de ces dossiers relèvent également du fait urbain (**axe 9**) où l'on relève aussi quelques nouveautés. Parmi les fouilles préventives urbaines, celles conduites à Rennes, place Sainte-Anne ont permis de fixer les origines de l'église Saint-Aubin entre les VI^e et VIII^e siècles et celle de la rue Saint-Louis, de mettre en évidence le recrutement funéraire spécifique de la chapelle du grand séminaire de Rennes aux XVII^e-XVIII^e siècles. Un diagnostic conduit à Guérande dans le faubourg Saint-Michel a livré opportunément un dépôt monétaire d'environ 320 monnaies d'argent et de billon découvert dans un sac de toile partiellement conservé dans un vase. Ce dépôt dont la constitution s'est achevée en 1340 pourrait être mis en relation avec le siège de Guérande en 1342 pendant les guerres de succession de Bretagne (1341-1364).

En dehors des trois axes dominant largement l'activité en CTRA Ouest on signalera simplement un projet de fouille d'un potentiel charnier érigé sur le site de la bataille de Baugé-en-Anjou en 1421 (**axe 7**). Il ouvre vers les problématiques de l'archéologie mémorielle encore peu développée pour les époques médiévale et moderne contrairement aux travaux sur les conflits armés du XX^e siècle.

Publications

Cinq dossiers d'aide à la publication concernant la période médiévale ont été examinés. On soulignera l'intérêt du projet d'édition de la thèse de C. Lagane « Meubles et ameublements médiévaux en Europe occidentale » qui offre un référentiel exceptionnel sur tous les artefacts liés aux meubles médiévaux, sans équivalent dans la bibliographie actuelle. La publication très attendue de deux fouilles préventives normandes est également imminente (nécropole tardo-antique et alto-médiévale de Saint-Aubin-des-Champs à Évrecy par A. Thomann ; site du Fort de Limaye à Alizay-Igoville, construit à l'époque de Charles le Chauve pour défendre le pont édifié sur la Seine afin de faire obstacle aux Normands, par V. Carpentier et C. Marcigny), de même que le dossier programmé breton associant étude du bâti et fouilles (Portes Mordelaises à Rennes par E. Esnaut).

Questions de méthode

Bien que souvent prévues dans les CCS des fouilles préventives, les **études documentaires** sont plus rarement prescrites et engagées lors des diagnostics. Ceux-ci font souvent un bilan des connaissances, en général satisfaisant, mais ne font pas l'évaluation du potentiel des sources historiques mobilisables. Font exception, par exemple, les études documentaires menées dans le cadre du diagnostic sur l'ancienne chapelle hospitalière de Sainte-Anne de Guélen près de Quimper, aujourd'hui totalement détruite, ou dans le diagnostic de la place Bachelot à Angers ou encore dans celui de Granville, Logis du Roi. Or, à travers ces exemples, il apparaît pertinent de mener des évaluations quantitatives et qualitatives des fonds documentaires disponibles dès cette phase opératoire pour orienter plus pertinemment la recherche si des fouilles préventives venaient à être prescrites ensuite. Il en est de même pour les analyses ¹⁴C lors des phases de diagnostic pour lesquelles un volant minimum pourrait être prescrit, afin de conforter des attributions chronologiques parfois peu renseignées par le mobilier ou la stratigraphie.

Archéologie du bâti entre préventif et programmé

Des études d'archéologie du bâti sont réalisées soit en suivi de travaux sur monuments historiques, soit dans le cas d'évaluations préalables, parfois sous forme de diagnostic faute d'un meilleur cadre juridique adapté (Dinan, maison à pan de bois de la Mère Pourcel). Elles sont parfois couplées à des sondages, à des relevés topographiques ou photogrammétriques et plus rarement à des prospections géoradars ou thermographiques. L'axe 11 y est très représenté (quelques nouveautés en Pays de la Loire, dont l'étude du château de la Groulais à Blain et de Montreuil-Belay) mais aussi l'axe 8 avec l'étude de plusieurs églises de Normandie (Norrey-en-Auge ; La Cerlangue à Saint-Jean-d'Abbetot ; Saint-Vigor-d'Ymonville) ou des abbayes en Bretagne et Normandie (abbaye d'Ardenne à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe ; abbaye de Blanche Couronne à La Chapelle-Launay ; abbaye de Buzay ; abbaye de Savigny ; abbaye de Bon-Repos-sur-Blavet). Les Pays de la Loire ne sont pas en reste avec le travail qualitatif mené sur l'abbaye de Maillezais, le projet d'étude de la chapelle axiale de la cathédrale Saint-Julien du Mans ou encore l'étude de bâti accompagnée d'une fouille du logis de la Jarrie à Olonnes-sur-Mer.

En programmé, les projets incluant des études de bâti et/ou des sondages associés posent parfois des problèmes de méthodologie ou de problématique qui ont poussé à ajourner certaines demandes.

Commission territoriale de la recherche archéologique Outre-Mer

Présentation de la CTRA Outre-Mer

Par François FICHET DE CLAIRFONTAINE
Inspecteur général des patrimoines

La commission Outre-Mer couvre les départements et régions ultramarins (Drom) de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion, ainsi que des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle intègre aussi les Terres australes et antarctiques françaises (Taaf). Son siège est à la Dac de Martinique et son secrétariat et son organisation sont donc assurés par le service de l'archéologie à Fort-de-France, tout particulièrement par le chef du service, H. Guy-Lalanne, et J. Sylvanielo, secrétaire administrative. Si les chefs des services de l'archéologie (Antilles, Guyane et La Réunion) participent toujours aux sessions, ainsi que le plus souvent la direction du Drassm, par contre il doit être noté que les dossiers de Saint-Pierre-et-Miquelon sont examinés en l'absence de représentants du service qui assure le CST de ceux-ci. Leur présence serait pourtant utile afin de soutenir les débats lors des examens en commission.

C'est une commission qui a été renouvelée le 2 mars 2021 par arrêté préfectoral et qui est composée de sept membres, un seul étant nouveau (marqué par un astérisque) au sein de la CTRA et deux d'entre eux ayant été élus pour la représenter au sein du Conseil national de la recherche archéologique (Benoît Bérard qui siège également à la COSM et Séverine Hurard) :

- Benoît Bérard, professeur à l'université des Antilles, rapporteur pour les périodes amérindiennes et précolombiennes ;
- Pierrick Fouéré, ingénieur de recherches à l'Inrap, rapporteur pour les périodes amérindiennes et précolombiennes ;
- Hélène Barrand-Eman, archéo-anthropologue à Antea Archéologie, rapporteure pour les dossiers d'anthropologie ;
- Christian Cribellier, conservateur général du patrimoine à la SDA, rapporteur pour les dossiers d'archéologie des périodes coloniale et contemporaine ;
- Séverine Hurard, ingénieure de recherches à l'Inrap, rapporteure pour les périodes coloniale et contemporaine ;
- Ivan Lafarge*, assistant de conservation à la ville de Seine-Saint-Denis, rapporteur pour les périodes coloniale et contemporaine ;
- Dominique Rogers, maîtresse de conférences à l'université des Antilles, rapporteure pour les périodes coloniale et contemporaine.

Très ponctuellement, pour des dossiers nécessitant une expertise particulière (construction navale, pêcheries...), il a été fait appel à des experts extérieurs dont Sébastien Jesset, ancien membre de la CTRA (période coloniale et contemporaine), Grégor Marchand (Préhistoire, amérindien), Geneviève Pinçon (grottes ornées), Yann Ardagna (anthropologie) et Cyrille Billard (artisanat, pêcheries).

En 2021, la commission s'est réunie à quatre reprises, essentiellement par visioconférence du fait de la pandémie de la Covid-19, alors qu'il était initialement prévu de la tenir en présentiel à Saint-Pierre-et-Miquelon en septembre (déplacement déjà prévu en 2020 et aussi repoussé). En tout ce sont 8 demi-journées (s'adaptant aux horaires de chacun entre La Réunion, la France métropolitaine, les Antilles et la Guyane) qui ont été consacrées à l'examen de 75 dossiers, auxquels se sont ajoutés deux projets de création de ZPPA à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) et Saint-Pierre (La Réunion). En sus, 6 informations ont été délivrées par les chefs des services de l'archéologie dont le projet « ALOA » et le projet de recherche sur

l'habitation d'Anglemont en Guadeloupe, la découverte d'ossements humains à la Pointe Faula à Vauclin (Martinique), comme l'évolution du dossier de restitution des restes humains de l'anse Bellay aux Anses-d'Arlet (Martinique). 89 avis ont été rendus par les experts, qui peuvent ainsi être plusieurs à examiner un dossier de recherche, le plus souvent un rapport de fouille achevée (RFO), voire un rapport de diagnostic.

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de dossiers	89	70	58	52	75
Nombre d'avis rendus	94	81	59	56	89

Évolution du nombre de dossiers examinés par la CTRA (hors ZPPA) et du nombre d'avis remis par les experts entre 2017 et 2021.

Les chiffres suggèrent une reprise importante de l'activité de recherche, le volume des dossiers soumis à la commission dépassant le niveau de l'année 2018, après les décrues de 2019 et 2020. L'année 2022 permettra de juger de l'importance de cette évolution (ponctuelle ou continue ?), alors que l'on constate un développement des recherches (surtout préventives) par exemple sur Saint-Barthélemy ou la Martinique.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
Benoit Bérard	9	Périodes précolombienne et amérindienne
Pierrick Fouéré	12	Périodes précolombienne et amérindienne
Séverine Hurard	21	Périodes coloniale à contemporaine
Christian Cribellier	11	Périodes coloniale à contemporaine
Dominique Rogers	10	Périodes coloniale à contemporaine
Ivan Lafarge	10	Périodes coloniale à contemporaine
Hélène Barrand-Eman	7	Archéo-anthropologie
Rapporteurs extérieurs dont Grégor Marchand (3), Alban Horry (1), Sébastien Jesset (1), Geneviève Pinçon (2), Yann Ardagna (1) et Cyrille Billard (1)	9	Diachronique, spécialisé
Total	89	

Nombre d'avis rendus par expert en 2021.

Comme constaté chaque année, les recherches sur les périodes moderne et contemporaine sont majoritaires à plus de 70 % et il faut encore une fois souligner l'importance des travaux sur la période contemporaine. On constate toutefois une légère remontée des avis concernant les périodes antérieures.

Archéologie préventive

En 2021 l'activité préventive a connu une reprise marquée, passant de 11 dossiers de prescription adressés à la CTRA en 2020 à 34, 8 RFO étant examinés (contre 5 en 2020). Après les années de pandémie, l'évolution semble reprendre un rythme plus conforme à la situation économique et au potentiel patrimonial, les volumes approchant ceux de 2017 pour ce qui concerne les dossiers de prescription, ceux de 2018 pour les RFO. Alors que la règle générale était par trop celle d'une instruction des projets de prescription en inter-CTRA, une évolution plus favorable est notée avec seulement 17 % des dossiers autorisés après examen en inter-

CTRA. À l'évidence, chacun s'accorde sur l'intérêt de traiter ces dossiers lors des sessions plénières de la CTRA, afin de bénéficier des débats et d'un examen qui soit plus collégial.

	Diag/CCS/PSI	RFO
Martinique	5	2
Guadeloupe	7	4
Saint-Martin	2	0
Saint-Barthélemy	3	0
Guyane	9	1
La Réunion	5	3
Mayotte	3	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
<i>Total</i>	<i>34</i>	<i>8</i>

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2021.

Les prescriptions concernent aussi bien des sites amérindiens ou précolombiens que des installations modernes et contemporaines : des établissements sucriers le plus souvent comme l'habitation Bisdary (Gourbeyre, Guadeloupe) mais aussi de plus en plus des aménagements et constructions urbains à Saint-Pierre par exemple (Martinique), ou encore les établissements pénitentiaires de Guyane. À ce sujet, on mentionnera aussi les travaux de recherche conduits sur le site très emblématique du pénitencier pour enfants à l'Îlet à Guillaume (La Réunion). Les rapports sont souvent de grande qualité comme celui remis à l'issue de la fouille de « La route des premiers français » à Saint-Paul ou sur l'étude du bâti menée sur la redoute à Saint-Denis (La Réunion).

Dans un volume d'activité qui demeure modeste, Guyane et Guadeloupe sont bien présents et on soulignera l'émergence d'une archéologie préventive sur Mayotte comme et surtout sur Saint-Barthélemy, au sein de laquelle la progression des connaissances sur les périodes amérindiennes est importante.

On notera enfin l'intérêt des découvertes comme celle effectuée durant la fouille du site du 10, rue Clavius Marius à Saint-Pierre (Martinique). Elle a nécessité une visite d'expertise confirmant la mise au jour de riches éléments appartenant à la phase initiale d'occupation saladoïde ; cette visite permettant d'ajuster les moyens à mettre en œuvre dans un arrêté modificatif de prescription. À l'issue de diagnostics, plusieurs projets d'aménagement ont fait l'objet d'une proposition de modification de consistance, permettant ainsi la préservation des vestiges : rue Victor Hugo à Saint-Pierre, à Daoudzi (Mayotte), à Saint-Denis (La Réunion), enfin à Saint-Pierre sur l'habitation Beauséjour (Martinique). Pour un autre dossier sur la Guadeloupe, à Basse-Terre, on soulignera que la commission a regretté qu'une solution préservant les vestiges enfouis n'ait pas été adoptée plutôt que la fouille préventive.

En règle générale les rapports sont examinés favorablement par la commission, qui peut regretter toutefois le manque de moyens pour la réalisation de certaines opérations. Un seul rapport de fouille a fait l'objet d'un avis défavorable du fait de problèmes méthodologiques ; ce qui est d'autant plus regrettable que la recherche a ici concerné le camp Saint-Maurice, une annexe du camp de transportation de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane).

Archéologie programmée

La recherche en archéologie programmée s'inscrit dans un volume d'activité toujours modeste, égal à celui de 2020, soit 32 dossiers examinés par la CTRA. L'augmentation peut paraître conséquente pour la Guyane qui passe de 8 à 12 projets examinés, à ceci près que 3 d'entre eux ont fait l'objet d'un ré-examen après que la CTRA ait émis un avis réservé ou négatif, nécessitant des compléments de dossiers. Enfin un PCR a aussi été réexaminé. Au final nous pourrions considérer que seules 28 opérations ont bien été instruites en 2021.

Les projets collectifs de recherche et les prospections thématiques représentent une grande majorité des opérations (57 %). À la différence de la Guyane, que ce soit en Guadeloupe, à La Réunion ou en Martinique, le nombre de fouilles programmées demeure faible, en deçà de ce qu'il serait nécessaire pour accompagner la recherche sur les périodes amérindienne ou précolombienne, tout particulièrement en Guadeloupe. Il serait aussi important que des opérations programmées se développent sur les sites « coloniaux », et on pense ici à l'archéologie urbaine, aux habitats dits serviles, aux rues Cases-Nègres comme aux sites de marronnage. Il se peut que la CTRA ne constitue pas le canal habituel par où passent les projets de publication. On constatera en tout cas la quasi absence de demande d'aide à la publication ou d'aide à l'édition, la seule présentée (APP) ayant du reste fait l'objet d'un ajournement d'avis dans l'attente de compléments d'informations.

	Fouille	Sondage	Prospection thématique	PCR	Analyse – étude de mobilier	AE-APP	Total
Martinique	1	1	3	1	1	1	8
Guadeloupe		1	2	4			7
Saint-Martin			1		1		2
Saint-Barthélemy							0
Guyane	4	2	2	3	1		12
La Réunion	1		1				2
Mayotte							0
Saint-Pierre-et-Miquelon	1		1				2
<i>Total</i>	7	4	10	8	2	1	32

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2021.

	2018	2019	2020	2021
Martinique	2	4	8	8
Guadeloupe (avec Saint-Martin et Saint-Barthélemy)	9	6	7	9
Guyane	14	9	7	12
La Réunion et Mayotte	9	2	5	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	1	3	4	2
TAAF	0	0	1	0
<i>Total</i>	35	24	32	32

Évolution du nombre des opérations programmées examinées par la CTRA de 2018 à 2021.

On soulignera que la commission est exigeante sur la qualité des recherches programmées et 28 % des dossiers lui sont apparus incomplets ou insatisfaisants sur la forme ou le fond, l'amenant à ajourner ses avis sinon à émettre un avis défavorable. C'est un volume très important qui interroge sur l'attention portée à la constitution des dossiers par les responsables. Il serait entre autres utile que les services se rapprochent de ceux-ci pour leur rappeler l'exigence de qualité, les dossiers devant mieux préciser par exemple les méthodologies mises en œuvre comme les problématiques et objectifs définis.

Trois opérations ont fait l'objet d'un avis défavorable sur le rapport examiné : pour l'Îlet à Cabrit à Terre-de-Haut (PT, Guadeloupe), Mitaraka, commune de Maripasoula (PT, Guyane) et pour le site de Gradis (sondage, Martinique), le plus souvent du fait de manques d'informations et de problèmes méthodologiques. Cinq ajournements d'avis ont été décidés par la commission après examen du PCR sur l'occupation précolombienne de l'île de Cayenne et de ses abords, de la demande de fouille programmée à Macouria, de celle d'aide à la préparation à publication pour le site de la Petite Poterie à Marin (Martinique), sur le rapport 2020 de la prospection thématique intitulée « Préhistoire de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon », et enfin sur la demande d'analyse de l'ADN ancien des habitants précolombiens de la Martinique. Pour ces ajournements, la commission a demandé à chaque fois un complément d'informations et les a reçus lors d'une session suivante pour trois dossiers.

Les intervenants de la recherche

La lecture des procès-verbaux de la CTRA permet de recenser 68 mentions de responsables, certains cités à plusieurs reprises parce qu'ayant remis plusieurs rapports de diagnostics dans l'année. Les agents de l'Inrap qui réalisent tous les diagnostics et la plupart des fouilles préventives sont majoritaires à plus de 54 %. Ils sont suivis par les bénévoles, souvent responsables de prospections thématiques, de sondages ou de PCR et qui appartiennent aux associations œuvrant sur le recensement, l'étude ou la valorisation du patrimoine. Le monde universitaire est représenté à hauteur de 8,8 %, avec la forte présence de l'université des Antilles. On peut du reste regretter qu'elle ne dispose pas de plus de chercheurs au regard du potentiel patrimonial et historique des Antilles. Plusieurs autres chercheurs d'universités française (Bordeaux, laboratoire Pacea), canadienne (université de Laval) et américaine (université de Caroline du sud) sont aussi présents. Les agents des services de l'archéologie sont actifs à hauteur de 7,3 %, tout particulièrement en Guyane et en Guadeloupe. La forte charge de travail des services peut expliquer une trop faible participation des agents (conservateurs et ingénieurs) qui disposent pourtant de fortes compétences scientifiques. Les représentants du CNRS, des collectivités et des opérateurs privés (Éveha, Hadès) ferment enfin la marche.

Origine	Nombre d'occurrences	Pourcentage
Inrap	37	54,4 %
CNRS	4	5,9 %
Bénévole	11	16,2 %
Opérateur privé	2	2,9 %
Collectivité territoriale	3	4,4 %
Université	6	8,8 %
Culture	5	7,4 %

Organismes de rattachement des titulaires d'opérations programmées.

Recherche archéologique en Guadeloupe : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Jean-François MODAT
Chef du service de l'archéologie

	Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	513	/
Diagnostics prescrits	49	34,57
Fouilles prescrites	11	1,42
Diagnostics réalisés	29	20,05
Fouilles réalisées	3	1,25
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	0	
PCR	2	
PT	2	
PI	1	
SD	3	
Relevés art rupestre	0	

Activité du service

La stratégie s'est orientée sur le maintien des missions en vue de l'acquisition de connaissances, lorsque les contraintes sanitaires le permettaient, afin de poursuivre les projets portés par le service de l'archéologie de Guadeloupe et les chercheurs.

La dernière tranche du marché « État des risques sur l'art rupestre (ERSAR) » constituant le pilier central du plan de gestion de l'art rupestre de Guadeloupe est en cours de finalisation. Le rapport final est attendu en fin d'année 2022 ou début 2023.

Le projet « Valorisation de l'art rupestre de Guadeloupe (VARG 2021-2024) » a été étudié en partenariat avec le Conseil départemental. Il se déclinait selon trois actions : 1) étude du BRGM sur la stabilité des blocs, numérisation 3D du parc archéologique des roches gravées et état des risques, 2) expérience en réalité virtuelle, 3) film documentaire. À l'issue de la conférence budgétaire, sa mise en œuvre a été remise aux années suivantes. Les actions de numérisation envisagées dans le programme « VARG » auraient complété le programme « ERSAR » dans la perspective de l'élaboration des plans de gestion des sites d'art rupestre.

On mentionnera l'appel à projet de l'étude documentaire « L'archéologie est-elle en capacité d'identifier l'emplacement d'un évènement historique ? » Le cas de l'habitation d'Anglemont en Guadeloupe constitue la première phase d'un projet de recherche visant à trouver les traces du suicide collectif du général noir Louis Delgrès et de ses troupes après les combats qui l'opposent au corps expéditionnaire napoléonien commandé par le général Richepance. Cette thématique en lien avec des évènements historiques accompagnant le rétablissement de l'esclavage, apparaît comme majeure en Guadeloupe. L'étude est financée par l'État et la Région Guadeloupe. L'appel à projet a été remporté par l'Inrap dont un pré-rapport a été transmis et les résultats communiqués aux porteurs de projet et auprès des usagers. Les premiers résultats révèlent l'existence de nombre de sources archivistiques et de cartographiques anciennes qui documentent le site des évènements. Un relevé lidar réalisé

dans le cadre du projet « ELAG » (cf. *infra*) permet de disposer d'une couverture topographique à haute résolution du site.

La dernière mission du projet « Évaluation du lidar pour l'archéologie en Guadeloupe (ELAG) », marché public financé par un partenariat État-Région Guadeloupe, est finalisée en 2021. L'objectif est de tester la méthode lidar dans les contextes topographiques et forestiers de la Guadeloupe. Cinq territoires ont été explorés, totalisant 900 ha couverts par un lidar à très haute résolution. Les résultats sont analysés dans un rapport d'analyse des données rendu fin 2021.

Principales découvertes

Différents projets de recherche en archéologie programmée ont été soutenus en partenariat avec la Région Guadeloupe (convention sur l'archéologie programmée État-Région). Le projet participatif « Archéologie littorale Outre-Atlantique (ALOA) » porté par l'université de Rennes, et financé principalement par la Fondation de France, a donné lieu à une opération de prospection diachronique réalisée sur la commune du Moule et financée par la Dac Guadeloupe. La restitution s'est traduite par un rapport d'opération et un webinaire. Le projet a pour objectif une meilleure détection des sites affectés par l'érosion du littoral afin d'anticiper les mesures nécessaires à la sauvegarde du patrimoine. Les cimetières d'esclaves, à haute valeur mémorielle, sont notamment concernés par les phénomènes d'érosion marine.

Concernant la période amérindienne, les recherches consistent en une étude interrégionale sur l'origine des matières premières lithiques des Antilles exploitées par les populations précolombiennes (PCR « MAPLA » 2021-2023), un PCR « Images rupestres et espaces insulaires gravés de Guadeloupe (IREIS 2021-2023) » et un programme de recherche sur la faune vertébrée des occupations amérindiennes de l'intérieur des terres.

La période coloniale a fait l'objet d'investigations de terrain à l'Îlet à Cabrit aux Saintes, sur le potentiel lieu d'inhumation de l'équipage du navire Anémone qui a fait naufrage en 1824.

Recherche archéologique en Guyane : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Régis ISSENMANN

Chef du service de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Guyane	
	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	285	/
Diagnostics prescrits	34	136
Fouilles prescrites	8	7
Diagnostics réalisés	19	98
Fouilles réalisées	2	0,24
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	3	
PCR	3	
PT	3	
PI	1	
SD	1	
Relevés art rupestre	0	

Activité du service

Le nombre de dossiers instruits par le SRA suit une tendance générale croissante depuis 2014, et a même presque doublé depuis 2018 (154 contre 285 en 2021) en six ans. Mécaniquement, le nombre de prescriptions de diagnostic a également fortement progressé (de 17 à 44 entre 2018 et 2020), ce qui a conduit le service de l'archéologie à appliquer une politique de prescription plus retenue en 2021, en accord avec la SDA, afin de limiter les risques de recours, en raison des capacités opérationnelles de l'Inrap qui ne suivent pas la même courbe. De la même façon, le nombre de prescriptions de fouille est de 8 en 2021, ce qui est plus que celui des cinq années précédentes cumulées.

Le nombre d'opérations d'archéologie programmé est quant à lui plutôt stable sur les dernières années, malgré les contraintes fortes liées à la Covid-19. On observe enfin des difficultés à renouveler les équipes de recherche et à attirer de nouveaux chercheurs.

Principales découvertes

Parmi les projets de recherche menés sur le territoire, on évoquera le projet « Sur le bagne de Guyane » qui s'inscrit pleinement dans la politique scientifique édictée par le SRA, et aborde « L'implantation et le développement des établissements pénitentiaires en Guyane entre 1850 et 1946 : transformation du paysage et implications sociales ». Il a rassemblé une vingtaine d'historiens, d'archivistes et d'archéologues autour de la grande thématique du bagne de Guyane et son insertion dans le paysage social ancien et actuel. Après deux ans de tâtonnements, notamment en raison des conditions sanitaires, l'équipe de recherche pluridisciplinaire semble avoir trouvé une organisation solide et un cheminement intellectuel qui a permis de livrer un premier manuscrit issu des travaux de 2021, fort de plus de 300 pages, qui montre un dynamisme et un investissement à la hauteur de l'attendu pour ce type de projet. Plusieurs campagnes de prospection ont ainsi été menées, ainsi que plusieurs sessions de dépouillement en archives. Le SIG mis en œuvre est construit comme le support

principal du projet, que les chercheurs vont pouvoir alimenter puis, dans un second temps, requêter selon les thèmes abordés. Le travail de recherche en archives, bien qu'encore partiellement effectué, a d'ores et déjà permis la redécouverte de documents clés pour l'histoire de l'administration pénitentiaire et a ainsi pu guider les investigations de terrain. Ces dernières, déclinées en plusieurs équipes, se sont déployées sur une grande partie du territoire et offrent un regard nouveau sur l'état de conservation de différents camps. Parallèlement, une géolocalisation précise a pu être entamée, qui doit être poursuivie. L'apport à la connaissance historique, déjà perceptible, devrait être considérable si l'élan pris venait à être confirmé.

Depuis 2020, un chantier-école a été mis en place, consistant en la fouille d'un bâtiment colonial, attribué au XIX^e siècle, à Saint-Ange Méthon (Rémire-Montjoly). Une quinzaine d'étudiants est ainsi initiée à la pratique de l'archéologie, de la préparation d'un chantier jusqu'au rendu du rapport.

Outre l'enrichissement des connaissances de nos étudiants, l'objectif principal est de susciter des vocations et former les archéologues guyanais de demain sur le territoire même.

Recherche archéologique en Martinique : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Lucie CHEHMANA

Cheffe du service archéologique

	Martinique	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	874	/
Diagnostics prescrits	55	46,77
Fouilles prescrites	0	0
Diagnostics réalisés	19	17,61
Fouilles réalisées	2	0,15
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	0	
PCR	1	
PT	2	
PI	0	
SD	3	
Relevés art rupestre	0	

Activité du service

874 dossiers ont été examinés dont 856 dossiers d'urbanisme et 18 demandes d'information qui ont donné lieu à 8 demandes anticipées de prescription. 55 diagnostics ont été prescrits en 2021, mais 9 ont été abrogés la même année. Les 46 prescriptions de diagnostic toujours efficaces concernent 21 communes sur les 34 que compte la Martinique ; et 2 ont fait l'objet d'une modification de surface ou de plan. Deux arrêtés de modification de consistance de projet ont également été émis.

Aucune fouille n'a été prescrite en 2021 sur les 18 diagnostics réalisés en 2020.

En 2021, 19 diagnostics ont été réalisés par l'Inrap sur les communes d'Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Schoelcher, Fort-de-France, Les Anses-d'Arlet, Le Diamant, Macouba, Le Morne-Rouge, Les Trois-Îlets, Sainte-Marie et Saint-Pierre. Ils ont fait l'objet d'un contrôle scientifique et technique systématique. Cela a concerné aussi deux fouilles menées sur les centres-villes de Saint-Pierre et de Fort-de-France (prescriptions émises en 2020).

Principales découvertes

L'année 2021 a vu se réaliser deux fouilles d'archéologie préventive, l'une à Fort-de-France et la seconde à Saint-Pierre, dont les résultats confirment la richesse de la documentation archéologique au sein de ces deux principaux bourgs anciens. Rappelons que Saint-Pierre fut la capitale politique, économique, culturelle et religieuse de la Martinique pendant plus de deux siècles et que Fort-de-France, anciennement appelé Fort Royal, en est le chef-lieu depuis 1807, sous la protection des forts Saint-Louis et de l'Îlet à Ramiers.

La fouille de la rue Clavius Marius, à Saint-Pierre, a livré une séquence stratigraphique d'occupations anciennes de plus de 2,50 m d'épaisseur. Quatre phases d'occupation de la fin du XVII^e siècle à nos jours ont été reconnues, avec en particulier des vestiges toujours en élévation qui ont été scellés par les cendres de l'éruption de 1902 (une fontaine et une cuisine extérieure comprenant potager et four à pain). Ces vestiges ont été laissés en place et seront

entretenus et mis en valeur dans un jardin paysager au sein d'une propriété privée. Sous les vestiges d'époque coloniale, environ 1 m d'épaisseur de ponce scelle les occupations amérindiennes dans un ensemble sédimentaire épais et très anthropisé de couleur noire et brune. Des structures apparaissent dans ce remplissage, des négatifs de poteau ainsi que des fosses dont certaines recèlent des sépultures d'Amérindiens en position fléchie. Ces découvertes rappellent celles des sites de Pory-Papy et de Perrinon-Doume, sur la commune du Carbet, à l'emplacement du bourg actuel. À Clavius Marius, leur découverte au nombre de six au total ainsi que la densité de vestiges ont nécessité de prolonger la fouille de trois semaines supplémentaires.

Pour compléter ces découvertes amérindiennes à Saint-Pierre, citons la mise au jour d'occupations de la même période dite « céramique moyenne », datée habituellement entre le VI^e et le VIII^e siècle ap. J.-C., dans un secteur encore peu exploré de la ville, au nord, au sein du quartier dit de Beauséjour, en direction de la commune du Prêcheur.

Cette même année, une autre sépulture a par ailleurs été découverte à la Pointe du Bout, aux Trois-Îlets, associée à quelques vestiges encore en place d'époque amérindienne.

Enfin, les découvertes réalisées dans l'environnement proche de l'église de Basse-Pointe, dans le nord atlantique de l'île, enrichissent les études menées dans le cadre du projet collectif consacré à la recherche des plus anciennes occupations, intitulé « Approche micro-régionale de l'occupation céramique ancienne de la Martinique ». Le PCR est coordonné par B. Bérard, professeur d'archéologie précolombienne à l'université des Antilles. Y participe également, M. Ecrabet, archéologue de collectivité territoriale (CAP Nord).

Dans le secteur nord-ouest du bourg ancien de la ville de Fort-de-France, une fouille a révélé les vestiges de plusieurs phases d'urbanisation interrompues par les épisodes d'incendie et d'inondation dont on cherche à savoir s'ils peuvent être ou non la conséquence de catastrophes naturelles (tremblement de terre, cyclone, tsunami et/ou inondation liée au débordement des rivières limitrophes). Les terres de cette partie de la ville de Fort-de-France avaient été concédées aux Capucins en 1672, par la Compagnie des Indes, pour y édifier un couvent agrémenté de jardins. Les parcelles concernées par la fouille se situent à la jonction de ces jardins et du mur d'enceinte et d'un quartier livrant des habitats civils.

Cette documentation fut complétée en 2021 par les découvertes réalisées sur la place « carrée » de la Savane, située en contrebas du fort Saint-Louis. Des fondations de plusieurs bâtiments ont été mis au jour ainsi qu'une séquence sédimentaire ayant conservé des matières organiques qui vont pouvoir être étudiées et nous renseigner sur le paléoenvironnement. Quant à l'histoire de la fonction de cette place centrale urbaine et de son évolution, les sources archéologiques vont contribuer à l'affiner et à l'enrichir tant les sources archivistiques dont on dispose sont pauvres.

Recherche archéologique dans l'Océan Indien : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Virginie MOTTE

Cheffe du service de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Océan Indien		La Réunion		Mayotte	
	<i>Nb</i>	<i>Surface (ha)</i>	<i>Nb</i>	<i>Surface (ha)</i>	<i>Nb</i>	<i>Surface (ha)</i>
Dossiers instruits	602	/	502	/	100	/
Diagnostics prescrits	9	5,9	8	1,7	1	4,2
Fouilles prescrites	3	2,2	2	1	1	1,2
Diagnostics réalisés	5	8,4	4	1,4	1	7
Fouilles réalisées	1	0,2	1	0,2	0	0
Programmé	<i>Nb</i>		<i>Nb</i>		<i>Nb</i>	
Fouilles	2		1		1	
PCR	0		0		0	
PT	1		1		0	
PI	0		0		0	
SD	0		0		0	
Relevés art rupestre	0		0		0	

Activité du service

En 2021, l'activité archéologique de terrain dans l'Océan Indien, moins dense qu'en 2020, est restée cependant soutenue malgré la crise sanitaire. On soulignera, qu'à l'issue des diagnostics, un dossier a fait l'objet d'une modification de consistance de projet à Mayotte (site de Dzaoudzi), tout comme deux dossiers de La Réunion, un à Saint-Denis et le second à Saint-Pierre.

Principales découvertes

Une opération de fouille archéologique a été conduite par l'Inrap à Saint-Paul, en amont de la construction d'une médiathèque dans le quartier Vue Belle, sur les ruines d'une usine sucrière du XIX^e siècle. Les vestiges évoquent l'une des premières étapes du processus de transformation de la canne, son transport et sa pesée.

L'opération de diagnostic dans le cœur historique de Saint-Pierre, à l'emplacement du futur centre administratif, apporte des données inédites sur la ville aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Le programme de recherche visant à étudier l'anthropisation du cirque de Mafate par une approche globale, débuté en 2020, a été poursuivi en 2021 dans la zone du Bras Sainte-Suzanne. La prospection pédestre a été conduite par une équipe en autonomie dans des conditions logistiques spécifiques pour permettre l'exploration des zones perchées aujourd'hui difficilement accessibles. Plusieurs habitats de tailles variées ont été repérés au cours de cette opération.

À Mayotte, à Dzaoudzi, le diagnostic de la place de France a permis de mettre au jour une importante stratigraphie urbaine, de travailler à la définition d'un projet révisé sans impact sur les vestiges, puis avec la mairie, le département, l'Inrap et la Dac à définir un projet de valorisation des données dans le cadre de l'aménagement.

Valorisation de la recherche archéologique, publication, colloques et enseignement

Pour partager avec le plus grand nombre et sensibiliser à une discipline encore relativement nouvelle sur le territoire, de très nombreuses actions de valorisation ont été conduites. Parmi les plus marquantes, on mentionnera les journées européennes de l'archéologie qui, en juin, ont été maintenues avec plusieurs partenaires sous un format mixte – numérique et sur site – en raison de la crise sanitaire. En septembre, les journées européennes du patrimoine ont permis notamment de partager les résultats sur l'archéologie ferroviaire en lien avec l'association Titrain, à la Grande Chaloupe. Notons également la cérémonie de remise du chèque du Loto du patrimoine par la Fondation du patrimoine et la Française des jeux. Cet événement au sein de l'hémicycle du conseil départemental fut l'occasion d'une présentation des travaux menés depuis 2019 sur l'Îlet à Guillaume.

L'année 2021 a vu la rédaction du nouveau bilan scientifique régional 2019-2020, publié en version papier et disponible en ligne sur le site de la direction des affaires culturelles de La Réunion et sur *Ad/IFI* en 2022. Et, comme un point d'orgue pour marquer les dix premières années de l'archéologie à La Réunion, une belle vitrine de l'archéologie est maintenant accessible au plus grand nombre avec le site « Archéologie de l'Océan Indien » de la collection « Grands sites archéologiques » du ministère de la Culture.

Jonhattan Vidal (Dac Réunion) a eu l'occasion de présenter son travail autour du lidar archéologique en milieu tropical et du développement des connaissances sur l'anthropisation des Hauts de La Réunion au colloque international *Archaeological lidar and ancient territories*, à Paris.

Véronique Blanchard (Justice) et Th. Cornec (Inrap) ont participé aux Rendez-vous de l'histoire à Blois pour présenter l'étude historique et archéologique menée sur la colonie pénitentiaire pour enfants de la fin du XIX^e siècle, à l'Îlet à Guillaume.

À l'occasion du colloque annuel intitulé « Archéologie des rivages : habiter le littoral de la Préhistoire aux Temps modernes », organisé par l'Inrap en partenariat avec le musée du quai Branly, de nombreux chercheurs se sont rencontrés pour échanger autour des enjeux archéologiques des territoires littoraux. Jonhattan Vidal et M. Ferrandis (Inrap) ont eu l'occasion de présenter leurs travaux concernant respectivement les Terres australes et antarctiques françaises et Mayotte.

À La Réunion, V. Motte (Dac Réunion) et J. Vidal étaient invités au musée Stella Matutina à l'occasion de la Journée de la canne pour présenter les opérations conduites sur les thématiques de l'archéologie industrielle et sucrière à La Réunion.

Bilan 2021 de la CTRA Outre-Mer

PÉRIODE PRÉCOLONIALE

Par Benoît BÉRARD, Pierrick FOUÉRÉ et Hélène BARRAND-EMAM

Membres de la CTRA

Pour la période précoloniale, 29 dossiers ont été rapportés en 2021 dont 6 rapports de diagnostic accompagnés de projets de cahier des charges scientifique, et 2 cahiers des charges scientifiques seuls, 1 rapport de fouille préventive achevée, 1 demande de sondage, 4 dossiers de fouilles programmées, 6 prospections thématiques, 7 projets collectifs de recherche et 2 dossiers particuliers (découvertes, visite de site).

L'année 2021 a connu un nombre assez important de dossiers traités concernant la période précoloniale puisque 29 dossiers ont ainsi été analysés par la commission (15 en 2019, 27 en 2018). Ils attestent d'une activité soutenue. Malgré les conditions toutes particulières de la situation sanitaire mondiale, les équipes ont pu mener à bien autant que possible les recherches projetées. Il en découle des résultats et des présentations la plupart du temps de qualité. Seuls quelques dossiers momentanément ajournés, pas assez étoffés, ont demandé à être complétés et ont été accrédités par la suite (PCR Île de Cayenne, Les Roches Rouges à Macouria...).

Un certain accroissement des programmes de recherche témoigne d'un dynamisme et de l'intérêt porté pour la recherche sur les périodes précoloniales dans les Antilles françaises et en Guyane. Ainsi, à la suite du PCR « PAAF » concernant la parure amérindienne en roches semi-précieuses porté par A. Queffelec (CNRS) et concrétisé par plusieurs publications et un mémoire de Master (M. Raymond), un nouveau projet a pris naissance cette année par le même responsable, élargissant la thématique à la caractérisation des matières premières lithiques dans les Antilles françaises afin de tenter d'établir un référentiel adapté à l'étude des séries archéologiques. À une autre échelle, un autre PCR concernant l'économie des productions lithiques guyanaises a vu le jour, porté par L. Rousseau (Inrap). Toujours en Guyane, une demande de PCR autour de « L'occupation précolombienne de l'île de Cayenne et ses abords » a été autorisée, sous la direction de M. Mestre (Inrap). Ce projet vise à dresser une synthèse sur les sites de hauteur fossoyés (montagnes couronnées) ou non du territoire et à analyser l'évolution des paléoenvironnements à partir de carottages.

En Martinique, c'est assurément le PCR concernant « L'approche micro-régionale de l'occupation céramique ancienne de la Martinique » dirigé par B. Bérard (université des Antilles) qui fédère la recherche sur les premières occupations de l'île. La région nord-est de l'île conserve en effet de façon exceptionnelle de nombreux sites sous les cendres de l'éruption dite « P2 » de la montagne Pelée, datée vers la fin du IV^e millénaire. Bon nombre d'entre eux ont été découverts ou redécouverts lors de ces recherches. Elles ont donné lieu à plusieurs opérations de terrain, prospections et sondages, et le projet regroupe divers chercheurs archéologues ou environnementalistes issus d'institutions variées. Il a en outre le mérite de participer à la formation des étudiants et donne matière à plusieurs mémoires universitaires.

En Guadeloupe, la mise en place d'un nouveau PCR sur l'art pariétal sous la direction de J. Money, cette fois à l'échelle de l'archipel, fait suite à celui développé à Trois-Rivières, maintenant achevé. De même, à la suite des recherches sur l'évolution de la biodiversité antillaise menées par l'équipe d'A. Lenoble (université de Talence, Pacea) dans le cadre du PCR « Extinctions », la proposition d'un nouveau thème par D. Cochard (université de Talence,

Pacea) sur les faunes consommées par les Amérindiens en contexte non littoral sur l'île de Grande-Terre de Guadeloupe a été accrédité cette année.

Outre les opérations programmées liées à ces projets de recherche, quelques dossiers de demande de fouille ont été examinés par la commission (Macouria, les Roches Rouges en Guyane) mais il faut souligner la poursuite des recherches à Saint-Pierre-et-Miquelon dans les contextes pré-européens, avec en particulier la poursuite des fouilles du site de l'Anse à Henry (G. Marchand, CNRS) qui avait fait l'objet de premières évaluations les années précédentes. Ce projet emblématique pour l'archéologie de l'archipel se déploiera dans un cadre pluriannuel. Il a été complété en 2021 par une opération de prospection sur l'île de Miquelon.

Les dossiers d'archéologie préventive soumis à la CTRA en 2021 ont été en revanche assez peu nombreux, tous accompagnés d'une prescription de fouille (6 dossiers) dont certains laissent espérer des résultats de première importance. À Saint-Pierre en Martinique (rue Clavius Marius), la fouille devrait enrichir les premières observations d'une occupation amérindienne, seulement entrevue pour l'instant par un mitage complété au gré des aménagements urbains. Le site, fouillé dès cette année, a donné des résultats plus importants que prévus dont la découverte de sépultures, qui ont nécessité des compléments de moyens.

Mais on soulignera surtout le développement des investigations à Saint-Barthélemy avec la prescription de plusieurs diagnostics dont les résultats alimentent la connaissance des premiers occupants de l'île (Maison H. Gréaux – N. Sellier Ségard, Inrap) et qui ont été suivis de fouilles encore en cours. En revanche, on regrettera encore que plusieurs rapports de fouilles préventives soient encore en attente, seul celui du parking du parc des roches gravées à Trois-Rivières (Guadeloupe) ayant été examiné par la commission. Ses résultats, limités en raison d'une forte érosion des structures par les premiers aménagements, n'ont malheureusement pas permis de documenter de façon pertinente l'environnement des gravures.

Les opérations liées à l'archéologie funéraire précolombienne sont restées cette année encore relativement limitée. En Guyane, on notera toutefois la poursuite des investigations sur la montagne de Rémire au lieu-dit le Grand Beauregard (Mestre 2021, Séguin à paraître), qui ont livré plusieurs concentrations de fosses à dépôts de céramique à fonction funéraire supposée. Ce site s'inscrit dans une série de découvertes récentes, concentrées essentiellement sur l'île de Cayenne (Katoury, Ecolodge de Stoupan, Chennebras, Kreola Park, Mombin II et Mombin III) dont la pluralité des dépôts découverts permet d'entrevoir la diversité et la richesse des pratiques funéraires mises en œuvre par les populations précolombiennes au cours de la période Thémire. Le travail de synthèse à l'échelle régionale reste encore à entreprendre et nécessitera la concertation entre les différents acteurs intervenant sur le territoire guyanais.

Enfin, on mentionnera la mise en place d'un important projet d'analyse de l'ADN ancien des habitants précolombiens de la Martinique, examiné par la CTRA en avril 2021, présenté par une équipe pluridisciplinaire menée par les Dr. Reich et Sirak de l'université d'Harvard, B. Bérard, professeur de l'université des Antilles, H. Guy, conservateur de l'archéologie de Martinique et le Dr. Keegan de l'université de Floride. Il porte sur la réalisation de prélèvements osseux sur une vingtaine de squelettes précolombiens découverts sur quatre sites de la Martinique. Les analyses actuellement en cours laissent présager des résultats passionnants qui permettront de renseigner l'origine des individus, les dynamiques de peuplement et les interactions qui ont pu exister entre les anciens peuples précolombiens installés en Martinique et ceux provenant des autres îles des Petites et Grandes Antilles et des continents voisins.

PÉRIODES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Séverine HURARD, Ivan LAFARGE, Christian CRIBELLIER et Dominique ROGERS
Membres de la CTRA

Les périodes moderne et contemporaine restent majoritaires en nombre de dossiers examinés par la CTRA en 2021. Ce constat déjà formulé est surtout vrai concernant les dossiers d'archéologie préventive.

L'économie de plantation esclavagiste et l'étude des habitations sucrières ont surtout été examinées via l'instruction de rapports de diagnostic. C'est le cas en Guadeloupe à Gourbeyre pour l'habitation Bisday ou en Guyane à Rémire-Montjoly sur l'habitation Beauséjour ou encore les habitations de Capesterre Belle-Eau, mais aussi leurs abords ou l'occupation agraire de Trois-Rivières, enfin, Durio-Garden à Saint-Barthélemy. Les problématiques de recherche sont traditionnellement orientées sur la compréhension des organisations spatiales, sociales et techniques.

La forme de l'habitat et du bâti est abordée, mais la documentation reste trop souvent assez pauvre et les restitutions possibles se renouvellent peu. L'habitat vernaculaire reste très rarement abordé : il est difficile en dehors des habitations d'envisager pour le moment une vision étayée par l'archéologie de la case traditionnelle.

Les recherches des composantes de l'habitat servile sont également une thématique qui se développe néanmoins. Les travaux sont de plus en plus concentrés sur les témoignages matériels plus fugaces. Des efforts restent encore à faire sur la confrontation des données archéologiques avec les archives notamment pour traiter des évolutions foncières et des statuts des occupants. Ils doivent être soutenus par des études mieux dotées en moyens. On notera également une petite opération programmée menée par une équipe américaine sur le site de la Pagerie aux Trois-Îlets en Martinique, habitation de la famille de Joséphine Tascher de la Pagerie, épouse d'Alexandre de Beauharnais, puis de Napoléon Bonaparte. Elle vise à documenter aussi bien l'habitat servile que l'habitat des maîtres.

L'année 2021 se traduit aussi par la poursuite des travaux sur le marronnage pilotés par la Dac Océan Indien et V. Motte sur l'île de La Réunion. Les travaux menés en programmée par M. Ferrandis à Sainte-Rose et Saint-Joseph s'inscrivent dans la poursuite du projet collectif « Cavernes-Volcan » visant à la caractérisation des lieux d'itinérance des esclaves en fuite pour la période des XVIII^e et XIX^e siècles, ou pour la même période les prospections du cirque de Mafate.

L'archéologie des contextes urbains tient une bonne place dans l'activité des outre-mers. On pourra signaler les opérations menées à Saint-Pierre de la Martinique et les RFO concernant la rue Victor Hugo ou la rue d'Orléans dans le quartier du Fort. Ils viennent compléter une riche documentation en cours de constitution sur le centre de Saint-Pierre, gisement contemporain unique après l'éruption de la montagne Pelée en 1902. On observe néanmoins que la réalisation de ces opérations tant sur le terrain qu'en post-fouille est toujours confrontée à un problème de calibrage des moyens (jours-hommes en particulier) trop insuffisants. Ce constat, renouvelé depuis plusieurs années, est aussi lié au fait que les RFO rendus sont relatifs à des opérations anciennement prescrites (antérieures à 2015). On espère que l'inflexion positive tant attendue se fera sentir dans les années à venir.

Au titre des opérations urbaines, on note aussi une intéressante fréquence des opérations de diagnostic menées à Saint-Barthélemy sur la commune de Gustavia qui permet de documenter l'urbanisation du bourg à partir de la période suédoise. Enfin, il faut singulariser

l'opération de diagnostic menée à Dzaoudzi sur l'île de Mayotte qui a permis de mettre en évidence un riche contexte funéraire médiéval avec monument funéraire musulman dont les premières phases sont attribuées aux XI^e-XIII^e siècles. On citera également l'opération de diagnostic menée dans l'enceinte de la caserne Lambert, au sein du quartier Ailleret à Saint-Denis de La Réunion qui a permis d'entrevoir, outre quelques aménagements militaires du XX^e siècle, les gestes et les pratiques funéraires spécifiques qui ont été mis en œuvre (remaniements osseux, réutilisations de tombes et d'emplacements) au sein de l'ancien cimetière réservé à la « population noire » de Saint-Denis entre la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle, traduisant une gestion intensive de cet espace sépulcral occupé pendant une période d'environ 70 ans. Ces deux dossiers funéraires ont fait l'objet d'une modification de consistance du projet par le Dac de La Réunion et n'ont donc pas été suivis d'une prescription de fouille.

À Mayotte encore, le diagnostic de la mosquée swahilie de Tsingoni, la « plus ancienne mosquée de France » connue (la première phase de construction est datée des XII^e-XIV^e siècles) a permis de commencer à documenter le mode de construction d'un édifice d'intérêt majeur qui s'inscrit dans l'histoire urbaine de la première capitale de l'île.

Ces opérations en contexte urbain se caractérisent généralement par des surfaces restreintes, soit que les parcelles sont petites (cas le plus fréquent), soit que les contraintes techniques influent sur la surface étudiée. L'archéologie du bâti se développe un peu avec deux dossiers à Saint-Pierre de la Martinique (un religieux, l'autre civil urbain), mais plusieurs aspects sont suspendus à une approche plus globale de l'archéologie de la construction, en particulier l'appréhension des matériaux et techniques. La mise en lien des données de l'archéologie du bâti avec les sources d'archives devient une nécessité pour affiner les questions chronologiques.

En ce qui concerne la forme de l'habitat urbain, l'aspect vernaculaire reste sous documenté par défaut d'approche. Cette question demeure toutefois difficile à appréhender, car elle se heurte à l'archéologie du très récent.

Le religieux mérite un renouveau d'attention, en effet le désintérêt manifeste des édiles locaux pour le patrimoine en général et l'archéologie en particulier, les ruptures de traitement entre les services en Dac, comme le positionnement d'architectes dont un ancien ACMH ont conduit à l'absence d'intervention lors de la restauration-réaménagement des abords de la co-cathédrale Saint-Pierre en Martinique. Si on doit saluer les efforts et progrès réalisés depuis une vingtaine d'années en métropole et outre-mer, les cultures administratives restent difficiles à faire évoluer. Pour Saint-Pierre en Martinique, le rattrapage tardif du dossier n'a pas permis de mettre en place une opération préventive correcte.

D'une manière générale, la question des réseaux d'approvisionnement et de circulation des matériaux reste à aborder.

L'étude des élévations est également abordée par l'archéologie des ouvrages militaires qui forment une partie importante du patrimoine protégé et public, avec des dossiers qui sont liés aux problématiques d'aménagement patrimonial et de restauration. L'année 2021 est marquée par la remise d'un excellent rapport d'étude sur le bâti concernant la Redoute de Saint-Denis à La Réunion. Le site militaire contemporain a fait l'objet d'une rigoureuse analyse des phasages chrono-constructifs des élévations qui constitue une très riche documentation pour la conservation par l'étude des données avant restauration.

Plusieurs dossiers soumis à la CTRA mettent en lumière une archéologie du monde pénitencier comprenant l'archéologie du bagne, en archéologie programmée comme préventive, qui connaît une année 2021 diversifiée : d'abord à travers le lancement de projets sur la réhabilitation des réseaux d'évacuation d'eau du camp de la transportation à Saint-Laurent-du-Maroni, puis sur l'Île Royale à Cayenne, ainsi qu'à travers le rapport de fouille du Camp Saint-Maurice, annexe du camp de la transportation, et plus particulièrement sur la fouille du complexe distillerie/ancienne caserne des surveillants (plus ancien camp du système pénitentiaire guyanais). Cette première fouille d'envergure en Guyane sur un bagne en partie conservé en élévation a malheureusement souffert de problèmes méthodologiques et d'un investissement archéologique trop faible. L'exemple montre encore les difficultés à aborder le champ contemporain comme on le ferait pour les périodes plus anciennes pour constituer une documentation archéologique complète et fiable.

En 2021 a été mis en place avec le concours de la Dac Guyane un projet collectif de recherche sur les établissements pénitentiaires de Guyane durant la période 1850 à 1946. Il est porté par l'université de Guyane et rassemble des chercheurs, archéologues et historiens de différentes institutions. Ce projet très ambitieux devra réaliser la synthèse entre une documentation archivistique extrêmement volumineuse et les données issues de recherches de terrain déjà menées et de nouvelles prospections envisagées. Il vise à mieux appréhender l'économie du bagne et le rôle de premier plan qu'elle a joué dans la transformation du paysage ainsi que ses implications sociales. Cette première année de recherches a vu le lancement de travaux de recherches historiques et documentaires et la réalisation des premières missions de terrain.

Enfin, l'approche du monde pénitentiaire est complétée par des travaux de cartographie, inventaire, restauration à l'Îlet à Guillaume à La Réunion, permettant une approche renouvelée de ces établissements au-delà du bagne et de la stricte structure carcérale. Ces approches induisent des interrogations mémorielles qui nécessitent un investissement intellectuel non négligeable afin notamment que les habitants de ces territoires puissent se réapproprier des pans méconnus de cette histoire souvent refoulée.

Concernant la thématique des espaces funéraires et plus particulièrement de ceux situés sur les littoraux et menacés par l'érosion, on signalera la réalisation d'une première opération de sondage menée sur le site funéraire de l'Anse à Chaux à l'Îlet à Cabrit sur l'île de Terre-de-Haut dans l'archipel des Saintes en Guadeloupe, découvert fortuitement en 2010 et questionnant l'origine de ce lieu d'inhumation. Les investigations menées doivent permettre de déterminer s'il s'agit des sépultures de l'équipage de l'Anémone, goélette de la marine royale, ayant fait naufrage dans ce secteur au cours de l'ouragan du 7 au 8 septembre 1824 ou de tombes en lien avec la gestion de crises épidémiques ayant eu lieu dans le pénitencier ou le lazaret présents sur l'île au cours du XIX^e siècle. On rappellera également les travaux menés à l'anse Bellay en Martinique, qui ont donné l'occasion de documenter à la fois une nécropole amérindienne et le deuxième cimetière d'esclaves découvert dans l'île et dont la valorisation patrimoniale est en cours.

On ne peut finir ce bilan 2021 sans citer l'opération programmée menée en Guyane sur la drague aurifère Speranza. Outre l'originalité du sujet qui entre dans la thématique de l'archéologie industrielle contemporaine (reconnaissance des parties de machine laissées en place dans la rivière), l'exploration du site est l'occasion de montrer le fort potentiel que représentent les lieux de mise à l'eau de chargement, déchargement des embarcations. Ces sites équipés de cases pour loger les ouvriers et les condamnés, d'ateliers de réparation de

machines avec forge, d'ateliers d'ajustage, de magasins de maisons pour les ouvriers-chefs et ouvriers mécaniciens, relèvent de l'histoire des sociétés industrielles et révèlent les conditions de travail et de vie des transportés.

L'année 2021 a vu également des opérations portant sur des thématiques nouvelles en lien, pour la Guyane, avec l'habitat amérindien contemporain et, pour Saint-Pierre-et-Miquelon, avec l'habitat et les activités rurales dans les trois îles de l'archipel sur le temps long.

Note de méthodologie

On l'a dit, l'archéologie urbaine représente une part importante des travaux menés sur la période coloniale, comme cela a été relevé à Saint-Laurent-du-Maroni, mais on le note aussi à Fort-de-France, plus partiellement à Saint-Pierre de la Martinique ou Saint-Denis de La Réunion. Cependant, certainement par faute de moyens humains et de temps suffisant dévolus aux opérations, celles-ci ne produisent pas toujours une documentation de qualité et quelques écueils tendent à se multiplier. Il convient donc de rappeler quelques fondamentaux de la méthode d'acquisition de données comme la nécessité de lever les profils des creusements et les coupes de leurs remplissages, de bien distinguer coupe et élévation, de constituer des plans phasés et de bien garder à l'esprit qu'une orthophotographie, tout bon outil qu'elle soit, n'est pas un plan. L'instrumentation numérique, si elle permet un gain de temps significatif en matière de relevés sur le terrain appelle autant de traitements postérieurs en post-fouille. Les orthophotographies ou les modélisations 3D ne peuvent pas se substituer à l'analyse spatiale et stratigraphique qui doit d'abord être conduite sur le terrain avant d'en permettre son exploitation en post-fouille.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Est

Présentation de la CTRA Sud-Est

Par Jean Olivier GUILHOT
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Sud-Est est composée des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son siège est à Aix ; la présidence et le secrétariat scientifique de la commission sont assurés par le SRA PACA.

L'interrégion couvre une superficie de près de 109 833 km², soit 20,2 % de la surface métropolitaine, où résident 13,46 M d'habitants (20,8 % de la population métropolitaine – chiffres INSEE 2018). Elle totalise un PIB de 231,6 milliards d'euros (19,4 % du PIB métropolitain – chiffres INSEE 2018).

1. Le fonctionnement de la commission

Composition

Nommée pour quatre ans par arrêté du 26 février 2021, modifié par arrêté du 2 juillet 2021, la commission est composée de dix membres. L'un d'entre eux, remplacé en cours d'année du fait d'un changement de rattachement administratif, est devenu expert extérieur permanent pour la Protohistoire. Le renouvellement de la commission a permis d'intégrer une experte de l'archéo-anthropologie ; au regard de la place de cette discipline dans les dossiers examinés, cette compétence permanente s'imposait :

- Morgane Dachary, au titre du ministère de la Culture, rapporteure pour le Paléolithique et le Mésolithique ;
- Philippe Lefranc, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Néolithique ;
- Ivan Praud, au titre de l'Inrap, rapporteur pour le Néolithique ;
- Gilles Pierrelcin, au titre de spécialiste, rapporteur pour la Protohistoire ;
- Julien Ollivier, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'Antiquité ;
- Laudine Robin-Zivanovic, au titre d'un opérateur agréé, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Pierre Martin, au titre de l'Université, rapporteur pour le Moyen Âge ;
- Jean-François Goret, au titre d'une collectivité territoriale, rapporteur pour le Moyen Âge et l'époque moderne ;
- Henri Amouric, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'époque moderne ;
- Aurore Schmitt, au titre du CNRS, rapporteure pour l'archéo-anthropologie.

Par arrêté du 19 juillet 2021, sont également nommés six experts extérieurs permanents auprès de la CTRA :

- Patrick Paillet, pour l'art pariétal paléolithique ;
- Nicolas Valderon, pour le Mésolithique
- Kewin Pêche-Quilichini, pour l'âge du Bronze ;
- Thierry Dechezleprêtre, pour la Protohistoire ;
- Didier Bayard, pour l'Antiquité ;
- Yves Billaud, pour l'archéologie subaquatique.

Les membres ont été ponctuellement assistés par onze experts extérieurs :

- Martine Acerra (CNRS), pour l'archéologie sous-marine ;
- Elisabeth Veyrat (Drassm), pour l'archéologie sous-marine ;
- Sabrina Marlier (COLL), pour l'archéologie sous-marine ;
- Éric Rieth, pour l'archéologie sous-marine ;
- Thomas Perrin (CNRS), pour le Néolithique ;
- Anne-Marie Adam, pour l'âge du Bronze
- Stéphan Fichtl (Univ.), pour l'âge du Fer ;
- Vincent Guichard (BIBRACTE), pour l'âge du Fer ;
- Sylvie Crogier-Pétrequin (Univ.), pour l'Antiquité ;
- Dave Coxall, pour le Moyen Âge ;
- Vincent Maliet (COLL), pour l'époque moderne.

Le secrétariat scientifique (élaboration de l'ordre du jour des séances, formalisation des avis en séance, élaboration des PV de la commission) est assuré par Stéfan Tzortzis, ingénieur d'études au SRA PACA.

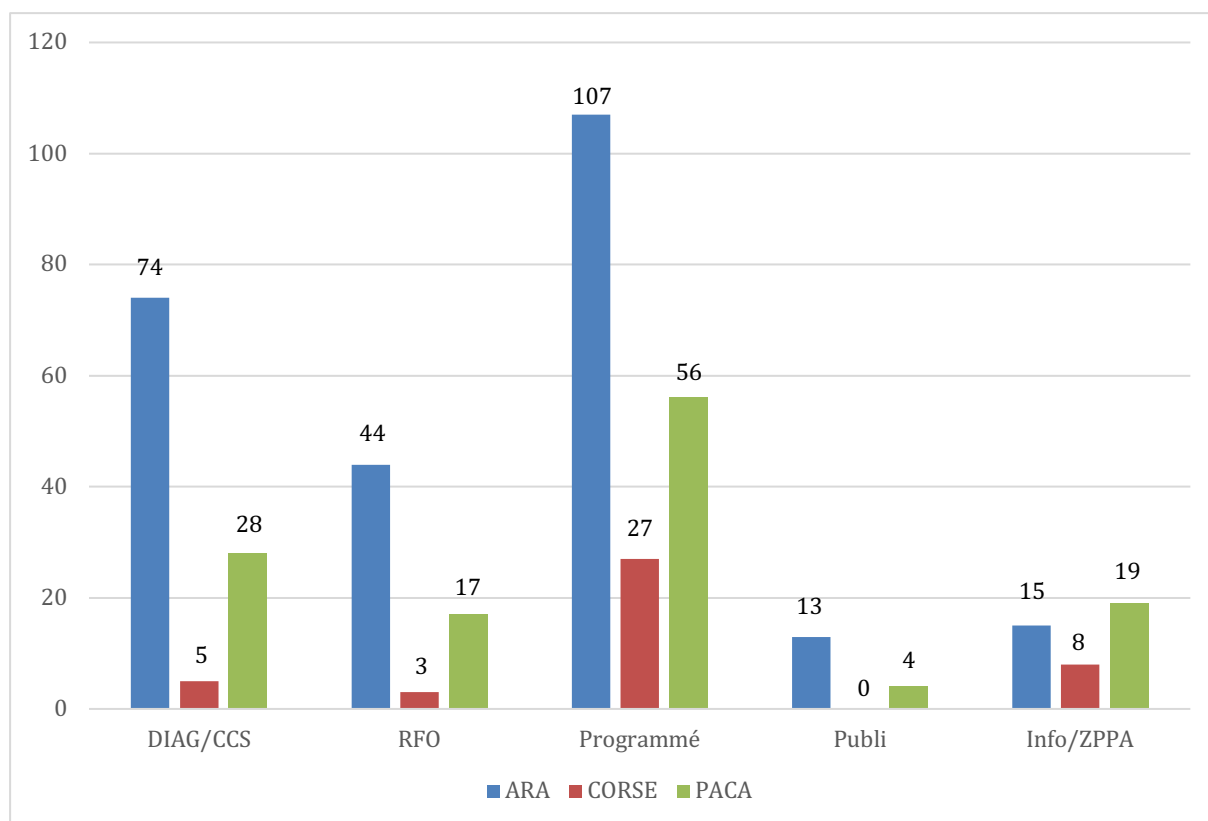
La commission s'est réunie huit fois. Du fait des conditions sanitaires liées à la crise de la Covid-19, la CTRA s'est principalement tenue en visioconférence. Malgré cela, la commission s'est déplacée en Corse pour sa session des 23-25 novembre qui s'est tenue au nouveau musée de Mariana et a été l'occasion de la visite de plusieurs sites, dont celui d'Aléria.

Nombre de dossiers examinés et répartition par régions et par périodes

La commission a eu à examiner 420 dossiers en 2021. Les séances les plus chargées restent celles consacrées à l'examen des opérations programmées – celle de février (131 dossiers) et celle de mars (93 dossiers). Ces volumes restent stables par rapport à ceux des quatre années passées, de même, leur répartition entre les trois régions : 60,2 % pour Auvergne-Rhône-Alpes, 29,5 % pour Provence-Alpes-Côte d'Azur et 10,3 % pour la Corse.

	Diag/CCS/ PSI	RFO	Progr.	Publi.	Infos CRA	ZPPA	Total
2017	74	38	220	8	28	2	370
2018	97	80	205	8	26	5	421
2019	78	57	213	15	32	2	397
2020	92	47	197	18	31	2	387
2021	107	64	190	17	27	15	420

Nombre de dossiers examinés en CTRA en 2021, en comparaison de ceux de 2017-2020.



Dossiers examinés par régions en 2021.

Comme les années précédentes, les périodes chronologiques restent très inégalement réparties : l'Antiquité et le Moyen Âge représentant 66 % des dossiers examinés.

Chronologie	Avis	
	Paléolithique-Mésolithique	28
Néolithique	39	9,3 %
Âges des Métaux	75	17,9 %
Antiquité	153	36,4 %
Moyen Âge à Contemporain	125	29,8 %

Dossiers examinés par périodes chronologiques en 2021.

Recherche archéologique en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Karim GERNIGON*, François DUMOULIN et Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL**, Émmanuelle BOISSARD***, Julie CHARMOILLAUX***, Fabien DELRIEU***, Juliette MICHEL***, Hélène PIOFFET-BARRACAND****

*Conservateur régional de l'archéologie, **Conservateurs régionaux adjoints, ***Ingénieurs d'études, ****Conservatrice

Préventif	Auvergne-Rhône-Alpes		Site de Clermont-Ferrand		Site de Lyon	
	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	4068	/	933	/	3135	/
Diagnostics prescrits	501	1220	160	585	341	635
Fouilles prescrites	85	87	26	27	59	60
Diagnostics réalisés	320	672	107	264	213	408
Fouilles réalisées	77	61	34	32	43	29
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	37		8		29	
PCR	13		3		8	
PT	14		6		8	
PI	18		5		13	
SD	2		1		1	
Relevés art rupestre	5		0		5	

En 2020, la pandémie s'était traduite par une baisse de 20 % environ du nombre de dossiers d'urbanisme reçus et par une baisse consécutive du nombre de prescriptions. La plupart des opérations d'archéologie programmée avait toutefois pu être maintenue. L'année 2021 a été marquée en Auvergne-Rhône-Alpes par un retour au fort niveau d'activité de l'année 2019, qu'il a fallu traiter dans des conditions de travail dégradées par les injonctions au travail à distance, le caractère partiel de la dématérialisation et les difficultés à obtenir les équipements informatiques nécessaires à ce travail à distance. Intervenues à un moment où le SRA commençait à être fortement impacté par les absences impliquées par des départs à la retraite, ces dégradations des conditions de travail ont eu un impact fort sur la capacité du service à assurer ses missions, en dépit d'inévitables priorisations (abandon de l'édition du BSR au profit d'AdIFI, par exemple).

La reprise d'un haut niveau d'activité en 2021 a notamment été marquée par la réalisation de nombreuses fouilles préventives, décalées pendant le plus fort de la pandémie ou liées à la transformation de la route Centre-Europe-Atlantique, qui traverse le département de l'Allier, en autoroute A79. À cela s'ajoute le retour au niveau habituel d'activité de l'archéologie programmée (en nombre d'opérations), les rares fouilles annulées en 2020, bien qu'autorisées et financées, ayant été reprogrammées en 2021. Cette forte reprise a nécessairement généré une abondance de résultats et l'exercice de distinguer quelques opérations exceptionnelles par la qualité de leurs résultats s'en trouve délicat à réaliser.

C'est bien sûr particulièrement le cas en archéologie programmée, pour des programmes pluriannuels au sein desquels il est parfois artificiel de distinguer une année plus exceptionnelle que les autres. De ce point de vue, plusieurs programmes sont marqués par la haute qualité de leurs résultats, mais qui s'inscrivent dans une régularité de la progression du travail ou de l'objet étudié. C'est particulièrement le cas de programmes de relevés d'art

rupestre préhistorique, comme les grottes d'Ebbou de Chauvet en Ardèche, où la qualité des techniques et des méthodologies employées s'avère à la hauteur de l'objet archéologique étudié. C'est également le cas de certains PCR (comme celui sur l'occupation des rives nord du lac d'Annecy, celui préparant le volume 2 de l'atlas topographique de Lyon antique, celui sur les fortifications médiévales du pourtour des Alpes ou celui sur les occupations médiévales de l'île Barbe de Lyon) ou de certaines prospections thématiques (sur les occupations protohistoriques de la vallée de la Sumène dans le Cantal, sur les villages palafittiques préhistoriques des lacs alpins), où la qualité de la progression de l'activité collective, saluée chaque année par la CTRA, se mesurera mieux quand on basculera dans l'étape de la préparation de la publication. Ce peut être aussi le cas d'opérations de fouilles, pour lesquelles là aussi c'est la dynamique collective ou la progression des données acquises qui rendent une opération exceptionnelle, sans qu'il soit aisé de distinguer une année particulière. C'est notamment une caractéristique des fouilles paléolithiques, telles que celles de l'abri du Maras en Ardèche ou de la grotte Mandrin dans la Drôme, en raison du temps nécessaire pour que l'ensemble des conditions de vérification de la fiabilité des données stratigraphiques soient bien remplies. Ce l'est également et tout autant de nombreuses fouilles touchant à des périodes plus récentes (comme le site de hauteur médiéval de Molles dans l'Allier ou l'ensemble de galeries antiques dites « arêtes de poisson » et « Sarrazinières » à Lyon et dans le département voisin de l'Ain) et pour lesquelles chaque année apporte son lot de données contribuant à la qualité des opérations. Un troisième cas de figure est apporté par des opérations, dont le lancement sur le terrain se traduit par un flot de données nouvelles révélant le caractère exceptionnel du site et pour lesquelles les années suivantes serviront à étayer cette impression première, mais aussi à en révéler des facettes inattendues. Les opérations sur le gisement paléolithique de la Grotte des Fées à Châtel Perron dans l'Allier, sur le Clos de la Visitation de la colline de Fourvière à Lyon ou celle sur l'habitat médiéval de haute montagne de la Regardière, à Saint-Bonnet-de-Coureau dans la Loire, rentrent tout à fait dans ce cas de figure, alors qu'il s'agit dans le premier cas d'un retour sur le terrain longtemps attendu sur un gisement emblématique et éponyme, dans le deuxième cas d'une opportunité liée à l'abandon d'un projet d'aménagement et dans le troisième cas d'un site inédit révélé par une prospection thématique (sur les Hautes Chaumes du Forez) particulièrement fructueuse. Il va de soi sur ces sites que le SRA sera particulièrement attentif à la qualité de la méthodologie employée pour que celle-ci génère des résultats fiables, à la hauteur du potentiel du gisement.

En archéologie préventive, ces problèmes de choix se posent différemment, même si les deux années de post-fouille peuvent ajouter une vraie plus-value à une opération de terrain, lorsque l'équipe en charge de l'opération se révèle particulièrement apte à croiser les résultats issus des différentes analyses dans un esprit interdisciplinaire et à les replacer dans un contexte chrono-géographique maîtrisé. Il est clair à ce titre que les opérateurs, les responsables scientifiques et les équipes en charge des quelques opérations mises en exergue ci-après ont la lourde responsabilité de mener à bien des rapports qui devront être très bons et de procéder ensuite à la publication que la communauté scientifique est en droit d'exiger.

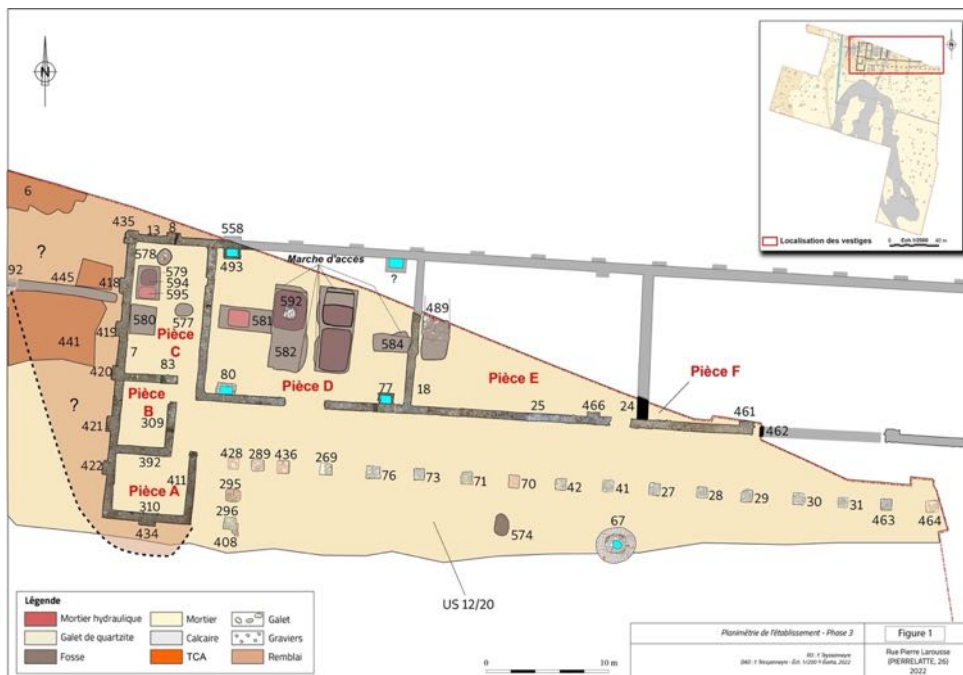
Le choix de présenter un nombre très restreint d'opérations parmi celles considérées comme exceptionnelles s'est révélé particulièrement difficile à appliquer en cette année de forte activité. Outre les quatre opérations présentées plus en détail ci-après, nous aurions par exemple bien aimé présenter, pour l'archéologie préventive, les ateliers de potiers des figurines blanches antiques de l'A79 dans l'Allier, le chantier d'un pont sur l'Allier au XVIII^e siècle dans le même département, un four de potier antique particulièrement bien conservé à Lezoux (Puy-de-Dôme), un habitat de haute montagne de l'âge du Bronze moyen

sur le tracé du TGV Lyon-Turin à Villarodin-Bourget en Savoie ou le très probable circuit de sanctification de l'huile par le contact avec le corps du saint dans l'église paléochrétienne de Saint-Pierre-de-Faucigny en Haute-Savoie. La phase du rapport sera particulièrement importante pour ces opérations. Elle permettra de consolider la qualité des données et d'insister sur l'importance d'une publication rapide des résultats. En archéologie programmée, il eût fallu pouvoir parler aussi de Corent (Puy-de-Dôme), fouille pour laquelle 2021 a permis de localiser enfin le rempart laténien, consolidant ainsi l'hypothèse d'identification du site comme un oppidum, et dont on aimerait du coup qu'il soit caractérisé plus amplement et que l'hypothèse d'un rempart antérieur, de la fin de l'âge du Bronze, soit encore plus étayée. Il eût fallu pouvoir parler aussi de l'église paléo-chrétienne de Creuzier-le-Vieux, dans l'Allier, des résultats prometteurs de l'occupation protohistorique de hauteur du Suc de Lermu, à Charmensac dans le Cantal ou de la qualité exceptionnelle de la documentation fournie par le château médiéval de Clermont en Haute-Savoie.

La sélection finale a retenu quatre sites, trois issus de l'archéologie préventive et un traité en archéologie programmée. Le plus ancien, celui de la rue Pierre-Larousse à Pierrelatte dans la Drôme, est un coffre mégalithique de l'âge du Bronze ancien, découvert au cours de la fouille d'un habitat antique et qui a fait l'objet d'une prescription complémentaire. L'âge du Bronze, mais final cette fois, est également représenté par le site fortifié de hauteur de Bègles et Jenzat dans l'Allier, qui a représenté l'opportunité trop rare de fouiller des dépôts métalliques laissés intacts par les pilleurs équipés de détecteurs à métaux. Les deux autres sites datent du Moyen Âge. Il s'agit d'une installation d'extraction d'argent à Aigueperse dans le Puy-de-Dôme et d'un complexe des X^e et XI^e siècles combinant habitat et fours de potiers à Romans-sur-Isère dans la Drôme. Ces quatre sites sont présentés plus en détail ci-après.

- Rue Pierre-Larousse, à Pierrelatte dans la Drôme. Fouille préventive Éveha, responsable scientifique Y. Teyssonneyre

Préalablement à la construction d'un Lidl, le terrain a fait l'objet d'un diagnostic effectué par l'Inrap en juillet 2020 puis d'une fouille en 2021, sous la direction de Yannick Teyssonneyre (Éveha) sur une surface de 1,4 ha environ.



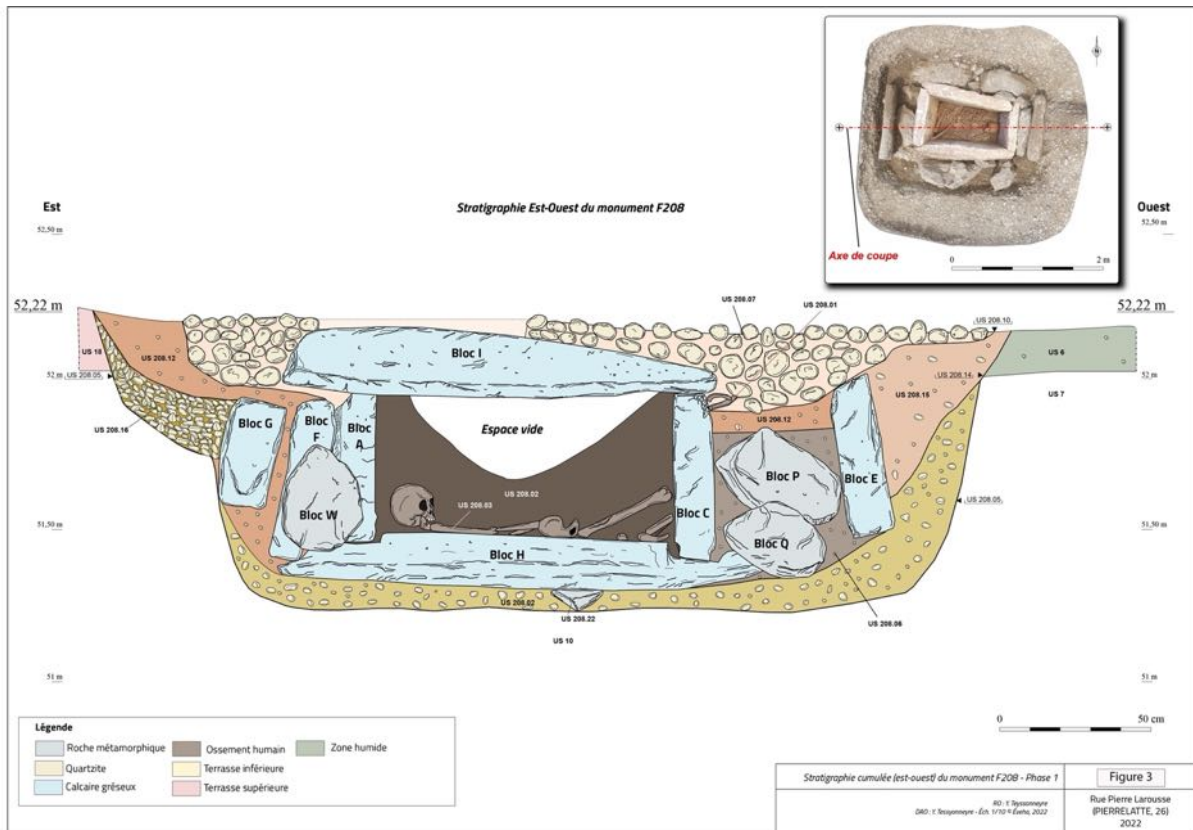
Pierrelatte (Drôme). Planimétrie de l'établissement antique (DAO : Y. Teyssonneyre, Éveha).

La fouille a permis la découverte d'un établissement rural antique très arasé, identifié dans sa partie ouest. Il se poursuit au nord de l'emprise et sous la N7 à l'est. Sa surface totale pourrait atteindre les 900 m². Deux états principaux ont été identifiés : un bâtiment attribué au I^{er} siècle, suivi d'un démantèlement/d'une réoccupation de l'espace au cours du III^e siècle. Un bâtiment antérieur a été identifié et pourrait être en lien avec un pressoir.

Outre cet imposant établissement antique, la fouille a révélé la présence d'un coffre de l'âge du Bronze ancien, découverte inattendue au vu des résultats du diagnostic qui a fait l'objet d'une prescription complémentaire. Le monument est installé dans une large fosse creusée dans le substrat. La qualité et la mise en œuvre des matériaux employés est remarquable. Il est composé d'une ciste d'un mètre de long dont les dalles sont encochées afin de pouvoir s'emboîter. Autour de ces dalles, des blocs et orthostates viennent caler l'ensemble de la structure.

Autre fait remarquable, un des blocs a révélé des traces de polychromie, inédites pour ce type de contexte dans la zone Drôme-Ardèche. Il s'agit vraisemblablement d'un motif figurant, sur fond de pigments rouges, des points noirs disposés à intervalles réguliers sur la surface lisse du bloc. Un premier traitement, réalisé sous le logiciel Stretch, montre la bonne conservation de ce décor qui oriente vers une datation du premier état centrée sur le Néolithique final. Il est fort probable que ce bloc figuré, vraisemblablement chauffé, soit un fragment d'un ensemble plus grand, dont les différents morceaux pourraient être en partie disposés en remblai dans le creusement ayant accueilli le coffrage de la ciste. De fait, une bonne partie des matériaux ayant servi à la mise en œuvre du monument est probablement issue de remplois, peut-être d'un monument funéraire plus ancien. La dalle inférieure de la ciste semble avoir été nivelée au fond du creusement par un assemblage de blocs installés dans la partie occidentale du second creusement. Dans la ciste était inhumé un homme d'environ 30 à 40 ans, en connexion anatomique et en position fléchie. Les os d'un pied appartenant à un autre individu ont été identifiés. La ciste était fermée sur sa partie sommitale par une dalle de couverture ovale. La face inférieure de celle-ci a été travaillée afin de correspondre parfaitement aux dimensions du coffre. La ciste était recouverte par un apport sub-rectangulaire de terre et de galets. Au nord de la ciste, un ensemble de trous de poteaux en arc de cercle appartient probablement à ce complexe tumulaire. Dans cet ensemble, plusieurs ossements humains (crânes, os long, coxaux et quelques vertèbres principalement) correspondent possiblement à des rejets lors de vidange de la ciste. En effet, il a bien été perçu lors de la fouille que la dalle avait fait l'objet *a minima* d'une réouverture. À ce stade, le décompte d'individus en lien avec ce monument s'élève à quatre.

La datation même du monument ne peut pour l'instant être précisée, en raison d'une potentielle utilisation longue. En l'état actuel des études, la fourchette chronologique retenue correspond au Bronze ancien pour l'état d'utilisation le plus récent du monument, corroborée notamment par la découverte de deux tessons de céramique attribuables à cette période. On notera pour finir que ce monument est actuellement reconnu comme isolé ; toutefois du fait de sa présence en limite sud-ouest de l'emprise de fouille, on ne peut écarter la possibilité de la présence d'autres monuments similaires plus au sud.



Pierrelatte (Drôme). Stratigraphie du monument funéraire F208 (DAO : Y. Teyssonneyre, Éveha).

- Site protohistorique du Bois des Balais à Jenzat dans l'Allier. Fouille programmée, responsable scientifique P.-Y. Milcent (UMR Traces).

Depuis le XVIII^e siècle, de nombreuses découvertes et recherches archéologiques ont été réalisées aux abords du cours moyen de la Sioule, dans les environs de la ville de Gannat, au sud du département de l'Allier. Dans les communes de Bègues et Jenzat, elles intéressent notamment la Protohistoire et singulièrement l'âge du Bronze final. Sachant que certains des vestiges identifiés sont remarquables et laissaient entrevoir un riche potentiel scientifique sur le terrain, un projet collectif de recherche a été mis en place dès 2019 : PCR « Le Pays de Gannat (Allier) de la Protohistoire à l'Antiquité. Des vestiges archéologiques à la modélisation territoriale ».

Le site du Bois des Balais à Jenzat est implanté sur une vaste ligne de reliefs, axée nord-est/sud-ouest et qui se termine par un éperon à son extrémité méridionale. Ce plateau possède une largeur moyenne de 300 m environ. Il est délimité sur ses flancs, est et ouest, par de fortes pentes qui contrastent nettement avec la topographie plane du plateau sommital. Ce site est caractérisé par le développement d'un important habitat fortifié couvrant une superficie de plus de 30 ha et attribuable de manière exclusive au Bronze final IIIb. En 2017 un important dépôt de plus de 380 objets en bronze, dont plusieurs éléments de char, a été mis au jour dans l'emprise de ce plateau. Une fois son étude lancée en 2018, ce sont plus d'une douzaine de nouveaux dépôts métalliques, conservés intégralement en place ou totalement ou partiellement pillés qui ont été mis au jour dans le cadre de campagnes de prospection et de fouilles menées sur le site par l'équipe du PCR. Ce site constitue donc un *unicum* à l'échelle européenne tant par la densité des dépôts métalliques qu'il recèle en contexte d'habitat que par son emprise spatiale hors norme. Il permet également la fouille de dépôts de l'âge du Bronze qui sont véritablement en place. Les modalités de déposition peuvent ainsi être documentées avec un grand détail. Ce type d'observation n'a pas été possible au XIX^e ou au

début du XX^e siècle, car les découvertes n'ont alors que très rarement fait l'objet de description précise. Grâce à cette approche de fouille fine en place, il est possible de travailler plus avant la question de la fonction de ces dépôts. Les premiers résultats obtenus tendent à associer ces dépositions massives d'objets en bronze avec des rituels de fondation de l'habitat, mais également des aménagements défensifs.

Lors de l'année 2021, les résultats des investigations menées sur le site se sont révélés exceptionnels avec la mise en évidence de trois nouveaux dépôts métalliques du Bronze final IIIb, l'un bouleversé, les deux autres intacts et composés de dix lames de hache et de parures annulaires contenus dans deux céramiques superposées. Les deux dépôts intacts ont été prélevés en bloc pour étude en laboratoire.



Jenzat (Allier). Dépôts en cours de fouilles (photo C. Fresillon, CNRS).

La même année, le système défensif enserrant le plateau a été documenté. Il est composé d'un rempart précédé d'un fossé-carrière et d'un glacis faisant la jonction entre ces deux aménagements. Cet ouvrage défensif présente à l'évidence un caractère inédit à l'échelle nationale. En effet sa structure globale n'a pas d'équivalent que ce soit au Bronze final IIIb ou au cours de la Protohistoire ancienne de manière générale. Cependant, certaines constituantes architecturales mises au jour à Jenzat trouvent des parallèles pertinents notamment dans l'aire atlantique comme pour les sites du Crochemélier à Igé ou de La Rochette à Moron.



Jenzat (Allier). Coupe du rempart du Bronze final IIIb (photo F. Delrieu, SRA).

- Habitat et ateliers de potiers altomédiévaux de Romans-sur-Isère (Drôme). Fouille préventive Archeodunum, responsable scientifique Q. Rochet

En périphérie de Romans-sur-Isère dans la Drôme, un projet de centre de méthanisation a nécessité une fouille d'archéologie préventive sur une emprise d'environ 10 000 m². L'opération a été menée sur une durée de quatre mois à partir de fin septembre 2021 par une équipe de 7 à 10 archéologues de la société Archeodunum sous la responsabilité scientifique de Quentin Rochet. La mise au jour d'un ensemble de vingt-quatre fours de potiers a nécessité la mise en place d'une prescription de fouille complémentaire, aucune de ces structures artisanales n'ayant été détectée au diagnostic.

Ces fours semi-enterrés, de 3 à 4 m de longueur totale, présentent tous une structure analogue, composée de deux creusements plus ou moins circulaires leur conférant un plan en « 8 ». Une fosse d'accès ouvre par un court étranglement sur une chambre de chauffe, sans sole surélevée. Le laboratoire, comme le resserrement faisant office d'alandier, sont simplement façonnés dans les alluvions ou soigneusement parementés de blocs de molasse ou de galets posés sur chant. Le système de couverture du dispositif n'est pas conservé. Certains de ces fours présentent des réaménagements, témoignant de plusieurs phases successives d'utilisation. Ces fours correspondent aux exemples connus au haut Moyen Âge, comme le confirment les premières datations radiocarbone réalisées, dont les résultats se situent dans une fourchette comprise entre la fin du VIII^e et la fin du X^e siècle.

En comblement de ces fours abandonnés, mais également dans une couche noire charbonneuse recouvrant environ un quart de l'emprise, un volume total correspondant à 2,7 tonnes de tessons de céramique a été recueilli sur le site. Ils ne représentent pourtant qu'une fraction des pertes et casses de la production médiévale. Le vaisselier domestique

domine : pots globulaires, oules et cruches majoritairement. Ces dernières sont parfois décorées (rainures, décors à la molette) et de nombreux fonds présentent un marquage extérieur en relief. Certains vases, sacrifiés, ont été retrouvés entiers au fond des fours, afin de surhausser la fournée par rapport au foyer.



Romans-sur-Isère – Loubat. Vue en plan du four F1265 et des deux phases d'aménagement de sa chambre de cuisson (photo équipe de fouille Archeodunum).

Si la phase d'étude permettra de préciser l'organisation et le probable phasage chronologique du site, deux pôles d'occupation au nord et au sud semblent d'ores et déjà pouvoir être distingués au sein de l'emprise fouillée. Divers indices permettent en outre de supposer l'existence d'un troisième, un peu plus au nord, dans une parcelle hors projet. Aux fours, localisés en partie orientale de ces pôles, sont en effet associés des bâtiments : habitats aux élévations de terre crue sur solins de pierre et petits foyers domestiques à l'ouest ; constructions mixtes ou simples ateliers sur poteaux et ouverts en façade plus à l'est. Des fosses destinées au stockage de l'argile ont également été identifiées, sans qu'aucune trace ne suggère une extraction et un traitement sur place. Les vestiges d'autres activités complètent le portrait de ce hameau médiéval : forge pour la réparation des outils, broche et fusaïole pour le filage ou le tissage, objets de la vie quotidienne (agrafe de vêtements, couteaux, etc.), ainsi que plusieurs silos de stockage de grains.

Quelques éléments se rapportent par ailleurs à d'autres phases d'occupation du site : d'une part, un petit groupe de sépultures d'échelle familiale datées de la fin du VI^e ou de la première moitié du VIII^e siècle ap. J.-C. et, d'autre part, de rares vestiges du premier âge du Fer (VII^e siècle av. J.-C.), dont un four à pierres chauffés.

Par cette occupation diachronique comme par les caractères spécifiques de l'implantation médiévale, le site de « Loubat » est à mettre en relation avec celui des « Meilleux » étudié en 2007-2008 lors d'une fouille réalisée par l'Inrap sous la responsabilité scientifique de M. Le Nézet-Célestin sur le tracé du contournement nord-ouest de Romans (CNOR), à environ 1700 m à vol d'oiseau au sud-est. Le nombre de fours mis au jour et surtout le volume de mobilier recueilli, se révèlent cependant considérablement plus importants sur l'opération de 2021. Similitudes (typologie des fours, marques simples des fonds...) et différences (extraction et traitement *in situ* ou non, présence ou absence de décor, marques complexes des fonds...) devront être interrogées afin d'enrichir nos connaissances d'une industrie rurale locale céramique du Moyen Âge, dont la production a été abondamment diffusée à l'échelle régionale. Le croisement des résultats de l'étude céramologique et de l'analyse des datations radiocarbone permettra d'affiner la typo-chronologie.

- Atelier médiéval d'extraction d'argent d'Aigueperse (Puy-de-Dôme). Fouille préventive Inrap, responsable scientifique F. Gauthier

Aigueperse (Puy-de-Dôme) est une petite ville située au nord de Clermont-Ferrand, dans la plaine de Limagne. Elle est construite de part et d'autre d'un grand axe nord-sud qui relie le nord de la France au Languedoc. Au début du XIII^e siècle, la ville obtient une charte de franchise et passe aux mains des puissants sires de Beaujeu. Ceux-ci créent une ville neuve au nord et à l'ouest de la ville, insérée dans le tissu urbain pré-existant, grâce à l'extension du rempart et de nouvelles portes.

La fouille d'environ 3 000 m² a été réalisée par l'Inrap entre début août et novembre 2021. Son emprise couvre l'intérieur et l'extérieur d'une enceinte urbaine médiévale, dans un faubourg réaménagé pour faire la jonction avec la ville neuve (construite dans la première moitié du XIII^e siècle). La fouille a révélé une occupation complexe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'enceinte urbaine, reflétant l'évolution de l'organisation de la ville au cours du Moyen Âge avec de surcroît une fenêtre très instructive sur une activité de fonderie de plomb argentifère.

L'enceinte urbaine a été appréhendée dans deux secteurs, avec une première portion maçonnée imposante sur arc, et une seconde beaucoup moins large qui s'interrompt sur un dispositif hydraulique destiné à évacuer l'eau de la ville. Le fossé à fond plat a également fait l'objet d'une fouille sur un transect complet. Il a été utilisé pendant la toute fin du Moyen Âge mais des datations sont en cours pour préciser les phases les plus anciennes.

Extra-muros, dans un faubourg inconnu jusqu'à présent, un grand bâtiment maçonné construit dans la première moitié du XIII^e siècle a été mis au jour, ainsi qu'une occupation antérieure, datée du XII^e siècle, qui comprenait une aire d'ensilage et des petits bâtiments légèrement excavés. Une zone funéraire antique avec incinérations et crémations à proximité d'une voie a été également fouillée en limite d'emprise.

Enfin, une grande fosse rectangulaire placée à l'intérieur du bâtiment précédemment cité, situé lui-même le long du fossé urbain, a livré 1,2 tonnes de scories. Ce dépôt est daté par la céramique et une datation radiocarbone des deux premiers tiers du XIV^e siècle. Il a livré d'imposants blocs de litharge (oxyde de plomb) contenant de petites billes de cuivre, de coulures de plomb et de masses de cuivre allié à du plomb. Cette découverte notamment par la quantité de scories, est unique en son genre en Europe. Les paléométallurgistes privilégient l'hypothèse de l'extraction d'argent. Différents déchets (masse de cuivre avec 30 % de plomb, de l'oxyde de plomb ou litarge) sont caractéristiques de plusieurs étapes de la méthode d'extraction de l'argent à partir de minerai de cuivre argentifère. En effet, on rajoute dans un

premier temps du plomb au minerai, puis on extrait dans un second temps ce même plomb auquel s'est aggloméré l'argent (liquation), puis enfin par oxydation, on va séparer l'argent du plomb. Enfin, quelques billes d'argent ont été observées sur un petit tesson de céramique présent dans cette même fosse.

La fouille n'a pas révélé de structures indiquant une activité métallurgique dans l'emprise de la fouille ou son environnement immédiat. Par contre, la métallurgie du fer est indirectement présente par un lot de scories de forge utilisé comme radier dans une fosse.



Aigueperse (Puy-de-Dôme). Fosse rectangulaire ayant livré 1,2 tonnes de scories (photo équipe de fouille Inrap).

Recherche archéologique en Corse : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Céline LÉANDRI

Ingénieure de recherche, cheffe du service régional de l'archéologie par intérim

<i>Préventif</i>	Corse	
	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	1004	1978,53
Diagnostics prescrits	55	155,85
Fouilles prescrites	7	2,9
Diagnostics réalisés	20	/
Fouilles réalisées	5	/
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	13	
PCR	1	
PT	3	
PI	3	
SD	4	
Relevés art rupestre	0	

Face à la diversité des opérations et résultats obtenus en 2021, trois découvertes peuvent être mises en avant pour la Corse :

- les plus anciens vestiges en métal de Corse et de Sardaigne à Basi (Serra-di-Ferro) ;
- la sépulture à hypogée d'époque étrusque pillée (seconde à avoir été fouillée récemment depuis celle de Lamajone) et les tombes maçonnées d'époque impériale présentant une typologie unique (à la fois à inhumation et crémation) découvertes à Mattonat (Aléria) ;
- la nécropole tardo-antique à l'Île-Rousse, la première de cette ampleur découverte en Balagne (l'Île-Rousse).

- Le Mésolithique dévoilé et les plus anciens vestiges métallurgiques de Corse et Sardaigne à Basi (Serra-di-Ferro), Mésolithique, Néolithique, âge du Bronze

Depuis 2016, les fouilles programmées conduites à Basi par Th. Perrin ont pour objectif de documenter l'habitat et le mode de vie des premières populations agropastorales de l'île à partir de ce site de référence pour la Préhistoire corse. Sondé à la fin des années 1960 et début 1970 par G. Bailloud suite à une destruction partielle par une carrière, il a révélé l'existence d'occupations du Néolithique et de l'âge du Bronze. Inexploité depuis, le gisement a fait l'objet d'un petit diagnostic préventif en 2011, en limite des occupations préhistoriques. C'est le démaquisage de cette partie nord du site en 2015 qui a conduit à y reprendre des fouilles programmées. La campagne de 2021 constitue la seconde année de la deuxième triennale (2020-2022).

Les travaux ont confirmé l'existence d'une phase d'occupation antérieure à celle datée du Bronze moyen et postérieure au Basien (secteur 4). Elle s'organise autour d'au moins un probable bâtiment dont le mur à double parement délimite un espace interne aménagé par un sol de terre battue reconstruit au fil du temps et qui vient recouvrir une phase antérieure

comportant des foyers à soles d'argile. Cette phase n'est pas encore datée, ce qui fera l'objet de prochaines analyses.

L'organisation stratigraphique du secteur 1 a pu être documentée. Il a ainsi pu être montré que le Néolithique ancien y est présent sur quasiment toute la longueur, y compris au-dessus du point le plus haut des arènes granitiques. Des aménagements domestiques (*i.e.* dallage) y sont d'ores et déjà documentés ainsi que des vases cassés en place. L'installation de l'habitat basien semble être précédée par des aménagements massifs, des creusements ayant fortement amputé les occupations précédentes, en tout cas dans la partie nord du secteur. Cet habitat basien est construit en faisant appel à une grande diversité de solutions architecturales pour les murs, qui mobilisent cependant tous la terre crue comme matériau de construction pour les élévations, reposant sur des semelles de pierres. Ces occupations s'inscrivent dans la durée, avec des phases de réfection et de réaménagement. Ces niveaux sont globalement très riches en écofacts (graines, charbons) et en mobiliers archéologiques. Soulignons notamment la mise en évidence de probables pieds de statuettes de type Ozieri ainsi que celle d'un fragment de tôle de cuivre, en conséquence l'un des tous premiers vestiges métallurgiques de Corse et de Sardaigne.



Serra-di-Ferro (Corse-du-Sud). Vue oblique du sol en terre battue 1484 venant s'adosser contre le parement interne du mur MR1465 (photo Th. Perrin, CNRS).

La fouille de l'abri de la Molaire a permis de montrer la présence de niveaux du Néolithique ancien sous le Basien. En dessous, une couche stérile d'une douzaine de centimètres d'épaisseur matérialise un hiatus d'occupation sur le gisement, qui fait lui-même suite à une occupation mésolithique. Cette occupation n'a pu être documentée que sur quelques décimètres carrés, mais elle semble se développer essentiellement sous l'abri. Sa puissance stratigraphique n'est pas connue pour le moment (au moins une dizaine de centimètres), de même que la nature de l'occupation concernée : domestique ou funéraire ? Le parallèle de cette séquence avec celle de Campu Stefanu, en face, ne peut en effet manquer d'être fait.

Là aussi, la datation et la caractérisation de cette occupation jusque-là inconnue sur le site sera l'un des objectifs prioritaires des années prochaines.

Enfin, la limite du site sur sa marge orientale a pu être mise en évidence (secteur 6), le remplissage archéologique cédant place à un gros rocher. En avant de ce rocher, des niveaux en place peuvent cependant être documentés, depuis l'âge du Bronze jusqu'au Basien.

- Une nouvelle nécropole romaine et pré-romaine à Aléria, Mattonata

L'opération réalisée au lieu-dit Mattonata, à Aléria, par F. Sacchetti a permis de mettre en évidence un secteur d'occupation pré-romaine et romaine (VI^e s. av. J.-C.-III^e s. ap. J.-C.) complètement inédit.

Les éléments recueillis, par l'analyse des images aériennes et par l'opération de terrain qui a suivi, apportent des précisions importantes sur l'implantation topographique du site d'Aléria, notamment pour ce qui concerne l'extension de son complexe de nécropoles et aussi l'exploitation de son territoire agricole en direction du littoral.

Cette nouvelle perception du site d'Aléria pose des véritables questions sur le possible prolongement de son centre urbain original, d'époque tardo-archaïque, au-delà de la colline du Fort de Matra et notamment en direction de la colline du pénitencier de Casabianda.

Grâce à l'étude des images aériennes, la « voie funéraire » découverte par J. Jehasse dans le secteur de nécropole de Casabianda (Jehasse et Jehasse, 1973), a pu être intégrée dans son contexte général, celui d'un axe de circulation structurant du nord au sud le site pré-romain et romain d'Aléria sur plus de 1,5 km et dont le parcours peut être actuellement suivi sur 3,5 km au total, jusqu'au nord-est de l'étang d'Urbino.



Aléria (Haute-Corse). Coupe de la voie sud (photo J.-M. Bontempi, Collectivité de Corse).

Prenant naissance à la limite méridionale de la ville antique du Fort de Matra, après avoir parcouru 750 m environ en direction sud, elle traverse la nécropole de Casabianda sur ses

150 m de développement. Son parcours se poursuit ensuite sur 230 m, avec la même orientation, jusqu'à l'actuelle route territoriale T10. C'est à ce niveau qu'une réorientation de l'axe de la voie en direction sud-ouest se réalise à travers le site de Mattonata. À partir de ce secteur, le parcours se poursuit encore sur 2170 m avec la même orientation, jusqu'à la lisière de l'étang d'Urbino, où on le perd dans un dense maquis.

L'opération de terrain qui a été réalisée sur le site de Mattonata a permis d'étudier la structure de la voie, par segments, sur près de 130 m linéaires et d'y mettre en évidence deux états d'aménagement. Un premier état, datable de l'époque tardo-archaïque, correspond à un chemin creux de 12 à 8 m de large sur 1,20 m de profondeur dont le fond carrossable est caractérisé par un niveau empierré de petits galets. Un deuxième état a été mis en évidence dans les segments hauts de la voie, au sommet du relief de Mattonata. Il correspond à un réaménagement d'époque romaine, sans doute impériale, destiné à diminuer la pente de la voie vers le talweg situé à l'ouest du site. Un surcreusement de près de 1,50 m est alors réalisé au centre de la voie d'origine sur 3 à 1,70 m de large.

La fonction funéraire du site sur les abords de la voie a été confirmée pour la partie située en correspondance des pentes sud-ouest du premier mamelon depuis l'ouest. Cela permet de préciser l'extension du complexe de nécropoles d'Aléria 400 à 600 m au sud du secteur le plus méridional jusque-là connu, celui de Casabianda, et d'ajouter un nouveau secteur aux quinze déjà explorés lors des anciennes fouilles et mis en évidence par les récentes recherches d'archive (Sacchetti, 2022).

Cet usage funéraire de l'espace autour de la voie s'établit très tôt, au moins dès le IV^e siècle av. J.-C., et se caractérise par une continuité d'utilisation au moins jusqu'au II^e siècle ap. J.-C., soit durant six siècles. Durant cette longue période l'occupation est irrégulière, mais le recours à des architectures funéraires de typologie variée, les mêmes qu'à la nécropole de Lamajone, y est attesté.

La découverte d'une nouvelle tombe à chambre hypogée avec couloir a fourni l'occasion précieuse d'étudier par des méthodes actuelles un de ces hypogées. La tombe à chambre de Mattonata, qui a subi un pillage, probablement au cours de l'Antiquité, a permis d'observer les caractéristiques de l'architecture funéraire en terre de la phase chrono-culturelle étrusque du site d'Aléria.



Modélisation 3D de la tombe à chambre et couloir SP 3001 de Mattonata (crédits L. Ecard, Indépendate).

Les observations archéologiques faites sur l'architecture, mises en relation avec l'étude géomorphologique du secteur, permettent d'avancer l'hypothèse préliminaire que, dans l'emplacement et dans l'orientation des sépultures, les choix rituels puissent parfois prévaloir

sur les contraintes imposées par l'environnement. Dans ce sens, les aménageurs des tombes à chambre d'Aléria montrent une volonté évidente et une capacité technique avérée à adapter au substrat local le modèle « idéologique » de la tombe à chambre et couloir, de tradition protohistorique étrusco-italique.

- Fouille de la nécropole tardo-antique à l'Île-Rousse, première de cette ampleur découverte en Balagne : L'Île-Rousse, Place Paoli-Villa Zanardi

Préalablement aux projets immobiliers Pagliaghju et domaine Zanardi portés par l'entreprise Demeures corses sur la commune d'Île-Rousse (Haute-Corse), la fouille préventive réalisée par J.-J. Grizeaud (Inrap) a permis de mettre au jour une nécropole datant des III^e-VI^e s. ap. J.-C. Le site de la Villa Zanardi est localisé en surplomb du cœur historique de la ville, en limite ouest intra-muros de l'enceinte édifiée en 1833. L'opération fait suite à un diagnostic archéologique réalisé au printemps 2019 qui avait révélé une dizaine de sépultures antiques. L'occupation des lieux durant l'Antiquité est ainsi désormais confirmée avec cette première fouille effectuée au cœur de la cité, fondée en 1765 par Pasquale Paoli.

Les recherches menées sur deux secteurs d'environ 600 m² montrent la diversité architecturale des sépultures. Au total, la fouille a permis de dégager et fouiller 44 tombes réparties sur deux parcelles. Au moins trois modes d'aménagements funéraires ont été distingués, l'aménagement le plus simple étant le creusement d'une simple fosse de plan rectangulaire où le défunt est installé, recouvert de pleine terre, sans autre installation particulière. Le second concerne les tombes en amphores. Ce mode d'inhumation utilisant des parties d'amphores est prépondérant sur le site. Le défunt est ainsi installé le plus souvent sur deux demi-amphores qui ont été déposées au préalable dans le fond de la fosse, pour être ensuite recouvert de gros morceaux de panses avec le col. Le troisième mode rappelle les tombes dites en bâtière, où des fragments de tuiles à rebord (*tegulae*) sont utilisés comme coffrage autour de la sépulture. Parfois, l'emploi de la tuile est associé aux morceaux d'amphores, révélant une utilisation mixte de médiocre qualité, des terres cuites en recyclage. Ce type d'aménagement utilisant des tuiles récupérées sur des bâtiments ruinés, de manière opportuniste, paraît relativement sommaire sur le site, comparé aux architectures funéraires connues en Corse comme sur les sites de Mariana et Sagone, par exemple.

Aucun dépôt d'offrandes n'accompagnait les défunts dans les tombes fouillées. L'orientation des sépultures privilégie globalement un axe est-ouest avec la tête des défunts à l'ouest. Les individus sont dans un état de conservation moyen et nécessitent un soin particulier lors du prélèvement des ossements. La plupart des sépultures ont subi des détériorations en surface qui sont liées aux aménagements successifs des lieux, depuis la fondation de la cité, jusqu'à l'extension des remparts, la création de la place Paoli en 1834 et la construction de l'église de l'Immaculée Conception inaugurée en 1893, qui ont donné lieu à d'importants terrassements pour combler la pente rocheuse. La position des corps et l'âge au décès ont pu être déterminés. L'étude anthropologique en laboratoire devrait offrir de nouvelles informations sur cette population.

Cette découverte, inattendue, d'une quarantaine de tombes, renouvelle le passé antique de l'Île-Rousse, et plus largement de la côte occidentale de la Corse. Les exemples connus sur l'île de telles inhumations sont souvent associés à des édifices de culte, tels que les sites de Mariana ou de Sant'Amanza. Cependant, aucun édifice n'a pour le moment été mis au jour, mais son existence n'est pas à exclure dans l'environnement immédiat de la zone funéraire concernée par la fouille archéologique.



Inhumation en amphore (crédits Inrap).

Recherche archéologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Xavier DELESTRE

Conservateur régional de l'archéologie

	Provence-Alpes-Côte d'Azur	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3373	6279
Diagnostics prescrits	324	1225
Fouilles prescrites	36	21
Diagnostics réalisés	199	784
Fouilles réalisées	27	12,927
Programmé	Nb	
Fouilles	12	
PCR	11	
PT	7	
PI	18	
SD	18	
Relevés art rupestre	2	

En 2021, avec 347 opérations, l'activité de terrain se situe malgré la pandémie au même niveau que les années antérieures. Cette dynamique confirme les traits de l'archéologie régionale avec d'une part le maintien d'un nombre élevé de projets collectifs de recherche s'attachant soit à réaliser un inventaire de collections (par ex. celle de Charles Cotte en Vaucluse), soit à réexploiter des données d'anciennes fouilles urbaines (Marseille), soit à poursuivre les recherches récentes menées dans le cadre du préventif, par exemple sur les sépultures en temps d'épidémie (la peste en particulier) ou bien encore, sur les fouilles menées dans la plaine de Saint-Maximin (Var). Ces projets collectifs de recherche notamment pour la Préhistoire seront porteurs, à court terme, d'une nouvelle dynamique de terrain très attendue pour cette période chronologique. Par ailleurs, l'augmentation régulière des opérations préventives et programmées dans les départements alpins se confirme grâce au fort investissement des services de collectivités territoriales dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes. Pour ce dernier département, au-delà des résultats significatifs obtenus lors de la réalisation de nombreuses fouilles suite à la tempête Alex, dont celle de Roquebillière qui a permis la découverte d'un vaste établissement antique auquel se superpose un habitat médiéval avec une église et une nécropole, on notera également la prise de décision d'une valorisation du sanctuaire protohistorique de Roubion, protégé au titre des monuments historiques, accompagnée d'un projet muséal en lien avec le musée de Tende qui constituera une nouvelle offre culturelle pour ce territoire en pleine reconstruction.

Cette vision positive de l'archéologie régionale doit toutefois être tempérée par la question des personnels. En effet, nous nous plaçons à un tournant générationnel. Le départ à la retraite de nombreux chercheurs et ceux programmés à très brève échéance, dont le remplacement n'est pas assuré, risque d'avoir des conséquences à la fois sur la dynamique de recherche et sur les mesures de sauvegarde du patrimoine. Face à cette situation, les recrutements précaires ou l'implication dans l'archéologie régionale de personnels hors statut ne doit pas

masquer une réalité qui à court terme peut se traduire par une perte importante de connaissances. À cet égard, on donnera ici un seul exemple, celui de la période grecque qui n'existe plus en tant que programme de recherche alimenté par des travaux de terrain et des travaux universitaires régionaux. Cette question du devenir de l'archéologie régionale ne peut être limitée au terrain, sachant que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur détient le volume le plus conséquent de collections archéologiques qui, pour certaines, se rattachent à des fouilles de sauvetage ou préventives importantes pour lesquelles de nombreuses études restent à mener à leur terme. À notre sens, l'exploitation de ces matériels doit être l'une des priorités des prochaines programmations.

Pour illustrer le bilan de l'année 2021, on retiendra par ordre chronologique, les résultats suivants :

- dans les Alpes-Maritimes, l'intervention réalisée dans une grotte à Valbonne suite à une découverte fortuite faite par un groupe de spéléo-club. Cette fouille bien que limitée à quelques sondages a permis de mettre au jour dans une salle d'environ 100 m² des vestiges enfouis (sépultures et céramiques) à faible profondeur dans l'éboulis datés du Néolithique moyen. Cet ensemble s'ajoute à un corpus peu conséquent pour la Provence qui montre que des cavités étroites avec plusieurs réseaux connexes peuvent avoir été utilisées pour des dépôts funéraires. Dans le même département les résultats des datations croisées (archéomagnétisme, thermoluminescence et radiocarbone) réalisées sur les vestiges de la mine de Roua (commune de Guillaumes) permettent de placer les débuts de l'exploitation minière à partir du milieu du IV^e millénaire, faisant de cette découverte, l'une des plus anciennes de l'arc alpin ;
- dans les Bouches-du-Rhône, une succession de fouilles préventives menées à Aubagne (camp de Sarlier) ont permis la mise en évidence de nombreuses structures du Néolithique (des fosses oblongues appartenant vraisemblablement à une enceinte à fossés interrompus, des trous de poteau, des foyers à pierres chauffées, des silos contenant pour certains des sépultures). Des datations radiocarbone permettent de situer les ensembles les plus anciens du dernier tiers du IV^e millénaire. Parmi les ensembles néolithiques mis au jour, à signaler un bâtiment de plan polygonal proche du rectangle d'une superficie estimée à 59 m² et à sa proximité, une seconde construction hexagonale de 10 m² interprétée comme grenier. Pour le même secteur, un espace funéraire daté à la fin de l'âge du Bronze et du début de l'âge du Fer. Une dizaine d'inhumations dont huit sous terre ont été étudiées. Elles contenaient des sépultures d'adultes et d'enfants de moins de six ans. Dans quatre cas, ces constructions sont précédées d'un pérystalithe accentuant la monumentalité de l'ensemble. Ces constructions funéraires sont réparties le long d'un aménagement formé de dalles et de galets délimitant clairement l'espace funéraire. Deux sépultures comportaient un dépôt funéraire constitué de parure exceptionnelle comportant des bracelets, un torque à tampons d'un type rare dans le sud de la France daté du Bronze final II B et dans une autre, une épée dans son fourreau datable du début de l'âge du Fer, une pointe de lance en fer et deux épingles en alliage cuivreux ;



Aubagne (Bouches-du-Rhône). Sépulture du premier âge du Fer (photo N. Bourgarel, Inrap).

- pour l'Antiquité, dans les Hautes-Alpes à la Batie-Montasléon, une fouille préventive réalisée dans le prolongement de la fouille précédente de deux *fana* (I^{er}-II^e siècles) a permis d'explorer l'extension du *temenos* et de retrouver un troisième temple dépourvu de galerie daté du II^e siècle. Au sud-est de la parcelle, a pu être étudié un sanctuaire aménagé à la fin du II^e siècle. Cet ensemble comportait plusieurs pièces disposées autour d'une cour intérieure. Le mobilier découvert atteste en l'état actuel des études d'une occupation importante jusqu'au IV^e siècle. Dans la cour, ont été retrouvés onze vases, parfois munis d'un couvercle, dissimulés sous un sol de grave contenant des offrandes monétaires. Parmi l'*instrumentum* mis au jour, de nombreux objets remarquables en argent, en bronze et de la céramique glacurée d'importation. Au V^e siècle, une occupation domestique est attestée avant un abandon définitif du site ;



La Bâtie-Monstaléon (Hautes-Alpes). Plan du sanctuaire (DAO S. Fournier, Inrap).

- enfin, pour les périodes médiévale et moderne, on mentionnera dans les Alpes-de-Haute-Provence la fouille préventive d'un cimetière organisé en rangées que l'on associe à la communauté juive de Manosque, cimetière qui a pu également être utilisé par les communautés juives d'autres villages des environs et, dans les Alpes-Maritimes à Tende, la fouille de plusieurs moulins servant à des productions très diversifiées (farine, bois, métallurgie, tissage).



Saorges – Pont de Cairos (Alpes-de-Haute-Provence). Moulin en cours de décapage (photo B. Sillano, Inrap).

Bilan 2021 de la CTRA Sud-Est

Coordonné par Laudine ROBIN-ZIVANOVIC et Jean-François GORET

Membres de la CTRA, représentants au CNRA

Avec les contributions d'Henri AMOURIC, Morgane DACHARY, Philippe LEFRANC, Pierre MARTIN, Kevin PÉCHE-QUILICHINI, Gilles PIERREVELCIN, Ivan PRAUD, Julien OLLIVIER, Aurore SCHMITT

Membres de la CTRA

Le fonctionnement de la commission

Une nouvelle composition de la commission, dans le cadre de la mandature 2021-2024, a été mise en place avec l'intégration d'un membre pour les périodes moderne et contemporaine et d'un autre pour traiter les questions d'anthropologie, toutes périodes confondues. La commission a connu en 2021 un rythme et un afflux de dossiers légèrement supérieurs aux années précédentes. Elle a examiné, en huit séances, 420 dossiers dont 361 concernaient des opérations préventives ou programmées, parmi elles 6 instruites par le Drassm. La répartition des dossiers entre les trois régions qui composent l'interrégion évolue sensiblement avec 253 dossiers pour la région ARA (60,2 %), 124 pour la région PACA (29,5 %) et 43 pour la Corse (10,2 %). La session de février étant assurée par les membres de l'ancienne mandature, c'est un total de 18 rapporteurs qui ont instruits les dossiers en 2021 auxquels il faut rajouter 10 rapporteurs extérieurs dont les avis ont porté sur des domaines variés (subaquatique ou des grottes ornées notamment). Le nombre de dossiers instruits par chacun des rapporteurs est très variable suivant les périodes avec, pour les nouveaux membres, un nombre total de dossiers oscillant entre une dizaine et une soixantaine.

Périodes	Nombre d'experts en 2021	Nombre d'avis		
		2018	2019	2021
Paléolithique/Mésolithique	2	36	40	28
Néolithique	2	47	39	39
Âges des Métaux	4	76	63	75
Antiquité	4	129	129	153
Moyen Âge	4	133 (dont Moderne et Contemp.)	125 (dont Moderne et Contemp.)	105
Moderne/Contemporain	1	/	/	16
Anthropologie	1	/	/	28
Total	18+10 ext.	421	396 (348 opérations)	420 (361 opérations)

La répartition des dossiers entre les principales périodes continue de présenter un fort déséquilibre en faveur de l'époque romaine et, dans une moindre mesure, de la période médiévale alors qu'on note un équilibre entre la Préhistoire au sens large et les âges des Métaux. Les tendances générales mises en évidence les années précédentes pour chacune de ces périodes se retrouvent sensiblement en 2021 avec une recherche en Préhistoire en grande part dans le cadre programmé, alors que le rapport préventif/programmé s'équilibre pour les autres périodes à l'exception notable de l'Antiquité où ce sont les dossiers préventifs qui dominent. Dans une très grande majorité des cas, les dossiers font l'objet d'avis favorables avec des recommandations en termes de publication. Il est à souligner que les difficultés liées

au contexte sanitaire n'ont que très peu impacté la qualité des opérations et des rapports, ce qui témoigne de la capacité d'adaptation et de la forte implication des responsables d'opération et de leurs équipes.

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Durant l'année 2021, 29 dossiers recouvrant la Préhistoire ancienne ont été administrés par trois experts dont un extérieur. On constate donc une baisse de l'activité notamment par rapport à 2019 qui représente l'année culminante puisqu'une augmentation régulière des dossiers est visible depuis 2016. Les avis rendus par la CTRA ont concerné en majorité l'archéologie programmée avec 24 dossiers, contre à peine 5 en préventif, dont deux rapports de diagnostic et cahiers des charges scientifiques et trois rapports de fouilles.

En premier lieu, les projets collectifs de recherche apparaissent très clairement comme des viviers d'avancées scientifiques considérables et démontrent une belle coordination des chercheurs. En PACA, signalons la poursuite des travaux de recherche sur la grotte du Lazaret dans le cadre d'un PCR « Paléoécologie de la grotte du Lazaret : interactions "Hommes-Milieu(x)" sur le littoral maralpin au cours du Pléistocène moyen final (MIS 6) » par E. Desclaux. Il vise, en particulier, à impulser une nouvelle dynamique à l'étude et à l'interprétation du matériel osseux mis au jour en plusieurs décennies dans la cavité, afin, notamment, de mieux appréhender la relation à l'homme et à l'environnement des faunes de mammifères. Cette refonte de la problématique scientifique a porté ses fruits avec des résultats très encourageants pour l'année 2021 et le lancement de plusieurs études sur l'évolution des régimes alimentaires et des modes de vie de plusieurs espèces de mammifères consommés ou non par l'homme. Signalons la révision des faunes de grands canidés, qui a confirmé que le littoral maralpin a servi de zone refuge pour le loup et le cuon au cours du MIS 6 ; le réexamen des restes de marmottes et de certains petits vertébrés (rongeurs, oiseaux et lagomorphes) ou encore l'étude des micro-usures dentaires des petits mammifères. Il faut aussi évoquer l'étude en morphométrie géométrique (GMM 2D et 3D) réalisée sur talus de bouquetins de plusieurs sites du Sud-Est de la France, dont le Lazaret. Des analyses des isotopes stables du strontium ($^{86}\text{Sr}/^{87}\text{Sr}$), de l'oxygène ($^{18}\text{O}/^{16}\text{O}$) et du carbone ($^{13}\text{C}/^{12}\text{C}$) de l'émail dentaire du cerf et du bouquetin ont aussi été lancées. La poursuite du PCR consacré aux occupations humaines pré- et protohistoriques de la plaine de Saint-Maximin (axe 1) et à l'évolution du milieu depuis le Pléistocène (axe 2) et dirigé par C. Landuré est aussi très dynamique. Les années à venir devront se concentrer sur les synthèses associant notamment les résultats des recherches menées par les paléo-environmentalistes et les préhistoriens. Le PCR « La Provence au Pléistocène Supérieur (PPSup) » porté par G. Porraz a été autorisé pour une année probatoire, préalablement au dépôt d'une demande d'autorisation triennale. Le cadre géographique retenu est l'arc liguro-provençal, limité à l'ouest par la vallée du Rhône, au nord et à l'est par le massif alpin et au sud par la Méditerranée.

Plusieurs campagnes de fouille ou d'études paraissent assurément prometteuses. Ainsi, les différentes opérations de fouilles menées sur plusieurs années dans le puits naturel de L'aven des Planes à Monieux, en bordure des hauts-plateaux du Vaucluse, a donné lieu à un important travail en laboratoire avec notamment un inventaire exhaustif de la faune holocène et à une analyse comparée des restes osseux de chevaux recueillis. À l'avenir, l'équipe se propose de lancer une analyse des isotopes de l'oxygène extraits des dents de mammifères ainsi que des datations ^{14}C sur tous les chevaux des Planes. Une reprise du terrain a été autorisée dans le but de mettre un terme à la fouille du premier renne de la fin du Pléistocène découvert à l'est du Rhône, ainsi que du squelette du cheval « Bucéphale ». Les fouilles du

site de plein air Les Prés de Laure à Comps-sur-Artuby ont mis en évidence l'existence d'une longue séquence sédimentaire couvrant *a minima* l'intervalle chronologique 45-23 ka cal BP, qui s'impose de fait comme une référence en contexte de moyenne montagne à l'échelle de la région PACA. En Rhône-Alpes, il faut évoquer, bien évidemment, les recherches menées sous la direction de L. Slimak dans la Grotte Mandrin (Malataverne, Drôme) visant à étudier une surface d'une cinquantaine de mètres carrés à l'extérieur de l'abri, de manière à comprendre l'organisation spatiale des différents niveaux d'occupation du Paléolithique moyen et du Paléolithique supérieur initial. En 2021, les fouilles ont principalement eu pour objet la poursuite du dégagement des restes d'un individu néandertalien et l'appréciation des dynamiques sédimentaires du gisement et ses abords. La grotte des Fées à Châtel Perron dans l'Allier avait fait l'objet précédemment d'un bilan documentaire. Une série de sondages a été menée en 2021, permettant de préciser la topographie des cavités, afin notamment de déterminer les conditions de dépôt et le potentiel conservé du gisement.

Si les opérations préventives ne concernent que très rarement ces périodes anciennes, ce bilan peut souligner deux opérations. La première, menée sous la direction de J.-Fr. Pasty au lieu-dit Les Forgettes à Quincieux (Rhône), a livré un locus préhistorique caractérisé par un épandage de galets et de blocs thermofractés, associés à des restes de cheval et de bison, ainsi qu'une dizaine de pièces taillées en silex et quartzite. L'attribution chronologique envisagée se situe au cours du Badegoulien. En contexte urbain et de fortes densités archéologiques, une opération menée sous la direction d'A. Taylor, rue Claudy dans la ZAC Vaise-Industrie à Lyon (Rhône), a permis de mettre au jour plusieurs occupations mésolithiques dont les vestiges se présentent sous la forme d'une nappe d'éléments lithiques taillés, galets thermofractés, restes fauniques, surtout carbonisés, et, dans la partie sommitale, d'éléments de céramique sans qu'un semblant d'organisation n'ait pu être mis en évidence. En dépit du caractère remanié et multiple des occupations, une publication a aussi été proposée afin de présenter les caractéristiques des différentes phases chronologiques, la géographie des approvisionnements en silex, tout en mettant en perspective ce site avec les occupations mésolithiques de ce secteur géographique.

NÉOLITHIQUE

En 2021, 33 dossiers relatifs à la période néolithique ont été examinés en commission. La part la plus importante revient aux opérations programmées, avec 22 dossiers répartis entre 8 fouilles, 1 prospection thématique, 6 opérations de relevé d'art rupestre, deux PCR, une aide à l'édition, deux aides à la préparation de publication, une étude et une demande de financement d'analyses paléogénétiques. Les dossiers d'archéologie préventive, au nombre de 12, se répartissent entre 5 rapports de diagnostic/CCS et 7 RFO. Le nombre de dossiers examinés en PACA et ARA est identique, avec un même rapport en faveur des opérations programmées qui constituent les deux tiers du corpus. La Corse se singularise par une activité de recherche sur le Néolithique uniquement portée, cette année encore, par les opérations de fouilles programmées.

Dans cette dernière région, l'année 2021 a vu se poursuivre les opérations programmées en cours à Serra-di-Ferro, Basi (Corse du Sud), à Patrimonio, Catarelli et à l'Île-Rousse, A Petra (Haute-Corse), pour des résultats scientifiques significatifs. La reprise de la fouille du site cardinal d'A Petra a mis en évidence plusieurs niveaux stratigraphiques non perturbés et a d'ores et déjà livré des vestiges organisés dont la nature devra être précisée. Sur le site de Basi, les niveaux du Néolithique récent continuent à livrer les vestiges architecturés de bâtiments à fondation de pierres et élévation de terre crue, ainsi qu'un très abondant mobilier

dont l'étude, régulièrement différée, mais qui devrait trouver son aboutissement en 2022, permettra de mieux définir les faciès culturels de la région au 4^e millénaire av. J.-C. Il faut souligner, tant les découvertes relatives à la sphère funéraire sont rares dans l'île, la présence d'une sépulture du 3^e millénaire av. J.-C. à Patrimonio, Catarelli, monument en partie détruit, aux ossements très partiellement conservés, mais dont le caractère collectif peut être retenu. Enfin, une nouvelle opération programmée a été mise en place à Sartène, au lieu-dit Balchiria (Corse-du-Sud), afin de tenter de préciser le contexte de gisement de la « stèle à l'orant » fortuitement mise au jour en 2017. La fouille a permis d'observer un alignement de blocs, de fonction encore indéterminée, et a confirmé l'attribution du site à la période néolithique.

En PACA, l'activité programmée s'est essentiellement organisée sur trois grands axes : les occupations sous abri, l'art schématique holocène, les sépultures collectives. Les occupations sous abris sont documentées, dans les Alpes-de-Haute-Provence, par la fouille des niveaux chasséens de Méailles, Grotte de Pertus II, opération phare qui doit bientôt entrer en phase de publication, et par les premiers sondages réalisés sur le site Rougon, Grotte d'Encastel. Les relevés d'art rupestre à Saint-Rémy-de-Provence, Abri Otello et Saint-Paul-sur-Ubaye, Les Oullas (Alpes-de-Haute-Provence) se sont poursuivis dans le cadre d'un projet de recherche consacré aux figurations schématiques postglaciaires de France méridionale, bénéficiant de nouvelles méthodes d'analyse non vulnérantes et de techniques d'imagerie avancées pour des résultats souvent spectaculaires. La recherche sur les pratiques funéraires néolithiques en PACA a été relancée par la mise en place de deux projets portant, d'une part sur l'analyse paléogénétique d'individus inhumés dans le dolmen du Villard, à Lauzet-Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence), dans l'objectif, ambitieux, d'approcher la structure sociale des « sociétés mégalithiques » et, d'autre part, sur l'étude des vestiges exceptionnellement bien conservés, récemment découverts dans la grotte d'Aeris, à Valbonne (Alpes-Maritimes), qui abrite une des deux seules sépultures collectives reconnues pour la première moitié du 5^e millénaire av. J.-C. Enfin, le PCR consacré aux occupations humaines de la plaine de Saint-Maximin (Var) a, cette année, trouvé une réelle dynamique en définissant clairement des axes d'étude privilégiés et en proposant une première synthèse sur les occupations néolithiques du secteur.

La recherche programmée en ARA n'a vu que peu d'interventions de terrain, à l'exception des campagnes de relevés d'art rupestre qui se sont déroulées à Bessans, Rocher du Château et à Saint-Jean-d'Arvey, Trou de la Féclaz (Savoie), dans le cadre du programme de recherche déjà cité, et d'une prospection thématique sur les dolmens de la planèze de Saint-Flour (Cantal). Outre un PCR intitulé « Du Néolithique à l'âge du Bronze moyen en région Rhône-Alpes », mais qui n'a, jusqu'ici, que très superficiellement effleuré la Préhistoire récente, nous avons examiné trois demandes d'aide à la publication ou à l'édition : il s'agit de la publication monographique des niveaux de bergerie de la Grande Rivoire (Sassenage, Isère), processus engagé en 2019 et qui devrait aboutir en 2022, de la publication, très longtemps attendue, des sites chasséens de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) et de la publication, sous la forme d'une série d'articles monographiques, des données recueillies dans les années 1970-1990 sur le site mésolithique et néolithique d'Orgnac-l'Aven, Baume de Ronze (Ardèche).

Les opérations de fouille préventive ont essentiellement porté sur des habitats, dans les Bouches-du-Rhône (trois sites) et dans la Drôme (un site), dont la chronologie couvre toutes les étapes du Néolithique. Les découvertes les plus marquantes ont été réalisées en ARA, dans l'Ain et dans le Puy-de-Dôme. À Meximieux, Les Granges, un nouvel enclos funéraire (dit de type Passy) a été daté du dernier tiers du 4^e millénaire, confirmant ainsi le caractère tardif du phénomène dans la vallée de l'Ain. Sur le même site, la découverte la plus intéressante est

probablement celle d'un individu inhumé dans le dernier tiers du 6^e millénaire, paré de dentales et accompagné de fragments de vases attribuables à la céramique de la Hoguette. Enfin, il faut mentionner sur le plateau de Corent (Puy-de-Dôme), un très grand bâtiment, probablement de type Auneau, attribué à la fin du 5^e millénaire.

La recherche sur le Néolithique en interrégion fait, cette année encore, preuve d'un réel dynamisme, en investissant la plupart des axes définis par la programmation nationale : notamment l'archéologie funéraire, qui bénéficie de la mise en place de programmes de recherche ambitieux : l'expression de la territorialité, à travers la répartition de l'art schématique, ou encore, la définition de nouveaux faciès culturels, avec la multiplication des découvertes relatives à l'horizon « pré-chasséen » en Provence. L'articulation entre les ressources de l'archéologie programmée et de l'archéologie préventive, complémentaires, peut être jugée satisfaisante, la première portant majoritairement sur des secteurs karstiques, et la seconde apportant régulièrement de nouvelles données sur les habitats ouverts et les structures, domestiques ou funéraires, monumentales. On doit également se féliciter du proche aboutissement de projets de publication de sites majeurs, comme du souci manifesté à rendre accessible à la communauté scientifique des données anciennes et inédites. La richesse de l'interrégion, en PACA notamment, mériterait cependant que se multiplient des projets de PCR, à l'image de l'opération en cours dans la plaine de Saint-Maximin ; on pense ici aux très riches vestiges néolithiques du secteur de Trets, ou encore à un éventuel programme thématique consacré à la première moitié du 5^e millénaire. Enfin, nous avons plaisir à souligner la qualité globale des rapports examinés cette année (un seul dossier non reçu), en notant cependant, quitte à nous répéter, la qualité moindre de certains rapports de diagnostic qui souffrent, selon toute évidence, de moyens trop limités attribués lors de la phase terrain.

ÂGES DES MÉTAUX

En 2021, 70 dossiers portant sur les périodes protohistoriques ont été examinés, représentant 18,5 % de l'ensemble des avis formulés par la commission. Ces chiffres sont en légère augmentation par rapport aux années précédentes, aussi bien en nombre de dossiers (57 en 2019 et 55 en 2020) qu'en proportion (15,6 % en moyenne sur 2019 et 2020), mais correspondent peu ou prou à ceux de l'année 2018, qui avait vu 72 dossiers traités (soit 18,5 %). Les deux tiers des examens (47) concernent Auvergne-Rhône-Alpes, le reste se partageant de manière à peu près équilibrée entre la Corse (13) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (10). La ventilation entre opérations préventives et programmées dénote une légère prépondérance de ces dernières, qui représentent 60 % des dossiers traités (28 contre 42), là aussi en augmentation par rapport aux années précédentes (autour de 50-55 %). Cette répartition est toutefois inégale selon les régions, avec une variation graduelle du sud vers le nord de l'interrégion. En Corse, comme pour les années précédentes, les dossiers correspondent presque exclusivement à des opérations programmées (12 sur 13). La seule opération préventive est représentée par l'examen *a posteriori* d'une fouille menée à Sartène (Corse-du-Sud). En PACA, l'archéologie programmée reste dominante (7 dossiers), même si l'archéologie préventive n'est pas en reste, avec deux examens *a priori* (Mané et Montdragon) et un *a posteriori* (Médiathèque de Grasse). En ARA, comme pour les années précédentes, la répartition est par contre équilibrée entre préventif et programmé (24 contre 23). Cette région concentre par ailleurs l'essentiel des 28 dossiers préventifs de l'interrégion.

Les résultats obtenus et les thématiques abordées à travers ces 70 opérations permettent de dégager différentes observations et axes d'étude privilégiés pour chacune des deux principales périodes protohistoriques.

Pour l'âge du Bronze, il faut noter le dynamisme des études sur l'habitat perché en Auvergne, avec des résultats significatifs pour le Bronze final, illustrés par les recherches menées à Jenzat et au Suc de Lermu. Ces fouilles trouvent un complément intéressant dans le développement de deux PCR. La Corse est elle aussi particulièrement bien représentée, avec neuf sites de hauteur faisant l'objet de sondages ou de fouilles, illustrant la vitalité de l'archéologie programmée insulaire en ce domaine. Toujours dans le champ domestique, il faut souligner la qualité des résultats concernant les palafittes savoyards du Bronze final. Ici également, un PCR permet d'élargir les perspectives. Un seul dossier concerne la sphère funéraire et s'annonce prometteur : le tumulus de la Pénide à Espalem.

Pour ce qui relève de l'archéologie préventive, les diagnostics examinés révèlent pour la plupart des vestiges isolés, souvent des structures en creux du Bronze final, sur des emprises ayant également permis d'observer des sites plus anciens et/ou plus récents, qui ont concentré l'attention des responsables. Seule l'opération de la station d'épuration de Mané (Alpes-de-Haute-Provence) a permis de réaliser une découverte majeure sur un site d'habitat. Parmi les fouilles préventives ayant fourni des résultats importants, il faut mentionner l'habitat et les sépultures du Bronze ancien de la rue de la Treille (Lempdes, Puy-de-Dôme), l'habitat du Bronze moyen de la Ronzière à Feurs (Loire), l'habitat du Bronze final 1 de la Bergerie (Civrieux, Ain) et le tumulus du Bronze final 3b de l'Ecoquartier (Crolles, Isère).

On notera, enfin, que plus de la moitié des dossiers concerne le Bronze final, tendance qui recoupe assez bien les moyennes nationales. Du point de vue géographique, la frange littorale de la région PACA demeure sous-représentée ; il s'agit également ici d'une anomalie pérenne.

Pour l'âge du Fer, on relève un même dynamisme des recherches autour des sites de hauteur, qui concernent essentiellement l'Auvergne, aussi bien pour le premier que pour le second âge du Fer. Ces études s'intéressent pour partie aux sites eux-mêmes, comme le Suc de Lermu dans le Cantal, les *oppida* vellaves ou ceux du bassin clermontois, mais considèrent aussi les sites replacés dans leur environnement plus large (PCR Bègues/Jenzat et prospection thématique des vallées de la Sianne et de la Sumène). Ces observations peuvent être formulées d'une manière similaire pour PACA, quoiqu'avec un nombre de dossiers moins élevé. Hormis la fouille des Caisses de Jean Jean à Mouriès (Bouches-du-Rhône), les projets correspondent majoritairement à des prospections, PCR ou études documentaires, toujours en lien le plus souvent avec des sites de hauteur, comme avec le projet sur la céramique non tournée provençale, mise en relation notamment avec les *oppida* de la Courtine et du Mont-Garou (Var), ou encore la prospection sur les mines de Roua, liée aux problématiques autour du site de la Cime de Tournerie (Alpes-Maritimes). La Corse se caractérise, quant à elle, par les recherches s'intéressant aux niveaux préromains d'Aléria, rassemblées sous la forme d'un PCR et de projets connexes portant aussi bien sur le secteur des remparts du site lui-même que sur les nécropoles qui se développent plus au sud.

Hormis cet exemple d'Aléria et celui des vallées de la Sianne et de la Sumène, le domaine funéraire est représenté par deux PCR consacrés aux sépultures de l'âge du Fer, l'un portant sur les Alpes du Sud, l'autre sur la nécropole de Chens-sur-Léman (Haute-Savoie).

Pour l'archéologie préventive, parmi les dossiers examinés *a posteriori*, on relèvera notamment les fouilles de la Médiathèque de Grasse (Alpes-Maritimes), qui ont livré une

séquence protohistorique riche et totalement inédite, illustrant les relations entre la côte et les habitants de l'arrière-pays. À Lyon (Rhône), l'intervention sur la ZAC de Vaise industrie Nord a livré de précieuses informations permettant de compléter nos connaissances sur l'occupation de la plaine de Vaise à la charnière des périodes hallstattienne et laténienne. Quant à Civrieux (Ain), les deux fouilles de la ZAC de la Bergerie ont notamment permis d'identifier des fermes encloses de La Tène finale, s'inscrivant visiblement dans un terroir plus large et liées par ailleurs à des découvertes funéraires.

D'une manière générale, le schéma d'ensemble des 70 dossiers examinés est dominé par des travaux de qualité, puisque la grande majorité des projets a été validée, avec cependant parfois quelques reports de décision face à des dossiers incomplets ou insuffisamment étayés. Pour l'archéologie programmée, on constate que la recherche sur les sites de hauteur est particulièrement développée, aussi bien pour l'âge du Bronze que pour l'âge du Fer. Les opérations se répartissent à part égale entre fouilles et projets collectifs, qui permettent ainsi d'apporter à la fois des données nouvelles, mais aussi de mettre en lumière et de valoriser des données anciennes qui restaient le plus souvent sous-exploitées, voire inédites. Le dynamisme des équipes impliquées doit ici être souligné. On relèvera également que seuls trois dossiers concernent des projets de publication, correspondant tous trois aux actes de manifestations scientifiques organisées en Rhône-Alpes : les 3^e et 4^e séminaires de Protohistoire rhônalpine, consacrés respectivement aux habitats agglomérés au Bronze final et aux sépultures et nécropoles de l'âge du Fer ; le 44^e colloque AFEAF de Lyon, qui a porté sur les axes fluviaux à l'âge du Fer en Europe tempérée.

Enfin, pour ce qui est de l'archéologie préventive, on relèvera le tarissement des dossiers liés aux aménagements de grande ampleur, tels ceux de l'autoroute A79 dans l'Allier ou le pôle d'activités PIPA dans l'Ain. Pour la Protohistoire, ce sont aujourd'hui les projets de ZAC qui sont ainsi les principaux pourvoyeurs de données nouvelles.

ANTIQUITÉ

Les dossiers relatifs à l'Antiquité représentent une part importante de l'activité archéologique de cette interrégion. Au total, 152 dossiers ont été examinés par deux membres de la commission et deux rapporteurs extérieurs. On recense donc une belle augmentation par rapport aux années 2018 et 2019, qui culminaient à 129 dossiers par an. L'année 2020 reste bien sûr à part compte tenu des conditions sanitaires qui ont faussé l'activité archéologique et par conséquent, celle de la commission. Les avis rendus par la CTRA en 2021 ont en majorité concerné l'archéologie préventive, avec 87 dossiers examinés dont 55 diagnostics et 32 opérations, contre 65 pour les recherches programmées. Il faut également souligner des disparités régionales avec deux tiers des dossiers issus d'ARA, tant en programmée qu'en préventif, contre 39 pour PACA et 12 pour la Corse.

Pour ce qui concerne l'archéologie préventive, la région ARA totalise 61 dossiers, alors qu'on en dénombre 22 en PACA et 4 en Corse, ce qui s'explique sans doute en partie par l'emprise territoriale de chaque région, mais également par des dynamiques différentes dans l'aménagement du territoire. Ainsi, les fouilles préventives liées à des projets de grande envergure ont principalement concerné la région ARA. C'est notamment le cas des opérations prescrites dans le cadre du projet de mise aux normes autoroutières de la RCEA (A79), dans le département de l'Allier.

Ailleurs, les diagnostics préalables ont révélé plusieurs établissements ruraux antiques, que la fouille permettra de mieux caractériser tout en offrant une vision renouvelée et complémentaire de celle livrée par les recherches programmées – essentiellement des

prospections – concernant l’occupation de ce territoire particulièrement fertile. On pense notamment aux *pars rustica* des villas Les Rivaux à Peyrolles ou du lieu-dit Coupier Près à Géménos dans les Bouches-du-Rhône. Des territoires dont les occupations sont déjà bien cernées, tel que dans le secteur de Bouc-Bel-Air, pourront aussi se voir enrichis des données concernant les réseaux viaires distribuant ces différents espaces avec des fouilles à venir au niveau de l’avenue du Pin Porte Rouge. L’espace péri-urbain et son organisation sont régulièrement appréhendés dans le cadre de projets d’aménagement routiers ou de constructions de logements. Les complexes artisanaux sont fréquemment la cible des diagnostics, notamment ceux opérés à Toulon-sur-Allier mais surtout à Lezoux dont les opérations archéologiques viendront enrichir nos connaissances sur l’occupation de ces zones.

Au cours de l’année 2021, 32 rapports d’opération portant sur la partie antique ont été examinés au sein de la CTRA. Des opérations menées sur de vastes superficies ont concerné la périphérie des grandes villes (ZAC de Vaise-Industrie à Lyon, Rhône) ainsi que des territoires où l’archéologie préventive révèle peu à peu l’existence de véritables agglomérations, jusque-là insoupçonnées ou méconnues (PIPA à Saint-Vulbas, Ain). Ce dernier aménagement de grande envergure a donné lieu à de nombreuses opérations ; un travail de synthèse collaboratif, associant l’ensemble des opérateurs concernés, est grandement attendu. Néanmoins, les progrès de l’archéologie en milieu urbain restent majoritairement tributaires de fouilles prescrites en amont de travaux le plus souvent modestes, compte tenu du contexte dans lequel elles sont réalisées. Les agglomérations de Lyon, Vienne (en incluant Saint-Romain-en-Gal et Sainte-Colombe), Valence et Nérès-les-Bains pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ou encore Riez pour PACA en sont les principales bénéficiaires. À ce titre, on pourra souligner l’intérêt des prescriptions qui portent sur des surfaces parfois très réduites, comme à l’occasion de l’enfouissement de conteneurs enterrés, mais dont les apports sont loin d’être négligeables. Ainsi, à Valence, ces travaux vont prochainement permettre d’investir le centre de la colonie, encore très mal documenté, à l’image des interventions comparables menées ces dernières années à Vienne. On pourra signaler, pour cette dernière, une découverte d’importance majeure, avec la mise en évidence place Saint-Maurice d’une probable portion de l’enceinte réduite, datée de la fin du III^e siècle ou du début du IV^e siècle et jusque-là uniquement attestée par les textes.

En contexte rural, et tout particulièrement en région PACA, ce sont les établissements ruraux qui ont été le plus amplement documentés. On retiendra l’extrémité orientale de la villa Les Rivaux à Peyrolles, ou encore un établissement agricole au Chemin des Roches à Sanary-sur-Mer. Assez rare pour être signalée, notons la découverte d’un vignoble de très grandes dimensions, avec 272 structures rattachables au parcellaire B de Toulon, et proche de plusieurs établissements agricoles au Castelet. Enfin, l’opération au lieu-dit La Montagnette à Graveson a livré un paysage dense et varié associant une portion de la voie d’Agrippa très bien conservée, mais aussi une voie secondaire ainsi que des vestiges construits et funéraires.

En matière d’archéologie programmée, les recherches ont, là encore, avant tout concerné la région ARA, avec 40 projets examinés. Ils sont au nombre de 17 pour la région PACA – dont 1 soumis par le Drassm – et 4 en Corse. Quel que ce soit le type de dossiers, les demandes proviennent, en grande partie, de personnes sans rattachement (15 dossiers) à égalité avec les universitaires. Viennent ensuite les chercheurs du CNRS, les agents des collectivités et du ministère de la Culture, dans des proportions équivalentes (8 à 9 dossiers). Les salariés du secteur privé (8), les agents de l’Inrap (2) et des musées (4), ainsi que les étudiants (4) restent moins demandeurs. De nombreux projets relèvent de l’axe 9 de la programmation nationale

du CNRA (Le phénomène urbain), dont ils mettent en application une des recommandations avec le développement de recherches programmées en milieu urbain. Ces travaux concernent bien souvent les grandes villes, dans des conditions parfois contraintes et proches de celles de l'archéologie préventive, comme la fouille du Clos de la Visitation sur la colline de Fourvière, qui livre des résultats spectaculaires et importants pour l'histoire militaire de Lyon. Cette opération constitue néanmoins une exception, l'essentiel des dossiers soumis à l'examen de la CTRA étant des projets non invasifs, comme des prospections ou des PCR. On pourra ainsi mentionner les Atlas topographiques de Lyon et de Clermont-Ferrand, ainsi que les travaux consistant à reprendre l'étude de certains monuments emblématiques, comme les théâtres de Lyon et d'Orange ou encore les thermes du Mont-Dore. Les travaux entrepris dans le cadre du PCR de la Montille d'Ulmet, avant-port d'Arles, sont remarquables et arrivent à leur terme avec une publication à la clef attendue sur les espaces et l'urbanisme liés aux aménagements à vocation portuaire. La recherche programmée en Corse fait état aussi de grandes avancées, avec notamment la fouille du complexe de Piantarella établi à l'extrémité méridionale de la Corse ou encore les données sur l'exploitation du granite dans le cadre du PCR sur les bouches de Bonifacio. Des projets empruntent des parcours plus sinueux, tel le PCR Aléria, dont certains axes de recherche paraissent plus aboutis que d'autres, démontrant probablement des difficultés organisationnelles. Des travaux de synthèse sont en cours sur l'occupation des espaces ruraux dans certains secteurs géographiques qui n'avaient encore jamais donné lieu à ce travail. On pense au PCR « Habitat rural gallo-romain dans la cité des Arvernes ». À l'origine, un projet PAS de l'Inrap qui s'est transformé en PCR et par l'association d'autres structures constitue un bon exemple de collaboration inter-opérateurs. D'autres axes de recherche, plus rarement traités, telle que l'occupation antique de moyenne montagne, ont été appréhendés par des fouilles programmées pluriannuelles à l'image de celle du plateau de Saint-Pierre à Thorame-Basse. Parmi les découvertes exceptionnelles, il faut rappeler la fouille programmée en cours sur la colline de Lampourdier, qui apporte des données considérables dans le domaine militaire et enrichissent les travaux menés dans le cadre du PCR sur « Arausio 105 » qui devrait aboutir prochainement à plusieurs publications. Enfin, le PCR lancé en 2021 sur la question des galeries en arêtes de poisson de Lyon ainsi que celle des Sarrasinières à Lyon et à Neyron, dont la fonction demeure toujours un mystère à l'heure actuelle, s'avère très promoteur.

MOYEN ÂGE

Comme cela était déjà le cas en 2019 et lors des années précédentes, le nombre de dossiers traités pour la période médiévale est très important avec 105 avis formulés dont 51 relèvent de l'archéologie programmée et 54 de l'archéologie préventive, impliquant trois membres (principalement les deux membres de la nouvelle mandature) et un rapporteur extérieur. Rappelons que depuis mars 2021, l'examen des dossiers pour les périodes moderne et contemporaine ne sont plus à la charge des experts médiévistes qui peuvent en outre s'appuyer sur l'expertise d'une archéo-anthropologue pour les nombreux dossiers où se mêlent analyse d'édifices religieux et vestiges funéraires. Au niveau de la répartition régionale, on note une évolution sensible avec 56 dossiers pour la région PACA et 41 pour la région ARA qui, jusqu'en 2019, livrait la majorité des dossiers pour cette période. La Corse est toujours représentée par un faible nombre de dossiers (8). Globalement, il s'agit de dossiers de qualité ayant donné lieu à des avis favorables et au souhait de voir les résultats publiés.

Les axes de recherche représentés parmi les dossiers programmés sont au nombre de 8 (axes 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14) dont 4 cas d'opérations relevant de 2 axes (7 et 8, 10 et 13, 7 et 14).

Avec 20 dossiers, c'est celui concernant les constructions élitaires (axe 11) qui domine avec une très forte dynamique en région ARA et dans une moindre mesure en région PACA. Les nombreuses opérations, portées dans la plupart des cas par des chercheurs faisant preuve d'une grande rigueur scientifique, abordent l'ensemble des problématiques propres à cet axe, depuis les établissements de hauteur du haut Moyen Âge, dont le site du Mont Châtel à Val-Revermont forme un remarquable exemple, aux transformations tardives des châteaux ou des enceintes défensives. Les opérations sont, à différents stades d'avancement, avec des projets qui ont démarré en 2019 (châteaux de Chalencon et de Rosières à Saint-Félicien, maison-forte de la Frasse à Sallanches), des sites qui ont fait l'objet de plusieurs années d'études avec des résultats scientifiques déjà significatifs (châteaux comtal de Bonneville, Châteauneuf-en-Valromey à Haut-Valromey, Clermont, Dunières, château de Saint-Germain à Ambèrieu-en-Bugey, Notre-Dame à Allemagne-en-Provence, château de Hyères) et des opérations dont les résultats sont en attente de publication (*castrum* de Couzan à Sail-sous-Couzan). Les données récoltées sur la majeure partie de ces sites participent aux réflexions du PCR « Fortifier les Alpes au Moyen Âge (V^e-XVI^e siècles) : du Rhône à la Durance » (régions PACA et ARA).

Le second axe – en nombre de dossiers – concerne les édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (axe 8, 11 dossiers) avec des projets portés par des chercheurs faisant preuve, dans l'ensemble, d'une bonne rigueur scientifique (église de Moirans, monastères de l'Île-Barbe à Lyon, de Saint-André-le-Haut à Vienne), même si certains gagneraient encore à s'améliorer dans l'expression des résultats (prieuré de Rouret à Grospierres, abbaye d'Entremont à Glières-Val-de-Borne). Il est important de mentionner les données importantes acquises sur l'ensemble épiscopal de Mariana (Corse) dans le cadre du PCR portant sur ce site remarquable et intitulé « Paysage, architecture et urbanisme de l'antiquité au Moyen Âge » ainsi que les travaux très prometteurs engagés sur le site de la chapelle Saint-Maurice à La Palud-sur-Verdon (PACA).

Les autres axes de la programmation sont représentés par un nombre moins significatif de dossiers. Pour l'axe 7, on peut mentionner le très bon dossier de Creuzier-le-Vieux.

Plusieurs PCR engagés depuis plusieurs années montrent une bonne dynamique avec des résultats très significatifs et riches en perspectives notamment pour l'atlas de la ville médiévale de Vienne (renforcé par une prospection thématique sur la basilique Saint-Ferréol de Saint-Romain-en-Gal) et le monastère de l'Île-Barbe à Lyon. Un nouveau groupe de recherche s'est, d'autre part, constitué autour d'une thématique portant sur l'identification, le recensement et l'analyse des témoignages de la présence de la lèpre en Provence. On ajoutera également le manuscrit de la belle publication de synthèse des fouilles de Colletière à Charavines.

En ce qui concerne l'archéologie préventive, on relève depuis plusieurs années des constantes dans la nature des opérations et dans la qualité du rendu des résultats. Les diagnostics portent généralement sur de faibles emprises en zone urbaine (Lezoux) ou en zone rurale (opérations dans le cadre de l'aménagement de l'A79, commune de Toulon-sur-Allier) avec des résultats et une qualité des rapports contrastés. L'archéologie du bâti occupe une place de plus en plus importante au sein des méthodologies mises en œuvre. Les faibles moyens alloués en jours/hommes à la réalisation de ces opérations se ressentent parfois dans les documents présentés (qualité moyenne de la documentation, faible développement du contexte historique et archéologique, faible prise en compte des analyses sur le mobilier).

Les thèmes sont variés mais nombre de ces dossiers concernent même indirectement la construction religieuse (Bourgoin-Jallieu, site des Tierces à Villarodin-Bourget), généralement

dans le cadre de restaurations en lien parfois avec des projets de valorisation (rue Pierre Dupont ou église Saint-Irénée à Lyon, chapelle Saint-Bonnet à Montmelas-Saint-Sorlin, églises Notre-Dame-du-Bourguet à Forcalquier ou Saint-Sauveur à Manosque), ce qui montre une réelle prise en compte de l'opportunité particulière que représente ce type d'intervention. Cette dernière remarque vaut pour les sites castraux et/ou édifices urbains prestigieux qui sont généralement renseignés à ce stade du diagnostic à travers des études du bâti préliminaires et quelques sondages sédimentaires de faible emprise (Montrond-les-Bains).

Quant aux RFO, ils renseignent une fois de plus l'évolution d'édifices religieux, de quartiers urbains ou d'espaces périurbains comme à Aurillac, Belley ou Bourg-Saint-Andéol. Parmi les dossiers traités, on soulignera l'intérêt des résultats obtenus pour Saint-Georges à Vienne, Notre-Dame de l'Île-Barbe et plus modestement pour le site de Notre-Dame à Taluyers. Bien que très ciblées, deux opérations ont démontré toute leur qualité grâce une équipe aguerrie (place Fernand Gilibert à Saint-Antoine-l'Abbaye et Hautecombe à Saint-Pierre-de-Curtille). On indiquera enfin le rendu du dernier volume sur la fouille terminée en 2004 du 1 bis, rue Malaval à Marseille, après une post-fouille des plus chaotique. Pour finir, on peut mentionner la très bonne étude concernant la réoccupation d'un édifice antique arlésien (Hôtel d'Arlatan).

ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

C'est un total de 12 dossiers qui ont été traités pour les époques moderne et contemporaine, dont 7 relevant de l'archéologie préventive et 5 de l'archéologie programmée.

Pour les opérations préventives (6 diagnostics portés par le département de l'Allier et l'Inrap et 1 RFO par Hadès), il est à noter que 3 diagnostics ont eu lieu en milieu hydraulique avec les difficultés inhérentes à ce milieu, qui en limitent considérablement la faisabilité au regard des conditions d'intervention, sous des chutes d'eau (Vienne, Renaturation de la Gère et Pont Mansart à Moulins). Dans les trois cas, la pauvreté ou l'absence de dossier documentaire/archivistique suffisant est patente. La nature même de ces opérations de diagnostic ne facilite pas ou ne permet peut-être pas de recherches suffisantes/réelles en amont. L'impression que ces intervenants n'ont pas les connaissances historiques adéquates pour intervenir sur des traces d'ouvrages dont ils ne connaissent pas les principes d'implantation, ni les techniques de construction se ressent à la lecture des rapports. La datation de ces ouvrages en a grandement pâti d'autant que les protocoles de prélèvement et d'analyse des bois d'œuvre immergés sont peut-être discutables.

Se pose donc la question de la capacité réelle des acteurs à traiter ce type de dossiers d'intervention. Cela est patent dans le cas du pont Mansart à Moulins (intervenant de Collectivité). Mais les résultats des deux diagnostics réalisés dans le lit de la Gère (Inrap) ne sont pas très satisfaisants au regard des enjeux. Or ce type de dossier est appelé à se multiplier au vu de la politique de renaturation et de rétablissement de la continuité écologique mise en place dans le cadre européen qui entraîne l'effacement radical d'un énorme patrimoine bâti sur et aux abords des cours d'eau. Il est à la fois essentiel de veiller à préserver la mémoire de ces installations et de disposer d'acteurs qui sachent ce qu'ils font.

Concernant les autres dossiers, la question de la documentation historique préalable tardo-médiévale et moderne se pose pour le diagnostic (avec CCS) de la rue Achille Roche extra-muros potentiellement situé dans la ceinture de jardins de Moulins. Elle se pose de façon différente pour celui de la rue Désirée Clary à Marseille qui concerne le Lazaret, lequel a fait naguère l'objet de fouilles importantes accompagnées d'un substantiel dossier historique peu ou pas pris en compte ici.

Pour le diagnostic avec CCS concernant Mably (site de Nexter-Valmy) dans la Loire, très peu de traces d'installations modernes et contemporaines ont été relevées : un puits de la fin du XIX^e siècle et un arsenal postérieur à 1917. Le RFO concernant les remparts d'Antibes est une belle étude de bâti sur 600 m de remparts relevés et phasés, découlant d'un projet de restauration qui s'appuie sur la synthèse des rapports existants et l'importante documentation archivistique réunie par Jacques-Henri Clergues.

Sur les 7 dossiers relevant de la programmation, deux ont été conduits par des acteurs du privé, deux par un particulier sans rattachement institutionnel particulier et un par un agent d'une collectivité territoriale. Il est à noter que ces dossiers sont tous de bonne qualité et ont donné des résultats significatifs.

Trois prospections thématiques, dont une accompagnée d'une demande de sondage, relèvent de l'axe 12 (archéologie minière) et ont été confiées à deux acteurs de la société spécialisée Arkemine (« Les mines de cuivre de Chevinay » à G. Bonamour ; « Mines, minéralurgie et métallurgie dans le Massif des Hurtières » à A. Arles) et un à un érudit régional, A. Mélo (« Métallurgie dans la forêt du Nivolet, massif des Bauges »). Dans ces trois cas, les résultats sont tout à fait satisfaisants et des articles scientifiques et/ou de vulgarisation et des opérations de communication en direction du public en rendent ou rendront compte.

Deux opérations relèvent de l'axe 10. La première correspond à une prospection thématique conduite par A. Mélo sur le plateau de Glières. Elle a permis de réunir une belle documentation qui s'appuie sur un bon dossier documentaire archivistique et de réaliser des observations fines, à la chronologie imprécise, qui devront être affinées. La seconde correspond à une fouille programmée, sur le Pont Vieux de Cluses (1674), qui est l'esquisse d'une étude de bâti sur la longue durée entreprise dans le cadre d'une restauration de ce monument historique, par Ch. Guffond, (CG Haute-Savoie). La valorisation de cette recherche est d'ores et déjà assurée dans le musée voisin.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

Le nombre de dossiers d'opération archéologique examinés en 2021 s'élève à 22 dont 17 rapports d'opérations d'archéologie préventive et 5 d'archéologie programmée. C'est la région Auvergne-Rhône-Alpes qui marque l'essentiel de l'activité d'archéologie préventive dans le domaine de l'archéo-anthropologie. Les vestiges archéologiques mortuaires se rattachent à une seule période dans 15 dossiers tandis que 7 dossiers se rapportent à deux périodes consécutives liées à une longue utilisation du cimetière. L'Antiquité et dans une moindre mesure le Moyen Âge sont les périodes les plus documentées.

Dans la majorité des cas, les dossiers examinés l'ont été également par un ou deux autres experts en fonction des périodes chronologiques et/ou de la caractéristique des vestiges considérés. Deux dossiers en archéologie préventive ont fait l'objet d'un unique rapport de l'expert pour l'archéo-anthropologie. Le premier porte sur un dépôt multiple probablement lié à la gestion d'un épisode de peste qui a eu lieu entre les XV^e et XVII^e siècles (cours Toussaint Merle à la Seyne-sur-Mer). Le second concerne l'étude d'un caveau de l'époque moderne (chapelle Saint-Alexis au Puy-en-Velay).

La présence d'un archéo-anthropologue dans la commission étant une nouveauté, il a fallu un temps d'adaptation pendant lequel un certain nombre de dossiers d'archéologie préventive et programmée n'ont pas été soumis à ce spécialiste. Cette situation s'est améliorée tout au long de l'année mais ce dysfonctionnement mineur n'est pas encore tout à fait résolu.

Les objectifs scientifiques et les méthodologies appliquées aux contextes mortuaires, de l'étude de la structure à celle des restes humains sont globalement bien détaillés dans les cahiers des charges des fouilles préventives. Toutefois, il est fait peu de cas des ossements découverts en position secondaire notamment dans les cimetières médiévaux et de l'époque moderne. Or, ces vestiges nécessitent un lavage ainsi qu'un inventaire minimal à défaut de pouvoir être traités comme les dépôts primaires. L'absence de préconisation dans les CCS n'incite malheureusement pas à leur prise en compte dans l'étude archéo-anthropologique en post-fouille.

Concernant les opérations, l'intégration d'un archéo-anthropologue dès la phase de terrain est systématique sauf dans de rares cas lors d'opérations de diagnostic. Globalement, en contexte préventif et programmé, les observations et enregistrements sur le terrain suivent les préceptes de la discipline. Les analyses taphonomiques qui permettent de restituer l'aspect initial du dépôt mortuaire sont en général de bonne qualité. Les critères indispensables à une première étude du recrutement, l'estimation du sexe et de l'âge au décès, sont maîtrisés et les méthodes appliquées en accord avec ce qui se fait sur le territoire national. En revanche, de trop nombreux dossiers intègrent dans l'étude des vestiges humains des observations portant sur des variations anatomiques non métriques, des pathologies ou des mesures sans qu'elles soient au final exploitées, ce qui n'est pas surprenant puisque l'intérêt d'une telle démarche n'est jamais précisé. Pire encore, la manière dont ces recensements sont menés les rendent inutiles. En effet, ils ne suivent aucune méthodologie (sélection des caractères, modalités d'enregistrement, prise en compte de l'absence des marqueurs ou de leur non-observabilité). Ce temps consommé pour rien gagnerait à être utilisé pour le traitement des ossements en position secondaire, le cas échéant.

Parallèlement, on note une absence patente de dialogue entre archéo-anthropologues et responsables d'opération qui démontre que l'archéo-anthropologie est souvent confondue avec l'étude biologique des vestiges humains alors que ceux-ci ne sont qu'une clé d'entrée au même titre que le mobilier et l'architecture pour une compréhension globale des pratiques mortuaires qui passe par des réflexions à l'échelle du défunt, de la structure qui le contient, du site et du contexte chrono-culturel et géographique. Si cette lacune se justifie quelquefois lorsque l'archéo-anthropologue n'a, de toute évidence, pas les compétences requises, notamment en début de carrière, elle n'a aucune raison d'être dans la plupart des cas.

Pour finir, trois expertises ont porté sur des demandes d'analyse invasive sur des séries osseuses ou dentaires de la région PACA. Deux avaient pour objectif une analyse paléomicrobiologique pour vérifier la présence du pathogène de la lèpre et de la peste. Le troisième dossier visait l'étude de la mobilité des populations antiques via les isotopes. Ces dossiers montrent que, pour cette région du moins, de bonnes habitudes sont prises pour que soit encadrée la destruction des vestiges osseux humains.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest

Présentation de la CTRA Sud-Ouest

Par François FICHET DE CLAIRFONTAINE et Stéphane RÉVILLION
Inspecteurs généraux des patrimoines

En raison de la pandémie de la Covid-19 en 2021, la commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest composée des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et dont le siège est à Bordeaux, s'est réunie à 8 reprises en visioconférence. Son secrétariat scientifique a été assuré par Morgane Dachary, ingénieure d'études en poste à Limoges. Déjà compliquée du fait de la pandémie, l'organisation de la CTRA s'est trouvée aussi fortement impactée par la vacance du poste de chef du service régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine jusqu'en juillet 2021 (l'intérim étant heureusement assuré par Hélène Mousset, CRA adjointe sur le site de Limoges) et celle d'un CRA adjoint sur le site de Bordeaux jusqu'au 15 septembre 2021. X. Margarit (CRA de Nouvelle-Aquitaine) puis H. Mavereaud-Tardiveau (CRA adjointe sur le site de Bordeaux) ont depuis rejoint le service.

Les 8 sessions ont nécessité 25 journées de travail. Les deux premières représentent à elles seules 9 journées en raison des nombreux dossiers à traiter pour l'examen des opérations programmées, en sus de ceux de l'archéologie préventive. On comprendra ainsi que les procès-verbaux totalisent près de 755 pages. Il s'agit de la plus importante CTRA en nombre de dossiers et d'avis rendus.

À l'issue du quadriennal 2017-2021, la nomination d'une majorité de nouveaux membres (ceux déjà présents étant marqués par une astérisque dans la liste ci-dessous) pour une durée de quatre années à compter du 17 mars 2021, a profondément modifié la composition de la CTRA Sud-Ouest. Elle est composée de :

- Ludovic Mevel, chargé de recherche au CNRS, UMR 7041 Arscan, spécialiste du Paléolithique, au titre du CNRS ;
- Hélène Djema, conservatrice du patrimoine, DGPA/SDA, spécialiste du Paléolithique supérieur, au titre du ministère de la Culture ;
- Caroline Renard, archéologue au service départemental d'archéologie du Val-d'Oise, spécialiste du Néolithique, au titre des services de collectivités territoriales ;
- Régis Labeaune, ingénieur chargé de recherche à l'Inrap Bourgogne-Franche-Comté, spécialiste de la Protohistoire, âge du Bronze et premier âge du Fer, en tant que spécialiste ;
- Mafalada Roscio*, bureau d'études Éveha, spécialiste de la Protohistoire, second âge du Fer, au titre d'une société privée agréée en archéologie préventive ;
- Pierre Nouvel*, professeur à l'université de Bourgogne, spécialiste de l'Antiquité, au titre de l'enseignement supérieur ;
- Mathieu Thivet*, ingénieur de recherche à l'université de Franche-Comté, UMR 6249 Chrono-environnement, spécialiste de l'Antiquité, au titre des spécialistes ;
- Stéphane Ardouin, archéologue au service archéologique de la ville de Lyon, spécialiste du Moyen Âge, au titre des spécialistes ;
- Cédric Moulis*, ingénieur d'études à l'université de Lorraine, spécialiste du Moyen Âge et de l'époque moderne, au titre des spécialistes ;
- Catherine Rigeade, ingénieure chargée de recherche à l'Inrap Midi-Méditerranée, spécialiste du Moyen Âge et de l'époque moderne, au titre de l'Inrap.

Compte tenu de la charge de travail des experts ou de la nature des dossiers (métallurgie, mines, archéologie de conflits contemporains, art rupestre, etc.), une douzaine d'experts

extérieurs a été sollicitée, dont Th. Perrin (1 dossier), E. Rieth (2), C. Billard (2), M. Landolt (1), J.-P. Legendre (1), M.-Ch. Bailly-Maître (3), J. Gauthier (1) et plus particulièrement :

- Diégo Garate Maidagan, musée archéologique de Biscaye, pour les recherches en grottes et les études d'art rupestre (7 dossiers) ;
- Aïtor Ruiz-Redondo, boursier international de la British Academy Newton, université de Southampton, pour les recherches en grottes et sites ornés (4 dossiers) ;
- Florian Téreygeol, directeur de recherche au CNRS, UMR 5060 IRAMAT-LAPA, pour la métallurgie (5 dossiers).

On soulignera qu'il a été aussi demandé à Jean-Yves Dufour, expert de la CTRA sur la période 2017-2020, chargé d'étude à l'Inrap et spécialiste des périodes moderne et contemporaine, de conduire des expertises sur des dossiers concernant plus particulièrement l'économie de ces périodes.

La première session 2021 s'est tenue en février, et en présence des experts nommés à partir de 2017 jusqu'en mars 2021. La session d'avril a convié les anciens membres à rencontrer les nouveaux nommés pour un échange. Au cours de cette dernière, outre le vote du règlement intérieur, Pierre Nouvel et Stéphane Ardouin ont été désignés pour siéger au CNRA et Catherine Rigeade pour représenter la CTRA à la commission des opérations sous-marines du CNRA.

	préventif	programmé	spécialité
Hélène Djema	4	23	Paléolithique ancien et moyen
Ludovic Mevel	5	34	Paléolithique supérieur
Arnaud Blin (jusque mars)	3	5	Néolithique
Caroline Renard	10	18	Néolithique
Muriel Roth-Zehner (jusque mars)	4	3	Âge du Bronze et premier âge du Fer
Régis Labeaune	13	8	Âge du Bronze et premier âge du Fer
Mafalda Roscio	17	6	Second âge du Fer
Pierre Nouvel	29	30	Antiquité (monde rural)
Matthieu Thivet	22	19	Antiquité (monde urbain, sanctuaire et monumental) ; géomatique
Brigitte Boissavit-Camus (jusque mars)	0	3	Haut Moyen Âge et Moyen Âge classique
Stéphane Ardouin	43	21	Moyen-Âge
Cédric Moulis	35	27	Moyen Âge et époque moderne (archéologie du bâti, château)
Jean-Yves Dufour (jusque mars)	10	11	Moyen Âge à époque contemporaine (milieu rural, économie)
Emma Bouvard-Mor (jusque mars)	5	5	Moyen Âge à époque contemporaine ; archéo-anthropologie
Catherine Rigeade	29	7	Moyen Âge à époque contemporaine ; archéo-anthropologie
Rapporteurs extérieurs	3	24	Diachronique (métallurgie, conflits contemporains, subaquatique, etc.)
TOTAL	232	244	

Nota : Plusieurs experts différencient l'avis rendu pour un diagnostic de celui remis pour le CCS qui l'accompagne souvent, alors que les procès-verbaux ne délivrent à chaque fois qu'un seul avis, d'où des différences entre ce tableau et ceux de plusieurs experts ci-dessous.

Nombre d'avis rendus par les experts de la CTRA Sud-Ouest en 2021.

Comme remarqué par plusieurs experts, le nombre de dossiers traités en 2021 a connu une légère décline puis s'établissant à 451 unités. L'Occitanie demeure assez stable, alors que la Nouvelle-Aquitaine compte 12 % de dossiers en moins. Parallèlement le nombre d'avis rendus s'est élevé à 476, alors qu'il se montait à 500 en 2020. Le simple report sur 2021, sans modification des problématiques et des objectifs énoncés à l'origine, de 40 opérations examinées en 2020 explique la baisse du nombre d'avis ; ces dossiers ne faisant l'objet que d'une information des conservateurs régionaux. Parallèlement, afin d'alléger les ordres du jour de la CTRA, en accord avec les experts, 37 opérations pluriannuelles en cours et dont l'avancement se déroulait conformément aux attentes et sans découverte particulière, ont fait l'objet d'une simple information détaillée de la part de chaque chef de service. En somme, seuls 374 dossiers ont été examinés et accompagnés d'avis circonstanciés de la part des experts comme des services régionaux de l'archéologie ou du Drassm qui a présenté plusieurs dossiers d'archéologie préventive ou programmée. Quoiqu'il en soit, le nombre de dossiers examinés par la commission connaît une croissance depuis 2018 et les chiffres de 2022 devraient le confirmer.

À cet ensemble, il faut ajouter 4 informations, dont une relative à la découverte d'un trésor monétaire et une autre sur l'évolution d'un dossier de PCR comportant des opérations dont le cadre juridique avait suscité des interrogations de la part de la CTRA. À souligner également, l'information de la CRA adjointe de Poitiers demandant la venue d'un expert sur une fouille préventive où les vestiges d'une agglomération gauloise non détectée au diagnostic ont été mis au jour de manière inattendue (Yviers – Charente). Notons que 16 dossiers de ZPPAU ont été présentés et examinés par la commission. Enfin, lors de sa session de février 2021, la CTRA a discuté puis voté une motion attirant l'attention sur la protection du patrimoine en partie immergé et sa prise en compte dans le cadre des projets liés au rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau. Ces travaux sont en effet susceptibles, si l'on n'y prend garde, de détruire des vestiges importants (apportements, épaves, pêcheries...).

Région	2018	2019	2020	2021
Nouvelle-Aquitaine	215	272	288	255
Occitanie	195	175	198	196
<i>Total</i>	<i>410</i>	<i>447</i>	<i>486</i>	<i>451</i>

Nombre de dossiers par région examinés entre 2017 et 2021 en CTRA Sud-Ouest (hors ZPPAU et informations).

La recherche préventive

L'examen des procès-verbaux démontre une évolution assez irrégulière d'année en année de l'activité préventive. L'Occitanie connaît de ce point de vue une certaine stabilité avec un nombre moyen de 54 prescriptions par an, exception faite pour l'année 2019. Ce n'est pas le cas de la Nouvelle-Aquitaine dont le nombre de prescriptions connaît une importante augmentation de plus de 26 % depuis 2020, cette évolution étant plus contrastée pour les années 2018 et 2019. On constate, par ailleurs, une baisse sensible du nombre des RFO examinés par la commission. Véritable variable d'ajustement dans l'ordre du jour des sessions, l'examen du RFO pâtit visiblement de la charge de travail de la commission qui trouve de moins en moins de temps à consacrer à son examen.

	2018		2019		2020		2021	
	Diag.	RFO	Diag.	RFO	Diag.	RFO	Diag.	RFO
Nouvelle-Aquitaine	60	47	106	23	77	38	103	16
Occitanie	55	29	42	27	55	24	53	21
<i>Total</i>	<i>115</i>	<i>76</i>	<i>148</i>	<i>50</i>	<i>132</i>	<i>62</i>	<i>156</i>	<i>37</i>

Évolution du nombre de dossiers de prescription (rapport de diagnostic, CCS, fouilles directe, dossier vu en Inter-CTRA, etc.) et de RFO examinés par la CTRA.

	Diag., CCS, fouilles directes	RFO	Total
Bordeaux	41	7	48
Poitiers	50	5	55
Limoges	12	4	16
Nouvelle-Aquitaine	103	16	119
Montpellier	28	10	38
Toulouse	25	11	36
Occitanie	53	21	74

Répartition par région et par site des dossiers d'archéologie préventive.

Poitiers pour la région Nouvelle-Aquitaine et Toulouse pour l'Occitanie, demeurent les sites les plus actifs. Un léger rééquilibrage est constaté entre les sites de Toulouse et Montpellier. Afin de bénéficier des débats et du traitement collégial en commission, peu de dossiers de prescription (18 dossiers soit 11,4 %) ont été traités en inter-CTRA pour répondre à l'urgence de certaines situations liées aux délais imposés par le code du patrimoine. La moyenne de ce type d'examen, établie jusqu'alors à 9 %, a connu une hausse sensible dans le contexte de la pandémie de la Covid en 2020, année où 15 % des dossiers ont été traités en inter-CTRA. On signalera l'examen d'un dossier concernant le Drassm.

La commission reçoit le plus souvent favorablement les rapports de diagnostic, regrettant parfois le manque de moyens mobilisés soit pour la phase de terrain soit pour celle de post-fouille. Exceptionnellement, deux rapports n'ont toutefois pas été reçus du fait de graves lacunes (absence de présentation des données, manque de contextualisation, faiblesse de l'iconographie, synthèse réduite ou absente, etc.). Notons que dans ces deux cas, la commission a ensuite bénéficié de compléments d'informations de la part des services concernés et a pu émettre un avis favorable pour la réalisation de fouilles préventives. L'analyse des cahiers des charges scientifiques s'accompagne souvent de demandes d'ajouts de tranches conditionnelles, de l'intervention d'un géomorphologue ou d'une augmentation de moyens en phase terrain comme en post-fouille.

La recherche programmée

	2018	2019	2020	2021
Nouvelle-Aquitaine	108	143	173	135
Occitanie	109	106	119	122
<i>Total</i>	<i>217</i>	<i>249</i>	<i>292</i>	<i>257</i>

Évolution du nombre d'opérations programmées examinées par la CTRA de 2018 à 2021.

De tous temps, à la différence de la recherche préventive, celle programmée a donné lieu à un plus grand nombre de dossiers examinés par la CTRA Sud-Ouest. Si avec 257 dossiers de recherche programmée on note certes une sensible décade par rapport à 2020, force est de constater une augmentation continue depuis 2018 (217 dossiers) et même 2017 (209). Cette recherche programmée apparaît foisonnante et très dynamique sur l'interrégion Sud-Ouest, avec un nombre assez élevé de fouilles programmées, le plus souvent pluriannuelles, et de

projets collectifs de recherche, qui peuvent même se déployer sur l'ensemble d'une région fusionnée voire sur toute l'interrégion. Les prospections thématiques sont assez nombreuses, regroupant parfois plusieurs types d'interventions sur un même site, par exemple une étude du bâti accompagnée de sondages.

Peu de projets font l'objet de refus. Le plus souvent, la commission ajourne son avis dans l'attente de compléments d'information. La commission qui manifeste ses exigences, particulièrement en matière de problématiques et d'objectifs clairement énoncés, a cependant émis deux avis défavorables sur deux projets collectifs de recherche et sur quatre demandes de sondage (dans deux cas sur un site de crash d'avion, mais aussi sur un site préhistorique azilien). Pour la première fois, elle a refusé de recevoir un rapport de sondage comportant de graves lacunes. Elle a enfin ajourné son avis sur un PCR dans l'attente de précisions sur le cadre d'intervention de sondages (autorisés ou non ?). Elle a par ailleurs souhaité que la phase de terrain soit interrompue pour une opération de fouille afin de privilégier l'étude des mobiliers.

Le nombre de dossiers de demandes d'aide à la préparation de publication comme d'aide à l'édition examinés par la commission est particulièrement élevé en 2021 (23), attestant une augmentation quasi continue depuis 2017 (10 dossiers). Dans plusieurs cas, sont concernées des demandes faisant suite à la fouille ou l'étude de sites du Paléolithique en grottes ou en plein air, le plus souvent clôturant des recherches programmées, ou encore la mise en forme pour publication d'une thèse. Les demandes d'aide à l'édition peuvent concerner l'édition d'une thèse, de mélanges ou d'hommages rendus à un chercheur (ainsi pour J. Gomez-de-Soto), d'actes de colloque (actes sur l'abbaye de Solignac par exemple), d'opérations préventives (Orthez par exemple) ou programmées achevées comme pour la nécropole protohistorique de Sainte-Eulalie à Pechaudier (Tarn).

Par ailleurs, la commission a souhaité qu'une demande d'aide à préparation de publication soit requalifiée en fouille programmée annuelle ou projet d'analyse afin d'achever le traitement des données recueillies lors d'une fouille préventive (Jonzac – Charentes-Maritime).

	FP	Prosp. thémat.	PCR	Sondage	Publi.	Relevé art pariétal	TOTAL
Bordeaux	27	20	13	4	5	5	74
Poitiers	17	6	9	4	6		42
Limoges	2	9	2	1	3	2	19
Total Nouvelle-Aquitaine	46	35	24	9	14	7	135
Toulouse	25	20	12	8	6	3	74
Montpellier	21	5	14	5	3	0	48
Total Occitanie	46	25	26	13	9	3	122
Total général	92	60	50	22	23	10	257

Nombre et nature des dossiers d'opérations programmées examinés en 2021 par la CTRA.

Les acteurs

Les procès-verbaux de la CTRA mentionnent 425 opérations dirigées chacune par un responsable scientifique. Lorsqu'un dossier apparaît sous le nom de deux chercheurs, seul le responsable autorisé au titre du code du patrimoine a été retenu. D'emblée, on constate que l'archéologie programmée constitue 66,8 % des mentions, conformément aux constats avancés ci-dessus. L'Inrap assure la réalisation de près de 24,5 % de la totalité des opérations archéologiques de l'interrégion. Un certain nombre des archéologues de l'institut sont

cependant investis dans la recherche programmée (19 mentions). Les chercheurs universitaires, essentiellement présents sur le champ de l'archéologie programmée, représentent toutefois 20 % du total, illustrant leur très fort investissement dans l'interrégion Sud-Ouest. Enfin la présence des bénévoles doit être notée car ils représentent le troisième groupe de chercheurs, à hauteur de 11 %.

Pour l'archéologie préventive et au sein des 141 occurrences, l'Inrap se taille la part du lion avec 75 % des mentions, la plupart des diagnostics étant réalisés par ses agents. On notera que les collectivités et tout particulièrement le service d'archéologie départemental de la Charente-Maritime (SAD17) sont cités à 19 reprises, autant pour l'examen de rapports de diagnostic que de rapports de fouilles préventives achevées. Les 16 mentions de responsables d'opérateurs privés sont évidemment liées à l'examen de rapports de fouille et représentent principalement Hadès, Atemporelle, Éveha, Paléotime et Archeodunum.

En ce qui concerne les mentions de responsables d'opérations programmées, elles s'élèvent à 284. L'université (30 %), puis le CNRS (17,2 %) et enfin les bénévoles (16,4%) composent les groupes de tête de la recherche programmée. Suivent les opérateurs privés (9,8 %), tout particulièrement les chercheurs d'Éveha, et les agents de collectivités (8,4 %). Pour terminer, on notera que les agents de la culture sont bien présents, ingénieurs comme conservateurs, coordonnant souvent des fouilles programmées et des prospections thématiques.

Origine des chercheurs	Archéologie préventive	Archéologie programmée	Total
Inrap	106	19	125
Culture	0	20	20
Bénévoles	0	47	47
Collectivités	19	24	43
Opérateurs privés	16	28	44
CNRS		49	49
Universités		85	85
Autres (dont musées, organismes étrangers,...)		12	12
Total	141	284	425

Recherche archéologique en Nouvelle-Aquitaine : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Xavier MARGARIT

Conservateur régional de l'archéologie

	Nouvelle-Aquitaine	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	7270	/
Diagnostics prescrits	514	1300,61
Fouilles prescrites	126	89,85
Diagnostics réalisés	302	535,6
Fouilles réalisées	> 56	> 43
Programmé	Nb	
Fouilles	52	
PCR	27	
PT	21	
PI	35	
SD	36	
Relevés art rupestre	2	

	Site de Poitiers		Site de Limoges		Site de Bordeaux	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3918	/	903	/	2449	/
Diagnostics prescrits	252	404,41	81	458,4	181	437,8
Fouilles prescrites	62	35,95	12	31,9	52	22
Diagnostics réalisés	146	169,9	57	126,7	99	239
Fouilles réalisées	23 (hors dép. Vienne)	19,84 (hors dép. Vienne)	3	11,4	30	12
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	18		8		26	
PCR	8		3		16	
PT	5		3		13	
PI	13		4		18	
SD	10		7		19	
Relevés art rupestre	0		0		2	

Le SRA de Nouvelle-Aquitaine est structuré en trois équipes sur trois sites hérités des anciennes régions, Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin, respectivement à Bordeaux siège de la Drac, à Poitiers et à Limoges. L'année 2021 a vu 229 dossiers inscrits en CTRA Sud-Ouest pour cette région. Concernant l'archéologie préventive, 136 fouilles préventives et 548 diagnostics ont été prescrits, pour un taux de diagnostic de 7,25 % (par rapport au nombre de dossiers de consultation reçus). L'activité y est donc importante, mais surtout en valeur

absolue par effet de masse dû à l'ampleur du territoire régional, le plus grand de France, plutôt que proportionnellement à sa superficie car plusieurs autres régions présentent des taux de diagnostics bien plus importants.

L'année 2021 a été très difficile pour ce SRA principalement en raison de la vacance cumulée durant 6 mois d'affilée du chef de service (CRA) et du CRA adjoint du site de Bordeaux, comme suite notamment à des problèmes RH qui ont induit de surcroît le départ de plusieurs agents de ce site en 2020 et 2021. En outre, une « mission d'évaluation scientifique » de l'inspection des patrimoines, collègue archéologie, a également été menée au printemps 2021 sur les trois sites du service. Les arrivées d'un nouveau CRA régional en juillet, puis d'une CRA adjointe à Bordeaux le 15 septembre, ont permis d'amorcer un redressement pour rétablir la stabilité et la sérénité nécessaires au fonctionnement normal de ce SRA. Il est à noter, toutefois, que dans ces circonstances difficiles, même en l'absence des deux chefs de service, l'essentiel des missions a été rempli par les agents avec un sens aigu des responsabilités.

Du point de vue opérationnel, pour ce qui concerne les résultats les plus significatifs, il convient de signaler, pour l'Aquitaine, les fouilles préventives du Chemin de Rouquette à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) qui ont révélé de remarquables empilements de niveaux gallo-romains mais aussi gaulois, le long d'une voie en lien avec des bâtis antiques. De façon anecdotique, mais pas anodine, une sépulture d'enfant qui recelait un pendentif métallique équin d'influence ou d'origine germanique a également été mise au jour sur ce site. La fouille du musée Bonnat à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) sur l'ancien Couvent des Jacobins a livré pour sa part une nécropole contiguë à des aménagements de rue du XIII^e siècle, en lien avec un quai sur l'Adour et surtout un rare « bateau-moulin » en bois, structure étonnante et méconnue. Celle de l'abbaye de Sorde (Landes), inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco au titre des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle a révélé un aménagement unique en France. Celui-ci correspond à un exceptionnel et très étendu système de toitures en tuiles enterrées sur l'ensemble des voûtes de la galerie du cryptoportique afin d'en assurer l'étanchéité via une installation complexe de drains.

En Poitou-Charentes, la fouille à Yviers (Charentes), route du Rassat, est notable de par la mise au jour, sur 4000 m², d'un quartier artisanal avec ateliers de potiers puis forges d'une agglomération laténienne du II^e siècle av. J.-C. À Saintes (Charentes-Maritimes) les fouilles sur l'amphithéâtre menées par un groupement d'opérateurs (CD 17 et Inrap) en lien avec la CRMH, ont donné lieu à des sondages dans l'arène qui ont notamment permis la découverte d'un égout central et d'un euripe en bois. La fouille également liée à des suivis de travaux à La Rochelle (Charente-Maritime) a permis de mieux documenter et de comprendre les systèmes défensifs du port médiéval et moderne ainsi que les piles du pont Saint-Sauveur également médiéval. Enfin, à Saint-Varan (Deux-Sèvres), c'est sur une carrière d'extraction de granulat qu'a été étudié un remarquable habitat à enclos rectangulaire de l'âge du Fer, dont le système de fossés et de porterie est particulièrement bien conservé.

Pour le Limousin, c'est l'investissement opérationnel global à Limoges (Haute-Vienne), par exemple sur et dans le secteur de la place de la République, à l'abbaye Saint-Martial, Fort Saint-Martin et Porte Tourny, qui mérite d'être souligné. Il résulte d'une stratégie de prescription qui donne une pertinence de lisibilité et de complémentarité à l'apport de connaissances sur la ville (cimetière au chevet de l'abbatiale, sépultures antiques, rempart médiéval, bases de l'église Saint-Pierre, quartier domestique et artisanal, réaménagements des niveaux de circulation sur le temps long du Moyen Âge à l'époque moderne, etc.).

Concernant les diagnostics préventifs, il convient de citer les remarquables découvertes au lycée Bertrand-de-Baudre à Agen (Lot-et-Garonne) qui confirment une stratigraphie antique très développée dans un secteur de cette cité où elle n'était pas attendue. En Poitou-Charentes, ce sont notamment plusieurs diagnostics sur l'île de Ré qui ont révélé d'importantes informations archéologiques et paléo-environnementales prouvant l'occupation très ancienne du système insulaire dans des secteurs où on ne les soupçonnait pas. Le diagnostic rue des Feuillants à Poitiers (Vienne), pour sa part, a révélé les vestiges d'un îlot moderne (XVII^e siècle) très bien conservé au pied du rempart antique, d'un très grand intérêt pour l'histoire et l'évolution de cette grande ville régionale. Le diagnostic des Métairies à La Tenaie (Charente) a livré d'importants vestiges diachroniques depuis le haut Moyen Âge, probablement en lien avec une motte castrale voisine classée au titre des Monuments Historiques. Enfin à Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze), c'est un cimetière médiéval à tombes rupestres, qui a été mis au jour dans le cadre d'un diagnostic.

Les opérations programmées pour leur part ont été plus denses que l'année précédente car on a noté un réinvestissement comme suite à la légère déprise de l'année précédente impactée par la crise sanitaire. On signalera pour la Préhistoire de Nouvelle-Aquitaine les opérations à Saint-Césaire (Charente-Maritime) dont les résultats permettent de revisiter la relation même entre sapiens néanderthalensis et sapiens sapiens, celle d'Isturitz (Pyrénées-Atlantiques) axée notamment sur la chronologie entre Aurignacien et Gravettien, ou celle de Bouyssonie (Corrèze) menée par une équipe internationale sur un site présentant une stratigraphie exceptionnelle du Gravettien au Magdalénien et servant de laboratoire pour des méthodes innovantes. Quant au site emblématique de la grotte ornée protégée au titre des Monuments Historiques de Cussac (Dordogne), la Drac y intervient cette année encore sur un très large spectre d'actions avec une importante logistique : conservation, acquisition des terrains, études et surveillance sanitaire et environnementale, numérisation, relevés, sondages, PCR, équipements, construction d'un bâtiment HQE, etc. ; ceci en partage opérationnel efficace entre SRA et CRMH.

Pour la Protohistoire, la dernière année de la fouille de Geloux (Landes) a permis de documenter sur le temps long, du VII^e au II^e siècle av. J.-C., une nécropole protohistorique ayant livré de riches mobiliers notamment céramiques et métalliques.

Pour l'archéologie programmée des périodes historiques, l'engagement en 2021 de la fouille du Palais des Comtes à Poitiers avec un important investissement scientifique du Centre d'études supérieures de civilisation médiévale (CESCM) de l'université de Poitiers mérite d'être signalée. Cette première année a déjà permis de mieux comprendre les circulations au sein de l'édifice mis en œuvre par Jean de Berry et la conservation des états antérieurs liés au palais des XII^e-XIII^e siècles a également pu être confirmée. À Moutier-Rozeille (Creuse), ce sont de remarquables constructions du haut Moyen Âge qui ont été découvertes à l'église Saint-Martin.

Enfin, il convient aussi de noter le PCR interdisciplinaire sur le tombeau présumé de Michel de Montaigne, dont les problématiques de recherche s'articulent autour des pratiques funéraires aristocratiques au XVI^e siècle, de l'étude du tombeau, de son insertion dans le bâti et de l'identification des restes mis au jour. Si les analyses ADN ont permis de conclure à la présence de trois individus sans lien de parenté, à l'heure actuelle, aucune identification formelle ne peut être apportée. Les premiers résultats des analyses chimiques, paléoparasitologiques et palynologiques sont très prometteurs et riches en informations sur le traitement post-mortem, et le potentiel embaumement du défunt du sarcophage en plomb.

D'une façon générale on notera cette année encore la bonne collaboration interservice entre SRA et CRMH, dont témoigne par exemple la préparation de la fouille d'Évaux-les-Bains (Creuse), qui est intégrée en amont du dossier monument historique pour la gestion d'un projet d'extension de bâtiments projeté par la ville sur le secteur thermal antique de cette agglomération archéologiquement méconnue. Enfin, comme les années précédentes, le service s'est attaché à soutenir de façon volontariste la diffusion scientifique par l'aide à la publication de monographies ou la tenue de colloques. De même, des actions pédagogiques régulières auprès des publics scolaires sont menées notamment grâce à un partenariat volontariste et efficace avec l'association Cap Archéo à Bordeaux (Gironde). Tout aussi efficace est le soutien pédagogique aux publics en situation de handicap concrétisé encore en 2021 par le chantier de restitution du bateau mérovingien du Priouté à Tonny-Charente (Charente-Maritime).

Recherche archéologique en Occitanie : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Didier DELHOUME

Conservateur régional de l'archéologie

<i>Préventif</i>	Occitanie		<i>Site de Toulouse</i>		<i>Site de Montpellier</i>	
	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2748	/	1287	/	1723	/
Diagnostics prescrits	431	1201	180	596	251	604
Fouilles prescrites	69	104	36	32	33	72
Diagnostics réalisés	280	/	134	/	146	/
Fouilles réalisées	42	22	22	9	20	13
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	55		/		/	
PCR	32		/		/	
PT	20		/		/	
PI	25		18		7	
SD	37		20		17	
Relevés art rupestre	2		2		0	

Vaste région de 13 départements, fusion des ex-régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, la région Occitanie présente d'importants contrastes, du point de vue géographique comme économique, entre des régions montagneuses encore largement enclavées (Massif pyrénéen au Sud, Causses et Montagne Noire au Nord), une plaine littorale très densément occupée et aménagée et les territoires métropolitains de Toulouse et Montpellier qui drainent une très grande part de l'activité.

Ces déséquilibres territoriaux se reflètent non seulement dans la répartition géographique des prescriptions et des opérations d'archéologie préventive, mais également dans le paysage de la recherche archéologique.

Une recherche archéologique dynamique

Dans le domaine de l'archéologie programmée, les chercheurs actifs sur le territoire de la région sont majoritairement issus des trois principales UMR intervenant sur le territoire régional (UMR sous co-tutelle du ministère de la Culture), à savoir TRACES (UMR 5608 Toulouse), ASM (UMR 5140 Montpellier) et PACEA (UMR 5199 Bordeaux). Ces chercheurs sont également présents par le biais de collaborations scientifiques avec les opérateurs d'archéologie préventive (conventions existantes : Inrap, cellule départementale d'archéologie du Lot, direction départementale d'archéologie de l'Aveyron ; 3 autres conventions sont en projet avec ASM).

D'autres laboratoires interviennent également dans la région, mais de manière plus limitée : dans le domaine de la Préhistoire ancienne, le laboratoire d'histoire naturelle de l'homme préhistorique (UMR 7194 HNHP, Tautavel) et l'UMR 7269 LAMPEA (Aix-Marseille) ; pour l'Antiquité et le Moyen Âge en Languedoc oriental, le LA3M (UMR 7298 Aix-en-Provence). Enfin, quelques projets de recherche mis en œuvre dans la région sont portés par des

chercheurs relevant de l'université de Pau, de l'université de Perpignan-Via Domitia ou d'universités franciliennes.

On constate que le **paysage actuel de la recherche archéologique programmée** – tel qu'il est reflété par les projets de recherche et rapports d'opération examinés par la CTRA Sud-Ouest – correspond pour une large part aux dominantes identifiées dans les champs de recherche privilégiés par les membres de ces UMR – qui fédèrent l'essentiel des archéologues chercheurs actifs sur le territoire. On peut ainsi relever :

- une recherche en **archéologie médiévale** dynamique, en grande partie impulsée par les chercheurs membres de l'UMR TRACES, mais très inégalement répartie sur le territoire : la majorité des fouilles programmées et PCR autorisés et soutenus par le SRA Occitanie concernent les départements riverains de Toulouse (Tarn, Tarn-et-Garonne, Aude) et les Pyrénées-Orientales. Le nord et l'est de la région (départements du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère, du Gard) restent encore des territoires assez délaissés par la recherche en archéologie médiévale ;
- une recherche en **archéologie antique** essentiellement active dans l'est de la région (ex-Languedoc-Roussillon), et notamment à Narbonne (ancienne capitale de la Province) et Nîmes, dont les territoires bénéficient des avancées d'importants PCR (resp. C. Sanchez, J.-Y. Breuil), ainsi que sur le territoire du département de l'Hérault, où les chercheurs de l'UMR ASM constituent une force de frappe considérable. Le déficit de projets côté occidental, alors que le corpus de sites à étudier est considérable, a pu être un peu compensé par le lancement d'un important programme sur l'agglomération de *Lugdunum* des Convènes (Saint-Bertrand-de-Comminges, Haute-Garonne), sous la responsabilité de W. Van Andringa ou d'une opération sur l'agglomération de Cadayrac (Salles-la-Source, Lot). À l'horizon 2022 se profile également la reprise de recherches sur Eauze (*Elusa*, Gers), ancien chef-lieu de cité ;
- **l'archéologie de la Protohistoire** souffre d'un déséquilibre territorial inverse : à l'ouest, peu de projets et d'opérations en cours, à l'exception du Sud-Aveyron (Ph. Gruat), situé dans la sphère d'intervention des chercheurs de l'UMR ASM de Montpellier, de l'*oppidum* de Roquelaure (Gers) et d'un PCR interrégional portant sur les *oppida* entre Garonne et Pyrénées (Fortipolis). Côté toulousain, l'essentiel des dossiers soutenus par le SRA concernent en fait de beaux projets de publication relatifs à des fouilles anciennes. À l'est (ex-Languedoc-Roussillon), la recherche est au contraire très dynamique et les programmes de fouilles et de PCR sont nombreux, notamment autour de la thématique des *oppida* ou des structures portuaires (Ensérune, Mourel-Ferrat à Olonzac, Lattes, etc). Un rééquilibrage est à encourager au cours des prochaines années ;
- *a contrario* la recherche archéologique relative à la **période néolithique** se révèle plus dynamique à l'ouest qu'en ex-Languedoc-Roussillon (où elle est devenue relativement anecdotique), avec des opérations de grande qualité réalisées sous la direction de chercheurs membres de l'UMR TRACES en Rouergue (Th. Perrin, M. Maillé), en Quercy (V. Ard), avec de nouvelles opérations lancées dans les Pyrénées (Hautes-Pyrénées, Ariège) ;
- enfin, le dynamisme de la recherche en **Préhistoire ancienne** ne se dément pas, sur la totalité du territoire de l'Occitanie, grâce à des chercheurs émanant essentiellement des UMR PACEA, TRACES et de l'unité de Tautavel. Sans surprise, le département du Lot est celui abritant le plus grand nombre d'opérations archéologiques programmées (une dizaine par an).

Au final, si l'on examine le nombre de dossiers d'opérations programmées (rapports d'opération/demandes) instruits par le SRA Occitanie et soumis à l'examen de la CTRA Sud-Ouest au cours de l'année 2021, soit 127 dossiers, on constate une répartition relativement équilibrée – si l'on considère le nombre de départements couverts respectivement par chacun des sites (8 pour Toulouse, 5 pour Montpellier) : 46 dossiers ont en effet été examinés pour le site de Montpellier, alors que ce sont 81 dossiers qui concernent le site de Toulouse. La moitié des dossiers concernent des fouilles programmées ; on dénombre par ailleurs 24 projets collectifs de recherche. Le nombre de dossiers instruits est en augmentation par rapport à son niveau dans les années 2017-2018 (115 dossiers en moyenne).

N'ont pas été comptabilisés dans ce décompte les dossiers d'aide à la préparation de publication : 11 dossiers ont été instruits en 2021 pour l'Occitanie, ce qui constitue un signe évident du dynamisme de l'activité de publication des résultats de la recherche archéologique dans la région.

Archéologie préventive : une région aux acteurs multiples

Le territoire de la région illustre de manière particulièrement claire la variété du paysage des opérateurs issus des lois et décrets sur l'archéologie préventive promulgués en 2001-2003.

Pour ce qui concerne l'**Inrap**, le territoire de la région Occitanie relève de la direction interrégionale Inrap Midi-Méditerranée, qui a son siège à Nîmes et dont le périmètre d'intervention s'étend également aux territoires des régions PACA et Corse. Dans la région Occitanie, les moyens humains et techniques de l'Inrap sont répartis dans une demi-douzaine de centres opérationnels (Saint-Orens et Montbeton en Haute-Garonne, Montauban, Nîmes, Villeneuve-les-Béziers dans l'Hérault, Saint-Estève dans les Pyrénées-Orientales). L'établissement met ainsi en œuvre la totalité des diagnostics prescrits par le préfet de région sur les territoires dépourvus de services de collectivités territoriales (210 opérations réalisées en 2021) et intervient sur le territoire régional dans la réalisation des fouilles préventives, bien que de manière très déséquilibrée (cf. *infra*).

Six services archéologiques de collectivités territoriales de la région Occitanie sont habilités par le ministère de la Culture à réaliser des opérations d'archéologie préventive : il s'agit du service archéologique départemental des Pyrénées-Orientales, du service archéologique de la communauté d'agglomération Sète Agglopol Méditerranée (SAM), du service archéologique municipal de Béziers (SAMB), de la direction départementale de l'archéologie de l'Aveyron (DDA 12), de la cellule départementale d'archéologie du Lot (CDAL) et du service de l'archéologie de Toulouse Métropole (SATM). En 2020, ces services ont réalisé 55 opérations de diagnostic sur le territoire de la région, ce qui représente environ un quart de l'activité en ce domaine, ainsi qu'un petit nombre de fouilles préventives, dans la plupart des cas en régie directe, dans le cadre de projets d'aménagement portés par leur collectivité de rattachement.

Par ailleurs, plusieurs **opérateurs privés** agréés réalisent régulièrement des opérations de fouilles préventives dans la région. Les plus présents ont implanté des centres opérationnels dans la région : c'est le cas par exemple des sociétés Éveha (L'Union – 31), Hadès (L'Union – 31), Archeodunum (Tournefeuille – 31), Acter (Pézilla – 66) ou Mosaïques archéologie (Cournonterral – 34).

Archéologie préventive : une région d'activité forte mais déséquilibrée

Au cours des dernières années (2018-2021), le nombre de **dossiers d'aménagements instruits** chaque année par le SRA Occitanie au titre de l'archéologie préventive s'est établi à environ 2700, toutes catégories confondues (demandes de PC, PA, ZAC, etc.). Ces dossiers, pour l'essentiel, sont transmis en application des zonages de présomption de prescription archéologique (ZPPA) mis en place sur les parties du territoire régional présentant une sensibilité particulière en matière d'identification et de protection du patrimoine archéologique. Il convient de signaler que sur ce total, entre 300 et 350 dossiers par an ont été transmis à l'initiative des porteurs de projets, en amont du dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme, comme le permet le code du patrimoine. La pratique en hausse de ces saisines anticipées permet de fluidifier notablement le calendrier de programmation des diagnostics éventuellement prescrits à la suite, à réaliser par l'Inrap ou les services de collectivités.

Le maillage des ZPPA, qui n'avait guère évolué depuis les années 2010, a fait l'objet d'importants compléments au cours des dernières années, la stratégie adoptée étant de mettre en place de nouveaux zonages dans des secteurs du territoire jusqu'alors délaissés par la recherche, mais connaissant une forte activité d'aménagement, tels que la vallée du Lot ou les communes de moyenne montagne pyrénéenne. Parallèlement, le maillage de la bande littorale a été complété.

Au vu du nombre de dossiers instruits, celui des prescriptions de diagnostic édictées par l'État s'établit à un niveau situé entre 300 et 350 diagnostics par an, soit un **taux de prescription** variant entre 10 et 15 %. Ce taux relativement élevé s'explique par le fait qu'une majorité des dossiers sont transmis par les services instructeurs en application des zonages (ZPPA) mis en place et concerne donc, de manière privilégiée, des secteurs dont on connaît déjà la forte sensibilité archéologique. La surface moyenne diagnostiquée par opération fluctue, d'une année sur l'autre, entre 3 et 4 ha.

Les fouilles préventives

Sur la base des résultats des diagnostics archéologiques réalisés par les opérateurs publics, en 2021, 51 arrêtés de prescription de fouille préventive ont été notifiés, ce qui correspond à un **taux de prescription de 2,3 %** par rapport au nombre total de projets d'aménagement instruits à ce jour. Le nombre comme le taux de prescriptions connaît une remarquable stabilité depuis plusieurs années. Au cours des trois dernières années, la surface moyenne à fouiller par opération a varié entre 0,5 et 2 ha.

Quarante et une opérations de fouille préventive ont été réalisées au cours de l'année 2021, la moitié d'entre elles l'a été par l'Inrap. Sur ces 20 opérations de l'Inrap, les deux tiers ont concerné le territoire de l'ancienne région Languedoc-Roussillon. La faiblesse constatée de l'opérateur national en ex-Midi-Pyrénées s'explique en partie par le contexte de forte concurrence des opérateurs privés auquel celui-ci doit faire face. À cet égard, on peut rappeler que 40 % des fouilles préventives réalisées en 2021 dans la région l'ont été par des opérateurs privés (dont 8 opérations attribuées à Éveha). Enfin, 10 % du total des opérations a été pris en charge par des services archéologiques de collectivités (CDAL et SAM), dans le cadre de fouilles en régie directe. Dernière observation : les surfaces prescrites présentent une tendance à l'augmentation.

Au final, on constate que le niveau d'activité en région Occitanie dans le domaine de l'archéologie se situe dans les moyennes nationales, une fois pris en compte la surface de la région et la présence de secteurs étendus très dynamiques économiquement, et donc en

cours d'aménagement rapide (littoral méditerranéen, territoires des métropoles de Toulouse et Montpellier, etc). La conjoncture du premier semestre 2021 a néanmoins été marquée par l'instruction de plusieurs dossiers de gros projets d'aménagement structurants mais très impactants du point de vue archéologique, dont les calendriers de réalisation ont été décalés du fait de la crise sanitaire et qui ont généré la prescription de fouilles préventives d'une certaine ampleur.

Principales opérations 2021

Parmi les fouilles préventives les plus notables réalisées dans la région en 2021, on peut évoquer en premier lieu la fouille du Mas de Vignoles à **Nîmes**, prescrite dans le cadre de la construction par la Ville du futur stade de football provisoire du Nîmes Olympique dans la plaine du Vistre. La fouille préventive en cours de réalisation par l'Inrap sur une surface de 4 ha, porte sur des vestiges d'occupation humaine s'étendant du Néolithique Moyen à la fin de l'âge du Fer, périodes encore peu renseignées dans ce secteur du territoire. Cette opération est d'une durée de 8 mois.

À **Prades**, la fouille préventive de l'Inrap en cœur de ville a permis d'étudier les vestiges d'un bâti urbain d'époque médiévale et moderne. La fouille a permis la caractérisation et l'étude des vestiges d'une activité artisanale médiévale (matérialisée par des bassins, un canal, des structures de combustion à vocation métallurgique et des fours à cémenter dont plusieurs états anciens ont été caractérisés). Elle a mis au jour de nombreux témoignages de la culture matérielle médiévale (notamment des objets en métal) et des niveaux d'occupation antique, jusqu'alors pratiquement non documentés à Prades, qui représente pourtant, à ce jour, la seule agglomération secondaire antique identifiée sur le territoire des Pyrénées-Orientales. Dans le même département, à **Thuir**, une opération réalisée par l'Inrap au lieu-dit Les Aybrines, prescrite sur une surface de 19 200 m² dans le cadre d'un projet de lotissement, a porté sur des vestiges architecturaux de l'aile thermale d'une villa gallo-romaine abandonnée tardivement (début du V^e siècle ap. J.-C.) et des traces du domaine agricole qui lui était associé. À proximité ont été caractérisés les vestiges du premier four à chaux antique identifié dans le département, mais aussi d'un habitat protohistorique, daté des VI^e-V^e siècles av. J.-C. et qui a livré un volume important de céramiques de production locale comme d'importation.

D'autres opérations de fouille préventive sont en cours dans la partie occidentale de la région, comme par exemple à **Cahors** (avenue André Breton), où les archéologues de la cellule départementale travaillent actuellement à l'étude des vestiges d'habitat d'un îlot urbain de *Divona*, l'ancienne capitale de Cité romaine. À **Vieille-Toulouse** (31), une équipe de la Scop Hadès fouille actuellement un secteur artisanal de cette ancienne agglomération gauloise de hauteur, occupée durant les derniers siècles avant J.-C. À **Cauterets** (65), ce sont les vestiges fugaces d'une activité agro-pastorale très ancienne qui sont en cours d'étude par les archéologues de la société Éveha.

Bilan 2021 de la CTRA Sud-Ouest

PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN

Par Hélène DJEMA
Membre de la CTRA

L'année 2021 aurait pu être l'occasion d'expertiser 32 opérations programmées relative à des occupations humaines du Pléistocène moyen et supérieur, si la crise sanitaire n'avait pas entravé un certain nombre de chantiers. En effet, 5 opérations (4 fouilles programmées et une demande de prospection thématique) ont fait l'objet d'un report après demande expresse du responsable d'opération. Il s'agit de 2 opérations nouvelles et de 3 opérations d'année intermédiaire de programme triennal. 27 dossiers ont donc été remis et expertisés. Parmi ces dossiers, on compte 4 dossiers relevant de l'archéologie préventive (1 APP, 2 RFO et 1 rapport de diagnostic et CCS de fouille), 5 PCR, 2 prospections thématiques et 16 opérations programmées dont seulement deux portent sur des sites de plein air.

Parmi les dossiers expertisés pour les périodes anciennes du Paléolithique, on note une forte proportion de sites attribués au Pléistocène supérieur (Weichsélien). Les sites du Pléistocène moyen, notamment du Saalien, restent quant à eux extrêmement rares. En 2021, ils sont représentés par les sites de Bruniquel et pour les plus anciens par Tautavel et Lunel-Viel. Un seul site, le site du Bois de Riquet à Lézignan-la-Cèbe, relèverait du Pléistocène inférieur.

S'il est vrai que les conditions de conservation et la profondeur d'enfouissement de ces sites rendent difficiles leur étude, près de la moitié des opérations programmées s'attachent à questionner la transition Paléolithique moyen-Paléolithique supérieur. Cette orientation de la recherche, si elle limite les investigations sur les autres périodes, offre tout de même l'avantage d'avancer fortement sur une thématique précise.

La répartition géographique des opérations montre aussi une grande disparité entre départements avec des secteurs vides d'opérations relevant de ces périodes [Paléolithique inférieur et moyen] (Haute-Vienne, Creuse, Corrèze – le nord-est de la Nouvelle-Aquitaine) et d'autres secteurs concentrant le plus grand nombre d'opérations, pour des raisons historiques (Dordogne avec 7 opérations). Des bilans et travaux devront peut-être être engagés à l'avenir sur ces parties du territoire dit « vide » pour expliquer ces manques (raisons taphonomiques, paramètres structurels, état de la recherche ?).

Nous nous réjouissons de voir la naissance de deux nouveaux PCR. L'un porte sur les terrasses alluviales du Tarn, de la Garonne ou de l'Isle (J. Piana, Inrap). Longtemps explorées au cours d'opérations préventives, ces terrasses présentent souvent des séquences remontant au MIS 6. Les comparaisons intersites et les calages chronostratigraphiques devraient ainsi commencer à s'éclaircir pour cette période. Le second PCR « Pigmentoθήque en Vallée de l'Homme et Bassin aquitain – PIGMENT-HO » (L. Dayet, Cnrs) vise à fédérer les travaux conduits de manière dispersée, à l'initiative d'une opération programmée, d'un programme scientifique ou d'un individu, en Nouvelle-Aquitaine et plus spécifiquement en Dordogne, sur les matières colorantes. Ce projet devrait à terme permettre l'élaboration d'une pigmentoθήque fort utile pour comprendre les choix (sélections...) et gestes réalisés par les préhistoriques. Ce PCR constitue un rouage essentiel de la recherche préhistorique dans le Bassin aquitain.

Deux prospections thématiques (prospections des terrasses alluviales de l'Orb et de l'Hérault coordonnées par C. Mathias, post-doctorant, et sur les silex Lepidorbitoïde portées par T. Minet, doctorant) ont ouvert la voie à de nouveaux terrains d'étude. Deux PCR concernent

l'étude des matières premières (« Lithothèque Aquitaine », direction A. Turq, conservateur retraité) et leur résistance à l'usure (« De la matière aux gestes », direction C. Vialet, MNHN).

Signalons deux fouilles que nous considérons comme emblématiques au regard des résultats obtenus et des approches pluri- et interdisciplinaires de qualité appliquées.

La grotte de Bruniquel reste exceptionnelle à bien des égards. L'étude de ce site d'intérêt majeur participe de manière significative à l'avancée de nos connaissances sur les premiers néandertaliens. La reprise des données collectées en 2019 au niveau des deux sondages réalisés au contact du secteur « éboulis d'entrée »/« salle des bauges », et notamment la poursuite des études des refus de tamis, des prélèvements de spéléothèmes et des restes osseux, vient corroborer et préciser l'ancienneté des indices, rattachés à la fin du Pléistocène moyen (contemporain du MIS 6). Un âge plus ancien a été par ailleurs avancé pour la partie nord-est de l'éboulis (entre 350 et 430 Ka), ce qui augure de résultats prometteurs pour la connaissance des occupations diachroniques néandertaliennes de la cavité.

La fouille des niveaux inférieurs (Eg à En) de la grotte de Quincay dans la Vienne et les études menées sur la stratigraphie et la taphonomie offrent de belles perspectives pour la compréhension de la période de transition Paléolithique moyen-Paléolithique supérieur. Le site est remarquable en raison de la présence rare de plusieurs niveaux d'occupations (En à Ej) attribués au Châtelperronien, livrant des éléments de parure et d'industrie osseuse inédites.

Enfin, d'autres observations de portée générale peuvent être formulées. Nous constatons, en cette première année de mandat CTRA, la quasi absence d'opération de sites de plein air fouillés en programmé ; les chercheurs de l'interrégion investissant majoritairement les sites en grottes. Le contexte historique de la région et la répartition géographique des sites étudiés expliquent certainement ce constat. Ces contextes « plus porteurs » ont mis en évidence les défauts et les limites des stratigraphies en grottes. En effet, la plupart de ces opérations montre toute la difficulté qu'il y a à affiner les données chronostratigraphiques par rapport aux études des années 1950-70. Les fouilles portent par ailleurs sur des surfaces très restreintes (quelques mètres carrés). Des manquements dans la restitution des données géochronologiques sont encore trop fréquents. Les problématiques de recherche s'en trouvent souvent limitées après une ou deux années exploratoires.

Une meilleure résolution chronologique, environnementale, climatique et taphonomique des sites doit être atteinte pour dépasser les simples attributions typo-techniques des vestiges et mener les utiles analyses techno-économiques et techno-fonctionnelles sur les occupations du Paléolithique inférieur et moyen. Cela passe en premier lieu par des travaux affinés sur les séquences sédimentaires du Pléistocène avec ou sans vestiges archéologiques (description, datations). C'est ce qui est engagé selon nous avec le PCR de J. Piana (Inrap) sur les terrasses alluviales du Midi-toulousain.

En bref, les données régionales sur le Paléolithique moyen du Pléistocène supérieur, que ce soit en grotte ou en plein air, qui se sont multipliées grâce aux opérations programmées et préventives doivent être intégrées dans une meilleure résolution chronologique, climatique et taphonomique des sites. Ces types de travaux, qui commencent à être engagés, doivent concerner les différents secteurs composant l'interrégion (secteur Nord-Est aquitain notamment) et toutes les périodes chronologiques, autres que la transition Paléolithique moyen-Paléolithique supérieur. C'est, selon nous, en ce sens que les efforts doivent porter. Cela permettra d'évaluer d'une part l'antériorité et la postériorité des phénomènes techniques

et des comportements techno-économiques, qui sont quant à eux, le plus souvent fort bien décrits. D'autre part, cela permettrait d'inscrire les occupations humaines dans des paysages et milieux physiques bien déterminés.

PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR ET MÉSOLITHIQUE

Par Ludovic MEVEL

Membre de la CTRA

1. Données administratives

La recherche en archéologie pour le Paléolithique supérieur (ou récent) et le Mésolithique est particulièrement dynamique dans l'interrégion de la CTRA Sud-Ouest, en particulier pour la recherche programmée. En 2021, nous avons examiné 39 dossiers pour autant d'avis émis (fig. 1). Il faut ajouter l'examen, plus succinct, de 4 dossiers sous la forme d'informations du CRA qui correspondaient à des rapports de deuxième année d'autorisation triennale. Les dossiers examinés proviennent pour l'essentiel de Nouvelle-Aquitaine (24). Les dossiers d'Occitanie (13) et interrégionaux (2) représentent une part nettement moins importante.

La recherche archéologique programmée domine largement les dossiers examinés en CTRA. En effet, seulement un rapport de diagnostic et un CCS ont été examinés en 2021 ainsi que 3 RFO d'opérations d'archéologie préventive. Ces derniers ont été produits par des chercheurs de l'Inrap (2) et d'une collectivité territoriale (SACD 24). Aussi, notre analyse portera presque essentiellement sur la recherche archéologique programmée. Cette part finalement peu importante de la recherche préventive a déjà été soulevée par nos prédécesseurs. Nous en mesurerons la faiblesse effective au terme de notre mandat et nous tenterons d'en décrypter les raisons. Notons, en attendant, que les experts pour le Paléolithique restent très alertes en séance lors de la présentation et l'évaluation des rapports de diagnostics et des propositions de prescriptions réalisées.

	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Interrégion	Total
APP	5	1		6
PCR	5	4	2	11
FP	6	5		11
PT	3	1		4
PT+ART	1	1		2
RE	2	0		2
SOND	2	1		3
<i>Total</i>	<i>24</i>	<i>13</i>	<i>2</i>	<i>39</i>

Figure 1. Répartition des opérations programmées par type.

Pour ce qui concerne les champs chronologiques représentés, on constate une bonne diversité et une relative exhaustivité des contextes chronologiques explorés (programmé et préventif – fig. 2). L'Aurignacien et le Magdalénien constituent, en l'état, les entités chronoculturelles les plus étudiées. Les programmes diachroniques dominent largement – ce qui n'a rien de surprenant puisque la très grande majorité des sites étudiés sont localisés en grottes ou sous abris (n=28). Plusieurs programmes de recherches thématiques – qui prennent en général la forme de PCR – structurent assez fortement la recherche archéologique pour le Paléolithique dans le sud-ouest de la France. Nous y reviendrons plus loin.

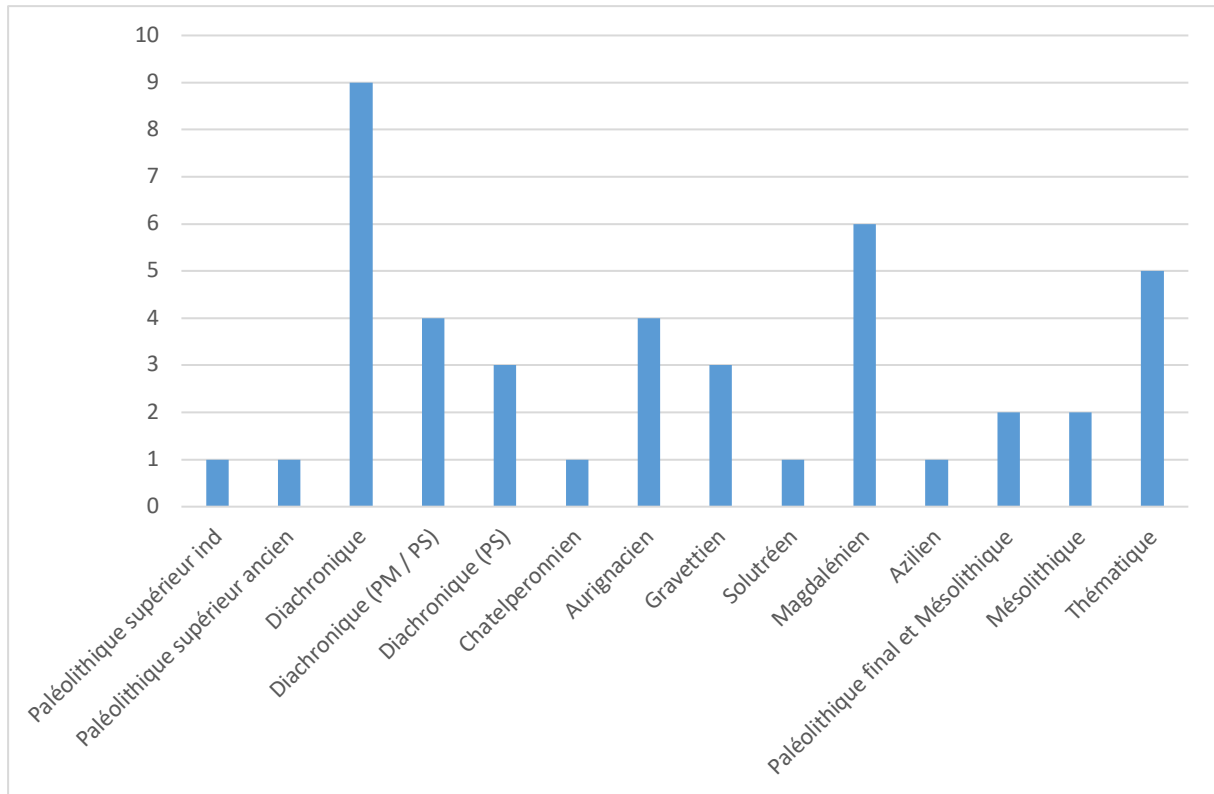


Figure 2. Répartition chronoculturelle des dossiers examinés pour le Paléolithique supérieur et le Mésolithique en 2021.

2. Données qualitatives

2.1 L'archéologie préventive

Notre point de vue sur l'archéologie préventive reste, après une année d'exercice, très partiel eu égard au nombre de dossiers limité que nous avons eu à examiner. Pour ce qui concerne l'unique rapport de diagnostic et le CCS, on soulignera surtout la bonne chaîne opératoire avec le service prescripteur puisque les discussions concernant le CCS ont eu lieu en amont de la séance et les rares modifications apportées avaient été discutées et prises en considération.

Plusieurs RFO d'archéologie préventive ont été examinés en 2021. Pour deux d'entre eux, ils correspondaient à des opérations d'archéologie préventive assez anciennes (2012) dont les rapports ont été remis il y a quelques mois. Nous nous concentrerons sur deux exemples qui illustrent deux cas de figure diamétralement opposés. Le premier (Le Bout-des-Vergnes, 24 : A. Michel dir.) constitue certainement un modèle de qualité scientifique et formel puisqu'il était, de notre avis, quasiment publiable en l'état, sous la forme d'une monographie. Le second (Mayan 6, 30 : H. Vergely dir.) a posé plus de problèmes, d'un bout à l'autre de la chaîne opératoire. Soulignons d'emblée, qu'aucun des conservateurs siégeant en CTRA n'était présent au SRA au moment de la fouille. Cela a, pensons-nous, permis de dépassionner les débats et de nous concentrer sur les raisons d'un regrettable accident dans le suivi scientifique, la fouille et l'analyse d'un site qui avait clairement le potentiel d'un site de référence pour le Paléolithique final de la France méditerranéenne⁹ (et au-delà). Ces failles, identifiées à toutes les étapes de la chaîne, montrent combien un haut niveau d'expertise est requis pour la prescription, le suivi de terrain, la fouille et l'analyse post-fouille. Pour ces étapes cruciales – et malheureusement irréversibles – des experts du Tardiglaciaire auraient dû être sollicités pour assurer le suivi

⁹ Ce qui avait été souligné dans le rapport de diagnostic en particulier sous la plume de F. Bazile.

scientifique de ce dossier. Cela aurait permis, en particulier, de mieux orienter les choix qui ont été faits sur le terrain (par exemple, exploration exhaustive d'une unité d'occupation au lieu de réaliser une fouille en tranchées qui n'a pas beaucoup d'intérêt dans le cas présent). Pour les périodes qui nous concernent, nous ne saurions faire autrement que d'appuyer le recrutement de spécialistes de la seconde moitié du Paléolithique supérieur (et du Mésolithique !) dans tous les services régionaux et chez tous les opérateurs d'archéologie préventive susceptibles d'intervenir dans cette interrégion. C'est, de notre point de vue, le meilleur rempart aux problèmes mis en évidence par cette opération de fouille préventive.

2.2 L'archéologie programmée

2.2.1 Les programmes thématiques

Nous avons regroupé, derrière cette appellation, plusieurs programmes de recherche collectifs qui prennent la forme de PCR (n=4) ou de prospection thématique (n=1). Ils ne s'inscrivent dans aucun champ chronologique particulier et ont, au contraire, une dimension thématique forte. Il s'agit de trois programmes nouvellement créés : PCR « Impact de la biocorrosion sur les grottes ornées et les monuments historiques », L. Bruxelles dir. ; PCR « Bassin versant de la Garonne entre Massif central et Pyrénées – Chronostratigraphie pléistocène des terrasses alluviales entre Pyrénées et Massif central – Implications paléoenvironnementales et archéologiques pour les sites paléolithiques » ; PCR « PIGMENT-HO Pigmentothèque en vallée de l'Homme et Bassin aquitain », L. Dayet dir. Ils constituent chacun des collectifs dont les résultats scientifiques doivent, à terme, constituer des jalons importants pour la conservation des sites (PCR Biocorrosion), la connaissance des contextes géomorphologiques et archéologiques du Bassin versant de la Garonne (PCR ChroTall) et des sources d'approvisionnements potentiels en matières colorantes (PCR PIGMENT-HO). Chacun de ces PCR est connecté à la recherche archéologique programmée et/ou préventive et comprend des axes à forts potentiels scientifiques. Pour sa part, le PCR consacré aux matières premières siliceuses (PCR « Réseau de lithothèques en Nouvelle-Aquitaine ») s'inscrit dans la veine des autres PCR consacrés à cette thématique trop longtemps délaissée, sauf sur quelques fronts pionniers (ARA en particulier). À l'instar des autres programmes de recherche précédemment mentionnés, il s'inscrit dans un cadre plus large, abondant à la fois des opérations en cours et en s'inscrivant pleinement dans un programme national (GDR Silex, C. Leandri dir.).

Le dernier programme thématique (PT « Les accumulations naturelles en milieu karstique de la bordure orientale de l'Aquitaine : le Quercy et ses marges », J.-C. Castel dir.) constitue une originalité dans le cadre de la recherche nationale puisqu'il a pour ambition l'inventaire, le récolement et l'analyse des ensembles fauniques provenant d'accumulations naturelles piégées dans des dépressions naturelles de type aven piège. En dehors de fédérer un réseau de spécialistes particulièrement volatiles (clubs de spéléologie), il permet d'enrichir nos connaissances sur les communautés animales paléolithiques (et plus récentes) en dehors des contextes strictement archéologiques. Il enrichit notablement une opération de terrain particulièrement importante (fouille programmée de l'Igue du Gral, J.-C. Castel) dont l'exploration a repris après une longue pause « monographique » et, en parallèle, permet de réaliser des opérations de plus courtes durées (sondage de la Cave aux endives 2, J.-C. Castel dir.).

2.2.2 Les autres opérations programmées

Il sera sans doute utile, dans le cadre d'un bilan final, de mieux hiérarchiser les informations provenant des nombreuses opérations programmées examinées dans le cadre de notre mandat. À l'issue de notre première année, nous resterons relativement factuels.

Plusieurs PCR sont consacrés à quelques sites emblématiques : Cussac, J. Jaubert dir. ; Lascaux, M. Langlais et S. Ducasse dir. ; La Roche à Pierrot, I. Crevecoeur dir. ; Le Mas-d'Azil, M. Jary dir. Sauf Lascaux – qui était consacré à l'exploitation des données anciennes – les autres PCR mêlent à la fois opérations de terrain (relevés, fouilles, sondages, prélèvements) et analyses des données produites dans le cadre desdits programmes ou à l'occasion d'opérations plus anciennes (La Roche à Pierrot par exemple). Si cette formule a suscité quelques débats en séance, elle fait cependant sens, en particulier quand les responsables scientifiques font l'effort de produire des rapports (souvent gigantesques) bien structurés où l'ensemble des opérations réalisées sont aisées à distinguer. Sur ce point, les exemples de Cussac et du Mas d'Azil constituent des modèles du genre.

Deux autres PCR (« PAVO », J.-M. Petillon dir ; « VEZAR », E. Tartar dir.) se focalisent sur des territoires géographiques élargis (vallées d'Ossau et de la Vézère) et embrassent des problématiques liées à l'occupation d'un territoire sur le temps long en faisant jouer les données paléoenvironnementales (« PAVO ») ou en se focalisant sur un contexte chronologique particulier, en l'occurrence la fin de l'Aurignacien (« VEZAR »). Chacun agit à des moments différents de la chaîne opératoire scientifique : en aval pour « PAVO », à la suite de plusieurs opérations de terrains qui ont permis de faire évoluer les problématiques, et en amont – pour « VEZAR » – pour justement évaluer les meilleurs potentiels archéologiques pour répondre aux problématiques du projet.

Les opérations de fouilles programmées investissent presque exclusivement des contextes karstiques : grottes, abris, pied de falaises. Deux exceptions notables : la fouille programmée au long cours du site aurignacien de Regismont-le-Haut (F. Bon et R. Mensan dir.) et la fouille sous-marine réalisée au large de Palavas-les-Flots sur les restes d'une forêt d'âge mésolithique (M.-P. Jezegou dir.). Nous l'avons évoqué, les contextes chronologiques explorés sont divers et embrassent presque toutes les périodes du Paléolithique supérieur et du Mésolithique. Eu égard aux contextes explorés, les problématiques géoarchéologiques et taphonomiques sont particulièrement développées et sont de véritables laboratoires de recherche sur ces aspects. Elles serviront, à terme, à affiner notre compréhension des successions culturelles pendant le Paléolithique récent (La Borie del Rey, Bouyssonie, Gatzarria, Tastet, ...) et le Mésolithique (Jonquilles 2, La Borie del Rey). Au vu de l'apport scientifique exceptionnel d'un gisement comme Regismont-le-Haut, on ne peut que regretter l'absence d'autre opération sur des sites de plein air qui permettrait de développer d'autres dimensions, en particulier sur le plan synchronique.

Les contextes karstiques sont aussi explorés pour répondre à d'autres ambitions, en particulier celles liées aux représentations pariétales. À côté de Cussac, ces programmes de recherches sont finalement assez peu nombreux (La Mouthe, S. Petrognani dir. ; Fontanet, L. Ledoux dir., Font de Gaume, P. Paillet dir. ; Pech Merle, D. Genty dir.). Ils se distinguent toutefois par le caractère éminemment interdisciplinaire en ne se bornant pas à des campagnes de relevés : géoarchéologie, datations des vestiges, des spéléothèmes ou des parois, mises en évidence des traces « discrètes » (Tracs) produites par l'Homme ou les animaux ; étude globale des archives ; sondages archéologiques ; étude de mobilier, SIG, ... ces opérations sont d'une très grande richesse documentaire et le partage des méthodologies développées serait tout à fait

bénéfique pour la communauté et les équipes qui envisageraient de s'engager dans de telles entreprises. Cela permettrait aussi – et c'est valable pour bon nombre des opérations évoquées dans ce court bilan – de mettre en exergue des profils de postes (Culture, CNRS, Université) qu'il serait utile de promouvoir à l'avenir (traitement et analyse des archives, SIG, numérisation 3D, géoarchéologie,...) puisque nombre d'intervenants – souvent les mêmes – sont des CDD ou des autoentrepreneurs dont le statut est difficilement compatible avec la nécessité de pérenniser cette masse considérable de données essentielles et dont la gestion mériterait une réflexion globale en s'inspirant, par exemple, de celle menée dans le cadre du consortium MASA (<https://masa.hypotheses.org/>).

NÉOLITHIQUE

Par Caroline RENARD

Membre de la CTRA

En 2021, 26 dossiers portant, pour tout ou partie, sur le Néolithique ont fait l'objet d'un avis, dans le cadre de la CTRA Sud-Ouest (tabl. 1). Ce chiffre est inférieur à celui de 2020 (38 de janvier 2020 à mars 2021), mais conforme à l'année 2019. Cette évolution s'explique par un nombre moins important de rapports de diagnostic mais aussi de rapports de fouille programmée et de PCR.

	<i>Archéologie préventive</i>		<i>Archéologie programmée</i>					<i>Total</i>
	<i>Rapport diagnostic ou CCS</i>	<i>Rapport fouille préventive</i>	<i>Rapport prospection</i>	<i>Rapport PCR</i>	<i>Rapport fouille programmée</i>	<i>Nouvelle demande</i>	<i>Divers</i>	
<i>mars-21</i>	1			1	7	3	1	13
<i>avr-21</i>								0
<i>mai-21</i>					1	2		3
<i>juin-21</i>	2	1						3
<i>sept-21</i>								0
<i>oct-21</i>		1				1		2
<i>déc-21</i>	1	4						5
<i>Sous-total</i>	4	6	0	1	8	6	1	26

Tableau 1. Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

Les CTRA de 2021 ont donné lieu à plus d'examen de dossiers d'archéologie programmée : 10 dossiers d'archéologie préventive contre 16 de programmée. Le nombre de rapports de diagnostic a été particulièrement faible cette année (4), le plus faible depuis 2017 (de 8 à 10 environ par an entre 2017 et 2020). Cela s'explique probablement par le faible nombre de prescriptions émises durant la première année de la pandémie de Covid (2020), se répercutant sur l'activité en 2021. Même si ces opérations restent rares, elles ont donné lieu à des échanges très constructifs et toujours dans un souci constant d'amélioration des cahiers des charges scientifiques avec les services prescripteurs.

Contrairement à 2020, le nombre de dossiers à traiter sur l'Occitanie est plus élevé que le nombre de dossiers sur la Nouvelle-Aquitaine (tabl. 2). La dynamique archéologique reste très variable d'un département à l'autre. Des départements sont totalement dépourvus d'opérations sur le Néolithique : Ariège, Corrèze, Creuse, Dordogne, Gers, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Pyrénées-Atlantiques, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne et Haute-Vienne. Au contraire, certains départements restent en pointe : l'Hérault, l'Aude, le Gard et les Charentes

(en prenant en compte les opérations programmées pluriannuelles en cours). Notons que l'Hérault est aussi particulièrement dynamique sur le plan de l'archéologie préventive (2 prescriptions de fouille).

	Occitanie														Nouvelle-Aquitaine											Inter régional	Total
	9	11	12	30	31	32	34	46	48	65	66	81	82	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	87		
mars-21	1	2	1			3			2					1				1	1							1	13
avril-21																											0
mai-21	2													1													3
juin-21				1		2																					3
sept-21																											0
oct-21	1		1																								2
déc-21			1			2								1				1									5
Total	4	2	3	1		7			2					1	2				2	1							
Total région	19														6											1	26

Tableau 2. Répartition des dossiers expertisés par département.

Les PCR dynamisent naturellement plusieurs zones : le PCR « Monumentalisme et territoires au Néolithique entre Loire et Charente. Formes et environnements des mégalithes et des enceintes » et les trois opérations à Oléron pour les Charentes ; Le PCR « Mégalithisme et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales » pour les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées. L'année 2021 a vu de nouveaux projets émerger en Occitanie (sur la vallée de la Cèze dans le Gard et les causses méridionaux du Larzac et du Causse Noir dans l'Hérault).

Toutes les phases du Néolithique sont représentées à travers ces différentes opérations. La néolithisation et le Néolithique ancien restent globalement l'apanage de l'archéologie programmée : fouille programmée de La Cresse, Combe-Grèze et prospection thématique d'E. Defranould, demande d'aide à la préparation de publication (Sallèles-Carbadès, Grotte de Gazel). Le Néolithique moyen est majoritairement documenté par l'archéologie préventive (trois diagnostics donnant lieu à une prescription et deux fouilles achevées). Plusieurs opérations d'archéologie programmée et des PCR portent sur le Néolithique récent-final et le phénomène mégalithique en général. Il serait peut-être bénéfique pour cette période de soutenir ou de déclencher des programmes de recherche sur le Néolithique Moyen, en utilisant justement les données récentes de l'archéologie préventive.

Au niveau des thématiques développées, la situation pourrait se résumer ainsi : la majorité des recherches portent sur le phénomène mégalithique et les pratiques funéraires (donc plutôt sur la fin du Néolithique), tandis que l'analyse de l'occupation domestique est liée à des sites du Néolithique ancien et du Campaniforme-Bronze ancien.

Les programmes d'archéologie programmée sont majoritairement menés par des agents du CNRS (UMR TRACES) mais aussi des universités puis de collectivités territoriales et enfin des bénévoles. Cette année il n'y a pas eu d'opération ou de programme d'archéologie programmée dirigé par des agents de l'Inrap.

La qualité scientifique et formelle des demandes et des rapports d'opération soumis en 2020 est en grande majorité de bonne facture. Les problèmes rencontrés ont porté sur :

- des demandes d'opérations incomplètes, insuffisamment argumentées ou dont l'argumentation manquait de pertinence ;
- des rapports de PCR contenant des rapports de fouilles programmées (situation réglée depuis).

On soulignera aussi la grande qualité de plusieurs rapports de fouille préventive qui donneront certainement lieu à des publications faisant référence.

ÂGE DU BRONZE

Par Mafalda ROSCIO

Membre de la CTRA

1. Généralités

Pour l'année 2021, 30 dossiers portant pour tout ou pour partie sur la Protohistoire ancienne de façon générale, et/ou l'âge du Bronze en particulier ont fait l'objet d'un avis dans le cadre de la CTRA Sud-Ouest, soit une légère augmentation par rapport aux années précédentes, pour lesquelles le nombre de dossiers était compris entre 20 et 29 (cf. Bilan 2017-2021).

L'archéologie préventive est mieux représentée que l'archéologie programmée, avec 23 opérations pour la première et 7 pour la seconde. Concernant le préventif, l'année est marquée par une écrasante majorité de rapports de diagnostics associés à un cahier des charges scientifique, pour un seul rapport final d'opération. L'archéologie programmée est plus équilibrée entre rapports de PCR, rapports de fouille/sondage et demandes d'aide à la publication (tabl. 1).

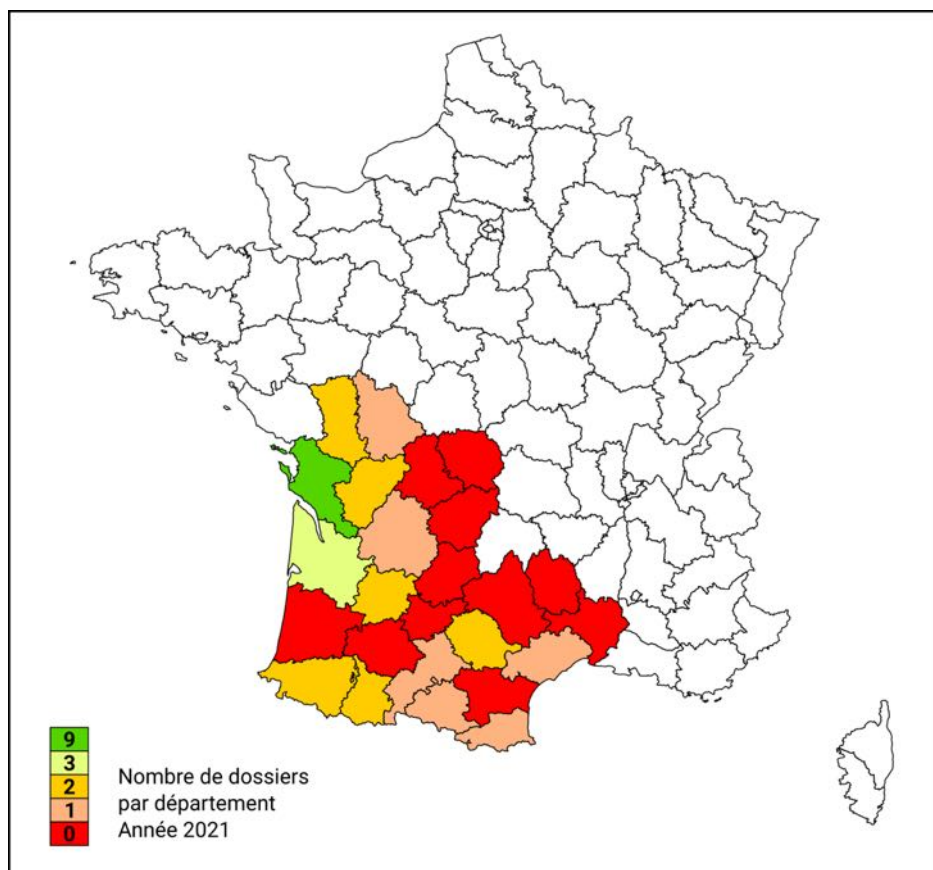
D'un point de vue géographique, un net déséquilibre demeure entre les deux régions, à la faveur de la Nouvelle-Aquitaine qui regroupe à elle seule presque deux tiers des dossiers. À noter plus particulièrement, le dynamisme spécifique du département de Charente-Maritime avec 9 dossiers (tabl. 2 et carte).

	<i>Archéologie préventive</i>		<i>Archéologie programmée</i>				
	Rapport diagnostic / CCS	Rapport fouille préventive	Prospection	PCR	Fouille programmée / sondages	APP	Divers
2021	22	1	0	3	2	2	0
Total	23		7				

Tableau 1. Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

Dépt.	Occitanie													Nouvelle-Aquitaine												
	9	11	12	30	31	32	34	46	82	48	65	66	81	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	87	
2021	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2	1	2	2	9	0	0	1	3	0	2	2	2	1	0	
Total	8													22												

Tableau 2. Répartition des dossiers expertisés par département et par région.



Carte de répartition du nombre de dossiers relatifs à l'âge du Bronze et/ou à la Protohistoire ancienne expertisés pour l'année 2021, par département (régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie).

2. Acquis pour l'année 2021

Les principaux acquis scientifiques pour l'année 2021 concernent des vestiges d'occupation domestique détectés lors d'opérations de diagnostic. Ces sites sont généralement matérialisés par des structures en creux de nature variée (fosses et trous de poteaux, Bronze ancien et moyen : Saint-Astier, Centre Hospitalier – EHPAD ; foyers à pierres chauffées, Néolithique-Bronze moyen : Perpignan, ZAE Orlin/PAE Saint-Charles ; grandes fosses, Bronze ancien : Azereix, Lanne Mourine, ZAC Aéroportuaire, Tr. 4, phase 1-3 ; grand fossé de plan rectangulaire, Néolithique-Bronze ancien : Saintes, Giratoire Diconche – RD137) ou parfois, selon les contextes sédimentaires, par des concentrations notables de mobilier ou autres vestiges anthropiques (charbons, terre rubéfiée, galets thermofractés...), traduisant soit la présence de structures en creux dont les contours ne sont plus lisibles, soit l'existence de niveaux de sol : occupations du Campaniforme-Bronze ancien de Genté, Combe des Gourdins – ZA Fief de la Couture, du Bronze ancien ou moyen à Gaujac, Loustière et à Gaujac, La Barthe-Les Bartotes phase 2 et 4b – Péricot , ou encore à Ambarès-et-Lagrave, ZAC Centre-ville, avec deux niveaux attribués respectivement au Néolithique final-Bronze ancien et au Bronze final-premier âge du Fer.

Le domaine funéraire est de façon générale moins documenté. Un tumulus du Bronze ancien ou moyen, partiellement fouillé dans les années 1970, a fait l'objet d'une opération de diagnostic à Serres-Castet, Route de Bordeaux II, mais les vestiges les plus fréquents sont des enclos circulaires fossoyés, également identifiés lors d'opérations de diagnostic (Bram, ZA de Rouzilles-AP3, Batisol 2 ; Mauzé-sur-le-Mignon, Fief du Petit Bitard ; Pons, Les Isamberts

phase 2) mais aussi à l'occasion d'une fouille préventive (Chasseneuil-du-Poitou, Les Roches de Vayre, Bronze ancien).

L'archéologie programmée vient compléter de façon significative les données disponibles pour des secteurs dans lesquels l'aménagement du territoire n'a que peu d'impact, comme par exemple en montagne (fouille d'une sépulture collective en cavité à Accous, La Cuarde ; site d'habitat du Cirque de Troumouse/Haille de Pout à Gavarnie-Gèdre). Par ailleurs, la fouille subaquatique de l'habitat du Bronze final de la Motte à Agde dans le fleuve Hérault montre bien le potentiel d'étude extraordinaire des milieux humides, qui permettent de fructueuses approches pluridisciplinaires. Cette pluridisciplinarité est aussi au cœur du PCR « Dynamiques d'occupation et d'exploitation du sel dans les golfes charentais, du Néolithique à l'âge du Fer », qui rassemble une trentaine de chercheurs et combine à la fois des opérations de terrain et des études spécialisées.

Enfin, l'année 2021 a aussi vu une demande d'APP concernant un volumineux hommage à José Gomez de Soto, rassemblant une trentaine de contributions d'une grande qualité, du Néolithique à l'âge du Fer, sous la direction de plusieurs chercheur(e)s (V. Ard, B. Boulestin, S. Boulud-Gazo, I. Kerouanton, C. Maitay, M. Mélin, M. Nordez dir.). Cet ouvrage intitulé « À l'ouest sans perdre le nord : liber amicorum José Gomez de Soto » a vu le jour au printemps 2022, publié par l'association des Publications chauvinoises.

3. Conclusion, préconisations

L'interprétation spatiale et la compréhension fine des sites d'habitat (architecture et plans de bâtiments, identification de zones d'activités dédiées, zones de circulation...) sont dépendantes de la taille des fenêtres d'observation. Les décapages extensifs dans le cadre de prescriptions de fouilles préventives demeurent à ce titre toujours indispensables. Par ailleurs, les protocoles d'étude des sites stratifiés doivent encore faire l'objet de réflexions poussées afin d'exploiter scientifiquement au mieux ces contextes dans un cadre préventif (caractère chronophage et pourtant essentiel de la fouille et des relevés manuels, du tamisage vs limites des méthodes de mécanisation, d'orthophotographie/photogrammétrie, d'automatisation de certaines tâches...).

Concernant le domaine funéraire, la datation des monuments, en l'absence de sépulture centrale et/ou de mobilier discriminant dans les couches de comblement, demeure souvent délicate. Une meilleure connaissance de l'évolution de la culture matérielle et le développement de référentiels de datation absolue quand le matériau le permet semblent indispensables pour améliorer la situation. Par ailleurs, la rareté de ces contextes en regard de la grande variabilité des pratiques funéraires observées dans les régions de l'Ouest rend difficile la mise en place de modélisations : ces derniers doivent donc faire l'objet d'une attention toute particulière en cas de détection dès le diagnostic, même si les vestiges sont parfois très ténus (petits dépôts de crémation sans contenant par exemple).

Enfin, il convient de rappeler le rôle essentiel de l'archéologie programmée à l'échelle nationale, autant dans la formation des étudiant(e)s que pour le développement de problématiques de recherche indépendantes des logiques de l'aménagement du territoire.

PREMIER ET SECOND ÂGES DU FER

Par Régis LABEAUNE

Membre de la CTRA

Au total pour cette année 2021, 32 dossiers ont été examinés pour les périodes concernant le premier et le second âge du Fer : 19 dossiers concernent l'archéologie préventive et 13 sont liés à des opérations programmées ou à une demande de publication.

Les rapports de diagnostic et les cahiers des charges scientifiques représentent la moitié des dossiers présentés en 2021.

La répartition géographique des opérations est pratiquement équilibrée avec 18 opérations en Occitanie et 14 en Aquitaine.

	<i>Archéologie préventive</i>		<i>Archéologie programmée</i>				
	Rapport diagnostic/ CCS	Rapport fouille préventive	Prospection	PCR	Fouille programmée/ sondages	APP	Divers
2021	16	3	2	3	6	2	0
Total	19		13				

Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

	Occitanie														Nouvelle-Aquitaine												
	9	11	12	30	31	32	34	46	82	48	65	66	81	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	87		
2021		1		3	5		5	1	3					1	4			2		1	1	2		2	1		
Total	18														14												

Répartition des dossiers expertisés par département et par région.

Les opérations programmées

De nombreux PCR ou fouilles programmées n'ont pas pu être réalisés correctement en raison de la pandémie liée à la Covid-19. Les conditions pour la réalisation des fouilles, avec des normes sanitaires plus strictes, ou l'accès à certains dépôts pour l'étude du mobilier n'a pas été possible en raison des différents confinements. Certains dossiers de PCR ont même été décalés d'une année comme celui sur les enclos fossoyés de la moyenne vallée de la Garonne du second âge du Fer.

Les principales fouilles programmées sont concentrées dans la région Occitanie dans le Gard (Le Cailar) et l'Hérault (Nissan-les-Ensérune intégrée dans le PCR et Bessan). Elles concernent toujours des habitats de hauteur fortifiés de l'âge du Fer. Cette dynamique est le point fort de la recherche archéologique protohistorique de cette région.

Une seule nécropole fait l'objet de fouilles programmées dans les Landes.

Les deux PCR concernant la synthèse de 20 ans de recherche sur le territoire des Volques Tectosages sont des projets d'intérêts fondamentaux et très ambitieux pour être réalisés lors d'une campagne de triennale. De plus, ces PCR sont fortement liés aux moyens en jours/hommes que donnent les opérateurs d'archéologie préventive (Inrap et Hadès). Une question se pose pour ce type de « financement » car aucune garantie n'est apportée par les opérateurs au moment de l'examen du dossier ce qui peut fortement compromettre le bon déroulement de ce travail.

Enfin, deux dossiers de prospections thématiques concernant l'occupation spatiale de deux territoires (Pyrénées-Atlantiques et Hérault) ont été déposés.

Seulement deux projets d'aide à la publication ont été examinés. Le premier est une demande de financement pour la publication d'une thèse et le second est un manuscrit finalisé en trois volumes qui synthétise les résultats de fouilles de sauvetage (1999-2002) puis de trois campagnes de fouilles programmées entre 2002 et 2013 sur une vaste nécropole de la transition entre le premier et le second âge du Fer.

Les opérations d'archéologie préventive

Les rapports de diagnostic et les CCS examinés sont cinq fois plus nombreux que les rapports de fouilles. Dans l'ensemble, ces opérations sont bien menées même si parfois il semble que la préparation (prise en compte des contextes archéologiques et environnementaux) et le temps d'intervention sur le terrain ne correspondent pas toujours aux besoins nécessaires pour appréhender et approfondir les résultats mis au jour.

Ces dossiers témoignent également d'un « déséquilibre chronologique » très marqué en faveur de l'habitat du second âge du Fer. Cette disparité pourrait peut-être s'expliquer par une plus forte densité des structures au sein des différents habitats qui, pour la période laténienne, sont plus faciles à caractériser (concentration de structures, habitats délimités par un enclos...).

Seulement trois rapports (deux pour la Nouvelle-Aquitaine et un pour l'Occitanie) de fouilles ont été examinés lors de cette année. Ils abordent tous des sites d'habitats ruraux datés du second âge du Fer. Ces rapports sont de bonne qualité avec des synthèses bien menées. Les fenêtres extensives de décapage proposées, supérieures à un hectare (à l'exception du site de Bourdeille [24] d'une fenêtre de fouille de 250 m² autour d'un sondage positif) permettent une meilleure vision de l'organisation spatiale des vestiges. L'intégration de nombreuses études complémentaires dont celles liées au paléo-environnement apporte des données supplémentaires indispensables à la compréhension du fonctionnement de ces habitats.

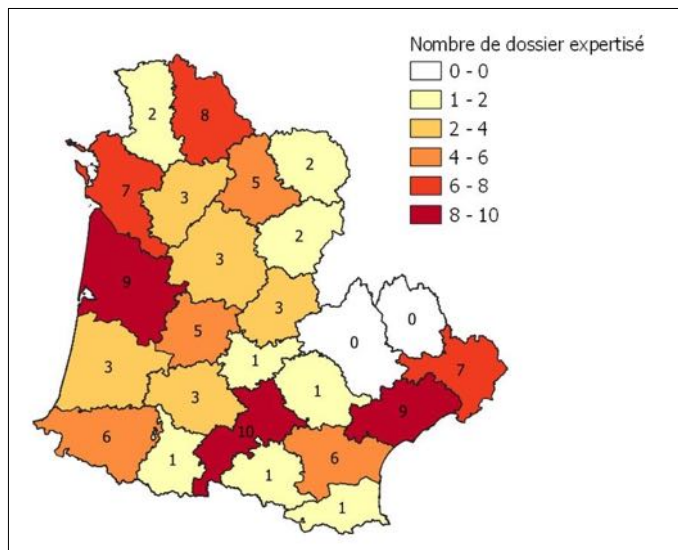
Il est cependant très difficile de faire une synthèse sur les résultats apportés, les problématiques abordées et les difficultés rencontrées lors de ce type d'opération de fouille sur la base de seulement trois rapports examinés.

ANTIQUITÉ

Par Matthieu THIVET et Pierre NOUVEL
Membres de la CTRA

Après la forte augmentation notée en 2020 (84 dossiers PN + 52 dossiers MT = 136) l'année 2021 se caractérise par un léger tassement du nombre d'expertises concernant l'Antiquité, entre des années 2020 et 2022 plus chargées. Ce sont cependant 100 dossiers (59 dossiers PN + 41 dossiers MT) qui ont été expertisés par les deux membres antiquisants de la commission, contre 123 en 2019 et 136 en 2020. Un dossier (chantier-école de M. Joly à Cadayrac, Aveyron) a été confié à Corinne Sanchez. Il semble donc nécessaire de compléter la commission par un troisième membre antiquisant. Cela permettrait de mieux répartir les dossiers (la session de mars, avec d'importants dossiers programmés, est en moyenne lourde d'une vingtaine de dossiers par expert !) et d'arriver à un ratio similaire aux autres CTRA. Rappelons pour mémoire que la CTRA Sud-Ouest rassemble, depuis 2016, l'ancienne CTRA Sud-Ouest et la moitié de la CTRA Sud-Est sans en avoir reçu le nombre d'experts correspondants (deux de plus seulement au lieu de quatre). Elle ne compte pourtant que deux

experts antiquisants pour 27 départements (soit presque un tiers de la France métropolitaine !), contre 3 en CTRA Sud-Est pour 20 départements, 3 en CTRA Centre-Nord pour 18 départements, 2 en CTRA Ouest pour 14 départements, enfin 3 pour les 18 départements de la CTRA Est. La charge est donc trop importante et devrait être ramenée à une mesure comparable aux autres commissions.



	rapport diagnostic et ou CCS	rapport fouille préventive	rapport prospection inventaire	rapport prospection thématique	rapport / dem. PCR	rapport fouille / sond programmé	APP / AE	divers	total	dont Cira écrite
févr-21	5	2		1	1				9	1
mars-21	3			2	11	10			26	0
avr-21						2			2	0
mai-21	2					1			3	0
juin-21	2					2			4	0
sept-21	4								4	1
oct-21	5								5	0
déc-21	2	4							6	1

	09	11	12	16	17	19	23	24	30	31	32	33	34	40	46	47	48	64	65	66	79	81	82	86	87	total
févr-21		1			1	1				1	2															9
mars-21		3		2	2	1	1	2	2	2	1	2	4			2		1			1					26
avr-21					1				1																	2
mai-21									2									1								3
juin-21												1	2			1										4
sept-21		1			2									1												4
oct-21						1	1					1				1	1									5
déc-21		1							2	1		1		1												6

Nombre de dossiers traités, P. Nouvel, 2021.

	rapport diagnostic et ou CCS	rapport fouille préventive	rapport prospection inventaire	rapport prospection thématique	rapport / demande PCR	rapport fouille programmée	APP / AE	divers	total	dont CTRA écrite
fév-21	3		1	3	1				8	
mars-21	2	1		5		3		1	12	
avr-21									0	
mai-21	2	1			1				4	
juin-21	5			1		1			7	
sept-21	4	1		2					7	1
oct-21 (abs)									0	
déc-21	2	1							3	
Total	18	4	1	11	2	4	0	1	41	

	départements concernés																	Total		
	9	16	17	24	31	33	34	40	46	47	64	65	66	79	81	82	86		87	multiples
fév-21			1	1				1						1	1		1	1	1	8
mars-21	1	1		1	1	2			1		1					1	1	1		12
avr-21																				
mai-21					2			1				1								4
juin-21					2		1			1							2	1		7
sept-21						2			1		1						1	2		7
oct-21 (abs)																				
déc-21						1	1				1									3
Total	1	1	1	1	6	5	2	1	3	1	3	1	1	1	1	1	5	5	1	41

Nombre de dossiers traités, M. Thivet, 2021

Sur 41 dossiers examinés par M. Thivet, 22 concernaient l'archéologie préventive (dont 18 CCS), 19 l'archéologie programmée. Pierre Nouvel a examiné 59 dossiers, dont 29 liés à l'archéologie préventive (avec 23 CCS), 30 l'archéologie programmée. À noter l'absence de demande d'aide à la publication ou à l'édition, processus de financement peu utilisé par les collègues, probablement par méconnaissance ou par peur de ne pas disposer des éléments suffisants pour argumenter une demande financière dans ce cadre. La tendance dynamique de l'archéologie programmée observée lors de la précédente quadriennale 2017-2020 semble se tasser : les dossiers d'archéologie programmée et d'archéologie préventive retrouvent cette année un poids comparable.

Il faut souligner la qualité de l'ensemble des rapports finaux, tant sur le fond que sur la forme, même si bien entendu des inégalités existent selon l'historique et les moyens de l'opération. Des efforts notables doivent être relevés concernant l'exploitation des ensembles de mobilier, en particulier céramiques. Il faut aussi souligner la poursuite de la montée en gamme des cahiers des charges scientifiques, par exemple en milieu urbain, plus particulièrement ceux provenant des pôles de Poitiers et de Montpellier. À l'inverse, les experts ont pu constater que plusieurs rapports de diagnostics livrent vraiment le strict minimum suite à des moyens trop réduits tant pour la phase terrain que pour la phase rédactionnelle. De même, les contraintes calendaires administratives et formelles toujours plus strictes imposées à l'archéologie programmée conduisent à des retards dans le rendu de certains rapports. On peut en particulier s'inquiéter des conséquences de la transposition des règles régissant les rapports du préventif à la sphère programmée sur le nombre et la qualité des données scientifiques collectées.

La répartition géographique des opérations révèle toujours les mêmes tendances, avec deux secteurs dynamiques, au nord-ouest (anciens départements du Poitou-Charentes, Deux-Sèvres mis à part) et du sud-est (ancien Languedoc, Lozère et Pyrénées-Orientales mises à part). Ces secteurs profitent d'aménagements nombreux et de l'action bénéfique d'agents prescripteurs dynamiques. Ces caractères sont partagés par quelques espaces intermédiaires de l'Aquitaine ou du bassin de la Garonne, comme les départements urbanisés de la Haute-Garonne, ou ceux, plus ruraux, de la Dordogne, du Gers et du Lot-et-Garonne. L'absence ou le faible nombre de dossiers instruits dans les départements du Tarn-et-Garonne, de la Lozère, du Lot, de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées, de l'Aveyron et du Tarn sont avant tout la conséquence d'une faible activité économique actuelle.

Un dynamisme certain des opérations urbaines est encore à noter, avec des opérations préventives dans les capitales de cité d'Auch, Narbonne, Nîmes ou Poitiers. À Nîmes, cela concerne plus particulièrement les *suburbia* et les pôles funéraires. Des *capitis civitatis* beaucoup plus méconnus, comme Oloron-Sainte-Marie, ont également été concernés. Soulignons la poursuite de la reprise de données réalisée sur diverses fouilles de sauvetage et préventive du cœur de Bordeaux (PCR Parunis/Grand Rabin). Il semble nécessaire d'inciter

au développement de ce genre de travail collectif pour produire des données spatialisées renouvelées sur le temps long, remplaçant à leur juste place les grandes opérations préventives urbaines des années passées. La production d'atlas urbains, publiés (c'est le but du PCR interrégional au long cours dirigé par M. Heijmans et du très actif PCR « Nîmes ») ou disponibles en ligne devrait constituer un objectif pour chacune de ces villes. Les opérations programmées sont moins nombreuses, mais tendent, sous des formats collectifs pluriannuels, à documenter des agglomérations entières (Eauze), des aménagements spécifiques, comme les aqueducs (Poitiers notamment) ou des aménagements périphériques (Saintes). Les données nouvelles acquises sur les agglomérations de la cité des Lémovices, dans le cadre du PCR dirigé par F. Baret, constituent un exemple d'approche territoriale dont on ne peut qu'espérer la mise en œuvre plus généralisée au sein de la grande région. L'ampleur et l'intérêt du PCR piloté par W. Van Andringa sur la périphérie de Saint-Bertrand-de-Comminges est à souligner, exploitant ici l'ensemble des méthodes disponibles, extensives comme invasives. Il fait écho à celui dirigé par C. Sanchez sur la périphérie de Narbonne, qui doit toujours être considéré comme un modèle du genre. La mise en œuvre de méthodes géophysiques de façon systématique et extensive a désormais parfaitement démontré son efficacité dans l'aide à la décision et au renouvellement des problématiques sur les projets de recherche ambitieux. Ce type de travaux doit être encouragé et soutenu à l'avenir.

Les opérations concernant les agglomérations secondaires continuent leur hausse, dans une région encore trop en retrait pour l'étude des réseaux urbains antiques. Les interventions préventives restent particulièrement discrètes par rapport au reste de la Gaule. Il faut cependant noter la poursuite de la dynamique initiée il y a une dizaine d'années à Villeneuve-sur-Lot, qui permet, par la systématisation des prescriptions, d'obtenir une vision fine et exceptionnellement documentée d'un cœur de ville laténien et antique. Cette volonté d'exhaustivité s'observe aussi à Bram, dans l'Aude.

Nous avons déjà noté l'intense activité programmée sur les *oppida ignomina* de la cité de Nîmes, les activités se poursuivant cette année à *Ambrussum/Villetelle* (M. Scrinzi), *Lattara/Lattes* (G. Piquès), Gaujac (S. Augusta-Boularot), et se terminant sur une synthèse qui reste à exploiter et publier à Murviel-lès-Montpellier (P. Thollard). Une prescription de fouille préventive prometteuse a aussi été instruite sur celle de Beaucaire, certainement l'une des plus méconnue du secteur.

Ailleurs, les projets, moins nombreux, s'attardent souvent sur les complexes monumentaux, comme le projet collectif au long cours de Chassenon-du-Poitou/*Cassinomagus*, ou la fouille pluriannuelle du sanctuaire des Bouchaux à Saint-Cybardeaux. Ils se penchent aussi sur des espaces périphériques ou techniques (aménagements de berges de Naintré, Vienne). Saluons encore la montée en puissance du PCR sur l'agglomération laténienne et antique de Saint-Félix-de-Villadeix (24) et de son sanctuaire périphérique. Il apparaît aujourd'hui comme un projet mature, associant méthodes traditionnelles et novatrices paléo-environnementales, cherchant, par l'accumulation de prospections géophysiques, à vue et au détecteur à métaux, à produire une donnée spatialisée complète. Le développement de fouilles programmées sur le sanctuaire périphérique produit enfin des résultats comparables et confrontables à ceux disponibles dans le nord ou l'est de la France pour la fin de la période gauloise. Dans ce domaine, l'apport des opérations préventives à la mise en évidence des groupements ouverts tardo-laténien apparaît comme primordial (sites de Saint-Germain-et-Mont en Dordogne et d'Yviers en Charente).

L'étude des groupements de bord de voie, bien illustrée en Languedoc par la fouille pluriannuelle de Loupian Marinesque (I. Bermont) pourrait enfin connaître quelques nouveautés, avec une opération préventive prescrite à Sorde-l'Abbaye (Landes), alors que le dossier des axes de circulation connaît lui aussi quelques avancées intéressantes (fouilles préventives de Montagnac dans l'Hérault, Lavérune en Haute-Garonne, de Bordeaux – avec une voie en palplanche – et de Saint-Michel-de-Rieufret en Gironde ; prospection du supposé pont antique d'Ussel en Corrèze). En Limousin, une intéressante opération préventive a concerné l'établissement thermal d'Evaux-les-Bains (Creuse), renouvelant grandement nos connaissances sur un type de site rares et peu concernés par les recherches récentes.

Comme cela avait été souligné par le passé, le sud-ouest de la France se caractérise encore par l'absence de programmes collectifs interrégionaux thématiques ambitieux, concernant le monde rural, les espaces urbains, les pôles funéraires, les activités artisanales, les sanctuaires ou les réseaux de circulation.

Dans ce domaine comme dans d'autres, s'observe une fracture assez nette entre les départements du nord-ouest (anciens Poitou-Charentes et Limousin), inscrits dans des dynamiques de recherches caractéristiques de la Gaule interne (étude des réseaux urbains, en particulier secondaire, des réseaux d'établissements ruraux et de sanctuaires sur le temps long) et le Languedoc, où l'attention se porte plus volontiers, dans une démarche intrasite traditionnelle, sur les aménagements publics ou monumentaux. Dans le premier secteur, cette dynamique est illustrée par le PCR sur les agglomérations antiques (dir. F. Baret), les réseaux de sanctuaires (PT M. Ferré), les réseaux ruraux d'altitude des Lémovices (PCR Millevaches, B. Pichon) ou le projet sur les réseaux urbains du Poitou (R. Storaï). Les espaces intermédiaires, dans le bassin de la Garonne et les Pyrénées restaient, eux, assez largement en retrait des projets globaux concernant l'Antiquité. Il faut donc saluer l'émergence d'initiatives ambitieuses fort bénéfiques dans ces secteurs délaissés, avec les dépôts de demandes pluriannuelles concernant ces territoires durant l'Antiquité tardive (PCR « Culture matérielle de l'Antiquité tardive » de J. Le Bomin, PCR « Pyrat » de L. Tobalina Pulido), sur le monde rural (PCR « Les campagnes d'Aquitaine durant l'Antiquité, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive » de L. Maurel) ainsi que les actions du PCR « *Fortipolis* » touchant ponctuellement l'Antiquité.

Cependant, la documentation concernant le monde rural continue à s'accumuler, avec les opérations préventives d'Aytré, Villedoux et La Jarne (Charente-Maritime), de Castelculier (Lot-et-Garonne), de Lescar (Pyrénées-Atlantiques), de Saint-Paul-lès-Dax (Landes) ou programmées de Saint-Saturnin-du-Bois (Charente), de Bugeat (Corrèze), du Mas des Tourelles à Beaucaire (Gard) et d'Aspiran dans l'Hérault. Cette dernière opération, chantier-école de S. Mauné, va permettre de disposer de données exhaustives sur un établissement viticole dans sa totalité. La multiplication des prescriptions de fouilles préventives sur le piémont pyrénéen permet de mettre en évidence des formes de l'occupation rurale assez particulières. Le retard pris dans la mise en forme et les études de synthèse, en particulier en Nouvelle-Aquitaine, est toujours aussi net et entrave l'intégration des données acquises localement dans les programmes d'échelle nationale, comme l'ERC Rurland. Ces lacunes transparaissent nettement dans la qualité des synthèses proposées par les acteurs de l'archéologie préventive, qui manquent de connaissances sur les formes de l'occupation rurale et sur les questionnements actuellement soulevés par les spécialistes de la question.

À l'échelle régionale, les exemples de continuité d'occupation rurale entre l'âge du Fer et l'Antiquité se multiplient aussi. Soulignons ici l'attention toujours plus accrue concernant

l'Antiquité tardive, illustrée par des fouilles préventives, comme à l'Isle-Jourdain (habitat et nécropole, Gers), des fouilles programmées de premier plan (atelier de potiers de Fanjeaux par B. Favennec) et des programmes de recherche collectifs (voir ci-dessus, PCR sur le monde rural, sur la culture matérielle dans l'Isthme aquitain ou sur les territoires pyrénéens).

Dans le domaine funéraire, les seules études rurales, préventives, concernent les ensembles de l'Isle-Jourdain (Gers, V^e siècle), de Lavérune (Aude), Béruges (Vienne) et Béziers (Hérault). Parmi les travaux concernant l'étude des productions, citons les fouilles de l'atelier de potier tardo-antique de Fanjeaux (Aude, B. Favennec). Comme les années précédentes, les fouilles régulières sur les sites miniers dans les Pyrénées-Atlantiques comme à Mehatze sur le site de Banca sont complétées en 2021 par le PCR de « Melle/Métal des Rois Francs » (avec un volet expérimental de premier plan) et le PCR « FERAPO » (FER en Ariège et dans les Pyrénées-Orientales) ou encore avec le croisement entre données textuelles et archéologiques proposé dans le PCR « METALLA ». Signalons également le début de la fouille du site meulier de Saint-Crépin-de-Richemont (Dordogne, R. Rivaud-Labarre), répercussion de la dynamique du groupe « meule », jusque-là inactif dans le centre-ouest de la France.

L'étude des espaces fluviaux et lacustres est l'une des particularités de la région (par exemple les fouilles de Courbiac, Agde et Villeneuve-d'Ornon). Là encore, on espérerait la mise en place d'ambitieux travaux de synthèse, par exemple sur les lacs de la façade atlantique de la Gascogne, comme sur les fleuves des Charentes ou du Languedoc.

Comme nous l'avons déjà souligné, les dossiers d'opérations de prospections, inventaires ou thématiques, qui sont soumises à la commission sont trop peu nombreux. Il n'existe par exemple aucun programme de prospections aériennes sur la totalité des 24 départements de la CTRA Sud-Ouest. Les programmes d'études intégrées de territoires sur des échelles multiscalaires sont pourtant incontournables non seulement pour poursuivre l'indexation dans la carte archéologique nationale et la gestion du patrimoine archéologique, mais aussi pour le développement de PCR interrégionaux de qualité et la confrontation des données à large échelle.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (PREMIER MOYEN ÂGE)

Par Stéphane ARDOUIN
Membre de la CTRA

En 2021, le nombre de dossiers examinés s'élève à 64 sur l'ensemble des 8 sessions de la CTRA (en intégrant la première allégée pour les nouveaux experts simplement en renfort avec les titulaires de la CTRA sortante et une séance d'une journée en avril). Ce nombre est à nuancer puisque certains dossiers peuvent générer des avis plus ou moins longs selon la nature et la complexité des dossiers (diagnostic et cahier des charges scientifique, PCR et fouille programmée...). L'examen des composantes des dossiers peut se limiter à quelques lignes (pour une demande de prolongation en programmé) ou se développer sur plusieurs pages (RFO, rapports de fouille programmée ou de PCR). Cela représente un volume de dossiers et d'avis non négligeable pour une année allégée par une première séance incomplète (du fait de la présence de la CTRA sortante), qui s'est accentué en cours d'année pour aboutir à un rythme moyen de 8 dossiers, quasi-exclusivement consacrés au préventif, durant les 3 dernières séances de septembre à décembre (en tenant compte des inter-CTRA). Les 7 séances initialement prévues ne suffisent plus, nécessitant l'ajout d'une séance supplémentaire d'un jour en avril et l'examen de 7 dossiers en inter-CTRA (dont 4 après la

séance de juin). Cette densité explique probablement le très faible nombre de RFO de fouille préventive expertisés en 2021.

	Nouvelle-Aquitaine			Occitanie		Total	Nombre de dossiers
	Bordeaux	Poitiers	Limoges	Toulouse	Montpellier		
CCS seul	4	5		2		11	44
Rapport de diagnostic et CCS	3	12	3	3	5	26	
Rapport de diagnostic et PSI					1	1	
RFO de fouille préventive		1	1	3	1	6	
Programmée, PCR, APP	4	5	1	6	4	20	20
Nombre de dossiers examinés	11	23	5	14	11	64	64

Figure 1. Répartition des dossiers par type selon les SRA.

Ces dossiers concernent en grande majorité l'archéologie préventive (44, soit près de 70 % des dossiers), avec 27 rapports de diagnostic expertisés (dont 1 associé à un PSI), 37 cahiers des charges, 1 PSI et 6 RFO (fig. 1). Il faut noter la relative importance dans ce décompte des CCS pour fouille préventive directe (10, auxquels s'ajoute un CCS pour une fouille exceptionnelle exécutée par l'État). Le programmé ne rassemble que 20 dossiers en comptant les 7 PCR examinés et les 2 dossiers qui comportent une demande d'aide à la publication (fig. 2).

	Nouvelle-Aquitaine			Occitanie		Total	Nombre de dossiers
	Bordeaux	Poitiers	Limoges	Toulouse	Montpellier		
Rapport de fouille programmée	1	1	1			3	20
Demande de fouille programmée		1	1	3		5	
Rapport de sondage	1			2		3	
Demande de sondage	1					1	
Rapport de prospection thématique				1		1	
Demande de prospection thématique	1	1		1	2	5	
Rapport de PCR	2	2		1	2	7	
Demande de PCR		1		1	2	4	
APP		2				2	
Nombre de dossiers en programmé	4	5	1	6	4		

Figure 2. Détail des contenus des dossiers de programmé répartis selon les SRA.

Parmi l'ensemble des 64 dossiers, 8 incluent une étude de bâti. Il s'agit de 2 diagnostics et 6 CCS (dont 4 de fouille directe) en préventif, d'un rapport de sondages et d'une prospection thématique débouchant sur une demande de fouille programmée. Plus anecdotique, 3 des dossiers expertisés portent sur le subaquatique (1 rapport de fouille programmée, 1 demande de prospection thématique et 1 aide à la publication).

Répartition géographique

Sur les 64 dossiers examinés, 39 sont portés par les trois sites de Nouvelle-Aquitaine. Le centre de Poitiers en cumule 23 à lui seul, dont une grande part en préventif (44 % des rapports de diagnostic et 46 % des cahiers des charges scientifiques). Le plus faible nombre de dossiers est attribuable au site de Limoges (5) qui ne porte que 3 des rapports de diagnostic

expertisés. Cette région est celle qui porte la grande majorité des CCS pour fouille directe (8 sur 10 pour les sites de Bordeaux et Poitiers, les 2 derniers étant localisés au centre de Toulouse).

Les dossiers concernant le programmé sont davantage équilibrés entre Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Ceux sur le subaquatique concernent exclusivement le centre de Poitiers, avec des épaves du premier Moyen Âge identifiées sur le fleuve Charente à Port d'Envaux en Charente-Maritime.

Répartition chronologique

Le Moyen Âge est le plus représenté (56, dont 39 en préventif) parmi les 64 dossiers traités, devant la période moderne (32 dossiers, dont 24 en préventif) et le contemporain (5 dossiers, dont 3 en préventif). L'un de ces dossiers (PCR) porte surtout sur l'âge du Fer et l'Antiquité, ne traitant que de façon marginale certaines données du premier Moyen Âge.

Parmi les 55 dossiers concernant la période médiévale, le premier Moyen Âge (25 dossiers) est assez bien représenté mais c'est assez logiquement le second Moyen Âge qui demeure le plus conséquent (41 dossiers), 11 dossiers concernant les deux périodes. Parmi eux, 25 concernent également la période moderne, dont 1 associe aussi la période contemporaine. Les autres dossiers concernent la période moderne (7 dossiers dont 3 portant également sur la période récente) et plus exceptionnellement la période contemporaine (une prospection thématique sur un avion).

Parmi les diagnostics débouchant sur une prescription (CCS et PSI), 13 comportent des niveaux attribuables au premier Moyen Âge et 15 concernent des sites du second Moyen Âge. Parmi ceux attribuables au second Moyen Âge, 3 comportent également des vestiges de la période moderne. Un seul (en zone urbaine, diagnostic réalisé à Béziers) comporte des niveaux continus depuis le premier Moyen Âge. Enfin, 3 sites ont apporté des vestiges concernant uniquement la période moderne. Pour les CCS de fouille directe, la proportion s'inverse puisqu'ils concernent quasi exclusivement des sites du second Moyen Âge (8) et de la période moderne (8 dont 2 associés à la période contemporaine), ce qui n'est pas étonnant puisque ces CCS concernent essentiellement des études de bâti ou des suivis de travaux dans les villes ou les centres de villages actuels. Un seul concerne une potentialité éventuelle du premier Moyen Âge en zone rurale.

Etonnamment, au regard du nombre de diagnostics positifs donnant lieu à des CCS sur cette période, aucun des RFO examinés en 2021 ne concerne réellement le premier Moyen Âge, les sites fouillés commençant au plus tôt au XI^e siècle. Signalons l'importance des données paléo-environnementales qui apportent, dans 2 des 6 fouilles préventives dont les RFO ont été expertisés, des informations non négligeables et inédites pour le Moyen Âge à Brive-la-Gaillarde en Corrèze (fouille de Michaël Gourvenec, localisée sur l'ancien aérodrome de Brive-Laroche) et à Auvillar, dans le Tarn-et-Garonne (fouille de Laure Leroux sur l'ancien couvent des Ursulines).

Pour le programmé, les opérations de terrain n'abordent le premier Moyen Âge que sur deux sites fortifiés de hauteur et en subaquatique sur des épaves. L'habitat rural n'est réellement représenté que par les PCR qui utilisent surtout les données issues des opérations préventives. Le constat n'est pas nouveau mais il est regrettable que l'habitat rural (déserté ou non) du premier Moyen Âge (comme du second d'ailleurs) ne soit toujours étudié qu'à travers les opérations préventives, très représentées dans certains secteurs géographiques et inexistantes ailleurs.

Répartition par axes de la programmation nationale

Les axes de la programmation nationale abordés par les dossiers sont les axes 7 à 14. L'axe 10 est le mieux représenté avec 30 dossiers, dont 23 en préventif (19 diagnostics, 21 CCS, 2 RFO), qui peuvent parfois être communs à d'autres axes de la programmation. Parmi les sites découverts en diagnostic en 2021, certains présentent un potentiel remarquable, tels les vestiges bien conservés d'un village médiéval et de son cimetière (VIII^e-XIV^e siècles) découverts par C. Vacher rue Gouineau à Virson en Charente-Maritime. Le phénomène urbain (axe 9) est présent dans 15 dossiers expertisés dont une grande majorité (12) concernent le préventif (4 diagnostics, 8 CCS, 1 PSI, 3 RFO). L'axe 11 sur les constructions élitaires est abordé dans 13 dossiers dont 7 en préventif (3 diagnostics, 5 CCS, 2 RFO). L'axe 7 sur les phénomènes funéraires est présent dans 11 dossiers dont 9 en préventif (5 diagnostics, 6 CCS, 1 PSI, 2 RFO).

Les autres axes ne sont concernés que par moins de 10 dossiers. L'axe 8 sur les édifices de culte chrétien n'est présent, toujours associé à un autre axe, que dans 7 dossiers dont 5 en préventif (4 diagnostics et CCS, 1 RFO). L'axe 12 sur les mines et matériaux associés n'est présent qu'associé à d'autres axes dans 3 dossiers de préventif (2 diagnostics et CCS, 1 RFO). L'axe 13 sur les aménagements portuaires et le commerce n'est réellement représenté que par 5 dossiers, les 3 traitant du subaquatique à Port d'Envaux et 2 CCS. Signalons pour cet axe le caractère exceptionnel du CCS pour la fouille préventive, à Villenave-d'Ornon en Gironde, d'une épave en bois du VI^e-VII^e siècle, particulièrement bien conservée dans les dépôts alluvionnaires d'un paléochenal. L'axe 14 sur le moderne et le contemporain est plus délicat à quantifier puisqu'essentiellement chronologique, il regroupe en partie les précédents.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Les rapports examinés (30 rapports en préventif, 14 en programmé en incluant 7 rapports de PCR) sont globalement de bonne qualité, malgré la crise sanitaire de 2020 qui a naturellement impacté les contenus, notamment pour les PCR ou les opérations de terrain programmées, en limitant les possibilités de réunion, d'accès à la documentation ou au mobilier. On note cependant des divergences entre les rapports selon leur nature.

Moins soumis aux contraintes temporelles que ceux du préventif, les rapports des opérations programmées et de PCR sont souvent de grande qualité. Nous retenons le rapport de fouille subaquatique de Ph. Moyat sur l'épave du haut Moyen Âge de Port-d'Envaux en Charente-Maritime, le rapport de PCR sur les céramiques de raffinage du sucre en France coordonné par Sébastien Pauli, le rapport de sondage et bâti concernant la maison médiévale et moderne du 21, rue des Tourneurs à Moissac dans le Tarn-et-Garonne, ou encore le rapport de prospection thématique de Thibaut Lasnier sur le site castral de hauteur du Castet d'Izaut, à Izaut-de-l'Hôtel en Haute-Garonne.

Les 6 RFO de fouille préventive sont de bonne qualité, même si l'on peut parfois constater une surinterprétation des résultats. S'il ne fallait en retenir qu'un, nous optons pour celui de Christophe Calmès sur la dense aire d'ensilage des XI^e-XII^e siècles fouillée en 2017 au chemin de Trinchet, à Saint-Jorry, en Haute-Garonne.

On note par contre des problèmes récurrents dans les rapports de diagnostics. Nombre de responsables scientifiques ignorent ainsi quasi-systématiquement d'inclure une fiche d'état de site dans la première section. Moins systématiquement mais plus regrettable pour des rapports traitant des périodes médiévale, moderne ou contemporaine, il n'est pas rare que les contextes, notamment historiques, soient traités de manière superficielle voire parfois expédiés en quelques lignes. Cette absence se répercute naturellement dans la qualité des

synthèses, parfois limitées à de courts paragraphes. Parmi les autres lacunes constatées à plusieurs reprises dans les rapports de diagnostic, on peut signaler le faible nombre de structures testées durant la phase de terrain, l'absence d'analyse archéo-anthropologique, l'absence de plans de détail ou, plus rarement, l'insuffisance des études de mobilier (l'absence de planches permettant de justifier les datations céramiques notamment). Si ces manques peuvent probablement s'expliquer ponctuellement par les difficultés liées à la crise sanitaire, ils semblent surtout refléter le manque de temps dont disposent les équipes en phase terrain comme en post-fouille. Il est cependant rare que des rapports cumulent toutes ces remarques et l'on peut reconnaître que les descriptions de structures sont très souvent bien faites et suffisantes pour permettre la prescription d'une fouille préventive. Malgré quelques défauts, pas toujours imputables aux seuls responsables d'opération d'ailleurs, de nombreux rapports de diagnostics sont de bonne qualité et il serait difficile d'en sélectionner un seul à mettre en évidence.

Cahiers des charges

Les cahiers des charges sont globalement très complets. Les suggestions de modification ne portent que rarement sur les surfaces prescrites et sont plutôt liées à la minoration des effectifs, notamment pour les CCS de fouille directe, en phase terrain (absence de géomorphologue, archéo-anthropologue...) et surtout en post-fouille. L'usage du détecteur de métaux dès la phase de décapage, régulièrement rappelé, devient de plus en plus présent dans les CCS qui nous sont soumis, comme la nécessité d'inclure des prélèvements systématiques pour études environnementales, micromorphologiques ou des mortiers, ou la prévision de datations archéomagnétiques pour la découverte de fours, notamment dans les sites ruraux.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (MOYEN ÂGE, CHÂTEAUX ET ÉDIFICES RELIGIEUX, MONUMENTAL, BÂTI)

Par Cédric MOULIS
Membres de la CTRA

Pour l'ensemble des huit sessions de la CTRA de 2021, toutes dématérialisées, m'ont été soumis pour expertise 68 dossiers différents, soit 11 de moins qu'en 2020. Voici sous forme de graphiques la répartition de ces dossiers. On constate cette année une nette domination des opérations préventives par rapport aux programmées dans les dossiers qui m'ont été adressés, alors que les deux années précédentes tendaient plutôt à l'équilibre (fig 1).

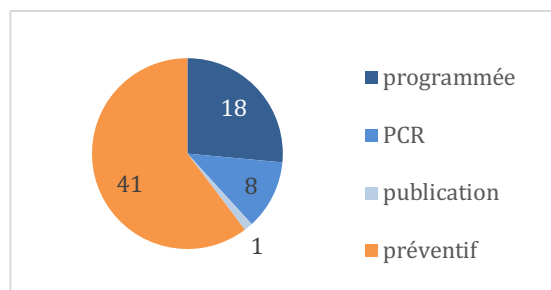


Figure 1

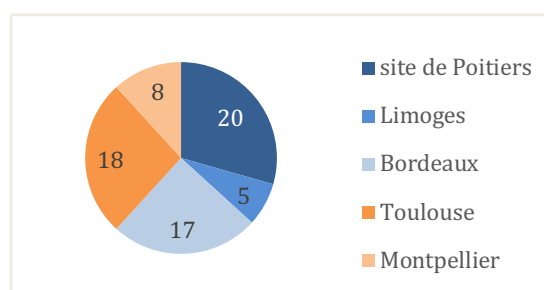


Figure 2

Le nombre de dossiers traités par site administratif s'équilibre cette année entre Poitiers, Toulouse et Bordeaux (fig. 2). Comme l'an passé, Poitiers ressort toutefois devant, en particulier les départements de la Vienne (10 dossiers traités) et la Charente-Maritime (9 dossiers), ce qui s'explique pour le premier par l'activité de Nicolas Prouteau et de ses étudiants de l'université de Poitiers en archéologie castrale. Seuls cinq départements n'ont fait l'objet d'aucune expertise de notre part (Ariège, Creuse, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Deux-Sèvres). Deux départements, la Dordogne et la Gironde, atteignent ou dépassent également le seuil de 5 dossiers traités. Si les opérations visant des sites militaires/castraux restent en tête au nombre de dossiers traités, la part du religieux et du civil a augmenté (fig 3). Nous observons ainsi un bel équilibre entre castral/militaire, religieux/funéraire et civil/artisanal.

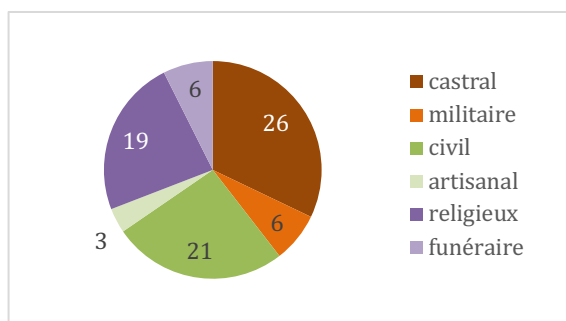


Figure 3

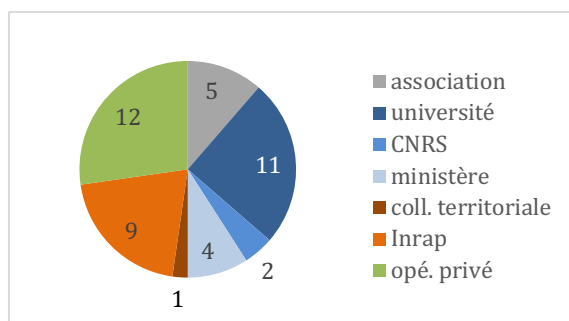


Figure 4

La part des universités a baissé, pour s'équilibrer avec celle des opérateurs privés et de l'Inrap (fig. 4). D'une manière générale, le service public reste l'interlocuteur privilégié, dans des formes diverses (CNRS, SRA, Collectivités territoriales, Inrap). La part des opérateurs privés a encore diminué par rapport à 2020.

Trente-quatre dossiers ont concerné des sites ruraux ou semi-ruraux, contre 34 sites urbains, soit une égalité parfaite. La part urbaine a donc fortement progressé, phénomène dû à l'augmentation des prescriptions sur le bâti, ce dont nous nous réjouissons. Parmi ceux-ci, 37 ont amené à une étude de bâti, dans des degrés toutefois très différents selon les cas (de quelques observations sur les élévations à de véritables relevés et analyses approfondies). Ces 37 dossiers concernent principalement des châteaux et des maisons civiles mais aussi des édifices religieux. Ils se répartissent pour moitié tant dans le domaine rural qu'urbain. Il nous est plaisant de constater ainsi que les prescriptions augmentent et s'améliorent qualitativement en synergie avec le service des Monuments Historiques et les architectes. Les progrès sont assez disparates d'une région à l'autre. Les services de Toulouse et Poitiers restent les plus efficaces en ce domaine.

Cinquante-neuf des 68 sites ont concerné le bas Moyen Âge, ce qui reste une constante très logique surtout en contexte urbain et castral (fig. 5). La part belle est également faite pour le Moyen Âge central et l'époque moderne. Pour la première fois, aucun site dont l'expertise m'a été confiée n'a présenté de diachronie avec une période antérieure. Le haut Moyen Âge est peu représenté puisqu'il ne s'agit pas de ma spécialité.

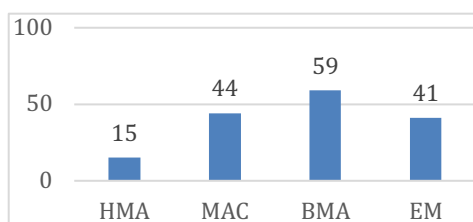


Figure 5

Sur les 68 dossiers, 31 d'entre eux étaient ou contenaient un CCS. Face aux 10 diagnostics ou sondages, 19 fouilles directes ont été prescrites, montrant là une tendance à passer plus rapidement à la fouille sans diagnostic préalable lorsque l'intérêt archéologique semble évident, ce qui fait gagner du temps et de l'argent à tout le monde. Vingt-six rapports en préventif ou en programmée ont été rendus, dont 11 RFO. Ce nombre est en baisse, mais peut s'expliquer parce que la priorité a été donnée à la prescription.

Concernant la forme des rapports, on ne peut que se féliciter de la grande qualité formelle de ceux-ci, qui n'ont bien souvent rien à envier à une véritable publication, et tout particulièrement chez les opérateurs publics ou privés. Le bémol est qu'inconsciemment, cette qualité éditoriale devient peu à peu la norme de base, ce qui peut vite handicaper les dossiers des associations et des universités. Dans le contenu, la qualité des dossiers examinés reste d'un très bon niveau.

Il est honnêtement difficile de sélectionner certains dossiers tant la qualité scientifique des opérations s'est maintes fois révélée. Toutefois, plusieurs rapports et travaux peuvent être signalés pour leur qualité ou leur grand intérêt scientifique. Citons cette année encore les fouilles menées par L. Soulard sur les mottes castrales de Cabanac-et-Villagrains (33). L'ensemble des opérations menées par les étudiants de N. Prouteau sur les sites castraux en Poitou semblent, comme en 2020, moins ordonnées et cohérentes qu'en 2019. Ceci vient très vraisemblablement du fait que la crise sanitaire a empêché les étudiants de se focaliser sur les activités de terrain. Retenons également les fouilles exemplaires menées par F. Guillot au château de Penne (81), sur un site emblématique et au relief impressionnant, qui s'enrichit des travaux d'un PCR. Signalons également les travaux menés sur les châteaux d'Ornac, Châteaueux ou encore Ségur-le-Château.

La crise sanitaire a eu un impact certain dans le déroulement des commissions. En effet, elles se sont toutes déroulées à distance, ce qui a compliqué les échanges et débats. Pour autant, la production de dossiers ne s'est guère faite ressentir. L'année 2021 fut encore une fois bien chargée pour les experts en archéologie médiévale et moderne. Mais l'arrivée d'une troisième experte pour la période et l'aide bienvenue de plusieurs rapporteurs extérieurs ont permis cette année de diminuer d'une dizaine le nombre de dossiers examinés.

ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE

Par Catherine RIGEADE
Membre de la CTRA

En 2021, 36 dossiers au total ont pu être examinés. Deux dossiers ont été évalués en inter-CTRA. L'archéologie préventive représente plus de 80 % des dossiers étudiés (fig. 1). Si l'on regarde la répartition géographique, 6 dossiers concernent l'Occitanie et 30 dossiers concernent la Nouvelle-Aquitaine (fig. 2).

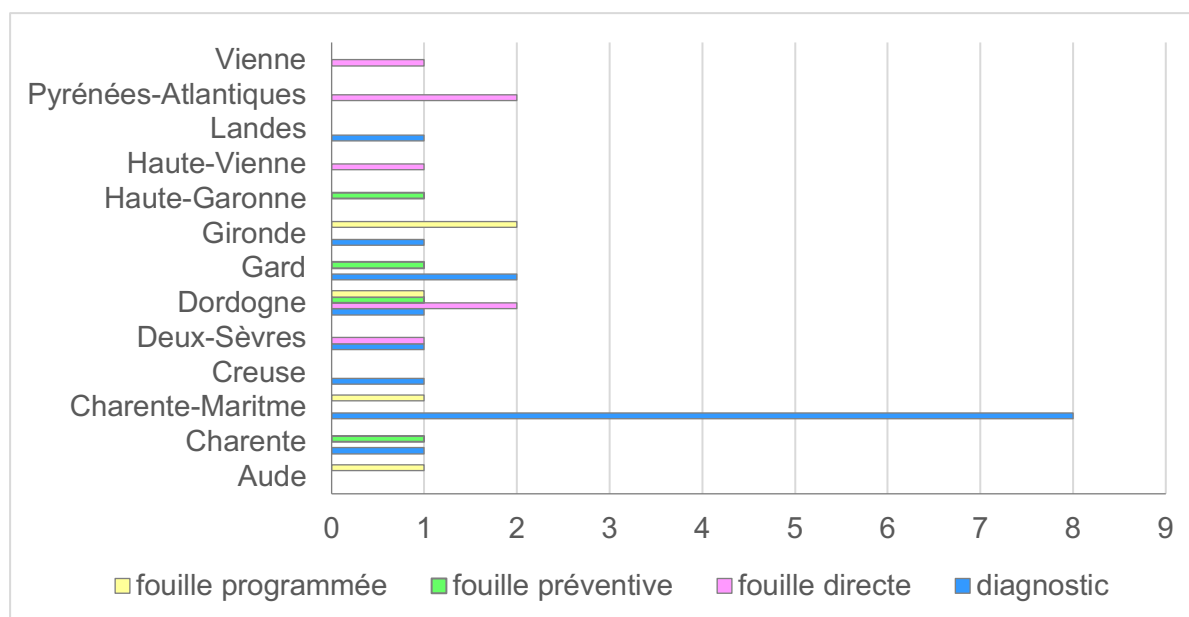


Figure 1. Type d'opérations évaluées sur la thématique du funéraire en 2021, par département.

Département	Nombre de dossiers examinés en 2021
Aude	1
Charente	2
Charente-Maritime	9
Creuse	1
Deux-Sèvres	2
Dordogne	6
Gard	4
Gironde	3
Haute-Garonne	1
Haute-Vienne	1
Landes	1
Pyrénées-Atlantiques	3
Tarn	1
Vienne	1

Figure 2. Nombre de dossiers examinés sur la thématique du funéraire en 2021, par département.

Principaux résultats obtenus et thèmes abordés

Parmi les dossiers examinés en 2021, 50 % sont des rapports de diagnostic (16 dossiers) accompagnés d'un examen du cahier des charges, auxquels s'ajoutent 7 dossiers examinés pour une fouille directe. Une fouille programmée subaquatique et 1 fouille directe subaquatique qui ne concernaient pas la thématique du funéraire ont également été examinées en 2021.

À cela s'ajoutent deux demandes d'APP concernant respectivement une nécropole protohistorique et un cimetière médiéval et moderne.

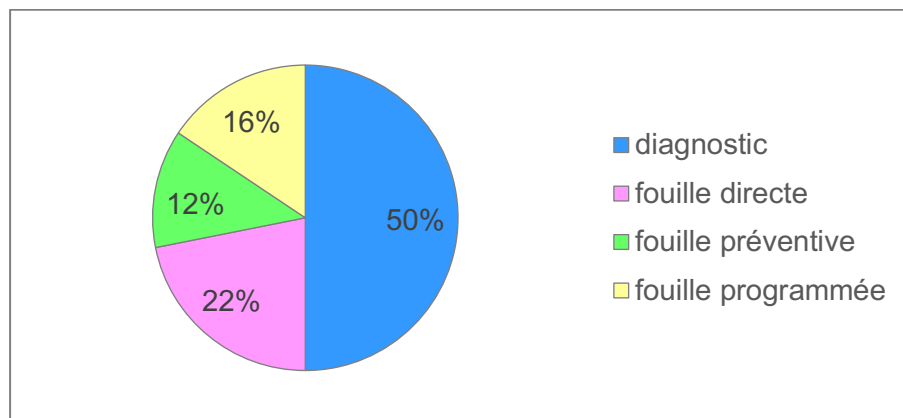


Figure 3. Types d'opérations examinées en 2021.

L'essentiel des dossiers examinés concernent la période médiévale et l'époque moderne (fig. 4). Plus précisément, 24 sites ont livré des vestiges se rattachant à la période médiévale, tandis que 18 sites intéressent l'époque moderne. Les périodes médiévales et moderne sont fréquemment abordées de manière conjointe car il s'agit, dans la majeure partie des cas, de cimetières fonctionnant durant ces deux périodes. On notera que pour deux opérations de diagnostic la période chronologique n'a pas pu être déterminée. L'un de ces deux rapports a reçu un avis défavorable pour sa validation.

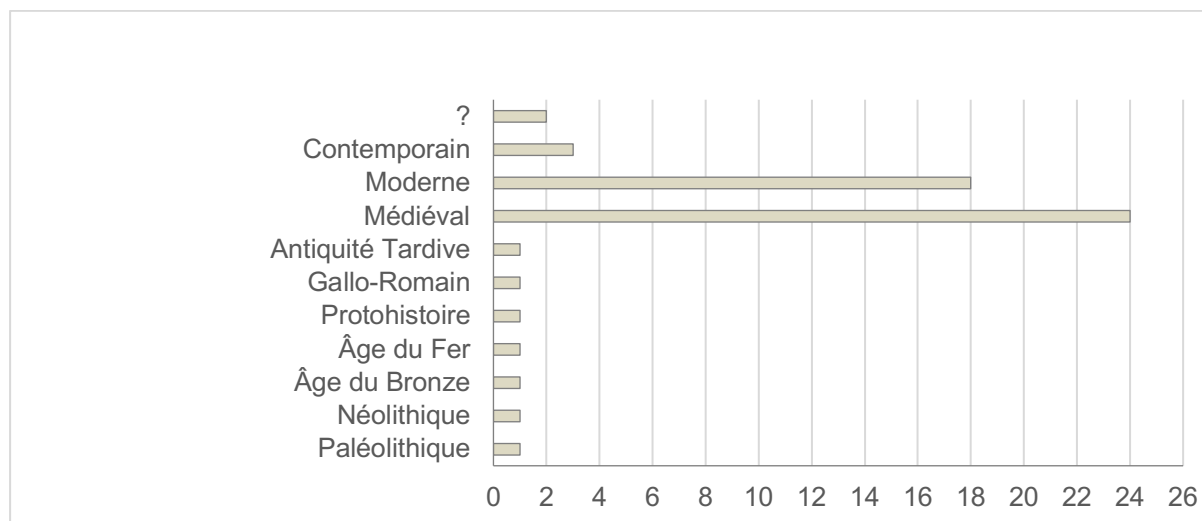


Figure 4. Nombre d'opérations par période chronologique examinées en 2021.

Trois dossiers au total ont d'ailleurs reçu un avis défavorable par la CTRA : deux rapports de diagnostic et une demande de fouille programmée. En ce qui concerne les rapports de diagnostic, le principal défaut de ces deux rapports résidait dans l'absence totale du traitement des vestiges anthropologiques et l'absence d'éléments datant qui ne permettaient pas *a posteriori* de proposer une prescription adaptée.

Pour la demande de fouille programmée, l'essentiel des motifs du refus résidait dans l'absence de compétences dans le domaine du funéraire du responsable d'opération, l'absence de problématique scientifique inhérente au projet de fouille et la faisabilité du projet par rapport aux méthodes envisagées et temps imparti pour la fouille du cimetière à appréhender.

Forme éditoriale et qualité des rapports

En ce qui concerne les rapports de diagnostic, les éléments attendus par le prescripteur (et souvent précisés dans les prescriptions de diagnostic) ne sont que très exceptionnellement fournis, notamment en ce qui concerne la manière d'appréhender les vestiges funéraires. Cela est particulièrement préjudiciable pour la qualité et le travail du CCS de fouille, voire même de la fouille préventive elle-même (notamment pour les estimations du nombre de sépultures, densité, cimetières stratifiés, etc). Il convient de signaler que ce constat avait déjà été fait dans le rapport d'activité 2017-2020 des CTRA.

On pointera également l'absence quasi systématique des restes osseux, alors que la céramique est *a minima* traitée au sein des rapports de diagnostic. Les vestiges anthropobiologiques ne font ainsi jamais l'objet *a minima* de fiches de conservation (pourtant exigibles lors du versement des collections au sein des dépôts archéologiques). Cela pose un problème évident notamment lors de la réalisation d'analyses destructrices comme le radiocarbone.

Difficultés rencontrées

Il y a deux véritables difficultés en ce qui concerne les sites funéraires appréhendés dans le cadre du préventif : l'absence de datations (notamment radiocarbone) et l'absence de sépultures « testées » lors du diagnostic. Les données se limitent fréquemment au seul repérage des tombes en surface. Ces deux lacunes méthodologiques entravent considérablement la qualité et l'ajustement des prescriptions pour la fouille préventive des ensembles funéraires.

Les datations radiocarbone ne sont que très exceptionnellement réalisées dans le cadre des diagnostics. Cela est préjudiciable notamment pour la qualité des prescriptions de fouilles préventives qui en découlent. De la même façon, dans le cadre des ensembles funéraires, les sépultures ne sont que très exceptionnellement testées. De ce fait il demeure très difficile de pouvoir élaborer une prescription adaptée en ce qui concerne le nombre de sépultures envisagées, les études complémentaires à fournir (comme la paléopathologie ou la réalisation d'analyses paléomicrobiologiques par exemple).

Conclusion

En conclusion, la région Nouvelle-Aquitaine apparaît très dynamique pour la recherche en archéologie funéraire, avec notamment un grand nombre de prescriptions sur des ensembles funéraires émises pour le département de Charente-Maritime. Les opérations de suivi de travaux sur les centres villageois anciens, prescrites dans le cadre de l'archéologie préventive, sont particulièrement nombreuses et concernent très fréquemment les abords directs d'édifices religieux et des cimetières attenants.

Il est encore difficile de tirer des conclusions scientifiques après une année d'exercice mais on peut faire le constat de manquements importants dans les rapports concernant les méthodes pour appréhender les ensembles funéraires et le traitement des vestiges anthropologiques. Plus généralement, on déplorera l'absence de fiche de conservation dans les rapports, très préjudiciable lorsque les ossements ont été détruits lors de la réalisation d'analyses et notamment lors des datations radiocarbone.

Globalement, à l'issue de cette première année d'expertise sur la thématique du funéraire, on peut constater une grande sollicitation pour les prescriptions dans le cadre du préventif et une demande d'examen nettement moindre pour les fouilles programmées. En effet, la présence

d'un spécialiste en anthropologie semble nécessaire et évidente, dès lors que sont examinées en CTRA les demandes d'analyses ou des demandes de protocole et/ou de méthodologie pour des études anthropologiques en post-fouille. Toutefois la nécessité d'un regard de spécialiste dans le cadre des fouilles programmées ne semble pas nécessaire et notamment pour certaines périodes chronologiques où on pointera l'absence totale de dossiers soumis concernant les périodes plus anciennes : nécropoles néolithiques, protohistoriques et antiques. Il est probable que les dossiers relatifs à ces périodes soient traités par d'autres rapporteurs, spécialistes de la période. Il n'est donc pas possible de connaître la manière dont les vestiges funéraires et plus particulièrement les vestiges anthropobiologiques sont traités pour ces périodes. Toutefois on peut s'étonner qu'un seul dossier de fouille programmée pour la période médiévale et moderne, n'ait été soumis à expertise. Par conséquent, le bilan et le regard sur l'archéologie funéraire en général reste biaisé et limité à l'issue de cette première année.

**Le département des recherches archéologiques subaquatiques et
sous-marines dans les commissions territoriales de la recherche
archéologique**

Recherche archéologique sous-marine : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Arnaud SCHAUMASSE

Directeur du département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines

	Façades H.de France et Normandie		Façades Bretagne et Pays de la Loire		Façades Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire		Façade Occitanie		Façade PACA		Façade Corse		Façades Outre-mer	
	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)
Préventif														
Dossiers instruits	10	/	12	/	10	/	3	/	18	/	2	/	29	/
Diagnostics prescrits	2	64,47	0	0	0	0	0	0	4	4,84	0	0	4	3,16
Fouilles prescrites	0	0	0	0	1	0,17	0	0	0	0	0	0	0	0
Diagnostics réalisés	1	63,37	2	33,82	2	25,03	0	0	3	7,86	0	0	4	16,74
Fouilles réalisées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Evaluations signées	1	440	0	0	1	9500	0	0	1	177	1	1167	0	0
Evaluations réalisées	1	440	0	0	0	0	0	0	1	177	1	1167	0	0
Programmé	SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran								SM/Estran	
PCR	0		0		1/0		1		0		0		0	
Fouilles	0		1/0		1/2		1		3		1		0/1	
Prospections	2/1		8,5/4		7,5/4		1		8		2		3/0	
Sondages	0		1/1		0/3		3		6		1		2/0	
IBCM	0		3/1		2/1		0		1,5		1,5		0	
Etude doc	2		1/1		0		0		2		0		0	

Données concernant le seul domaine maritime (sur 10 diagnostics prescrits en 2021, 4 ont été réalisés la même année ; les autres ont été prescrits les années précédentes. Les « ,5 » en Programmé signifient qu'une opération se déroule sur 2 façades).

SM = sous-marin

Le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) est un service à compétence nationale établi à Marseille. En application du code du patrimoine, il est chargé de mettre en œuvre, en métropole comme en outre-mer, la législation sur les biens culturels maritimes, en liaison avec les administrations participant à l'action de l'État en mer (préfectures maritimes, direction des affaires maritimes, Douanes...). Il assure en outre auprès des SRA une mission de conseil et d'accompagnement des chantiers archéologiques dans les eaux intérieures, notamment en matière de traitement du matériel et de la documentation recueillis.

La compétence réglementaire du Drassm s'appliquant à chacune des façades maritimes françaises comme le montre le tableau chiffré ci-dessus, l'examen des dossiers d'archéologie sous-marine est effectué par les différentes CTRA concernées (Centre-Nord, Ouest, Outre-Mer, Sud-Ouest, Sud-Est). C'est pourquoi, le regard des experts des CTRA sur les opérations d'archéologie sous-marine se retrouve inséré à chacun des bilans interrégionaux.

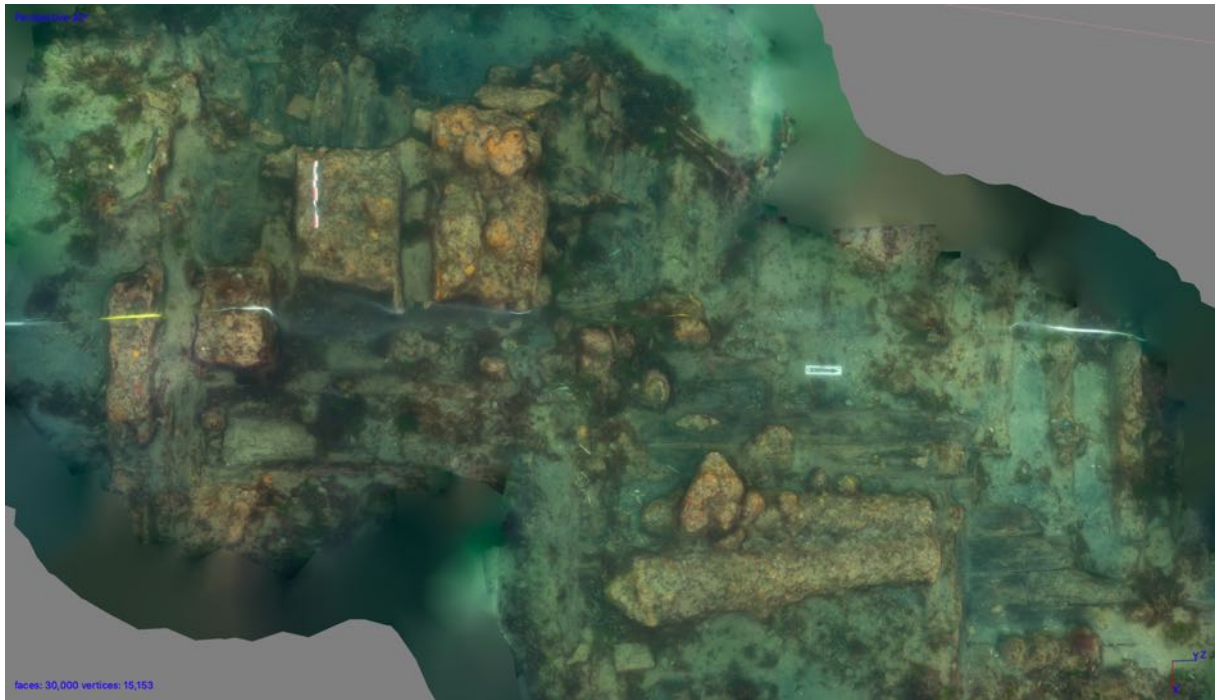
Les deux opérations présentées ci-dessous illustrent l'activité de prescriptions, d'exécution et de contrôle du Drassm en 2021 :

- Une déclaration de découverte entraîne la réalisation de nouvelles recherches sur les épaves de la bataille de la Hougue (1692) au large de Saint-Vaast-la-Hougue (Manche)
Cécile Sauvage (conservatrice du patrimoine, responsable des littoraux Normandie, Hauts-de-France et Saint-Pierre-et-Miquelon)



Sud Tatihou 1 : coupe sous-marine au niveau de la quille de l'épave, déclarée en 2021 (photo T. Seguin/Drassm).

En pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg, le 29 mai 1692, une bataille s'engage entre la flotte de Louis XIV, commandée par l'amiral Tourville, et la flotte anglo-hollandaise, à sept lieues de Barfleur. Dans la nuit, la flotte française, en infériorité numérique, tente de s'échapper en direction des abris bretons. Quinze vaisseaux de ligne ne parviennent pas à passer le raz Blanchard. Trois d'entre eux, dont le vaisseau amiral le *Soleil Royal*, se réfugient à Cherbourg où ils sont détruits le 1^{er} juin par les navires anglais. Les douze autres sont volontairement échoués par ordre de l'autorité royale au sud de l'île Tatihou et derrière la pointe de la Hougue. Les 2 et 3 juin, ils sont incendiés par les chaloupes et brûlots anglais.



Anse du Cul-de-Loup 1 : photogrammétrie de la zone centrale de l'épave (T. Seguin/ Drassm).

En 1985, Ch. Cardin déclare au Drassm la découverte de cinq épaves groupées au sud de l'île Tatihou. Après une première campagne de diagnostic en 1990, ces sites font l'objet d'un vaste programme de fouille archéologique sous-marine. Mené jusqu'en 1995 sous la direction de M. L'Hour et E. Veyrat, celui-ci est en grande partie financé par le Conseil départemental de la Manche. En 1990, Ch. Cardin et l'association Ariesh localisent en outre, au cours d'une prospection magnétique, trois possibles épaves au début de l'anse du Cul-de-Loup. Le Drassm, déjà engagé par la fouille des cinq épaves de Tatihou, dans le contexte de l'ouverture du musée maritime de Tatihou (1992), ne procède alors pas à l'expertise de ces nouvelles découvertes. Il faut attendre 2021 pour que ces sites soient à nouveau mis en exergue suite à une nouvelle découverte : J. Lereverend déclare, à l'issue d'une plongée de chasse sous-marine, une épave inédite dans les roches situées au sud de Tatihou. L'emplacement du site, mais aussi les dimensions imposantes d'une longue pièce d'architecture navale visible sur les données transmises par l'inventeur permettent de faire le lien avec le *Terrible*, vaisseau de 76 canons justement naufragé sur les roches de Tatihou en 1692.

Au cours d'une campagne de carte archéologique, menée par le Drassm (Resp. C. Sauvage) en août 2022, cette nouvelle épave et les trois localisées en 1990 dans l'anse du Cul-de-Loup font l'objet d'une expertise. Les observations confirment le lien entre ces vestiges et la bataille de la Hougue, complétant ainsi l'ensemble de sites fouillé dans les années 1990. Ce vaste corpus constitue un unicum pour l'étude de la construction navale dans les arsenaux du Roi-Soleil, entre 1650 et 1691. L'état de conservation exceptionnel des épaves de l'anse du Cul-de-Loup, enfouies sous plus d'un mètre de sable, est par ailleurs prometteur en termes de culture matérielle.



Anse du Cul-de-Loup 3 : sondage sur l'épave.
(photos T. Seguin/ Drassm).



Anse du Cul-de-Loup 3 : roue d'affût de canon

- L'épave Sanguinaires C (1^{re} moitié du XVI^e siècle)

Hervé Alfonsi (Arasm), responsable d'opération, Marine Sadania (Ingénieure de recherche Drassm), co-direction scientifique

Fouille en collaboration étroite avec Éric Rieth (CNRS, Lamop) et Élisabeth Veyrat (Arkaeos)

L'épave Sanguinaires C repose par 19 m de profondeur dans l'axe de la passe des Sanguinaires à la sortie du Golfe d'Ajaccio. L'opération de fouille 2021 constitue la première année du programme de fouille tri-annuelle 2021-2023, validée par la CTRA Sud-Est des 11 et 12 mai 2021.

La campagne 2021 s'est concentrée sur la fouille de la zone arrière en ouvrant jusqu'à la membrure M105 mais uniquement sur le développé bâbord de la coque.

En 2021, il a été décidé de procéder au démontage partiel et méthodique du tumulus de pierres grâce au soutien de la Marine nationale et plus particulièrement du Groupement des plongeurs démineurs (GPD) de la Méditerranée : à bord du bâtiment base *Pluton*, ces plongeurs ont ainsi retiré la partie supérieure du chargement, chaque couche de pierres étant au préalable documentée par une photogrammétrie. Au total, on estime à près de 65 t la masse des pierres déplacées jusqu'à une zone de sable près de l'épave.



Sanguinaires C : vue de l'arrière de l'épave fouillée en 2021 (photo F. Osada, Arasm/Drassm).



Sanguinaires C : vue des plongeurs du GPD Méditerranée lors du démontage méthodique de la partie supérieure du chargement de pierres (photo F. Osada, Arasm/Drassm).

La campagne 2021 de l'épave Sanguinaires C a permis la mise au jour de céramiques du même type que les années précédentes qui pourraient être datées du début du XVI^e siècle : *graffite a stecca*, *graffite a punta*. Il convient de souligner la découverte d'une très belle assiette *a berettino*, de style *gotico-floreal*, avec un décor monochrome en bleu du type *alla porcellana*. Elle est caractéristique des productions toscanes, probablement de Montelupo, et datable de la première moitié du XVI^e siècle.

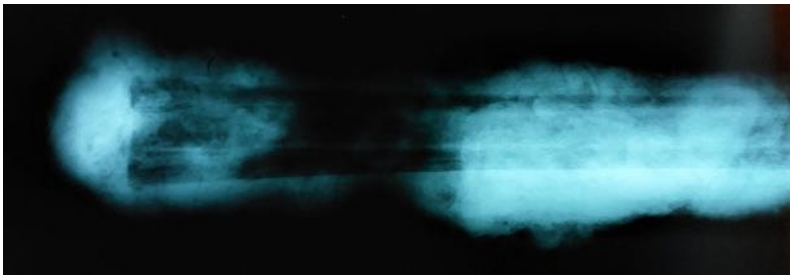


Sanguinaires C : assiette « a berettino », 21 SANG C 185, qui pourrait provenir de Montelupo, 1^{re} moitié du XVI^e s. (photo S. Cavillon Drassm).

Au terme de cette première année du programme pluriannuel (2021-2023) de fouille de l'épave Sanguinaires C, fragilisée à la fois par la nature et le poids du chargement de pierres et par les tarets, des caractéristiques architecturales nouvelles et importantes ont été mises en évidence sur cette coque exceptionnelle par sa construction à clin originaire du nord de l'Europe : découverte de la carlingue et du plancher de protection arrière cloué au vaigrage, confirmation de la présence d'un bau de varangue/*biti*, mise en lumière de l'insertion des membrures une fois les virures inférieures du bordé édifiées.

Au-delà, l'épave Sanguinaires C ne laisse pas de nous étonner. L'identification après radiographie d'au moins deux armes à feu portatives parmi les nombreuses concrétions ferreuses ouvre dorénavant la voie à un extraordinaire champ des possibles. S'agit-il d'une

cargaison, ou d'armes utilisées à bord pour défendre le navire dans un contexte général d'insécurité maritime au tournant des XV^e et XVI^e siècles ? Seule la poursuite de la fouille et la documentation des vestiges permettront de trancher mais l'épave Sanguinaires C renouvelle nos connaissances et s'impose chaque jour plus complexe et fascinante, à la fois plateforme technique et humaine et incomparable témoin du temps, du commerce maritime et de l'histoire des techniques. La chronologie rare de l'épave, les multiples questions posées par le site et la fragilité extrême des vestiges nous incitent tout particulièrement à mener prudemment le dégagement des structures. La stratégie de fouille doit sans cesse être affinée et réorientée en fonction des découvertes et au fur et à mesure que la complexité de l'épave se dévoile.



Concrétion C24 identifiée après radiographies comme une haquebute (photo F. Osada et M. Sadania).



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
des patrimoines
et de l'architecture